

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LE
COMMERCE DES BOIS
DE BOURGOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Jeudi 6 Juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir

PAR

GEORGES MARLIO

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. MOULIN, *professeur.*

Suffragants : { M. VIGNES, *professeur adjoint.*
M. GERMAIN MARTIN, *agrégé.*



DIJON
IMPRIMERIE RÉGIONALE

—
1905

LE COMMERCE DES BOIS
DE BOURGOGNE

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LE
COMMERCE DES BOIS
DE BOURGOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Jeudi 6 Juillet 1905, à 1 heure 1/2 du soir

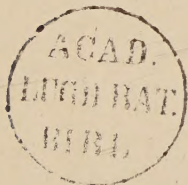
PAR

GEORGES MARLIO

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. MOULIN, *professeur.*

Suffragants : { M. VIGNES, *professeur adjoint.*
 { M. GERMAIN MARTIN, *agrégé.*



DIJON

IMPRIMERIE RÉGIONALE

—
1905



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE

ERRATA

Page 12, avant-dernière ligne, d'oolithiques, lisez : *oolithiques*.

Page 27, en note, entrepris, lisez : *entreprise*.

Page 63, 4^e ligne, 1883, lisez : 1783.

Page 75, en note, sens, lisez : *cens*.

Page 107, 7^e ligne, convenait, lisez : *convenaient*.

Page 177, 13^e ligne (8 mars) 1886, lisez : (8 mars) 1686.

Page 236, 15^e ligne, 12.000.000, lisez : 1.200.000.

Page 243, 14^e ligne, Le (calorie), lisez : *La (calorie)*.

Page 257, 16^e ligne, aussi, lisez : *ainsi*.

Page 292, 6^e ligne, les (envois), lisez : *des (envois)*.

Table des Matières

AVERTISSEMENT	9
INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE	
Historique de la vente des bois en Bourgogne.	21
CHAPITRE PREMIER. — Le commerce des bois en Bourgogne, du XVII ^e siècle à la Révolution	23
§ I ^{er} . — La crainte de la disette et le commerce des bois	23
§ II. — La réglementation et le commerce des bois . .	29
§ III. — Le commerce des bois de Bourgogne et l'approvisionnement de Paris et de Dijon	41
CHAPITRE II. — L'exploitation et le commerce des bois de la Révolution à 1827	71
§ I ^{er} . — La situation des forêts sous la Révolution . .	71
§ II. — La situation de la propriété forestière en Bourgogne, en 1789.	73
§ III. — L'état du commerce des bois, de 1801 à 1827 .	94
DEUXIÈME PARTIE	
L'exploitation des forêts de Bourgogne.	99
CHAPITRE PREMIER. — Le boisement et le déboisement des forêts de Bourgogne	101
§ I ^{er} . — De l'aménagement des bois feuillus	101
§ II. — De la liberté d'exploitation.	113
§ III. — Les causes du déboisement et leurs conséquences	113
§ IV. — Remèdes proposés pour assurer la conservation des forêts. — Reboisements	129
CHAPITRE II. — De l'exploitation des forêts et de la condition des ouvriers qui les exploitent	149

§ I ^{er} . — De l'exploitation en elle-même, bois feuillus et pineraies	149
§ II. — La condition des ouvriers exploitant les forêts .	153

TROISIÈME PARTIE

L'utilisation des bois. 171

CHAPITRE PREMIER. — Les bois de service	173
§ I ^{er} . — L'évolution économique et l'emploi des bois. .	173
§ II. — Les constructions navales et l'utilisation des bois	177
§ III. — Des bois de charpente	180
§ IV. — Des étais de mines et des traverses de chemins de fer	182
CHAPITRE II. — Les bois de travail ou d'industrie . . .	199
§ I ^{er} . — Classification des bois de travail.	199
§ II — La chaiserie	202
§ III. — L'industrie des galoches et des sabots. . . .	203
§ IV. — La carrosserie	205
§ V. — Les bois de fente.	207
§ VI. — Les écorces	213
§ VII. — Les produits accessoires des forêts	218
CHAPITRE III. — Les bois de feu	223
§ I ^{er} — La crise des bois de feu.	223
§ II. — Les remèdes possibles : nouveaux débouchés, réduction des taxes locales, révision des tarifs de transport	232
§ III. — Les réformes nécessaires	240

QUATRIÈME PARTIE

La vente des bois. 261

CHAPITRE PREMIER. — Le contrat de vente des bois . .	263
§ I ^{er} . — La vente des coupes.	263
§ II. — Vente des produits	269
CHAPITRE II. — La baisse du revenu forestier. . . .	275
§ I ^{er} . — Constatation et importance de la baisse du revenu	275
§ II. — Répercussion de l'impôt sur le revenu. . . .	281
CONCLUSION	289

AVERTISSEMENT

Pour écrire le présent travail, on a puisé des documents et renseignements aux sources suivantes :

1° Aux Archives départementales de la Côte-d'Or (série C), et aux Archives de la Conservation des eaux et forêts de Dijon ;

2° Dans des monographies parues dans la « *Revue de la Société forestière de Franche-Comté et de Belfort* » et dont on trouvera l'indication en note chaque fois qu'il y sera fait allusion ;

3° L'auteur a fait une enquête personnelle très étendue, tant auprès de propriétaires que de marchands de bois et de bûcherons, dans la Côte-d'Or, l'Yonne et la Saône-et-Loire.

LE COMMERCE DES BOIS DE BOURGOGNE

INTRODUCTION

Il semble, de prime abord, illogique, de vouloir faire une étude spéciale du commerce des bois, dans une province déterminée, comme la Bourgogne, parce que, pour un observateur inattentif, les forêts de Bourgogne ne diffèrent pas sensiblement des autres forêts de France, que leur mode d'exploitation et l'emploi des produits qui en viennent paraissent identiques.

Cependant, un esprit averti pourra, très vite, découvrir que cette étude présente un grand intérêt à raison de la constitution géologique du pays même et aussi de l'influence de certains facteurs économiques sur la production naturelle.

Avant d'indiquer quelles sont les raisons qui nous ont déterminé à nous livrer à ce travail, il est nécessaire de localiser géographiquement son étendue : la Bourgogne a donné naissance à plusieurs départements dont les uns sont entièrement compris

dans les limites de l'ancienne province, alors que d'autres ne lui appartiennent que pour une part plus ou moins minime. Nous laisserons ces derniers de côté, parce qu'ils appartiennent à des systèmes géographiques distincts, et qu'ils offrent peu de similitude avec les régions qui nous intéressent plus particulièrement; nous ne nous occuperons que de trois départements : la Côte-d'Or, l'Yonne et la Saône-et-Loire, négligeant les pays de Langres et de Bourbonne-les-Bains (Haute-Marne), de Champlitte (Haute-Saône), de Bourbon-Lancy, Digoin, Marcigny, etc. (Nièvre).

Si l'on jette les yeux sur une carte économique des trois départements de l'Yonne, de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire, on s'aperçoit que la plus grande partie de leur superficie est couverte de forêts ou de vignobles. Il est certain qu'à l'origine les bois devaient absorber presque toute la province, mais que les terres les meilleures et d'une orientation propice, ont été déboisées pour être consacrées à la culture de la vigne et des céréales. C'est le cas des terrains liasiques qui, à l'époque actuelle, sont à peu près complètement dépourvus de végétation forestière, parce que la main de l'homme les a dépouillés de leur richesse naturelle pour y substituer d'autres richesses qui répondaient à de nouveaux besoins. Mais, à côté des terrains liasiques, la Bourgogne comprend un grand nombre de terres granitiques et d'oolithiques. Impropres à la culture, elles sont cependant favorables au développement des

forêts, ce qui explique à la fois l'importance et la conservation de la propriété boisée qu'il n'y avait pas d'avantage à détruire, puisqu'on ne pouvait la remplacer par aucune autre culture.

Lorsqu'on traverse l'une quelconque de nos forêts, on est frappé de la vigueur des arbres, de leur beauté, et toutes les personnes connaissant la Bourgogne savent que si elle vient au premier rang des provinces françaises au point de vue de l'étendue des forêts, elle se classe avant toutes autres pour la qualité de ses bois : sur les marchés, on appelle en effet « bois de Bourgogne » les bois de premier ordre, qu'ils viennent de la Bourgogne, de la Nièvre ou d'ailleurs, par opposition avec les bois moyens et inférieurs : et voilà une première raison de nous occuper de ces bois de Bourgogne.

D'autre part, il suffit de consulter une carte ou mieux encore une statistique, pour être convaincu de l'importance de la superficie et de la production des forêts de Bourgogne, et ceci légitime à nouveau l'intérêt que nous portons à la vente des bois de Bourgogne.

La Côte-d'Or (superficie totale : 876.116 hectares) occupe le 11^e rang dans le classement des départements français avec 255.081 hectares de forêts (29 % du territoire), et une production annuelle de 861.814 m. c.

L'Yonne (742.804 hectares), le 20^e rang, avec

171.589 hectares (23 % du territoire), et une production annuelle de 645.191 m. c.

La Saône-et-Loire (855.174 hectares, avec 151.407 hectares (ou 1/5 du territoire), et une production annuelle de 645.191 m. c.

Au total, pour la Bourgogne, un minimum de :

Superficie : 578.077 hectares. (Totale : 2.474.094).

Production : 2.117.010 mètres cubes (1).

qui se décomposent ainsi d'après la nature des propriétaires :

SUPERFICIE

Particuliers : (Côte-d'Or 112.628 + Yonne 124.424 + Saône-et-Loire 105.884) = ...	342.936
Département, communes et établissements publics : (Côte-d'Or 102.149 + Yonne 33.190 + Saône-et-Loire 31.893) = ...	167.232
Etat : (Côte-d'Or 40.304 + Yonne 13.975 + Saône-et- Loire 13.630) = ...	77.909
TOTAL	578.077

PRODUCTION

Particuliers : (Côte-d'Or 426.223 + Yonne 305.766 + Saône-et-Loire 426.903) = ...	1.358.892
Département, communes et établissements publics : (Côte-d'Or 309.901 + Yonne 88.642 + Saône-et-Loire 130.925) = ...	529.468
Etat : (Côte-d'Or 125.690 + Yonne 50.783 + Saône-et- Loire 52.177) = ...	228.650
(2) TOTAL	2.117.010

(1) Voir à la fin de l'ouvrage les tableaux complets de statistique concernant la superficie et la production des forêts de Bourgogne, suivant la nature des bois, la nature des propriétaires et le régime auquel elles sont soumises.

(2) Les chiffres cités ci-dessus proviennent d'une *Statistique agricole de la France*, publiée par le Ministère de l'Agriculture et datant de 1892. Ils sont exacts en ce qui concerne les bois domaniaux,

La Bourgogne, avec cette production qu'elle ne peut absorber toute entière, devait être et est encore la région où viennent s'approvisionner les contrées moins favorisées et les grandes villes. L'importance de ce commerce des bois s'accuse tant dans le passé que dans le présent. Il a existé dès le xvi^e siècle un commerce prospère entre Dijon et Paris, puis entre Dijon et le Midi de la France. Naguère encore, c'était dans nos bois que la marine venait puiser les matériaux qui lui étaient nécessaires. Cette prospérité, un instant interrompue en 1789, n'a fait que croître de 1827 à 1877; pendant cette période, la propriété forestière a donné des profits de plus en plus grands : outre qu'elle se prête par essence à une exploitation facile, elle donne un revenu régulier, et ce revenu augmente d'année en année.

Or, depuis 1877, la situation a singulièrement changé. A peu près à la même époque, où l'intro-

communaux et des établissements publics; ils sont approximatifs en ce qui concerne les bois particuliers, et ceci pour deux raisons, d'abord parce qu'il n'existe pas de statistique officielle des bois particuliers et qu'on a dû se servir pour l'évaluation sus-énoncée du cadastre dont les données ne sont plus exactes, ou des renseignements fournis par l'Administration des contributions directes, basées sur le revenu net imposable des bois, et qui restent nécessairement soumis à l'appréciation personnelle. Les sources auxquelles on a puisé étant susceptibles d'erreurs, le résultat doit l'être d'autant plus.

L'Administration des forêts a voulu remédier à cet état de choses et elle est en train de réaliser un immense travail qui nous fera connaître exactement la superficie des bois particuliers en France. Malheureusement cet ouvrage ne sera terminé que dans trois ou quatre années et nous avons dû nous servir, malgré leur incertitude, des documents que nous avons sous la main.

duction en Bourgogne des vignes américaines allait, en y apportant le phylloxéra, détruire en l'espace de vingt ans presque toutes les anciennes plantations, nécessiter la reconstitution complète du vignoble, et faire peser sur le commerce des vins une crise qui dure encore et dont on ne peut prévoir la fin, une crise analogue, au point de vue de la vente, commençait à se manifester dans le commerce des bois. Nous admettons ces faits sans apporter de preuves puisque nous aurons l'occasion d'y revenir dans la suite; nous pouvons donner, pourtant, à titre d'indication, quelques chiffres empruntés à une mercuriale des produits forestiers dans le département de l'Yonne (1), avec les prix des produits les plus employés en 1877 et en 1887.

	CHAPELLE ÉQUARRIE toisée à l'équerre, usage de Paris Le décistère, rendu au port le plus proche de la coupe	MOULÉE Pelard et gris, charme Sur les ports de l'Yonne le décistère	CHARBONS Le sac de 53 kilos, en gare de Joigny	ÉCORCES Les 104 bottes, pesant 17 k.500 l'une, rendue au moulin	ÉCHALAS Le millier, pris au chan- tier de Toucy				LATES Le millier, le chêne, sur chantier
1877	6 f.	120 f.	5 f. 40	205 f.	Cœur	Cœur et cornu	Mêlé	Aubier	
1887	3 f. 25	110 f.	4 f. 90	165 f.	66 f.	56 f.	36 f.	18 f.	40 f.

(1) V. PICARD, *Les Forêts de l'Yonne*, édition de 1888, p. 157.

On peut alors constater une baisse assez sensible des produits, excepté les échalas et les lattes dont le cours s'est maintenu et même s'est élevé à cause de la reconstitution du vignoble et de l'augmentation des demandes faites par les viticulteurs.

Depuis, la baisse a continué et s'est appesantie à la fois sur la propriété et le commerce dont les intérêts sont intimement liés : il nous sera facile d'en apporter plus haut les preuves en donnant les prix de vente d'une même coupe à vingt-cinq ans de distance ; nous verrons que le revenu du propriétaire a diminué de plus de 30 % : le marché est encombré surtout par des bois de feu, les prix des bois d'œuvre se sont maintenus par suite des emplois divers de ces marchandises dans l'industrie. Il arrive souvent que les coupes rencontrent difficilement un acquéreur, tant les marchands de bois ont de difficultés à écouler leur moule (1), et leur charbonnette : nous

(1) Voici le tableau des anciennes mesures encore employées en Bourgogne, malgré la réforme du système métrique (1^{er} août 1793 et 2 novembre 1801).

MESURES DE SOLIDITÉ		Stères.
Moule d'Arnay et de Saône-et-Loire de 4 pieds de toutes faces.		2 194
Moule de Beaune, d'Is-sur-Tille et de Saône-et-Loire de 3 pieds et 8 pouces.		1.689
Moule de Dijon de 3 pieds et 6 pouces		1.470
Moule de Saint-Jean-de-Losne, de 4 pieds de long, 4 pieds de haut, sur 3 piéds 8 pouces de large		2.001
Corde d'Is-sur-Tille, de 8 pieds de long sur 4 pieds de haut, la bûche de 18 à 20 pouces		1.737
Corde de Saint-Jean-de-Losne, de 4 pieds de long et 4 piéds de haut, sur 3 piéds 8 pouces de large		2.559

pourrions citer de nombreux cas où certains d'entre eux ayant fait cuire leurs cordes n'ont pu placer leurs charbons à Paris qu'en subissant une perte de 0 fr. 50 par sac ; c'est peu encourageant !

Corde de Semur, de 8 pieds de long, 4 pieds de haut et 3 pieds 8 pouces de large.	4.387
Corde de la forêt d'Othe (Yonne), 5 ^m 33 de couche, 0 ^m 82 de hauteur et 42 pouces de longueur de bûche.	4.982
Corde de l'Avallonnais et du Tonnerrois, 5 ^m 33 de couche, 0 ^m 82 de hauteur et 42 pouces de longueur de bûche	4.131
Corde de Vezelay, Fretoy, 6 ^m 67 de couche, 1 ^m 14 de hauteur et 42 pouces de longueur de bûche.	8.688

MESURES DE CAPACITÉ

Aignay. — Banne de charbon de bois, 14 hectolitres 9 déc. 296.

Châtillon. — — — de 1542 litres à 2228 litres.

Dijon. — Banneton de charbon, 45 litres 236.

Le sac à charbon était de deux sortes : le grand, contenant 1/2 van de bois avait 3 pieds de haut, 16 pouces de large, et le petit (1/4 de van), 2 pieds 1 pouce de hauteur sur 14 pouces de largeur, le tout dans œuvre.

Gissey-sur-Ouche. — La banne de charbon de bois est de 6, 8 ou 10 tonneaux de Dijon, le tonneau de Dijon = 2 hect. 26 litres 180.

Vanvey. — Van de charbon de bois de 12 pieds cubes = 4 hect. 11 litres 237. — Banne à charbon de 50 pieds cubes = 17 hect. 13 litres 863.

Selongey. — Banne de charbon : 18 vans de Vanvey.

Vitteaux. — — — : 25 — = 102 hect. 83.177.

MESURES DE LONGUEUR

Toise de Bourgogne 7 pieds 1/2 = 2^m 436.

Perche — 9 — 1/2 = 3^m 086.

Lieue — 18.000 pieds = 5847^m 108.

MESURES DE SUPERFICIE

La toise carrée de Bourgogne de 56 pieds 1/4 = 5^{me} 93553.

Le journal ou la soiture de Bourgogne de 8 ouvrées ou 360 perches = 34 ares 28.

Cette crise, contemporaine de la crise sur le vignoble, est funeste à la Bourgogne, car la mévente des vins et des bois, les deux produits les plus importants de la Bourgogne, cause un malaise général dans le pays. Il serait nécessaire de remédier à cette situation; or, pour agir efficacement, il est indispensable de bien connaître l'état actuel du commerce des bois, les maux dont il souffre, les abus à supprimer, les efforts à faire, l'orientation à donner aux produits, les industries à développer, etc.

C'est la troisième et la principale raison pour laquelle nous avons entrepris cette étude, avec le secours de documents obligeamment mis à notre disposition par MM. Picard, Fabre et Mathey (1), inspecteurs des Eaux et Forêts, J. Villame, secrétaire du Syndicat des marchands de bois de la Côte-d'Or, et quelques géomètres-forestiers, commerçants et industriels, à qui nous adressons ici nos remerciements sincères.

Puisse cet essai les intéresser et rendre quelques services au commerce des bois en Bourgogne : nous nous estimerons satisfaits si nous atteignons seulement le premier but.

La perche de Bourgogne, de 90 pieds $1/4 = 0$ are 09523.

Le petit journal ou 240 perches $= 22$ ares 856.

L'arpent coutumier de Bourgogne de 449 perches de 9 pieds $1/2 = 42$ ares 759.

L'arpent royal de 200 perches de 22 pieds, pour les bois, se divisant en 4 mesures, et la mesure en 4 coupes $= 51$ ares 072.

(1) M. Mathey a eu l'extrême désintéressement de nous communiquer des notes techniques sur les bois de service et les bois d'œuvre. Nous lui en sommes particulièrement reconnaissant.

PREMIÈRE PARTIE

**HISTORIQUE DE LA VENTE DES BOIS
EN BOURGOGNE**

CHAPITRE PREMIER

Le Commerce des Bois en Bourgogne du XVII^e siècle à la Révolution.

§ I^{er}. — LA CRAINTE DE LA DISETTE ET LE COMMERCE DES BOIS

Le Moyen-Age avait été hanté par la crainte de la famine : le xvi^e et le xvii^e siècles virent renaître cette peur : en effet, les guerres religieuses, puis les guerres du règne de Louis XIV avec l'étranger, avaient plongé la France entière dans la misère la plus noire ; tous les mémoires qui datent de la fin du xvi^e siècle et de la première partie du xviii^e siècle en témoignent (V. Vauban, Saint-Simon, etc.). La politique économique de l'époque s'en est ressentie et les mesures qui ont été prises pour éviter le retour des famines, ont abouti à la suppression momentanée du commerce avec l'extérieur (ex. : interdiction de vendre et d'exporter les céréales). Le commerce intérieur, lui-même, en fut ralenti, parce que l'extrême dénuement dans lequel se trouvaient la plupart des classes de la société avait arrêté toute espèce de transaction. Chaque région ne devait donc compter que sur ses propres ressources pour s'ap-

provisionner des choses nécessaires à l'existence de ses habitants. Or, un des produits les plus indispensables à notre vie, après ceux qui servent à notre alimentation, c'est le bois, plus encore dans le passé que de nos jours. Telle est l'explication de *la crainte de manquer de bois*.

Elle ne se fait pas jour partout en même temps, parce qu'il y a des régions plus ou moins boisées, elle ne se fait pas jour non plus partout, parce qu'il y a des régions tellement boisées que l'homme, même agissant avec une imprévoyance excessive, devait y trouver à tout moment les produits suffisants à sa consommation.

La Bourgogne, extrêmement féconde et couverte d'immenses forêts, « il n'y a peut-être point de province où il y a tant de bois qu'en Bourgogne (neuf mille huit cents arpents) » (1), a été, c'est facile à comprendre, plus longue à souffrir de ces déboisements imprudents. La crainte de manquer de bois y apparaît pourtant dès 1535 et va dominer toute la période qui s'étend de 1535 à 1827 (2) (promulga-

(1) COURTÉPÉE, *Description du Duché de Bourgogne*, édition de 1877, p. 408.

(2) On lit dans COURTÉPÉE : « Les particuliers propriétaires « mettent en coupe réglée les bois taillis; ceux qui servent de com-
« munaux aux paroisses, sont la plupart dans un état de dégradation
« qui les rend de la plus mince utilité et l'on commence à ressentir
« partout la disette de cette denrée de première nécessité, qui dimi-
« nue tous les jours, quoique le luxe en augmente sans cesse la
« consommation ».

(COURTÉPÉE, *Description particulière du Dijonnais*, p. 11).

tion du Code forestier) date à laquelle elle existe encore, puisque le 17 décembre 1827, Maillard de Chambure soumettait à l'Académie de Dijon un mémoire sur : « La consommation du bois dans le département de la Côte-d'Or et les moyens de la diminuer ».

Il prônait l'emploi de la houille pour remplacer le bois, particulièrement dans les usines métallurgiques.

La crainte de manquer de bois s'était traduite, au cours du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècle, par une série de mesures, sur lesquelles nous allons revenir, mais qui n'avaient pas remédié à cette situation pénible. Ce n'est qu'à la fin du ^{xviii}e siècle et au début du ^{xix}e, que l'on comprit qu'on n'arriverait à rien par la réglementation, et qu'il valait mieux tenter de substituer, tout au moins pour certains emplois, au bois, le charbon de pierre dont il existait de nombreux gisements en Bourgogne (région de Saône-et-Loire).

Courtépée l'avait compris et disait : « L'utilité du
« charbon minéral, pour diminuer la consumma-
« tion effrayante de nos bois et pour fournir à un
« chauffer commode et peu dispendieux, est démon-
« trée par l'exemple des habitants de Saint-Etienne-
« en-Forez et des autres peuples qui s'en servent
« avec avantage » (1).

L'idée fut reprise par le chimiste Guyton de Morveau, qui tentait de la réaliser en adressant, le

(1) *Description du Duché de Bourgogne*, p. 426.

27 septembre 1779, à l'intendant de la province, Joly de Fleury, au nom des associés à l'exploitation des mines de charbon de Saint-Berain, propriétaires de la nitrière de Saint-Médard de Dijon, une pétition (1) contresignée du maire de Dijon, Raviot, et dans laquelle il demandait à l'intendant de la province de supprimer, ou tout au moins de diminuer, au moment du renouvellement du bail des octrois les droits d'entrée qui grevaient le charbon de terre, afin de favoriser l'emploi de ce combustible et de réduire par là même la consommation du bois. Les droits d'octroi perçus sur le charbon étant supérieurs à ceux qui frappent les bois, les concessionnaires des mines ne sont pas encouragés à expédier leur combustible dans les grandes villes et les consommateurs sont peu disposés à s'en servir pour leurs besoins, puisque l'usage en est plus dispendieux que celui du bois. Il serait sage de suivre l'exemple de Paris qui a compris que la substitution du charbon au bois ne pourrait être réalisée qu'en faisant bénéficier ce dernier produit d'une exemption complète de droits ou tout au moins d'une taxe très réduite.

Cette mesure serait favorablement accueillie par les commerçants, les consommateurs, les exploitants des mines et les suppliants, dont l'industrie, en raison de son caractère spécial, est favorisée générale-

(1) Publiée par PICARD, dans son étude sur *le Commerce des bois de chauffage et du charbon de bois à Dijon au XVIII^e siècle*. — Dijon 1896, page 5.

ment par le roi et jouit à Paris de toutes franchises (droits d'octroi sur les salpêtres, péages sur les voitures employées par les salpêtriers, etc.).

Cette pétition ne semble pas avoir eu d'effet immédiat : il fallait résoudre la difficile question du transport, laquelle se posait aussi bien pour le charbon que pour le bois, accrue encore pour cette matière, par ce fait que les mines de charbons se trouvaient toutes aux confins de la province. Ce n'est guère que trente ans après, quand le canal de Bourgogne fut ouvert à l'exploitation (7 décembre 1808 pour la section Dijon Saint-Jean-de-Losne), que l'usage du charbon apparaît véritablement et commence à se vulgariser. C'est le 14 décembre 1808 que pénètrent dans le port de Dijon les premiers bateaux de houille. De cette date au 23 juillet 1809, on compte 202 arrivages de bateaux, parmi lesquels 104 de bois de chauffage, 1 de fagots, 4 radeaux de bois et 21 bateaux de houille (1).

La Mairie de Dijon et quelques commerçants sont les premiers à substituer à l'emploi du bois, pour le chauffage de leurs bureaux, celui du charbon de ferre « dont l'usage avait été laissé jusqu'alors aux
« maréchaux, aux serruriers, et en général à tous
« les ouvriers qui travaillent le fer. C'est un
« des avantages que le canal a produits dans
« Dijon que d'y introduire à peu de frais un

(1) VAILLANT, secrétaire général du Directoire et de la préfecture de la Côte-d'Or (1790-1815) : *Description statistique du département*, entrepris sous les auspices du Ministre de l'Intérieur.

« combustible qu'on peut substituer avec économie
« à celui dont on a usé jusqu'à présent » (1).

Depuis et surtout à partir de 1827, l'usage du charbon se généralise et la substitution préconisée par Maillard de Chambure se fait à un tel point, qu'à l'heure actuelle le commerce des bois souffre à son tour et que ses cours sont déprimés par la concurrence de la houille et de ses succédanés (coke, gaz).

Il est facile de s'en convaincre par la statistique qui suit (2) et, dans laquelle, on compare la consommation du bois et de la houille, à Dijon, en 1812 avec une population de 22.000 habitants et en 1894 avec une population de 68.000 habitants (3).

L'emploi du charbon de terre, à côté de celui du bois, était le seul moyen de faire cesser la crainte de manquer de combustible, mais nous avons vu, comment, pour des causes matérielles, cet emploi ne fut réalisable et réalisé qu'au début du xix^e siècle.

Or, pendant près de deux cents ans, les populations demeureront sous l'empire de cette crainte :

(1) V. CRETET, *Comté de Champmol*. Notes.

(2) V. PICARD, *op. cit.*, p. 9.

(3)		CONSOMMATION en argent	CONSOMMATION par habitant
Bois (de chauffage),	1812	660.000 fr.	1 stère 75 et 13 fagots : Valeur, 30 fr.
— — —	1894	620.000 fr.	0 stère 4 et 2 fagots : Valeur 9,50
		ENTRÉE	
Houille, 1812.....		1.080 quintaux	
— 1894.....		26.399 —	

pour la conjurer, le Parlement de Bourgogne et les autorités municipales prendront les mesures les plus abusives et les plus néfastes, sans arriver à restreindre la consommation du bois. Les principales de ces mesures sont : 1° des prohibitions contre les forges et fourneaux ; 2° une réglementation sévère de la vente des bois et charbons (création de marché, mesures légales) ; 3° une taxe des prix.

§ II. — LA RÉGLEMENTATION ET LE COMMERCE DES BOIS

1° *Des prohibitions contre les forges.* — On essaie de réserver un périmètre d'approvisionnement autour de la ville. La Bourgogne comptait de nombreuses mines de fer dont les minerais étaient fondus dans des forges situées généralement à la lisière des forêts et alimentées uniquement par le bois dont elles faisaient une grande consommation. Elles étaient d'autre part peu distantes des villes et particulièrement de Dijon à qui elles enlevaient le combustible nécessaire à son approvisionnement. Nous en donnons une liste aussi complète que possible :

ETAT GÉNÉRAL DES FORGES ET FOURNEAUX
DU DUCHÉ DE BOURGOGNE (1)

NOMS DES FORGES	RIVIÈRES OU ÉTANGS SUR LESQUELS ELLES SONT SITUÉES	DISTANCES DE DIJON
Marandeuil.	Bèze.	4 lieues.
Drambon.	id.	4 —
Bézouotte.	id.	4 —
Montigny.	Vingeanne.	7 —
Tréchâteau.	Tille.	4 —
Diénay.	Lignon (Igon).	4 —
Tarsul.	id.	4 —
Mollois.	id.	5 —
Labergement.	id.	5 —
Pellerey.	id.	7 —
Marey.	Tille.	6 —
Villecomte.	Lignon.	4 —
Fontaine-Française	Etang de Fontaine-Française.	6 —
La Folie.	Ruisseau de Collange.	7 —
Pellerey-St-Vivant.	Fontaine de l'Etang.	4 —
Ampilly.	Seine.	14 —
Chameçon.	id.	14 —
Maisey.	Ourse.	13 —
Vanvey.	id.	13 —
Voulaine.	id.	12 —
Essarois.	Etang d'Essarois.	11 —
Vernois.	Etang de Vernois.	7 —
Aisy.	Armançon.	16 —
Vanvey.	Ouche.	7 —
La Canche.	Etang de la Canche.	11 —
Les Beaumes.	Etang de Beaumes (près Autun).	15 —
Beauchamps.		22 —
Guenion.	Arroux.	20 —
Perrecy.	Etang de Perrecy (Charolles).	20 —
Le Montet.	Etang de Le Montet.	23 —
Verdrat.	Grand Etang.	21 —

(1) *Tablettes historiques de Bourgogne*, édition de 1753, p. 169, —
F. DESVENTES, Dijon.

La Mairie de Dijon commence par empêcher de construire des forges ou fourneaux à moins de six lieues de la ville. Mais les anciens établissements étaient nombreux et cette défense fut purement platonique. On en vient très vite à des mesures plus radicales et l'on ordonne la suppression de forges déjà existantes.

Le 20 mars 1535, le Parlement de Dijon prescrit, par une ordonnance, la démolition de la forge de Pont-de-Pany (1). C'est l'intérêt public qui l'exige et ces constructions de forges aux portes de la ville sont un danger sérieux pour l'approvisionnement des habitants. Aussi les bois abattus par le propriétaire de la dite forge, un sieur Mairet et ceux qu'il abattra dans la suite, devront-ils être transportés à Dijon, en les faisant flotter sur l'Ouche. La forge sera démolie dans un délai de deux mois (1).

Le Parlement, sous couleur de sauvegarder l'intérêt des consommateurs, sacrifie une des industries les plus florissantes de la Bourgogne.

Il semble n'en avoir cure et la municipalité le suit dans cette voie dangereuse : elle prend toute une série de mesures destinées à empêcher la construction de nouvelles forges : une première délibération, du 5 novembre 1568, décide qu'on présentera au Parlement une requête contre la construction d'une forge à Coyon (Sainte-Marie-sur-Ouche) « à cause que par son usage elle fera amener cherté

(1) Ordonnance du 20 mars 1535. Publiée dans PICARD, *op. cit.*, p. 11.

« de bois tant pour la construction que pour le
« chauffage ».

Une deuxième délibération, du 9 novembre 1587, indique « qu'on portera empeschement à ce que
« M. de Cîteaux a obtenu permission pourtant éta-
« blissement de deux forges dans ses bois, à cause
« de la disette de bois qui en proviendra ».

Les Etats Généraux eux-mêmes semblent, tout d'abord, approuver cette politique : en 1614, ils invitaient leur procureur syndic « à présenter
« requête au Parlement pour empescher qu'il ne se
« fera aucunes forges à deux lieues près des villes
« de la province qui cause la ruine des bois ».

Aussi les prohibitions continuent-elles et s'exagèrent-elles à ce point qu'en 1655 sur la demande des maires et échevins, les élus invitent le syndic à présenter une requête au Parlement, dans le but d'interdire toute construction de forges ou fourneaux dans l'étendue du baillage.

Heureusement, les Etats de 1656 plus libéraux que ceux de 1614 refusent de consacrer ces défenses et proclament le principe de liberté :

« Ayant esté proposé d'obtenir lettres patentes du
« Roy portant deffenses de restablir forges et four-
« neaux desmolis ny en construire aucunes nou-
« velles sans permission de sa Majesté affin d'éviter
« la ruyne des bois et forests, lesdits Etats déclarent
« qu'il est loisible à un chacun de construire telle
« édifice que bon luy semble sur son fond ».

Nous retrouverons les mêmes luttres entre le Parle-

ment, d'une part, et les Etats et l'autorité royale de l'autre, à propos de la liberté du commerce.

2^e *Réglementation sévère de la vente des bois et charbons.* — Elle était destinée à empêcher les fraudes sur la quantité de la chose vendue et la surélévation des prix.

L'« Ordonnance des charbonniers » (1) oblige les marchands de charbons à ne se servir que de sacs ayant une mesure légale (2).

Pour faciliter la surveillance du marché, on crée un lieu de vente « en la place de la Charbonnerie » (3), où doivent se faire les ventes, les mardi, jeudi et samedi ; les voitures chargées y sont toutes conduites et ne peuvent être déchargées ou emmenées « avant que les commis ne les eussent visitées et en eussent donné licence ». On se sert, pour vérifier les sacs, d'une mesure appelée « verge à

(1) L'ordonnance des charbonniers fait partie d'un recueil contenant toutes les ordonnances édictées sur les métiers de la ville de Dijon au XV^e siècle.

(2) Premièrement quiouldra amener vendre charbon en la ville de Dijon et banlieue d'icelle lou le peult faire sous les conditions et modificacions cy après déclairées. La hauteur du sac à quoy l'on vend le charbon à Dijon est de quarante pousces qui sont trois pieds ung tiers à compter douze pousces pour chacun pied. La largeur desdicts sacs est de vinct quatre pousces qui sont deux pieds. La haulteur de la moingecote en quoy lon amène le plus communement le charbon devers Auxonne est de deux pieds qui sont vingt-quatre pousces. Et la largeur est de seize pousces qu'est ung pied et ung tiers ».

(3) Place de la Préfecture.

charbonniers » qui est placée entre les mains d'un « garde de la verge des sacs à charbonniers » (1).

3° *Taxe des prix.* — D'autre part, une ordonnance municipale du 7 décembre 1478 établit une taxe qui réglemente le prix du bois au moule suivant les lieux de provenance (2).

Cette taxation des prix n'est point particulière, du reste, au commerce des bois ni à la Bourgogne, elle est l'expression d'un besoin du moment et de la politique économique générale, la volonté du prince devant remédier aux maux du présent. C'est ainsi que des ordonnances de Louis XII (20 octobre 1508)(3) et de François I^{er} (21 novembre 1519) (4), établissent des taxes sur tous les métiers et les produits.

C'est pour obéir à ces prescriptions que les éche-

(1) « Barthelemi m^e du reloige sera deci en avant, garde de la verge des sacs à charbonniers ».

(2) « Le mole de bois de montagne se vendra au prix de V gros, le bois de Bas-Pays : IV gros demi, le cent de fagots : IIII gros. Le bois de mole aura III pieds de long ».

(3) « Il sera mis ordre taux et police généralement sur toutes les choses nécessaires pour la vie et conservation humaine, de quelques marchandises, arts mécaniques ou mestiers qu'elles soient, ou cas qu'en icelles soit fait abus et fraude par faute de police au dommage de nos sujets... Enjoint d'y procéder de manière que lesdits taux puissent être fructueux et que tels abus, fraude et pillerie cessent, desquelles choses et chacune d'icelles faire et ordonner, donnons à nos dits officiers, en tant que métier seroit, plein pouvoir, autorité et puissance spéciale; commandant expressément lesdites ordonnances, taux et publications d'icelles être faits et renouvelés dans les ans perpétuellement partout notre Royaume ».

(4) « Il sera mis ordre et taux sur les foins, pailles, gerbes, bois, fagots... lequel taux et police sera fait généralement par tous nos Pays, Royaume et Seigneurie ».

vins de la ville de Dijon édictent une série de règlements (11 octobre 1595, 3 novembre 1601, 14 décembre 1621, 9 mars 1644) portant « fixation et taux du prix du bois de chauffage, fagots et charbons ».

En fait, et comme le prouve un règlement de police du 14 novembre 1646 (1), le commerce des

(1)

RÈGLEMENT DE POLICE

Fait par les vicomte mateur et échevins de la ville de Dijon
le quatorzième novembre 1646,
Homologué par arrêt de la Cour, du vingt-neuvième dudit mois.

Bois, Fagots et Charbons.

Lesdits vicomte mateur et eschevins, sur diverses plaintes qui leur ont été faites des abus qui se commettent à la vente et débit du bois à chauffer et des fagots, comme aussi du charbon dont le prix augmente de jour à autre, au grand préjudice et interest du public. Lesdits bois et fagots n'estans de la jauge et longueur portée par les anciens reglemens de la Chambre, suivant l'estalon et eschantillon posé au-dessous de la Croix de la Place de la Sainte-Chapelle, ny les sacs de charbon de la contenance et grandeur qu'ils doivent estre. — Ont iceux vicomte mateur et eschevins statué et ordonné par un reglement qui sera inviolable à l'advenir. Que le bois qui sera amené en ladite ville pour brusler contiendra trois pieds et demy de longueur comme il est porté par lesdits anciens reglemens. Font inhibitions et défenses aux villageois et autres personnes qui en amèneront en icelle ville, d'en exposer et vendre qu'il ne soit de ladite qualité et longueur, ny le débiter aux habitants autrement que au molle, les fagots au cent, de la grosseur contenue aux dits reglemens. A scavoir en chacun fagot six branches au moins : Et le charbon bien conditionné dans des sacs de la grandeur et contenance de l'Estallon qui est au logis dudit sieur vicomte mateur. A peine de confiscation desdits bois, fagots et charbon et de dix livres d'amende contre chacun des contrevenans, pour laquelle leur harnois et chevaux seront saisis et arrestés, ny aussi de vendre le molle dudit bois à plus haut prix que le taux suivant. Ordonnent que ledit présent reglement aura lieu en ce qui est desdits bois et fagots à l'advenir, à commencer le premier d'Aprvil prochain et dès maintenant pour ledit charbon. Et afin que lesdits paysans

bois et charbons jouissait d'une certaine liberté quand les marchands n'abusaient pas de la confiance du public ; ce n'est qu'au cas de fraude sur la mesure et la qualité, ou de prétentions excessives des vendeurs, qu'intervenaient, à la suite de plaintes, de nouveaux règlements rappelant les anciennes prescriptions et en énonçant de nouvelles ; exemple : la défense de vendre ou d'acheter du moule autrement qu'en moule qui, à partir de 1696, devait être mesuré par des jurés mouleurs, visiteurs, compteurs, mesureurs et peseurs de tous les bois à brûler et charbons organisés en office.

Mais cette réglementation, qui prétendait remédier aux abus, n'avait pour résultat que d'en provoquer de nouveaux. Les marchands livraient au public des bois d'une longueur moindre que trois pieds et demi, des sacs de charbon dont la contenance était inférieure à celle de l'étalon déposé place de la Sainte-

n'ayant aucun prétexte ou subiect d'excuse, sera envoyé par le secrétaire un billet signé de sa main, qui contiendra la présente ordonnance à tous les villages circonvoisins pour être publiée es prones des églises paroissiales de tous lesdits villages.

Taux au bois.

Le molle de bois de montagne, de la susdite longueur de trois pieds et demy	3 livres.
Le molle de bois de bas país, cinquante-cinq sols . .	55 sols.
Le cent de gros fagots de bois de montagne liés au milieu seulement, vingt-cinq sols	25 sols.
Et ceux de bas pays, le cent, dix-huicts sols	18 sols.
Aussi defenses sont faites à mesme peine que dessus aux habitants d'acheter ledit bois autrement qu'au molle.	

Chapelle, ou bien tentaient de vendre à un prix supérieur au taux, des bois et charbons.

Le règlement de 1646 rappelle les prescriptions anciennement édictées quant aux mesures et à la façon dont doivent être composés les moules, fagots, etc. Il en fixe les prix qui sont respectivement de trois livres et cinquante-cinq sols le moule, de vingt-cinq et dix-huit sols le cent, suivant qu'ils proviennent de la montagne ou de la plaine. Les contrevenants audit arrêté seront punis d'une amende de dix livres et verront leurs produits et les voitures qui les transportent saisis et confisqués.

En définitive, toutes ces mesures (démolition de forges déjà existantes, empêchements d'en construire de nouvelles, création de marchés, de mesures et mesureurs officiels, taxe des prix) n'avaient pas donné les résultats qu'on en attendait.

La disette de bois était redoutée, peut-être à tort, dans des villes qui devaient s'approvisionner dans un rayon toujours plus lointain : c'est sous l'influence de cette crainte que le Comité municipal de la ville de Dijon fait procéder, en 1789, au recensement des bois de chauffage, à une distance de cinq lieues de la cité. L'enquête démontra que ce périmètre offrait des ressources suffisantes à la consommation des habitants, consommation qu'il fallait toutefois assurer ; le Comité crée alors des chantiers publics, où les propriétaires de forêts, distantes de moins de cinq lieues de la ville, devront amener leurs bois dans un délai de quinze jours, après avertissement,

faute de quoi, ces bois seront saisis et amenés à leurs frais (1).

Sur ces chantiers, les citoyens de toute condition (2) pourront trouver le bois qui leur est nécessaire, sans toutefois dépasser une consommation de un moule par semaine et par ménage. Ces mesures ne furent pas exécutées immédiatement par les propriétaires de bois, qui préféraient conduire directement leurs produits chez de riches particuliers que d'approvisionner les chantiers, pour les vendre à tout venant, ou qui ne pouvaient les transporter à certaines époques, comme celles des semailles, par suite du manque de voitures. Il fallut un deuxième arrêté (3), plus sévère que le premier, pour les con-

(1) La commune a arrêté « Qu'il seroit dressé, sans délai, procès-verbal de la quantité et qualité du bois de chauffage, réduits en moules, qui sont à la distance de cinq lieues de la ville; que les propriétaires desdits bois seroient en même temps interpellés de les amener, dans la quinzaine au plus tard, dans les chantiers de la ville; que dans le cas où ils ne se soumettroient pas d'amener desdits bois dans les chantiers de cette ville dans le délai d'un mois, lesdits bois seraient saisis, mis et réduits sous la main de la justice et ensuite amenés auxdicts chantiers aux frais de qui il appartiendra » (Séances des 25 août et 27 septembre 1789).

(2) Il n'en était pas ainsi auparavant sous l'empire d'un arrêt du Conseil du 10 février 1545 qui déterminait la quantité de bois que chacun pouvait acheter suivant qu'il était riche ou pauvre « assavoir « aux plus riches à chascun quatre molles, aux moyens chascun « deux molles et aux pauvres chascun un molle ».

(3) Le Comité municipal arrête :

1^o Que la délibération formée par la commune le 25 août dernier, sera exécutée suivant sa forme et teneur.

2^o Qu'en conséquence les propriétaires du bois de chauffage exploité dans la distance de cinq lieues de la ville, seront tenus de se rendre au secrétariat de l'hôtel de ville, dans la huitaine, à

traindre à satisfaire aux soumissions qu'ils avaient signées et à veiller à ce que les chantiers fussent toujours régulièrement approvisionnés. Dans les huit jours qui suivront la publication du dit arrêté, les propriétaires de bois, distants de moins de cinq lieues de Dijon, devront se rendre à l'Hôtel de Ville pour y faire la déclaration des quantités de bois dont ils disposent et s'engager à les amener à Dijon dans le délai d'un mois après leur soumission. S'ils

compter, pour ceux qui résident à Dijon au jour de la publication du présent arrêté ; et pour les étrangers, au jour de l'envoi qui leur en sera fait par lettres pour faire leurs soumissions d'amener ou faire amener lesdits bois de chauffage en la ville de Dijon, dans un mois à compter de la date des procès-verbaux qui en contiennent la reconnaissance.

3^o Que faute par eux de faire lesdites soumissions dans le susdit délai de huitaine, les bois dont il s'agit seront saisis et mis sous la main de justice, et ensuite amenés en cette ville à la diligence du procureur-syndic, pour être déposés dans des chantiers publics, et à la distribution d'iceux, commis tous régisseurs nécessaires ; le tout aux frais de qui il appartiendra.

4^o Que tous les marchands qui ont des chantiers en cette ville, ou dans les fauxbourgs, seront tenus, dès ce jour et jusqu'à nouvel ordre, de faire déposer leurs bois dans leurs chantiers, exclusivement et sans pouvoir les conduire directement chez les habitants.

5^o Que les marchands ou commis préposés auxdits chantiers seront tenus de délivrer le bois déposé en iceux, au prix réglé par les arrêts de la Cour, à toute personne qui le requerra, sans exception ; et néanmoins jamais plus d'un moule pour chaque ménage par semaine.

6^o Que tout habitant pourra conduire auxdits chantiers un mouleur à son choix, pour mouler le bois dont il aura besoin, sans que lesdits marchands ou commis puissent le refuser sous aucun prétexte.

Le tout, sous les peines portées par les arrêts et réglemens, et même sous plus grandes peines, s'il y échet.

7^o Enfin, que le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché partout où besoin sera.

n'obéissent pas à ces prescriptions, leurs bois seront saisis et amenés à leurs frais sur les chantiers publics, où les marchands devront conduire la totalité de leurs produits, sans jamais pouvoir livrer directement chez l'habitant.

La ville de Dijon semble donc n'avoir eu à redouter la disette de bois que par suite de la difficulté des transports. Son champ d'approvisionnement était immense et, surtout, n'était pas très éloigné, puisque nous constatons que la ville peut trouver le bois qui lui est nécessaire dans un rayon de cinq lieues.

Il n'en était pas de même partout, et certaines régions, suffisamment boisées au début, vont souffrir, après des déboisements excessifs, et manquer de combustible. La zone forestière qui les entourait a constamment diminué ; il arrive un moment où elles doivent demander à d'autres pays le bois qui leur manque. Paris, comme en témoignent les historiens du temps, Saint-Yon (1) et Delamarre (2), en est l'exemple le plus frappant, et, dès le xvr^e siècle, la grande cité va s'adresser à la Bourgogne, dont elle a fait étudier les inépuisables ressources forestières, pour compléter ses approvisionnements. Des marchands de bois de Paris ont compris quel parti ils pourraient tirer de l'exploitation de certaines forêts de la Bourgogne s'ils découvraient un moyen pratique et peu

(1) SAINT-YON. *Recueil des eaux et forêts* (1610).

(2) DELAMARRE. *Traité de Police* (1719). De l'origine du flottage, tome 3, p. 837.

dispendieux de transport : c'était la difficulté ; elle fut résolue par l'invention du flottage des bois, qui va donner un essor considérable au commerce de la Bourgogne et lui ouvrir, pour une partie de ses forêts, un marché qu'elle ne perdra plus.

§ III. — LE COMMERCE DES BOIS DE BOURGOGNE.
ET L'APPROVISIONNEMENT DE PARIS ET DE DIJON

Tant que Paris était resté enfermé dans les étroites limites de la Cité, il avait pu trouver sa consommation de bois d'œuvre ou de chauffage dans deux forêts étendues, situées, l'une au nord, l'autre au sud du fleuve et dont les derniers vestiges sont les bois de Boulogne et de Vincennes. Mais la population s'étant accrue, la ville s'était agrandie au détriment de ces forêts en employant, pour la construction, les espaces laissés libres par les déboisements qui y furent pratiqués. On dût étendre le cercle des approvisionnements jusqu'aux forêts de Laye, de Sénard, de Livry, de Bondy, puis de Bierre (Fontainebleau), de Crécy-en-Brie, de Sourdun, de Jouy, de Provins, d'Halatte, de Cinsi (Compiègne), d'Orléans, de Blois et enfin de Normandie.

Cette masse immense de bois aurait peut-être suffi à assurer à jamais la consommation de Paris si les coupes avaient été sagement distribuées et réglementées comme à l'heure actuelle ; malheureusement il n'en était pas ainsi : les rois avaient accordé

des bénéfices à des communautés, à des particuliers qui en jouirent sans mesure, de sorte qu'au bout de quelques siècles ces forêts étaient en voie de disparition ou avaient considérablement diminué. La forêt d'Orléans ne contenait plus, à la fin du ^{xvii}^e siècle, que quarante mille arpents au lieu de cent-vingt mille qu'elle comptait autrefois.

* La disette de bois se manifeste, pour Paris, dès le ^{xv}^e siècle, ainsi que le prouve une ordonnance de Charles VI, prescrivant des coupes extraordinaires dans les forêts les plus proches et obligeant les marchands à conduire tous ces bois à Paris, pour les y vendre à un taux maximum de six sous parisis le moule.

Mais ces remèdes étaient pire que le mal et ne faisaient que reculer la date à laquelle on ne trouverait plus de forêts assez proches pour qu'on pût facilement s'y procurer le bois nécessaire. On ne pouvait songer à transporter des bois venant de forêts éloignées, à cause de la cherté et de la difficulté des transports. La Bourgogne possédait, dans le Morvan, des ressources considérables et inexploitées ; il fallait trouver le moyen d'amener à Paris les bois de cette région à des conditions avantageuses : c'est alors qu'on eût recours au flottage des bois.

Nous ne rechercherons pas quel en a été l'inventeur, nous constaterons seulement qu'au seizième siècle, le flottage en trains se pratique, et que plusieurs historiens ou encyclopédistes indiquent à la fois la crainte de l'époque et le remède que les Pari-

siens ont découvert pour y parer. L'opinion générale est que Jean Rouvet, marchand de bois de Paris, « flotta le premier sur l'Yonne ».

Delamarre, dans son *Traité de la police* (1), le représente comme ayant eu, avant tous autres, l'idée de réunir les ruisseaux et les rivières non navigables, pour y jeter les bûches provenant de l'exploitation des bois les plus éloignés : ces bûches, une fois arrivées dans les rivières navigables, seraient réunies en trains et conduites jusqu'à Paris; on enrichirait ainsi des provinces qui ne savaient que faire de leurs bois et on sauverait Paris de la disette qui le menaçait. Rouvet aurait fait ses premières expériences dans le Morvan, en utilisant le cours de la Cure, près de Vézelay : les bûches devaient arriver dans l'Yonne et être réunies à Cravant d'où partiraient les trains de bois. Mais ce projet ne fut pleinement réalisé qu'en 1566, par René Arnould qui obtint du roi Charles IX des lettres patentes l'autorisant à faire flotter des bois sur les rivières de Cure et d'Yonne et levant tous les obstacles qui s'opposaient à cette espèce de navigation (2).

Les premiers flottages avaient en effet provoqué les réclamations des riverains et particulièrement des meuniers, ou des propriétaires de certains droits seigneuriaux (ex. : pêcheries) sur les cours d'eau par où passaient les bûches.

(1) *Op. cit.*, tome III, p. 837.

(2) V. DELAMARRE, *op. cit.*, tome III, p. 852.

Les meuniers prétendaient que la descente des bois leur portait un préjudice considérable, en abîmant leurs écluses et en les empêchant de retenir les eaux qui leur étaient nécessaires. Arnould ayant, antérieurement à 1566, fait une première expérience de flottage, eut à se plaindre de la mauvaise volonté des riverains de la Cure et de l'Yonne qui retardèrent ses opérations et lui causèrent beaucoup de tort. L'un d'eux, arguant de dommages causés à son moulin, l'attaqua devant le grand Conseil du roi et lui réclama une indemnité assez considérable. Le roi comprit que ces obstacles, s'ils subsistaient, décourageraient les floteurs et qu'il était de l'intérêt de la ville de Paris de les supprimer. Il accorda à René Arnould le droit de jeter ses bûches dans les rivières du Morvan, puis de les réunir en trains, pour les conduire à Paris, sans que les riverains puissent s'y opposer, ni réclamer aucune indemnité. Au cas où certains d'entre eux résisteraient ils pourraient être contraints de force à laisser passer les bois.

L'opinion de Delamarre a été reprise et corroborée par plusieurs encyclopédies parmi lesquelles le *Dictionnaire universel du Commerce* (1723) (1), le

(1) *Dictionnaire universel du commerce*, 1623, au mot *bois*. « L'invention de flotter les bois et d'en composer des trains n'est pas extrêmement ancienne. Jean Rouvet, bourgeois et marchand de Paris, commença le premier à s'en servir en 1549, pour faire descendre de cette ville, par la rivière de Seine, les bois du Morvans, petite province qui fait partie de celles de Bourgogne et du Nivernais ».

Dictionnaire de l'Encyclopédie (1), qui constate les déboisements, la disette de bois, sa cherté et présente Jean Rouvet comme un sauveur dont l'invention, réalisée aux dépens de sa propre fortune, « fut plus utile au royaume que plusieurs batailles gagnées et méritait des honneurs autant au moins qu'une belle action » ;

Les procédés de Jean Rouvet et de René Arnould devaient faire l'objet, dans la suite, de nouveaux perfectionnements. Le *Dictionnaire des origines* (2)

(1) *Dictionnaire de l'Encyclopédie* (1753), au mot *bois*. Il y a quelques siècles que l'on était dans l'appréhension que Paris manquât un jour de bois de chauffage, les forêts des environs se détruisaient et l'on prévoyait qu'un jour il faudrait y transporter les bois des provinces les plus éloignées, ce qui rendrait cette marchandise si utile et d'un usage si général, d'un prix exorbitant occasionné par le coût des charrois. Si l'on eut demandé alors à la plupart de ceux qui sentent le moins aujourd'hui le mérite de l'invention du flottage des bois, comment on pourrait remédier au terrible inconvénient dont on était menacé, ils y auraient été, je crois, bien embarrassés ; l'accroissement et l'entretien des forêts eussent été, selon toute apparence, leur unique ressource. C'est en effet à ces moyens longs, coûteux et pénibles, que se réduisit alors toute la prudence du gouvernement, et la capitale était sur le point de devenir beaucoup moins habitée, par la cherté du bois, lorsqu'un nommé Jean Rouvet, bourgeois de Paris, imagina, en 1549, de rassembler les eaux de plusieurs ruisseaux et rivières non navigables, d'y jeter les bois coupés dans les forêts les plus éloignées, de les faire descendre ainsi jusqu'aux grandes rivières, là, d'en former des trains et de les amener à flots et sans bateaux jusqu'à Paris.

(2) *Dictionnaire des origines* (1777), au mot *bois*. « En 1549, le bois était si rare et si cher à Paris, qu'un grand nombre d'habitants se seroit vu forcé de sortir sans le zèle ingénieux et patriotique de Jean Rouvet, qui établit le flottage, dans le Morvan, en jetant des bois dans les eaux réunies des ruisseaux qui l'arrosent, et en les amenant sur de simples trains et à flot, des rivières où ils étaient descendus jusqu'à Paris.

mentionne les travaux de M. Sautereau, qui construisit des réservoirs d'eau, destinés à régulariser le cours des rivières de flottage et à abrégé ainsi la descente des bois. Le travail le plus considérable qui ait été réalisé en ce genre à l'époque moderne, a été le lac des Settons, dont l'immense masse d'eau (22.000 m. c.) assure, pendant toute l'année, le flottage sur la Cure.

Les efforts de Jean Rouvet doivent surtout retenir notre attention. Notons tout d'abord que Jean Rouvet reprit les idées de Charles Leconte et de Gilles Defroisse, qui avaient eu avant lui l'idée d'amener à Paris les bois des rives de l'Yonne et de la Cure, mais n'avaient pas réussi dans leurs tentatives, faute d'argent et d'appuis. Si l'on consulte les archives de la ville de Paris, on y trouve un procès-verbal (1),

Cette entreprise, secondée par l'industrie de René Arnould, et favorisée par le gouvernement, parut avoir, en 1566, toute la perfection dont elle était susceptible.

Ce n'est que depuis trente ans que M. Sautereau a fait faire à ses frais, dans le Morvan, où le flottage est le plus usité, une « construction » qui abrège au moins de deux ans la descente des bois et les fournit à la capitale dans la même année.

Le roi a récompensé ce généreux citoyen en lui accordant deux sous par corde sur les bois qui descendent par la rivière d'Yonne.

(1) Aujourd'hui est venu au bureau de la ville maistre Charles Leconte, maistre des œuvres de charpenterie de l'hostel de ceste ville de Paris, lequel nous a dict et remonstré avoir fait charroyer d'une vente de boys par lui pruiſe de madame la duchesse de Nevers es bois des Garannes, près Chasteau-sans-Souef, pays de Nivernoys, grande quantité de bois de chauffage, dont à présent il en a faict admener du port dudict Chasteau-sans-Souef, sur la petite rivière d'Yonne, la grande rivière d'Yonne et rivière de la Seyne, à flotte, liez et garottez, la quantité de troys grans quarterons de

en date du 22 avril 1547, qui constate officiellement qu'une « flotte de bois de mosle liés et garottés entre eux », appartenant au sieur Charles Leconte, étant partie de Châtel-sans-Souef (Châtel-Censoir), sous la conduite de quatre compagnons de rivière, est arrivée le 21 avril 1547, à Paris, au port des Célestins, « pour l'expérimentation et première fois qu'il ait été amené bois de chauffage en flotte du pays d'amont ».

Outre les difficultés pécuniaires, les auteurs de cette première expérience s'étaient heurtés à la mauvaise volonté des meuniers de l'Yonne, qui avaient essayé d'empêcher le passage du train (l'un d'eux avait attaqué Leconte devant le bureau de la ville pour s'entendre condamner à des dommages-intérêts, en raison de prétendus dégâts faits à son moulin, lors du passage du train de bois), et surtout à des obstacles naturels provenant du mauvais état du lit des rivières. Un sieur Gilles Defroisse, maître

mosle au compte du boys et arrivez ce jour d'hier en ceste ville de Paris, au port des Célestins, pour l'expérimentation et première fois qu'il ayt été admené boys de chauffage en flotte du pays d'amont et affin d'en faire admener cy-après en la dicte sorte à ses dangers, despens, périls et fortunes.

Ainsi sont venus au bureau : Pierre Courrot, Philebert Guenot, Jehan Bonnet et Potencian Guenot, compagnons de rivière, demourans ausdict lieu de Chasteau-sans-Souef, lesquels ont dict et affirmé avoir admené à flotte, pour le dict Leconte, le dict boys à ses frais, dangers, périls et fortunes, dont ledict Leconte, comme premier expérimenteur du dict flottage, nous a requis lectres, ces présentes à luy octroyées, es quelles.

(Arch. du roy., sect. judic.; bureau de la ville, reg. intitulé *Audiences*, juillet 1546 au 28 juin 1547, f° 28, 223 v°).

de forges du Nivernais, comprit qu'il fallait, pour réussir les flottages, aménager les cours d'eau et les rendre « navigables ou au moins flottables ». Il obtint des lettres patentes l'autorisant à aménager la Cure et vint, le 23 juillet 1546, avec Jean Rouvet comme caution, demander au bureau de la ville de l'aider dans son entreprise ; ses projets, après examen, furent considérés comme inexécutables, et nécessitant des frais beaucoup trop élevés, « car au « moyen des rochers, des pierres étant dedans ladite « rivière et de l'eau venant en manière de torrent « des montagnes, elle (la Cure) ne pourrait commo- « dément se faire navigable qu'elle ne coûtât plus « de cinquante mille écus ».

Malgré cette opinion, Defroissez persista dans sa résolution et prenant l'entreprise à son compte, il fit jeter une grosse quantité de bois dans la Cure « pour le faire flotter et le faire conduire par force de gens jusqu'à Crevan ». L'expérience était, périlleuse et il y perdit une grande quantité de bois, néanmoins quelque temps après il se présenta de nouveau devant le prévôt des marchands et les échevins de la ville pour leur demander de « dep- « puter aucun d'entre eux pour faire la visitation de « la rivière et voir flotter la rivière Cure ». La visite fut décidée, à condition que Defroissez subviendrait à la moitié des frais. Mais il s'était endetté dans la poursuite de cette entreprise qu'il dût finalement abandonner après en avoir confié la réalisation à Jean Rouvet, prévôt des marchands, à qui ses grandes

ressources et ses relations devaient assurer le succès.

Plus prudent que Defroissez, Rouvet s'entoura d'une série de précautions : il choisit les saisons favorables, donna à l'avance aux bois une dessiccation qui leur permettait de surnager. Alors que ses prédécesseurs n'avaient pas pu faire dépasser Cravant à leur train, il réussit à faire arriver à Paris, en 1549, les premiers trains de bois à brûler venant de la Cure.

Ces derniers essais ayant été couronnés de succès, des flottages furent entrepris par d'autres marchands qui devaient les généraliser sur toutes les rivières. Parmi ceux-ci, Guillaume Sallonnier qui, en 1550, établit à ses frais, sur l'Yonne, des pertuis, écluses et autres travaux de rivières facilitant le passage des trains et René Arnould, obtinrent des lettres-patentes les autorisant à se livrer au flottage.

Paris n'avait plus à craindre de manquer de bois et la Bourgogne avait conquis, pour la vente de ses bois, un vaste marché qu'elle ne devait cesser d'approvisionner; les flottages sur l'Yonne et la Cure contribuèrent bientôt pour les $\frac{4}{5}$ à la consommation annuelle du bois à brûler et pour $\frac{1}{5}$ à l'approvisionnement du bois de charpente nécessaires à Paris (1).

(1) A l'époque moderne (1876), on a flotté jusqu'à 18.000 décastères de bois des ports du Haut-Morvan vers Paris. — Le mouvement tend actuellement à diminuer, nous en donnerons plus loin les raisons.

Au xvii^e siècle, le flottage est pratiqué dans toute la France et l'ordonnance de 1669 y consacre un chapitre dont les dispositions sont presque toutes demeurées en vigueur. En Bourgogne, on flotte non seulement sur la Cure et l'Yonne, mais sur la Saône qui ouvre à nos bois un nouveau débouché, le Midi.

Il semble que *la Bourgogne ne devrait plus connaître la crainte de manquer de bois*, puisqu'elle en exporte des quantités considérables, et qu'elle *devrait fournir à ses habitants du combustible à bon marché* puisqu'elle possède des réserves inépuisables. Or, *d'une part, la crainte subsiste* parce que le flottage, qui, en simplifiant les transports, a assuré l'approvisionnement de Paris et du Midi, ne peut se pratiquer partout : il nécessite des rivières à courants rapides et ces rivières n'existent qu'aux limites de la province : à l'intérieur, les transports sont toujours difficiles et les rivières trop peu importantes pour permettre aux cantons très boisés d'approvisionner ceux qui le sont peu. Il est bien évident, par exemple, que l'Ouche sur laquelle quelques flottages se pratiquèrent (1) n'aurait pu rendre à Dijon

(1) Ordonnance du Parlement du 20 mars 1535, ordonnant la démolition de la forge de Pont-de-Pany.

« La Cour, suivant les offres faites par ledit Mairet ordonne que le bois de molle qu'il a abattu et celui qu'il a encore à abattre es bois par lui amodiés, près la rivière d'Ouche, ledit Mairet fera venir par icelle rivière en cette ville de Dijon par laquelle lui sera donné paiement pour cet effet ».

(1721) : Flottages opérés par le sieur François Poinso, 5 août 1721.

les mêmes services que la Cure et l'Yonne à Paris. Il est cependant intéressant de noter qu'en 1763, M. le comte de Wall, seigneur de Sainte-Sabine et de Crugey présenta aux Etats assemblés à Autun, en novembre et décembre, une requête tendant à rendre la rivière d'Ouche flottable depuis le village de Veuvey. Le projet fut approuvé le 8 janvier 1765 et une somme de 5.000 francs fut votée sur le fonds pour l'encouragement du commerce. C'est une preuve que l'Ouche ne pouvait guère servir au transport des bois avant la fin du xviii^e siècle.

D'autre part le bois fut très cher sous l'ancien régime, en raison du nombre considérable de droits qui le grevaient lors du transport.

Quelque fût le mode de transport employé entre la coupe et son lieu de destination, un chargement de bois doit tout d'abord acquitter de nombreux péages de rivières, de ports, de villes, de ponts et chaussées. Sur un train de bois allant de Saint-Jean-de-Losne à Mâcon, il était perçu des péages à Seurre, Verdun, Chalon, Tournus, Mâcon. Ces péages sont variables :

Péage de Scurré ou Bellegarde.	{	quatre sols par moule de bois. id. par bâche de charbon.
Verdun	{	quatre sols par moule de bois. sept sols six deniers par bâche à charb.
Chalon	{	Grand octroy { cinq sols par moule de bois. cinq — par cent de bois de compte. cinq — par cent de fagots passant les- dits bois de fagots et charbons sous le pont de Saône tant seulement.
		Petit péage (joint aux susdits octrois) { six deniers par chaque moule de bois, cent de fagots, bois de compte et bâche de charbon.
Tournus	{	trois sols six deniers par moule de bois. id. par bâche de charb.
Mâcon	{	quatre sols par moule de bois. huit — par bâche de charbon. cinquante sols par millier de fagots.

C'était donc, pour ce court trajet, une somme de 20 sols 6 deniers qu'il fallait payer aux péagers. Il avait été fait un tel abus de ces péages que l'ordonnance de 1669 avait dû supprimer tous les droits établis sans titre sur les rivières, ne conservant que ceux qui étaient antérieurs et établis par titres légitimes. Leur nombre suffisait d'ailleurs à ralentir l'exportation de nos bois vers le Midi et vers Paris.

Lorsque le chargement de bois arrivait dans une ville, on percevait à cette occasion des droits d'octroi.

Nous donnons en note deux tableaux des droits perçus à l'entrée des bois et charbons à Dijon en 1696 et 1755, les premiers sont établis d'après le

mode de transport, les seconds d'après la quantité du bois (1) :

Les bois entrés en ville, les marchands sont dans l'obligation de se conformer aux ordonnances de

(1) Tarif des droits qui se doivent payer sur les bois à brûler, charbons et fagots qui entrent à Dijon suivant la délivrance faite au mois de novembre mil six cens nonante-six.

Bois.

Pour un chariot à quatre roues chargé d'un moule de bois ou environ, entrant dans ladite ville et faubourgs.	6 sols.
Pour une petite charrette chargée dessus et dessous, contenant deux tiers de moule .	4 sols 6 deniers.
Pour une petite charrette chargée dessus seulement, demi moule	3 sols.

Fagots.

Char à quatre roues, un cens demi de gros fagots.	3 sols 4 deniers.
Charrette chargée dessus et dessous, un cens de gros fagots	2 — 3 —
Charrette chargée dessus seulement, soixante-quinze gros fagots	1 — 6 —
Chars à quatre roues, quatre cens bourrées .	3 — 4 —
Charrette chargée dessus et dessous, deux cens bourrées.	1 — 6 —
Charrette chargée dessus seulement, cens bourrées	6 deniers.

Charbons.

Pour chacun van de charbon 6 deniers.
 Pour les fagots qui seront amenés sur les bestes asines, ils paieront à proportion du cens dont ils seront chargés.

Conditions du bail des octrois de Dijon.

Année 1755.

Septième et dernier octroi.

Pour chaque moule de bois à brûler, six sols, ci	6 sols.
--	---------

police municipale qui règlent la façon où ils doivent conduire leurs produits, les livrer ou les vendre. A Dijon, ceux qui ne possèdent pas de chantiers en ville sont obligés de déposer leurs chargements sur des emplacements fixes, qui sont la place de la Sainte-Chapelle (1) pour les bois et fagots (délibération de la Chambre du Conseil du 20 août 1718), la place de la Charbonnerie et la place Saint-Jean (2) pour le charbon, et plus tard la place du Morimont pour les pisseaux et les bois de sapin. Ces emplacements ne sont pas concédés gratuitement : ce sont encore quelques deniers à déboursier, cinq par charrette et dix par chariot de charbon pour tous les jours de la semaine autres que le samedi où l'on paie

Pour les trois quarts, deux tiers et demi moule à proportion	
Par corde de bois, appelé bois de corde, trois sols, ci	3 sols.
Pour chaque cent de gros fagots, deux sols trois deniers, ci	3 sols 3 deniers.
Pour chaque cent de petits fagots, neuf deniers, ci	9 deniers.
Pour chaque charge de fagots amenés sur des bêtes, il sera payé à proportion du cent, à la réserve des ânes chargés de fagots ou menus bois qui ne paieront que deux deniers pour leur charge, ci	2 deniers.
Pour chaque van de charbon de bois, van de bois ou de charbonnier, six deniers, ci.	6 deniers.
Pour chaque queue de charbon de pierre ou terre, dix sols, ci.	10 sols.
(1) Place Edgard-Quinet.	
(2) Place Emile-Zola.	

sept deniers par charrette et quatorze par chariot (1).

Enfin, les bois doivent être empilés soigneusement pour faciliter la besogne des jurés mouleurs et mesureurs, qui veillent à ce que les bois et charbons soient livrés conformément aux prescriptions de la Chambre du Conseil, d'où de nouveaux frais, environ deux sols par moule.

Il nous faut encore ajouter à toutes ces impositions des droits accessoires qui sont une lourde charge pour les marchands. Parmi eux, le droit de bûche qui consistait en un certain prélèvement fait sur les quantités de bois qui pénétraient en ville au profit des portiers et clerceliers des portes de Dijon : c'était pour la municipalité un moyen de réaliser des économies en ne payant pas ses serviteurs. Ce droit ayant été contesté par un particulier, en 1736, devant le Parlement, la ville ne voulut pas reconnaître cette compétence et adressa une requête au roi qui la « maintient et confirme, dans le droit et posses-

(1)

NOUVEAU TARIF

Des droits de la ferme des places et marchés de la ville de Dijon, ordonnés estre levés aux portes de la ville par délibération de la Chambre du Conseil d'icelle du 2 mai 1711, homologuée par arrêt du Parlement du 4 dudit mois, à commencer au premier jour du mois de juin.

Ferme de la Charbonnerie.

Les droits anciens et accoutumés sont de cinq deniers par charrette et dix deniers par chariot pendant tous les jours de la semaine, à la réserve du samedi qu'il sera levé quatorze deniers par chariot et 7 deniers par charrette chargés de charbon, à condition de nectoyer la place de la dite Charbonnerie, de même qu'il est dit ci-devant, soit que le charbon y soit vendu ou non.

« sion où elle a été jusqu'à présent de faire perce-
« voir par les portiers ou clerceliers de ses portes,
« le droit de bûche ou de fagot sur chaque voiture
« de bois ou de fagots qui entrent dans ladite
« ville » (1).

Enfin, certaines franchises accordées à des bois ou charbons à cause de leur origine ou de leur destination viennent encore alourdir les prix. Les bois des forêts du roi étant exempts de droits, des marchands se rendent amodiataires de certaines de ces coupes et mélangent leurs produits avec ceux d'autres forêts voisines qu'ils exploitent en même temps.

Ces franchises sont également octroyées à des communautés : l'hôpital, le château, les maisons de la Miséricorde (dont le but était de distribuer du bois aux malheureux pendant l'hiver), du Bon Pasteur (maison de force pour les filles publiques), et aux officiers et secrétaires du roi.

La situation des commerçants devient intolérable; il leur est presque impossible de réaliser un bénéfice sur les coupes qu'ils débitent, ils ont à payer des prix de transport très élevés, parce que le prix des voitures a triplé en raison de la rareté et de la cherté des fourrages et des grains. S'ils emploient le flottage, ils sont assujettis à des droits d'emplacement, d'empilage, de manutention, qui empêchent le flottage d'être beaucoup plus avantageux que le transport par voiture.

(1) Conseil d'Etat du roi, 26 juin 1756.

NATURE DES MARCHANDISES	DROIT d'arrivage (1704)	DROIT d'enlèvement	TAXATION consentie par le Com ^e	TOTAL
Cotrels et fagots, le millier .	25 c ^{es}	20 c ^{es}	1 ⁱ 35	2 ⁱ
Par chaque décastère de bois à brûler, à pile haute et basse	25	25	1.10	1.60
Par chaque muid de charbon, mesure de Paris contenant 12 setiers ou 12 voies . . .	37 1/2	37 1/2	25	1

Ils doivent régler une série de péages, octrois, subir des privilèges et des taxes. Il se produit des doléances, et l'un des suppliants qui exploite et fait conduire à Dijon des bois provenant de la forêt de Moloy, donne le détail des frais qu'il paie par moule (1) :

(1) Deux autres suppliants ont, en janvier 1783, acheté des bois à Lantenay, au prix de 8 livres par moule. Ils donnent un tableau intéressant du prix auquel leur revient chaque moule livré à Dijon :

Le moule pris au bois, huit livres, ci	8 livres
La différence donne au moins vingt sous, ci	1 l.
La voiture, en compensant les endroits les plus difficiles avec les plus éloignés avec les plus prochains et les plus faciles, coûtera au moins cinq livres, ci.	5 l.
Droit d'entrée douze sous neuf deniers, ci	12 s. 9 d.
Empilage au chantier, deux sous, ci	2 s.
Conduire chez l'habitant, six sous, ci	6 s.
Voyage, commis, chantier, vol, etc., dix sous, ci .	10 s.
TOTAL	15 l. 10 s. 9 d.

Savoir, au bûcheron, douze sols, ci	12 s.
Pour voiture depuis la forêt jusqu'au dessus de la montagne de Villecomte où il est obligé de faire un dépôt, à raison de l'éloi- gnement, trois livres dix sols, ci	3 liv. 10 s.
Pour empilage au dépôt, deux sols, ci	2 s.
Pour voiture depuis le dépôt au chantier, trois livres dix sols, ci	3 liv. 10 s.
Empilage au chantier, 2 sols, ci	2 s.
Droits d'entrée, douze sols neuf deniers	12 s. 9 den.
L'envoi chez l'habitant, six sols, ci	6 s.
Frais de voyage, paiement de commis, loyer de chantier, vol, pourboire, minimum, dix sols, ci	10 s.
TOTAL	10 liv. 4 s. 9 den.

Pour réaliser un bénéfice, il faudrait que les mar-
chands puissent vendre leur bois à un taux élevé, ce
qui leur est impossible à cause de la taxe des prix : le
Parlement a toujours sacrifié les intérêts des com-
merçants au profit des intérêts des consommateurs.

Dès que les prix des bois et charbons augmen-

tent, nous voyons intervenir des taxes. Ces taxes sont tout d'abord édictées par la municipalité : en 1698, la Chambre du Conseil de la ville de Dijon avait établi une taxe avec des pénalités sévères pour les contrevenants. Un nouveau taux aux bois de moule est arrêté en 1712 (20 août).

Les prix étant taxés et les mesures obligatoires (on ne pouvait vendre le bois qu'au moule de la ville, les fagots au cent, les charbons au van), les marchands, pour ne pas perdre, en viennent à tenter des fraudes sur les mesures; les charbonniers se servent de vans non réglementaires qu'ils font fabriquer spécialement par des jurés vanniers et qui n'ont que huit pieds de tour, deux pieds de nappe et neuf pouces de hauteur ou levée, alors que le van de ville porte neuf pieds six pouces de tour, deux pieds et demi de nappe et treize pouces de levée. Ils emploient des sacs qui n'ont pas la contenance indiquée.

Une délibération de la Chambre du Conseil et de Police (1) intervient en 1766 (22 avril) pour réprimer ces abus. On établit des mesures dont les matrices seront déposées aux archives de la ville et serviront à la vérification des vases employés par les charbonniers. Cette délibération sera affichée et publiée dans toute la Bourgogne pour être lue à l'issue de la messe paroissiale, afin de mettre le public en garde contre les anciennes fraudes.

(1) Rapportée dans PICARD, *op. cit.*, p. 45.

Ceci n'empêche pas les charbonniers de continuer à tromper le public. C'est ainsi qu'un sieur Didier Colin, de Curtil, ayant vendu du charbon en des sacs non réglementaires, beaucoup plus courts et plus étroits que les sacs matrices, fut condamné à la confiscation de tout le charbon au profit de l'hôpital et à une amende de cinq livres « au paiement de laquelle il sera contraint par toutes voies, même de corps ». Le jugement devait être imprimé, lu, publié et affiché partout « où il appartiendra, afin qu'il n'en puisse être prétexté cause d'ignorance »; il indiquait à nouveau les mesures que devaient avoir les sacs (Grand sac : hauteur, trois pieds; largeur, seize pouces; — petit sac : hauteur, deux pieds; largeur, quatorze pouces).

Les marchands de bois eux-mêmes imaginent des expédients destinés à tromper l'acheteur : leurs moules, au lieu de trois pieds et demi, mesurent seulement trois pieds un, deux, trois ou quatre pouces; — ils y mélangent des bois de rebut comme l'ozerolle; — ils paient les mouleurs afin que ceux-ci laissent des vides entre les bûches au moment de l'empilage.

Une délibération de la Chambre du Conseil de la ville du 27 août 1781 (1) vint s'élever contre ces manœuvres et instituer une réglementation sévère; le moule devra avoir trois pieds et demi, y compris l'axe des entailles; il ne sera composé que de gros

(1) Rapportée dans PICARD, *op. cit.*, p. 50.

bois de chêne, charme ou foyard (hêtre) sous peine de confiscation desdits bois et d'une amende de cent livres. Enfin, les habitants pourront choisir leurs mouleurs, qui seront, en tous cas, payés par le marchand et punis sévèrement s'ils prêtent la main à des fraudes.

Le syndic fait remarquer dans son réquisitoire, qu'il est d'autant plus important de réprimer les abus que « le bois de moule est porté cette année à un prix excessif ». Le Parlement s'émeut de cette augmentation et, dans sa séance du 10 mai 1783, rétablit pour le bois de moule la taxe qui avait été abandonnée. L'arrêt (1) essaie de justifier cette mesure

(1) Vu par la Cour le réquisitoire par écrit du Procureur général du Roi; expositif que le prix excessif auquel est monté subitement le bois de chauffage ne permet pas de douter que cette augmentation ne soit l'effet des manœuvres pratiquées par ceux qui en font le commerce, et que l'affectation de laisser les chantiers dégarnis suffit pour manifester leur intention. Le moyen le plus efficace pour faire cesser ce monopole est de rappeler les dispositions des anciens réglemens, conformément auxquels tous les objets de consommation étaient assujettis à un prix fixe et certain : le bois, en particulier, était taxé tous les ans par les officiers de police. Quels que soient les motifs qui ont fait cesser cet usage, les circonstances exigent qu'il soit rétabli.

Le procureur général du roi requiert, etc. Ledit réquisitoire, signé Perard : et ouï le rapport de M^e Philibert-André Fleutelot de Marlien, conseiller-commissaire, cette part, la Cour a ordonné et ordonne que très expresses inhibitions et défenses demeurent faites à toutes personnes de vendre le bois de moule à plus haut prix que celui fixé ci-après, savoir :

Le moule de bois de montagne de la meilleure qualité, rendu chez l'habitant.	13 l.
Celui du pays bas, aussi rendu chez l'habitant	11 l.
Celui du bois de tremble, tilleul et autres bois blancs	8 l. 10.

qui ruine le commerce des bois, en déclarant, sans aucune preuve ni aucune vraisemblance, que les marchands sont cause de la hausse des bois et que leurs manœuvres doivent être déjouées pour sauvegarder l'intérêt des consommateurs. La taxe sera renouvelée chaque année au début d'avril par les soins de la municipalité, et son inobservation sera punie très sévèrement : outre la confiscation des bois et l'amende, le Parlement se réservait le droit de poursuites extraordinaires à l'égard des contrevenants.

Un deuxième arrêt du 20 mai fixe le prix du bois bâtard (8 pouces de circonférence et au-dessous) à 8 et 7 livres suivant qu'il provient de la montagne ou de la plaine.

C'est la consécration d'une politique de protection qui ne sera plus abandonnée par le Parlement, le commencement d'une lutte très marquée entre lui

Et celui du bois flotté pris sur le chantier à Plom-

bières 8 l. 10.

Le tout à peine de confiscation du bois, de 300 livres d'amende, contre chaque contrevenant, même d'être poursuivi extraordinairement.

Enjoint aux officiers municipaux de cette ville, de procéder tous les ans, dans les quinze premiers jours du mois d'avril, aux taux et fixation des prix du bois de chauffage.

Leur enjoint pareillement ensemble, aux officiers de justice et police de Plombières de veiller chacun en droit soi à la pleine et entière exécution du présent arrêt, même de poursuivre extraordinairement les contrevenans.

Ordonne que le présent arrêt sera lu, publié, imprimé et affiché dans toutes les places et carrefours de cette ville, et partout où il appartiendra.

Fait au Parlement, à Dijon, le 10 mai 1783.

et les marchands soutenus par l'autorité royale qui voudrait faire triompher les théories libre-échangistes.

Dès le 24 juillet 1883, une pétition signée de quatre marchands de bois « ayant chantiers à Dijon », est adressée au Parlement pour réclamer la liberté du commerce des bois. Les suppliants démontrent que les arrêts de mai 1783, s'ils sont appliqués, amèneront leur ruine certaine. Ils protestent contre l'affirmation d'après laquelle la cherté des bois de chauffage serait l'effet d'un monopole pratiqué par leur corporation. Ils ne sont pas organisés et leur commerce n'est point assez étendu pour qu'ils aient pu organiser un monopole. Ils donnent enfin les causes qui, pour eux, ont vraiment opéré l'augmentation du prix des bois. Ce sont :

1° La consommation excessive des forges qui travaillent beaucoup plus qu'autrefois à cause de la hausse des fers ;

2° La consommation excessive des habitants des villes et des campagnes ;

3° Les déboisements ;

4° La rareté et la diminution des futaies qui ont été exploitées d'une façon intensive par les communautés et les bénéficiers ;

5° L'éloignement du périmètre d'approvisionnement et la difficulté des transports ;

6° La concurrence des marchands de Paris et de Lyon qui cherchent à emmener les bois dans leurs villes respectives.

Ils prouvent ce qu'ils avancent en donnant un tableau exact de ce que coûte aux marchands chaque moule de bois indépendamment du prix même de l'acquisition (voir p. 57 et 58). L'un d'eux qui exploite des coupes à Moloy, paie 10 livres 4 s. 9 den. de transport, octroi, empilage, frais divers. Le moule étant taxé à treize francs, il faudrait pour qu'il ne perdît point qu'il le payât quarante-cinq sous trois deniers, ce qui est notoirement impossible.

Un deuxième marchand, qui a acheté deux mille journaux de bois à Lantenay, à raison de 8 livres le moule de bois de chêne, charme, foyard, devra ajouter à ces 8 livres 7 livres 10 sous 9 den. de frais, il perdra nécessairement cinquante sous neuf deniers par moule.

Ils protestent enfin contre la distinction qui a été faite, au point de vue de la taxe, entre les bois de montagne et les bois de plaine, et contre le classement du bois de chêne de 8 pouces de circonférence et au-dessous dans la catégorie « bois bâtard ». Tout d'abord, il n'existe pas grande différence entre les bois de montagne et ceux de plaine qui possèdent les mêmes qualités et nécessitent les mêmes frais d'exploitation ; il est donc illogique que les premiers bénéficient d'une taxation plus élevée. En second lieu, les forêts qui avoisinent Dijon, étant presque toutes aménagées en taillis, ne produisent généralement que des bûches de 8 pouces et au-dessous, lesquelles étant reléguées dans la catégorie bois bâtard, sont taxées au prix de 8 et 7 livres, ce

qui forcera les marchands à livrer leur bois à la moitié du prix qu'ils comptaient en retirer au moment des adjudications et alors que les précédents règlements n'étaient pas en vigueur.

Toutes ces revendications étaient sincères et bien établies, mais le Parlement, peut-être *trop soucieux de ses intérêts personnels qu'il confondait facilement avec l'intérêt public*, était décidé à ne point accorder aux marchands la liberté qu'ils réclamaient. L'arrêt du 24 juillet 1783 statuant brièvement, repousse la requête présentée par les marchands de bois de Dijon, ordonne que le bois de moule ayant dix pouces de circonférence et au-dessous sera réputé bois bâtard et pour le surplus de ladite requête, met les parties hors cour.

Les suppliants s'adressent alors au roi qui, par arrêt du 18 septembre 1783, casse les arrêts du Parlement, supprime les taxes et permet aux marchands de traiter librement avec le public. Loin de s'incliner, le Parlement siégeant en temps de vacation confirme, le 22 octobre, ses précédentes décisions des 10, 20 mai et 24 juillet. La Chambre du Conseil de la mairie suit le Parlement et, en sa séance du 8 novembre, constatant que les marchands de bois n'ont pas garni, ainsi qu'ils le devaient les chantiers de la ville, que cette négligence est voulue et destinée à faire hausser le prix du bois, que les marchands n'ont même pas l'excuse de manquer de voitures de transport,⁹ les travaux agricoles étant terminés, enjoint à ceux qui ont des chantiers à Dijon, de con-

tinuer à les garnir sans délai, sous les peines portées par les arrêts des 10, 20 mai et 22 octobre 1783, et de livrer du bois à tous les habitants sans distinction, en ne dépassant pas toutefois deux moules par semaine et par habitant.

Sur un rapport de de Calonne, contrôleur général des finances, le Conseil d'Etat casse, le 26 février 1784, l'arrêt du Parlement, en date du 22 octobre 1783, et proclame la liberté des transactions commerciales en déclarant les arrêtés du Parlement attentatoires à l'autorité du roi et contraires à ses intentions (1).

L'arrêt du Conseil d'Etat devait être affiché et exécuté « nonobstant toutes oppositions et autres empêchements ». La publication eut lieu par les soins de l'intendant Amelot de Chaillou, le 29 mars 1784. Le jour même, le Parlement, toutes les Chambres assemblées, s'appuyant sur les ordonnances de Louis XII (21 octobre 1508, art. 21) (2), et de François I^{er} (Blois, 21 novembre 1519, art. 2) (3), qui

(1) Arrêt rapporté dans PICARD, *op. cit.*, p. 75.

(2) Il sera mis ordre taux et police généralement sur toutes les choses nécessaires pour la vie et la conservation humaine, de quelques marchandises, arts mécaniques ou métiers qu'elles soient, au cas qu'en icelles soit fait abus et fraude par faute de police au dommage de nos sujets. — Enjoint d'y procéder de manière que lesdits taux puissent être fructueux et que tel abus, fraudes et pilleries cessent, desquelles choses et chacune d'icelles, faire et ordonner; donnons à nos dits officiers, en temps que métier seroit, plein pouvoir, autorité et puissance spéciale, commandant expressément lesdites ordonnances, taux et publications d'icelles être fait et renouvelles tous les ans perpétuellement par tout notre royaume.

(3) Il sera mis ordre et taux sur les foins, pailles, gerbes, bois, fagots, lesquels taux et police sera fait généralement par tous nos pays, royaume et seigneurie.

avaient établi sur toutes les denrées qui se consomment des taxes destinées à prévenir les abus et les fraudes, ordonne que les arrêts des 10, 20 mai et 22 octobre 1783 seront exécutés selon leur forme et teneur, et enjoint aux maire et échevins de la ville d'y tenir la main et de procéder immédiatement à la fixation du prix du bois, suivant la forme de l'arrêt du 10 mai.

Cet ordre est exécuté le 24 avril 1784 par la Chambre du Conseil, sur les réquisitions de M^e Jean Trullard, substitut commissaire de police, et une nouvelle taxe établie (1).

(1)

ARTICLE PREMIER

Le bois de montagne de meilleure qualité demeure fixé à treize livres le moule, rendu chez l'habitant, ci 13 l.

II

Le bois bâtard, aussi de montagne, ayant six pouces de circonférence et au-dessous, conformément à l'arrêt du 24 juillet 1783, à 8 livres le moule rendu chez l'habitant, ci 8 l.

III

Le bois de pays-bas, première qualité, à onze livres dix sols le moule, aussi rendu chez l'habitant, ci 11 l. 10 s.

IV

Le bois bâtard de même pays, ayant la grosseur portée à l'art. II ci-dessus, à sept livres cinq sols le moule, aussi rendu chez l'habitant, ci 7 l. 5 s.

V

Celui de tilleul, tremble et autres bois blancs servant ordinairement à l'usage des boulangers, à neuf livres cinq sols le moule, aussi rendu chez l'habitant, ci 9 l. 5 s.

VI

Et le bois flotté à neuf livres cinq sols le moule, pris sur le chantier de Plombières, ci 9 l. 5 s.

Les contrevenants seront punis par la confiscation de leurs bois et passibles d'une amende de 300 livres. Les chantiers devront être garnis dans le mois qui suivra la publication de la présente décision.

Un nouvel arrêt du Conseil d'Etat, en date du 29 août 1784 (1), casse l'arrêt du Parlement du 29 mai 1784, lui défend d'en prendre de semblables à l'avenir, ordonne que les arrêts des 18 septembre 1783 et 26 février 1784, seront exécutés dans leur teneur et autorise, en conséquence, les marchands et adjudicataires à vendre leur bois de gré à gré. Il casse et annule également la délibération de la Chambre du Conseil et de police de la ville du 24 avril 1784, lui défend d'en prendre de semblables, ordonne que ladite délibération sera rayée de tous registres sur lesquels elle a été inscrite et que mention de l'arrêt de cassation sera faite en marge.

Malgré cette injonction énergique et peu après sa signification (9 octobre 1784), la Chambre ordonne qu'il sera référé de cet arrêt au Parlement, assemblé après la Saint-Martin, et qu'en attendant les arrêts des 10, 20 mai, 22 octobre 1783 et 29 mars 1784, seront exécutés selon leur forme et teneur.

Ce référé semble ne point avoir eu lieu et les marchands durent se soumettre à la taxe jusqu'à l'hiver 1789.

Cependant, à la suite de cet hiver qui avait été très rigoureux, et en raison des difficultés des char-

(1) Rapporté dans PICARD, *op. cit.*, p. 83.

rois, le Parlement permit à un sieur Laligant de vendre le moule au prix de quinze livres, au lieu de treize, puis, le 19 janvier, étendit cette licence à tous les autres marchands jusqu'au 1^{er} mars suivant inclusivement. Après le 1^{er} mars, les marchands essayèrent de maintenir cette surélévation des prix, mais le Parlement s'y opposa et, par arrêt du 13 mai 1789, édicta une nouvelle taxe fixant le prix du moule à treize livres pour le bois de montagne, onze livres dix sols pour le bois de plaine, neuf livres cinq sols pour le bois de boulange, neuf livres cinq sols pour le bois flotté pris à Plombières, huit livres et sept livres pour le bois bâtarde de montagne et de plaine.

Le Parlement avait tenu tête à la royauté et il s'en vantait en notifiant au roi, le 13 octobre 1789, que l'arrêt du Parlement du 20 mai 1783 « serait de plus fort exécuté selon sa forme et teneur » bien que le roi l'eût à plusieurs reprises cassé et annulé.

Sous cette réglementation néfaste, le commerce des bois végétait et la situation était également mauvaise pour les marchands et les consommateurs, les premiers n'étant que peu désireux d'approvisionner le marché à leurs dépens et en se ruinant, les seconds n'étant point assurés de pouvoir se procurer aisément du bois.

Heureusement elle ne devait que peu durer : le 5 novembre, l'Assemblée Constituante déclarait les Parlements en vacance et ordonnait que les

Chambres des vacations « en attendant une organisation nouvelle » resteraient en charge.

Dans cet intervalle, la Chambre du Conseil et de Police de la ville régleme, pour la première et dernière fois, la vente du charbon de bois au taux suivant : le tonneau, 3 livres ; la feuille, 1 livre 13 sols ; la demi-feuille, 17 sols 6 deniers ; la mesure à bled, 10 sols, et la demi-mesure, 5 sols. Les contrevenants étaient passibles de la confiscation du charbon et d'une amende de 10 livres et de 50 en cas de récidive.

Cette mesure marque la fin de la période de réglementation que nous venons d'examiner.

CHAPITRE II

Le commerce et l'exploitation des bois de la Révolution à 1827.

§ 1^{er}. — LA SITUATION DES FORÊTS SOUS LA RÉVOLUTION

La Révolution va supprimer les privilèges et apporter à l'exploitation et au commerce des bois, sinon la liberté, du moins la licence.

Nous ne trouvons plus, entre 1789 et 1827, que deux arrêtés du maire de la ville de Dijon, en date des 20 décembre 1808 et 22 février 1809, établissant l'un la longueur des bois de chauffage, l'autre la hauteur du stère, déterminée par la longueur des bûches. Ce sont des règlements d'administration nécessités par le vote (1^{er} août 1793) d'un nouveau système métrique, légal seulement à partir du 2 novembre 1801.

Ce n'est pas que les conditions d'existence aient changé d'un jour à l'autre, ni que les entraves qui gênaient l'expansion du commerce aient brusquement disparu, mais il plane sur la société toute entière des idées de licence qui autorisent à l'oubli des lois et permettent de commettre tous les abus. Des

exactions sans nombre se commettent dans les bois; les habitants y pénètrent journellement et font des provisions de bois qu'ils emportent et vendent dans les villes et les villages. Une loi dut intervenir (3 novembre 1789) et faire « défenses à toutes personnes de ne plus, à l'avenir, entrer dans les forêts et bois, par attroupemens ou particulièrement, sous peine d'être poursuivis suivant la rigueur des ordonnances ».

Bientôt, l'Assemblée nationale est obligée de voter une loi plaçant les forêts sous la sauvegarde des particuliers (novembre 1789).

Malheureusement, elle doit, peu après, céder aux besoins énormes du moment et, ne pouvant remonter le flot qui l'entraîne, elle décrète, le 13 pluviôse an II, qu'il sera fait dans les départements une coupe par anticipation, obligatoire même pour les particuliers. Pour un instant, le bois devient abondant sur le marché et les craintes de disette sont écartées, mais l'avenir est compromis par ces déboisements, qui sont néanmoins arrêtés par le décret du 29 thermidor an II.

La propriété forestière va, de plus, souffrir de la reprise des biens du clergé par la nation : en Bourgogne particulièrement, la plupart des grandes forêts sont, à cette époque, entre les mains de certains ordres religieux, qui en exploitent les richesses d'une façon normale. Ces forêts deviennent forêts nationales et finissent, malgré les partisans nombreux de leur conservation dans le domaine de

l'Etat, par être aliénées, pour une faible partie, il est vrai. Ces ventes aboutissent : 1^o au morcellement de certaines forêts ; 2^o à l'exploitation intensive faite par les acheteurs qui ne sont que d'avides spéculateurs.

Il est intéressant d'examiner quelle était la situation de la propriété forestière en Bourgogne au moment de la Révolution et quels changements y ont apportés les lois révolutionnaires.

§ II. — LA SITUATION DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE EN BOURGOGNE EN 1789

Domaine. — Le roi possède les forêts que les ducs de Bourgogne avaient acquises et conservées, telles que les forêts de Frétoy, de Châtel-Gérard, dans l'Yonne ; de Marloux, de Planoise, de Charolles, en Saône-et-Loire ; du Grand-Jailley, de Villiers-le-Duc, d'Argilly, de la Boussière, dans la Côte-d'Or. Elles s'étendaient dans ce qui forme aujourd'hui les arrondissements de Charolles, Autun, Chalon-sur-Saône, Beaune, Semur, Dijon et une partie des arrondissements de Tonnerre, Auxerre, Avallon. L'arrondissement de Sens ne comportait pas un seul hectare de bois appartenant à la couronne. Parmi les forêts citées, quelques-unes étaient assez étendues : l'ensemble des forêts du plateau de Châtillon comprenait 19.633 arpents (10.158 hectares 76) ; la forêt d'Argilly, dans la plaine de la Saône, 7.114 arpents

(3.677 hectares 93); la forêt de Planoise, près d'Autun, 4.000 arpents (2.068 hectares).

Mais, au milieu de l'immense masse des forêts de Bourgogne, la part du domaine royal est, à cette époque, très minime et ne dépasse pas 68.000 arpents (34.155 hectares). L'état, par baillage des forêts duciales est relaté dans un compte du gruyer Geoffroy de Blaisy, relatif à la chasse (année 1354) (1).

Communes. — Le domaine forestier des communes a été absorbé peu à peu, et pour la plus grande partie, par les empiétements des établissements religieux et des seigneurs. Il faut remonter jusqu'à l'époque féodale pour expliquer cette lente mais progressive absorption. Les terres se divisent alors en trois parties distinctes, le domaine seigneurial, les terres des serfs et le ban; le ban comprend les forêts dont jouissent en même temps le seigneur et les serfs; peu à peu le premier s'attribue la propriété du ban dont il concède l'usage aux seconds. Dans un grand nombre de communes, les nobles s'emparent ainsi de toute la propriété forestière, exceptionnellement certains d'entre eux accordent des chartes où ils reconnaissent aux communes la propriété des forêts.

Cette tendance à s'approprier les forêts communales ressort des déclarations de biens, charges, dettes et statistiques des communautés de la Généra-

(1) Rapporté dans l'ouvrage de M. Picard, *La vénerie et la fauconnerie des Ducs de Bourgogne*. Édition de 1881, p. 19.

lité de Dijon, dressées sur l'ordre de l'intendant Bouchu, entre 1666 et 1669 (1). Les seigneurs n'hésitent pas à avancer de l'argent aux communes besoigneuses afin de se faire un titre qui leur permettra d'imposer à ces dernières l'alimentation de leurs forêts, ce qui était possible, l'autorité royale ayant autorisé le partage des communaux. Enfin, vers le xvii^e siècle, ils s'attribuent, sur les forêts communales encore existantes, un droit exorbitant, *le droit de triage* (2), qu'ils justifient en disant que faisant partie de la commune et étant « communistes éminents », ils ont droit à une grosse part des propriétés de la commune.

Les communes ont donc vu s'amoinrir leur propriété forestière jusqu'en 1789 et il n'est guère que celles qui ont autrefois fait partie du domaine des ducs de Bourgogne qui aient maintenu leurs droits intégraux.

Etablissements religieux. — Mais il est un domaine forestier qui s'est accru, en Bourgogne, plus encore

(1) Dijon, Archives départementales, série C.

(2) Le droit de triage est le droit qu'un seigneur avait de faire distraire à son profit le tiers des biens communaux d'une paroisse ou section de paroisse, à laquelle il les avait concédés.

Pour que le tiers pût être distrait au profit des seigneurs, il fallait que les bois ou autres biens communaux fussent de leur concession gratuite, sans charge d'aucun sens, redevance, prestation ou servitude, et que les deux autres tiers fussent suffisants pour l'usage de la paroisse, sinon le partage ne pouvait avoir lieu (Ord. de 1669, titre xxv, art. 4 et 5. — Arr. du 15 juin 1750).

BAUDRILLART : *Traité général des eaux et forêts*, tome II, p. 950, au mot *triage*.

que celui des nobles, c'est le domaine des établissements religieux. Les premiers bénéfices concédés aux couvents s'augmentent rapidement, particulièrement au moment des Croisades avec des donations inspirées par l'exaltation des sentiments religieux. On s'explique ainsi que des ordres étrangers et des abbayes situées dans d'autres provinces possèdent en Bourgogne de grandes forêts (les Chevaliers de Malte sont propriétaires de plus de 3.000 hectares de bois; l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés a été dotée de la forêt de Bagneaux (Yonne).

Il existe, dans notre province, de nombreux ordres (dont les plus importants sont ceux de Cîteaux et de Cluny) qui fondent, au cours des siècles, une série d'établissements se rattachant directement à la maison mère. Ces espèces de succursales, établies dans des régions où elles ne possèdent d'abord rien, ont vite fait de se créer un patrimoine et, dans ce patrimoine entrent, au premier chef, des bois parce que les établissements se fondent à la lisière des forêts et qu'ils cherchent à entrer en possession des terres qui les entourent : c'est ainsi que Cîteaux est construit en plein bois, que la forêt de Pontigny (Yonne), entoure l'abbaye du même nom.

Les prêtres, comme les moines, ont bénéficié de nombreuses dotations qu'ils ont conservées et accrues jusqu'à la Révolution : pour les conserver ils ont dû lutter contre les convoitises des seigneurs et de la royauté qui en sont venus à regretter leurs anciennes libéralités; pour les accroître ils ont eu

dans le temps un puissant auxiliaire, puisque leurs biens ne sont jamais divisés ou aliénés. Ce sont des biens de main-morte (morte pour lâcher, mais pas morte pour prendre).

Nous donnons ci-contre un état inédit des possessions forestières des établissements religieux en Bourgogne en 1789.

TABLEAU DES BIENS DES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX EN BOURGOGNE,
EN 1789, AVEC LES ALIÉNATIONS DE 1814 (1).

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT		NOMBRE D'HECTARES possédés en 1789	ALIÉNATIONS de 1814
ABBAYES	Cîteaux	5.073 ^b 65	876 ^b 31
	Saint-Vivant.	1.019.45	68.04
	Saint-Bénigne	3.809.43	1.081.47
	Flavigny	381 32	156.46
	Saint-Seine	5.139.70	1.020.70
	Sainte-Marguerite	404.46	207.28
	La Bussière	1.109.46	548.46
Evêchés	Dijon	146.12	146.12
	Autun	839.97	27.42
	Langres	3.284.45	391.74
Collèges	Nuits	94.72	20.57
	Dijon	12.81	12.81
PRIEURÉS	Saint-Sauveur	101 88	101.88
	Beaume-la-Roche	196.98	196.98
	Léry	400.71	297.81
	Larrey.	357.41	179.41
	Saint-Marcel.	415.23	139 52
	Semur.	19.65	19.65
MOINES	Chartreux de Dijon	1.382.39	351.91
	Minimes de Notre-Dame.	0.46	0.46
	Bénédictins de Fontenay.	407.71	51.41
	— de Châtillon.	290.94	13.40
	— de Bèze	459.67	245.67
	Moines de Clairvaux	824.57	18.57
	— de Longuay	1 168.18	645.16
ÉGLISES	Cathédrale d'Autun	2.384.73	308.67
	Sainte-Chapelle de Dijon	2.943.11	465.16
	Chapitre de Semur	52.53	52.53
	Cure de Ruffey	11.18	11.18
	Malte	2.449.30	711.71
TOTAL		34.777.07	8.368.46

(1) Tableau établi d'après des renseignements puisés aux Archives de la Conservation des Eaux et Forêts à Dijon. (Voir à l'appendice les pièces justificatives).

TABLEAU DES BOIS DES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX EN BOURGOGNE (Suite),
SANS LES ALIÉNATIONS DE 1814.

	ABBAYES			PRIEURÉS			
	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NOMBRE d'hectares possédés en 1789		NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NOMBRE d'hectares possédés en 1789		
	Saint-Andoche	380 ^h 77	ÉVÊCHÉS	Archevêché de Sens . . .	2.846 ^h 49		
	Saint-Jean-le-Grand . .	72.53		Ev. de Châlons.	276.73		
	Saint-Symphorien . . .	343.96		d'Auxerre.	277.40		
	Saint-Julien	56.18		Collège d'Auxerre. . . .	61.01		
	Molaize.	39.23		Epoisses	148.66		
	Sainte-Neuve.	298.14		Saint-Léger.	930.68		
	Maizières.	442.22		du Quartier	670.64		
	Cluny	1.750.44		Marcigny.	333.87		
	Saint-Marien.	31.96		Bragny.	156.66		
	Pontigny.	1.213.75		Perrecy	366.25		
	Saint-Germain	117.20	PRIEURÉS	Tournus	31.		
	Molesmes.	330.36		Saint-Marien.	194.65		
	Regny	125.87		Jully.	179.76		
	Crisenon	57.79		Sainte-Vertu	106.		
	Saint-Julien d'Auxerre	1.407.62		Vausse	32.		
	Quincy.	86.		Regny	174.		
	Melosmes.	572.64		Vauluisant	446.		
	Saint-Michel	90.		l'Enfourchure	198.47		
	Moustiers-Saint-Jean.	896.		de Dillot.	75.08		
	Vezelay.	542.14		Champ-Charoux	56.16		
	Saint-Martin d'Autun .	115.49	CHAPELLES	Saint-Sernin	502.63		
	Vauluisant	445.		La Ferté.	1.451.12		
	St-Germain-des-Prés.	138.		d'Uchon	85.80		
	Saint-Remi.	89.		Sennecey.	346.16		
	Saint-Pierre-le-Vif de			Saulieu.	187.14		
	Sens	167.34		Tournus	23.60		
	Notre-Dame-du-Lys de			Saint-Vincent	241.98		
	Melun	184.		Auxerre	1.061.84		
	TOTAL	9.994.63		Vezelay	178.24		
				Avallon	178.18		
				Sens	359.		
				Saint-Julien	28.17		
				TOTAL	12.205.67		

TABEAU DES BOIS DES ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX EN BOURGOGNE (Suite),
SANS LES ALIÉNATIONS DE 1814.

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT		NOMBRE d'hectares possédés en 1789	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT		NOMBRE d'hectares possédés en 1789
MOINES	Chartreux de Beaune .	428 ^h	RELIGIEUSES	Bernardines de Dijon .	381 ^h 28
	— de Lugny .	850.69		— de Fontenay .	380.09
	— de Lyon .	200.		Bénédictines de Dijon .	602.01
	— de Daneville .	83.13		Dames du Bon-Pas- teur . . .	27.28
	— de Val-Profonde .	204.		— de Saint-Cyr .	174.15
	Bénédictins de Molsmes .	578.91		Ursulines de Flavigny .	32.90
	— de Faray .	125.50		— de Chalon .	0.50
	— de Dole .	70.57		Religieuses de St-Marcel .	26.81
	— de St-Germain- d'Auxerre .	60.60		— de Maizières .	103.36
	Moines de St-Broing .	60.93		— de Louesmes .	85.89
	— d'Ogny . . .	693.23		— de Crisenon .	119.
ORDRES	— de Pothières .	1.001.60	ÉGLISES	Carmélites de Sens .	17.
	— de Flavigny .	229.86		TOTAL . . .	1.950.27
	Jésuites de Dijon . .	650.15		Chapelle de St-Vincent	74.81
	TOTAL	5 237.17		St-Pierre de Chalon .	3.86
	Commanderie du Temple .	444.37		Cure de St-Loup-de- la-Salle. . . .	1.51
	— d'Auxerre .	53.34		Cure d'Ollerey . . .	4.17
	— de Pont Au- bert. . . .	30.58		TOTAL	84.35
	Présidence de Dijon .	513.18			
	TOTAL	941.47			
SOIT, AU TOTAL :			{ 34.777 ^h 07 9.994 63 12.205 67 5.237 17 1.950 27 941 47 84 35 ————— 65.190 ^h 63		

D'après la statistique précédente, les établissements religieux auraient possédé en Bourgogne 65.190 hectares de forêts. Or, ce chiffre est bien au-dessous de la réalité : nous nous sommes servis pour établir ce tableau d'un état des bois possédés en Bourgogne en 1823 par le domaine, tableau qui mentionne la contenance des bois et leur origine. A cette époque s'étaient produites les aliénations de 1814 et de 1818 : si nous sommes parvenus à retrouver le détail des aliénations faites dans les forêts de la Côte-d'Or ayant appartenu au clergé, soit 8.368 hectares, nous avons été moins heureux en ce qui concerne les superficies aliénées en Saône-et-Loire et dans l'Yonne. La première partie de la statistique donne le chiffre exact de la contenance des forêts possédées par les établissements religieux qui y sont cités, soit 34.777 hect. 07. Les deux autres parties, qui donnent un total de 30.413 hect. 56 n'offrent qu'un chiffre incomplet auquel il faudrait, pour obtenir le chiffre réel, ajouter la somme des aliénations postérieures à 1814. En admettant que les aliénations soient proportionnelles au nombre d'hectares, on peut rétablir approximativement par une moyenne la contenance totale des forêts du clergé en 1789.

En 1823, il existe encore, dans le domaine, 26.406 hect. 61 de bois ayant appartenu, en Côte-d'Or, à des ordres religieux et 30.413 hect. 56 dans l'Yonne et la Saône-et-Loire — il a été aliéné en Côte-d'Or 8.368 hect. 46; — il a dû être aliéné en

Saône-et-Loire et dans l'Yonne un peu plus de 8.000 hectares — en chiffres ronds 10.000 hectares — qui, ajoutés aux 65.190 hectares obtenus donnent un total approximatif de 75.000 hectares c'est-à-dire *plus du 8° de la superficie des forêts de Bourgogne.*

On peut maintenant résumer en quelques mots, la situation de la propriété forestière en Bourgogne à la veille de la Révolution : le domaine royal ne possède que quelques forêts qui lui sont venues par héritage des Ducs de Bourgogne. Les communes se sont laissées frustrer d'une partie des bois qui leur appartenaient autrefois ; ceux qui leur restent ont été compromis par l'incurie administrative et par les brigandages qui s'y sont commis. C'est à peine s'il sera possible aux municipalités de fournir, quand le moment sera venu, leurs titres justificatifs de propriété.

La majeure partie des possessions forestières sont entre les mains de la noblesse et du clergé, du clergé surtout. Il était d'un grand intérêt d'indiquer quels étaient les bois que détenaient les établissements religieux en 1789, pour montrer les modifications profondes qui se sont produites dans la répartition des forêts après la confiscation et les aliénations. En effet, tous les bois repris au clergé ne seront pas vendus en 1814, il n'y en aura même qu'une faible partie d'aliénés ; le reste demeure dans le patrimoine de l'Etat qui va posséder, en Bourgogne, un domaine forestier considérable alors qu'auparavant ce domaine était inappréciable ; ainsi

toutes les forêts domaniales de l'inspection de Sens sont d'origine ecclésiastique. C'est un changement radical dans l'assiette et la distribution des forêts.

Au moment où éclate la Révolution, le domaine de l'Etat en Bourgogne comptait à peine 30.000 hectares; si l'on en avait retranché deux forêts, celles de Châtillon, 10.000 hectares, et de Citeaux, 3.000 hectares, ce domaine aurait été à peu près négligeable.

Il était surtout minime en Saône-et-Loire où les Abbayes étaient les plus nombreuses.

Il n'existait pas dans l'arrondissement de Sens.

Après la confiscation des forêts du clergé, le patrimoine de l'Etat devient considérable et monte à 75.000 hectares. Les lois postérieures n'apporteront pas de grandes modifications à ce nouvel état; on hésitera longuement à aliéner les forêts qui forment la propriété la plus importante et la plus essentielle aux besoins et à la sûreté de la France. Les lois du 23 août et du 21 septembre 1790 n'autorisent que la vente des boquetaux de 100 arpents, « dont la distance des autres bois plus étendus serait de 1000 toises et pourvu que ces boquetaux ne fussent point nécessaires pour garantir le bord des fleuves, torrents et rivières et pour produire des bois propres à la marine ». C'était une preuve évidente que le gouvernement entendait conserver les grandes forêts dans leur intégralité. Jusqu'à 1814, cette idée reste en faveur et les projets d'aliénation sont abandonnés, mais les dettes contractées pour les frais de

guerre obligent l'Etat à recourir à cette mesure, et la loi du 23 septembre 1814 autorise la vente de 300.000 hectares de bois. Cette vente se poursuit en 1815 et est suspendue par la loi du 28 avril 1816. Une seconde aliénation moins importante a lieu à partir de 1818.

Quel a été l'effet de ces lois en Bourgogne ? Ont-elles véritablement pour effet de morceler les grandes forêts ? Non. Les ventes se font bien par petites parcelles, mais ces parcelles sont réparties dans toutes les anciennes possessions du clergé : c'est ainsi que parmi les bois ayant appartenu autrefois à l'abbaye de Cîteaux, neuf cents hectares seulement sont aliénés et l'aliénation répartie entre une série de bois dépendant de territoires différents (Corcelles-les-Cîteaux, Gergueil, Epernay, Marigny, Saint-Nicolas, Lantenay) : l'Etat conserve à peu près intégralement la masse de la forêt de Cîteaux.

Ces aliénations eurent parfois de fâcheux résultats. Mais ceci tient moins à la façon dont leur distribution a été faite qu'à l'époque où elles se sont produites et surtout aux adjudicataires des forêts mises en vente. Ceux-ci ne sont que des spéculateurs qui vont chercher à tirer le plus de parti possible de leurs acquisitions. N'étant point gênés par une réglementation semblable à celle qui régit actuellement nos forêts, ils ne tiennent aucun compte des aménagements, effectuent des coupes blanches afin d'augmenter leurs revenus ou même des déboi-

sements, et compromettent ainsi l'avenir des bois qui leur ont été vendus.

Ces exactions mises à part, les aliénations n'ont que très peu morcelé ou amoindri le domaine de l'Etat en Bourgogne, puisqu'en 1823, il comprend encore 60.000 hectares formés en majeure partie par de grandes forêts.

La période révolutionnaire a donc été favorable, somme toute, au domaine, puisqu'elle a doublé ses possessions.

Elle a été très heureuse également pour les communes, à qui elle a permis de récupérer leur patrimoine de forêts singulièrement diminué par les empiètements de la féodalité. Les administrations départementales s'inquiètent, dès les premiers jours de la Révolution, des propriétés forestières communales qui « sont livrées au brigandage par la cupidité ou l'incurie des communes propriétaires ». C'est ainsi que les administrateurs de l'Yonne ordonnent (15 fructidor an II) à toutes les municipalités « de faire dans la quinzaine de ce jour la déclaration des bois qui appartiennent à leurs communes, en remplissant, à cet effet, un tableau divisé par colonnes, pour la nature, l'âge, la consistance du bois et la date des arrêtés du pouvoir exécutif qui ont marqué les coupes ».

Ces déclarations furent très difficiles à établir parce que la plupart du temps les actes de partage ou de propriété des bois communaux n'existaient plus.

Néanmoins, les communes rentrent en possession des bois usucapés par les seigneurs : elles y sont puissamment aidées par la loi du 28 mars 1790 qui abolit le droit de triage.

A partir de 1791, la contenance des forêts communales ne se modifie plus guère. Il est facile de s'en rendre compte en jetant les yeux sur la statistique suivante, indiquant les modifications subies par la propriété forestière communale dans le département de la Côte-d'Or depuis 1791 à nos jours (1).

Depuis 1791 jusqu'en l'an XI :

Contenance du sol forestier en 1791	98.680 h.	58
Plantations.	Néant.	
Défrichements.	309	

Contenance du sol forestier en		
l'an XI	98.371	58
De l'an XI jusqu'en février 1827 :		
Plantations.	479	63

	98.851	21
Défrichements.	58	65

Depuis 1827 jusqu'en 1844 :

Plantations.	11	94
	98.804	50
Défrichements.	104	85

Contenance en 1814.	98.699	65
Contenance en 1892.	100.109 h.	

(1) Archives de la Conservation des eaux et forêts de Dijon.

La loi du 10 juin 1793, de durée heureusement éphémère, a eu cependant sur les forêts communales, dont elle décrétait le partage, une influence funeste : elle a favorisé les défrichements, qui ont été activement poursuivis sous l'empire de cette idée généralement admise alors qu'« il y avait trop de forêts » en France.

La propriété seigneuriale a accompli une évolution inverse de celle de la propriété communale. Très réduite après la suppression du droit de triage, elle a été en partie confisquée : mais cette confiscation ne fut que temporaire, la Restauration ayant rendu aux émigrés les forêts qu'on leur avait enlevées. De l'an XI à 1827, pour la Côte-d'Or seulement, 5.362 hectares 80 de bois sont ainsi restitués ou aliénés et sortent du domaine de l'Etat.

L'histoire de cette propriété en Bourgogne ne présenterait pas d'intérêt, puisque la période révolutionnaire n'a pas modifié sa répartition. Quelques-unes des grandes forêts possédées en 1789 par des nobles ont été conservées intégralement par leurs descendants. Ex. : en Saône-et-Loire : les forêts de Montjeu (1.500 hectares), de la Marche (1.611 hectares), les bois de M. de Tournon (1.450 hectares), de M. de la Guiche (1.851 hectares).

En résumé, le domaine et les communes doivent à la Révolution d'avoir reconstitué leur patrimoine forestier compromis par l'envahissement féodal et surtout par l'accaparement religieux. La Bourgogne avait été particulièrement menacée en raison du

nombre considérable d'ordres, de chapitres, d'abbayes qui s'y étaient établis, s'y développaient et s'emparaient peu à peu de ses forêts les plus riches comme de ses vignobles les plus renommés.

Est-ce à dire que la période révolutionnaire ait été favorable au commerce, qu'elle ait fait cesser les abus de l'ancien régime ?

Nous ne le croyons pas : elle a préparé une ère nouvelle dans laquelle le commerce des bois et les industries qui s'y rattachent vont prospérer. Mais sur le moment, elle n'a pas apporté à la situation mauvaise du commerce les remèdes qu'on espérait. Elle n'a pas été vraiment démocratique en ce sens qu'elle n'a pas appliqué à tout et partout les principes de liberté qui ont fait sa gloire. Elle a été assez forte pour détruire, mais trop faible pour réorganiser : à la faveur des troubles qui l'accompagnent, les municipalités, les populations, les agents des forêts et plus tard les adjudicataires des forêts aliénées se livrent à des défrichements, à des excès, qui compromettent l'avenir des coupes de nos bois. Le commerce ne peut se développer parce qu'il ne jouit pas de la tranquillité nécessaire ; l'extrême liberté du début fait place bientôt à une réglementation sévère. La Convention vote, le 27 novembre 1793, un décret qui taxe le prix des bois à brûler par toute la France et le 29 septembre un second décret, dit loi du « Maximum ». Le directoire du district de Dijon établit conformément au décret un tableau maximum

des denrées de première nécessité par deux arrêtés des 23 vendémiaire et 1^{er} nivôse an II.

Le premier arrêté, 23 vendémiaire an II (1), avait

(1) TABLEAU DU MAXIMUM DES DENRÉES DE 1^{re} NÉCESSITÉ

suivant la taxe faite par le directoire du district de Dijon, en exécution du décret de la Convention nationale du 29 septembre 1793, 23 vendémiaire an II (Dijon, V^{re} Defay, in-8). Bibl. de Dijon, Dse 274 [132].

Bois à Brûler.

Bois de montagne, première qualité, rendu chez l'habitant à Dijon, douze livres le moule de trois pieds et demi de toutes faces, une entaille comprise.

Le même, pris au bois, sept livres dix sous le moule.

Le bois bâtard, aussi de montagne, la bûche de six pouces de circonférence et au-dessous, sept livres quinze sous le moule.

Le même, pris au bois, quatre livres quinze sous six deniers le moule.

Le bois de pays bas, première qualité, rendu chez l'habitant à Dijon, dix livres neuf sous le moule.

Pris au bois, six livres huit sous aussi le moule.

Bois bâtard de pays bas, ayant la bûche de six pouces de circonférence et au-dessous, rendu chez l'habitant à Dijon, six livres quinze sous le moule.

Et pris au bois, trois livres dix sous.

Le bois de corde et frache, rendu chez l'habitant, cinq livres douze sous la corde.

Et pris au bois, trois livres.

Fagots.

Fagots de montagne ayant trois pieds de long sur vingt-deux pouces de tour, avec deux grosses bûches et une moyenne au milieu, attachés en deux endroits, neuf livres cinq sous le cent, rendu chez l'habitant à Dijon.

Et pris au bois, sept livres.

Les autres fagots, sept livres le cent, rendu chez l'habitant.

Et pris au bois, quatre livres quinze sous.

Charbons.

Le tonneau comble et secoué deux fois, cinquante sous, rendu chez l'habitant.

taxé seulement le bois de chauffage et le charbon : la taxe était très rigoureuse, puisque le bois de montagne de première qualité ne devait pas être vendu au-dessus de douze livres le moule, rendu chez l'habitant et sept livres dix sous pris au bois, les fagots à deux liens neuf livres cinq sous et sept livres le cent, le charbon cinquante sous le tonneau « comble et secoué deux fois » (la confiance vis-à-vis des marchands ne régnait pas encore !).

Des représentations furent faites au directoire de district, lui prouvant qu'il avait été induit en erreur sur la valeur de certains objets, denrées et marchandises de première nécessité et que le maximum auquel il avait fixé le prix de ces denrées ayant été établi sur une base erronée, il convenait de le rectifier.

Le directoire fait droit à ces réclamations, réforme l'arrêté du 23 vendémiaire, et donne le 1^{er} nivôse une nouvelle taxe des bois (1) en augmentant légè-

Le van de ville, vingt-cinq sous.

Le grand sac, de la hauteur de trois pieds et de la largeur de seize pouces dans œuvre, rempli exactement jusqu'à son orifice, douze sous six deniers.

Et le petit sac de la hauteur de deux pieds un pouce sur la largeur de quatorze pouces, six sous trois deniers.

La queue de charbon de terre, première qualité, rendu chez l'habitant, quatorze livres quinze sous six deniers.

Et de seconde qualité, dix livres trois sous.

(1)

TAXE DU 1^{er} NIVOSE AN II

rectifiant la taxe du 23 vendémiaire dernier.

Bois à brûler.

Le moule de bois de montagne, première qualité, rendu chez l'habitant à Dijon ou au chantier, treize livres.

rement les prix auxquels ils peuvent être vendus (le moule de bois de montagne 13 livres au lieu de 12, les fagots (10 livres au lieu de 9 livres 5 sous le cent ;

Le bois bâtard, aussi de montagne, la bûche de six pouces de circonférence et au-dessous, le moule aussi rendu chez l'habitant à Dijon, ou au chantier, huit livres.

Celui de bas-pays, première qualité, de même rendu chez l'habitant à Dijon, ou au chantier, onze livres.

Le bois bâtard, même pays, de six pouces de circonférence et au-dessous, rendu chez l'habitant à Dijon ou au chantier, sept livres.

Le bois blanc, à l'usage des boulangers et des pâtissiers, le moule rendu chez l'habitant à Dijon ou au chantier, neuf livres dix sous.

Le bois de corde, la corde composée de deux moules, aussi rendu chez l'habitant ou au chantier, huit livres dix sous.

Le bois de frache, le moule rendu chez l'habitant ou au chantier, huit livres.

Fagots.

Fagots de montagne, ayant trois pieds de long, sur vingt-deux pouces de tour, avec deux grosses bûches et une moyenne au milieu, attachés en deux endroits, le cent rendu chez l'habitant ou au chantier, dix livres.

Le fagot seul, deux sous.

Les autres fagots, dits de Messigny, le cent, cinq livres.

Le fagot seul, un sou.

Cendres.

La mesure de cendres de bois à brûler, première qualité, une livre deux sous.

Charbon de bois.

Le tonneau de charbon de bois, comble et secoué deux fois, trois livres dix sous.

La feuille aussi comble et secouée deux fois, une livre treize sous.

Le quarteau aussi comble et secoué deux fois, dix-huit sous.

Le van de la commune, une livre dix sous.

Le grand sac, quinze sous.

Le petit sac, sept sous six deniers.

La mesure de braise, treize sous.

Le tout conforme aux matrices de la commune de Dijon.

le charbon 3 livres 10 sous au lieu de cinquantesous le tonneau). Le premier arrêté ne taxait que les bois de feu, le second taxe également les bois de chêne pour constructions, d'ormes, de buis, gaïac, hêtre, le merrain, les pisseaux, les écorces, et même les cendres de bois à brûler.

Il est assez curieux de remarquer que cette taxe

Pisseaux.

Le cent de pisseaux, première qualité, rendu suivant l'usage, vingt-et-une livres.

Deuxième qualité, aussi rendu suivant l'usage, seize livres.

Charbon de terre.

La queue de charbon de terre venant par le canal de Givors, trente livres.

De celui de Montcenis, vingt-cinq livres.

Ecorce de tanneur.

Le quintal d'écorce, 1^{re} qualité, cinq livres.

— — 2^e — quatre livres cinq sous.

— — 3^e — trois livres.

En branches, le quintal, 1^{re} qualité, quatre livres.

— — 2^e — trois livres cinq sous.

— — 3^e — deux livres dix sous.

L'alun, la livre, dix sous.

La chaux, la queue, dix livres.

Bois pour construction.

Sommiers ou tirans de bois de chêne de la longueur de vingt-cinq à trente pieds, sur treize à quatorze pouces d'équarrissage, le pied, deux livres dix sous.

De la longueur de vingt à vingt-cinq pieds, sur douze à treize pouces d'équarrissage, le pied, deux livres.

De la longueur de quinze à vingt pieds sur onze à douze pouces d'équarrissage, le pied, une livre dix sous.

Bois de plan choisi ou solives, de neuf à onze pouces d'équarrissage, le pied seize sous.

Bois de plan ordinaire, de six à neuf pouces d'équarrissage, le pied, douze sous.

des bois n'est établie par le directoire de district que pour obéir à une loi votée par la Convention, alors qu'avant 1789 les taxes étaient ordonnées par le Parlement et appliquées par la Chambre de police de la ville de Dijon contre la volonté du roi, qui casse à plusieurs reprises des ordonnances du Parlement et cherche à sauvegarder la liberté du commerce des bois, menacée par lesdites ordonnances. La politique royale de la fin du xviii^e siècle semble à ce point de vue avoir été plus libérale que celle de la Convention. Il faut, pour expliquer cette anomalie, songer aux difficultés au milieu desquelles se débattait l'assemblée, à la misère du moment, à la cherté de la vie, et surtout à la crainte toujours persistante de manquer de bois : on comprendra que la Convention ait voté, pour l'intérêt du plus grand nombre, une loi anti-démocratique et contraire à la liberté du commerce.

La Révolution n'avait donc pas fait cesser les abus de l'ancien régime, le Consulat et l'Empire ne réus-

Bois de sciage, tels que planches, travaux et chevrons, le millier, cent soixante livres.

Les bois d'orme et hêtre demeurent taxés aux mêmes prix que ceux ci-dessus de construction.

Merrain.

Le millier de merrain pour les tonneaux, composé de vingt-cinq cent pièces et soixante et quinze non-comptables, dont un tiers pièces de fonds, première qualité. 800 l.

Deuxième qualité. 650 l.

La marcandise ou bois pour feuillette, trois pièces pour deux, le millier composé de même de 25 cents, soixante et quinze pièces non-comptables et tiers pour fonds, première qualité. 800 l.

Deuxième qualité. 660 l.

sirent pas davantage à rétablir le calme et à préserver les forêts : c'est au législateur de 1827 qu'il faut attribuer l'honneur d'avoir compris la nécessité d'une organisation parfaite des forêts, de l'avoir réalisée et d'avoir donné en même temps à la propriété forestière la sécurité et la prospérité.

Toutefois dans la période qui s'étend entre 1801 (6 janvier, loi réorganisant les services forestiers) et 1827 (30 juillet, promulgation du Code forestier), si les forêts demeurent encore trop peu protégées, si les aliénations consenties en 1814 et 1817 ont des résultats néfastes pour l'avenir des bois en eux-mêmes, il semble que le commerce sorte un peu du marasme où il était plongé pendant les années troublées de la Révolution. En Bourgogne, la Côte-d'Or semble être à la tête de cette renaissance.

§ III. — L'ÉTAT DU COMMERCE DES BOIS DE 1801 A 1827

Cette prospérité du commerce des bois, à l'époque que nous allons étudier, a pour cause principale le développement de plusieurs industries qui utiliseront comme matière première le bois.

Les forges et fourneaux (52 forges, 35 fourneaux) sont florissants : ils consomment une partie des bois produits par les forêts (les coupes de 2.000 hectares), fournissent à la subsistance d'environ dix mille ouvriers et produisent en moyenne 18.000.000 de quintaux de fonte et 9.650 quintaux de fer, dont il s'exporte pour plus de 2.000.000 de francs.

Une partie des bois non employés flotte sur la Seine ou est embarquée sur la Saône, pour l'approvisionnement de Paris et de Lyon. Le surplus est brûlé sur les lieux, en particulier à Dijon, dont la consommation, pour l'année 1818, nous est fournie par les octrois (1).

Bois de chauffage, stères (entrée 0.70).	41.947
Charbonnette . . . — — 0.30).	1.898
Fagots cent — 0.60).	316.481
Charbon de bois . hectol. — 0.30).	10.481
Bois de sciage. . . m. c. — 0.05).	35.677
Planches	102.846
Lattes.	252.500

Les bois de chauffage sont en hausse : le moule de charme de bonne qualité se vend communément 14, 14.50, pris sur les lieux, et 16 francs rendus à domicile (2).

Les bois de travail et d'industrie sont non moins recherchés que les bois de feu : la culture de la vigne demande par an 144.000 fagots de pisseaux et 48.000 perches à 0.80 le fagot, soit une dépense de 155.600 francs. La fabrication des futailles doit être suffisante pour loger la récolte de 24.682 hectares de vignes (3).

La marine royale exige la fourniture d'environ 3.000 pièces de choix.

(1) Détails statistiques du département de la Côte-d'Or, Cl. X, GIRAULT, édition de 1818.

(2) *Journal de la Côte-d'Or*, 1827.

(3) Discours de Maillard de Chambure à l'Académie.

(*Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1829, p. 221.

L'industrie des papiers est particulièrement prospère à cette époque ; on compte neuf usines situées à Nuits, Velars, Fontenay, Châtillon, Pellerey (deux), Poncey (deux), Touillon. Ces usines ont toutes une cuve en activité ; elles produisent 30.000 rames de papier par an, d'une valeur de 300.000 francs.

Le succès momentané de cette industrie, dû à la découverte de M. Leisteinschneider, n'a malheureusement pas duré ; il ne reste actuellement en activité qu'une de ces usines, celle de Pellerey (1).

Une industrie nouvellement née, celle de la carbonisation des bois en vase clos devient rapidement importante et paraît assurée d'un bel avenir. C'est la Côte-d'Or qui en a été le berceau et deux Côte-d'Oriens, les frères Mollerat, qui l'ont créée à Pouilly-sur-Saône. Dès 1798, un Français, Philippe Le Bon, avait employé ce procédé de carbonisation, mais n'avait obtenu, outre le charbon, que du liquide goudronneux qu'il vendait à la marine. Les frères Mollerat obtinrent, d'une façon industrielle, l'acide acétique et l'alcool de bois. Une médaille d'or leur fut attribuée en 1819, pour les résultats de leurs travaux chimiques. Cette découverte du vinaigre de bois propre à la consommation de la bouche (appelé depuis vinaigre Mollerat), devait attirer à ses inventeurs la haine des fabricants de vinaigre de Dijon, qui essayèrent de représenter MM. Mollerat comme des empoisonneurs. Il n'en est pas moins certain que

(1) MAILLARD DE CHAMBURE, *op. cit.*, p. 221.

cette découverte marquait l'origine d'une industrie qui, depuis, s'est développée progressivement dans toute la France et qui peut être considérée, aujourd'hui, comme une des seules qui permettent de dégager le marché des bois de feu par l'utilisation industrielle des produits forestiers.

En 1827, on est loin de la crainte de mévente qui pèse actuellement sur le commerce : les emplois des bois sont multiples (forges, fonderies, tuileries, verreries, fabrication de futailles, emploi dans les vignes, marine, papiers, charbons) et la consommation, non réduite encore par l'emploi de la houille et de ses succédanés, est devenue considérable. C'est une situation qui peut être favorable au commerce, mais qui fait craindre plus que jamais la disette de bois. Cette crainte est exprimée pour la dernière fois par Maillard de Chambure dans son « Mémoire sur la consommation du bois dans le département de la Côte-d'Or », soumis à l'Académie le 17 décembre 1827.

La sage réglementation du Code forestier, promulgué la même année, les progrès de la civilisation qui permettent de substituer au bois d'autres combustibles, vont faire disparaître à jamais cette crainte pour la plus grande tranquillité du consommateur. Le commerce des bois ne souffrira pas de cette substitution et sera même prospère jusqu'au moment où l'emploi toujours plus fréquent du charbon, du coke, du gaz, etc., le placera dans une situation périlleuse. On ne craindra plus de manquer de bois, mais de n'en plus trouver l'utilisation.

DEUXIÈME PARTIE

L'EXPLOITATION DES FORÊTS
DE BOURGOGNE

CHAPITRE PREMIER

Le boisement et le déboisement des forêts de Bourgogne.

§ I^{er}. — DE L'AMÉNAGEMENT DES BOIS FEUILLUS

L'exploitation (1) des forêts se fait par coupes périodiques : l'espace de temps qui s'écoule entre deux coupes s'appelle « révolution ». La durée des révolutions dépend de la nature des bois, des essences, de la fertilité du sol et des aménagements effectués par les propriétaires.

Il existe trois modes d'aménagements :

1^o Le taillis ;

2^o Le taillis sous futaie ;

3^o La futaie.

Il semble qu'en Bourgogne chacun de ces modes d'aménagement ait été employé successivement et ait eu son heure de prospérité et de faveur, répondant aux besoins du moment.

(1) L'exploitation et la gestion des forêts en Bourgogne, n'ayant que très peu de caractères saillants, nous abrègerons volontairement ce chapitre et nous renverrons aux brochures de MM. de Gail, Gaudet, Picard, sur les forêts de la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire et l'Yonne.

1° *Le taillis*. — Les taillis sont exploités à partir de dix ans ; ils ne comprennent naturellement que des petits bois, sans aucune réserve d'arbres. Ce mode de traitement a été usité surtout autrefois, à une époque où le choix des courtes révolutions était justifié par des conditions économiques spéciales : nous avons insisté, dans notre historique, sur la difficulté des transports au XVIII^e siècle. Nous avons montré que le bois de chauffage ne pouvait arriver sans trop de frais que dans les villes exceptionnellement situées à proximité des forêts. Aussi, la majeure partie des bois étaient-ils consommés sur place par les forges et fourneaux ou convertis en charbon de bois plus facilement transportable et dont la consommation était alors, et pour ce fait même, considérable. Les courtes révolutions convenaient très bien à cette production de charbonnette. Les usages locaux admettaient donc les exploitations rapprochées de taillis : par exemple, dans le Maconnais, on coupait, à Cluny, les bois de poterie à 5 et 6 ans ; à Lugny, à 10, 12 et 15 ans ; à Matour, les rapaillés à 7 ans, le chêne à écorce à 12 ans ; à Tournus, les bois de montagne entre 10 et 15 ans ; en Bresse, le chêne à 8 et 10 ans, les bois blancs à 7 et 8 ans, l'aulne à 6 et 7 ans.

Mais, les moyens de transport s'étant multipliés, les usines alimentées par les bois ayant disparu, le charbon de bois ayant été remplacé par d'autres produits, cet aménagement en taillis a dû être abandonné peu à peu. Néanmoins, quelques particuliers

ont continué, pour des raisons pécuniaires probablement, ce mode d'exploitation qui n'est plus en harmonie avec les besoins actuels. En Bresse, on trouve encore des taillis aménagés à dix ans produisant de 250 à 300 francs l'hectare, alors qu'ils rapporteraient le double ou le triple si l'on augmentait la durée des révolutions.

2° *Le taillis sous futaie.* — Mais les propriétaires de forêts importantes, que ne préoccupaient pas des besoins d'argent, ont compris qu'il était de leur intérêt futur de changer les anciens aménagements et d'allonger d'une façon notable les intervalles des coupes. Les charbons de bois se vendant de moins en moins, il aurait été absurde de continuer à jeter sur le marché la même quantité de cordes de charbonnette dont on n'aurait pas trouvé le placement. Les besoins ayant évolué, il a fallu transformer la production des forêts, l'orienter vers d'autres débouchés. On a augmenté la durée des révolutions pour obtenir des bois plus gros, susceptibles d'être vendus comme bois de chauffage et bois d'industrie. C'est la deuxième période, l'exploitation en taillis sous futaie, qui a été employée pendant toute la fin du xix^e siècle, en Bourgogne, par la plupart des particuliers, par les établissements publics, les communes et l'Etat.

Malheureusement pour le commerce des bois, l'évolution économique ne s'est pas arrêtée, la civilisation a permis de multiplier les modes de chauffage et, tandis que les forêts de Bourgogne augmen-

taient leur production de bois de feu, la demande qu'en faisaient les grandes villes allait en se restreignant. La consommation de Paris diminue en vingt ans (1872-1881) de 17 % pour le bois à brûler, et de 16 % pour les charbons de bois. Une crise analogue à celle qui s'était appesantie au début du siècle sur les bois taillis va impressionner, dès 1877, le marché des bois de feu et suivre jusqu'à nos jours une marche croissante. On commence à se rendre compte que l'exploitation en taillis sous futaie produit trop de moules et insuffisamment de bois d'œuvre ; que l'Etat et les communes qui ont, comme les particuliers, employé cet aménagement, font à ces derniers une concurrence désastreuse avec les produits similaires de leurs coupes.

C'est ainsi que dans la Côte-d'Or, sur 40.000 hectares de forêts domaniales, 29.000 sont traitées en taillis sous futaie et 11.000 (le 1/4) seulement sont en conversion, l'Etat produit annuellement 107.000^{mc} de bois de feu qui, s'ajoutant aux 270.000^{mc} (1) fournis par les bois communaux, paralysent complètement le commerce du bois de chauffage du département. Le même fait se produit dans l'Yonne où la proportion des bois en voie de conversion est encore moindre ; cet aménagement n'est appliqué que dans quelques parcelles des forêts de Thureau du Bard (262 hect. 45), Courbépine (660 hect. 16 en conver-

(1) Statistique des forêts soumises au régime forestier. — *Bulletin du Ministère de l'Agriculture*, 1892.

sion immédiate à la révolution de 160 ans), Malgouernes, Rajeuses, Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes (102 hect.), Châtel-Gérard (327 hect. 25). En Saône-et-Loire, au contraire, une grande partie des forêts de l'Etat sont en voie de conversion (11.613 hect. 43 sur 13.628 hect. 71); une seule, celle de Pierre Luzière (590 hect. 37), est traitée en taillis sous futaie et, chose exceptionnelle en Bourgogne, deux en futaie pleine, Glenne (411 hect. 60) et Saint-Prix (1.013 hect. 41). Mais les forêts en conversion comprennent toujours des taillis sous futaie, et, pour un temps au moins, continuent à encombrer le marché des bois de feu.

L'aménagement des bois en taillis sous futaie ne correspond donc plus qu'en partie aux besoins actuels : il doit être transformé. Il est à souhaiter : 1° que l'Etat revienne d'une façon durable au traitement de ses forêts en futaie ; 2° que les communes augmentent l'intervalle des révolutions de leurs coupes ; 3° que les particuliers suivent, dans la mesure du possible, l'exemple des communes.

3° *La futaie.* — *Les aménagements en futaie par l'Etat.* — L'Etat avait, dès 1876, compris que son rôle forestier était de créer des futaies partout où il peut les obtenir, de façon à produire surtout des bois d'œuvre et le moins possible de bois de feu. Il avait mis cette idée en pratique et avait transformé l'aménagement de ses forêts ; en Côte-d'Or, les 40.000 hectares de bois domaniaux se répartissaient ainsi : 26.000 hectares en conversion immédiate et 14.000

en conversion avec période d'attente ; en Saône-et-Loire toutes les forêts, à part une, devaient être traitées en conversion de taillis en futaie.

Mais ces conversions n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait parce qu'elles ont été effectuées avec des idées préconçues ; dans la Côte-d'Or, on voulait bien faire de la futaie, mais on n'envisageait qu'une essence possible, le chêne ; ce devait être la cause de nombreux mécomptes. Une des premières forêts converties en Bourgogne avait été la forêt de Plombières (1.000 hect. environ) (1). Cette forêt était jusqu'alors (1873), traitée en taillis sous futaie à la révolution de 25 ans. Elle devait être, à la suite d'un décret de 1873, convertie en futaie avec une révolution de 60 ans et une période d'attente de 12 ans pendant laquelle on faisait des coupes de taillis suivies de repeuplements en résineux.

L'expérience a duré 7 ans ; on a dépensé annuellement en reboisements résineux, les frais d'aménagement à part, plus de la moitié du produit des coupes.

La forêt devenant une lourde charge pour l'administration, une réaction se produisit et un décret du 2 juillet 1881 rendit à la forêt de Plombières son premier mode d'aménagement (taillis sous futaie, à la révolution de 30 ans au lieu de 25 primitivement).

(1) A. PERDRIZET. La crise des bois de feu. *Revue des Eaux et Forêts*, 1895, p. 203.

La tentative, pour avoir échoué, n'en avait pas moins été dictée par des considérations excellentes, mais la conversion avait été opérée d'une façon maladroite et dispendieuse : au lieu d'introduire une essence étrangère dans les coupes, il aurait été facile d'observer que l'exposition et la nature du terrain convenait tout particulièrement au hêtre et de créer la futaie avec cette essence. Si l'on avait toujours recherché dans les conversions de taillis en futaie les moyens les plus sûrs, les plus simples et les plus économiques, on n'aurait pas eu à déplorer les insuccès qui avaient fait abandonner en partie ce mode d'aménagement, en Bourgogne; la réaction qui s'était produite pour la forêt de Plombières, s'est poursuivie dans beaucoup d'autres forêts; en Saône-et-Loire, en l'espace de quelques années, six forêts en conversion sont aménagées de nouveau en taillis sous futaie : Saint-Sernin, Labergement, le Carterand, les Charmays, les Feuillies et la Grosne, au total, 2.082 hect. 68 (1).

L'intérêt actuel du commerce voudrait : 1° que l'Etat reprit les aménagements en futaie, mais à la suite d'études qui assureraient leur plein succès; 2° que les communes et les établissements publics, augmentassent la durée des révolutions de leurs exploitations forestières qui sont généralement de 25 ans, avec un minimum de 10 ans et un maximum de 28. Dans cet ordre d'idées, sur le vœu du Conseil

(1) GAUDET, *Les Bois de Saône-et-Loire*, p. 39.

général de la Côte-d'Or, le Préfet a, en 1895, invité les communes de ce département à différer les coupes des quarts en réserve (obligatoires C. F., art. 93), jusqu'à l'âge de 30 ans au moins. C'est une mesure sage, mais il serait bon qu'elle fût étendue à toutes les coupes des communes ; 3° que les particuliers suivissent eux-mêmes ce conseil et ne se livrassent plus à des coupes prématurées. En effet, en admettant que l'Etat n'exploite plus ses forêts qu'en futaie, que les communes prolongent la révolution de leurs bois, si les particuliers qui possèdent les $\frac{3}{5}$ des bois de Bourgogne, continuent à exploiter comme par le passé, l'action des deux premiers propriétaires demeurera inefficace et les inconvénients signalés subsisteront. Depuis vingt ans, des progrès ont été réalisés ; il faut le reconnaître, dans les exploitations particulières : on a partout fait des réserves d'arbres qui dominent les taillis et leur donnent de la valeur, mais les aménagements sont encore défectueux et les révolutions trop courtes. L'âge de 25 ans est pour nos bois un minimum qui a été trop souvent regardé comme un maximum et les exploitants devraient se pénétrer de cette idée que la forêt est une propriété d'une nature particulière qui parfois donne d'autant moins de revenu qu'on lui en demande plus.

Il est vrai que c'est beaucoup demander à la sagesse individuelle que de compter avec l'avenir et que l'égoïsme humain s'opposera souvent à un aménagement raisonnable et raisonné ; il faut met-

tre en ligne de compte l'intensité des besoins des propriétaires et leur aveuglement aussi; nul n'eût empêché l'homme de la fable de tuer sa poule aux œufs d'or, et il n'est pas moins difficile d'empêcher un propriétaire d'user de la liberté qu'il possède d'exploiter ses bois quand il veut et comme il veut.

§ II. — DE LA LIBERTÉ D'EXPLOITATION

Si, en effet, les bois de l'Etat et les bois communaux d'une certaine importance (placés sous la tutelle administrative d'après l'art. 93 du C. F.) sont soumis au régime forestier qui règle leur aménagement d'après l'usage local (ord. de 1827, art. 1) à défaut d'un décret du Président de la République (C. F., art. 15 et 90), les forêts des particuliers sont, au contraire, de gestion absolument libre, à part une restriction concernant leur défrichement. Or, cette unique disposition de la loi qui a la prétention d'assurer la conservation des forêts particulières et des bois communaux non soumis est doublement illusoire : 1° parce que ne définissant pas ce que c'est que défricher, elle autorise toutes les interprétations ; 2° parce que les défrichements proprement dits ont à peu près disparus pour être remplacés par des défrichements déguisés.

1° Le Code forestier (art. 219 à 226, loi du 18 juin 1859) interdisait en effet de défricher sans autorisation, ou plutôt permettait à l'administration de s'opposer au défrichement (toutefois, les bois de

création récente âgés de moins de vingt ans, les parcs clos ou attenant à une habitation et les bois, non clos de moins de 10 hectares non situés en montagne, peuvent toujours être défrichés librement). Dans les cas ordinaires, le défrichement n'est licite qu'après une déclaration préalable à la sous-préfecture et à condition que l'administration n'y fasse pas opposition (art. 219). Elle le peut dans six cas déterminés (art. 220) qui ont trait à la conservation du sol sur les pentes et les dunes, à sa protection contre les envahissements des cours d'eau ou de la mer, à l'existence des sources, à la défense du territoire et à la salubrité publique. Le but du législateur était louable, mais il n'a pas été atteint, parce que l'on n'a point précisé ce que c'est qu'un défrichement. La Cour de Chambéry, dans un arrêt du 18 janvier 1877, a décidé qu'on devait comprendre sous ce terme « tout ce qui a pour résultat « de convertir la forêt en un autre genre de culture, « ou en empêchant le repeuplement soit par l'arracheage des souches, soit par la destruction des « jeunes pousses ». Mais alors où commence l'état boisé et où finit-il ? C'est aux tribunaux de l'apprécier, or l'administration aimera mieux la plupart du temps ne pas attaquer les particuliers en faute que de porter en justice un litige douteux.

Les propriétaires, désireux de spéculer sur des bois dont ils veulent se défaire ou peu soucieux de l'avenir et voulant jouir de revenus plus considérables, pourront tout en restant dans les limites de

la loi, c'est-à-dire en conservant un certain nombre de baliveau (arbres de réserve) exploiter leurs bois à blanc étoc (1), ce qui ne constitue pas un défrichement, s'ils laissent, dans ces coupes, l'accès libre aux troupeaux, les pousses périssant sous la dent du bétail et les quelques perches qui parsèment le terrain étant livrées à la rigueur des éléments, du vent en particulier, il se produit une disparition rapide de l'état boisé : la loi va devenir applicable, mais comme le délit de défrichement se prescrit par deux ans, il sera difficile pour ne pas dire impossible à l'administration de connaître le moment où le terrain a cessé d'être un bois.

Si elle agit trop tôt, le propriétaire prétendra qu'il n'y a pas déboisement, si elle n'agit qu'après la disparition du dernier arbre, il arguera que l'état boisé a disparu depuis plus de deux ans et qu'il lui était loisible de transformer une friche ou une lande en pré.

En Bourgogne, la surface boisée décroît progressivement, mais les déboisements ne s'effectuent plus comme autrefois. La disparition des premières forêts s'était faite par défrichements réalisés sur de vastes étendues pour substituer aux bois des terres, des prés et surtout des vignes. L'ordonnance de 1669 (titre III, art. 18) avait interdit les défrichements

(1) Exploiter à blanc étoc ou à blanc estoc, signifie « couper tous les arbres et brins d'une portion de forêt sans en laisser aucun (estoc vient du mot allemand sock : tronc d'arbre).

BAUDRILLART, *op. cit.*, tome II, p. 70, au mot *estoc*.

dans les bois domaniaux ; le Code est allé plus loin, il a soumis les défrichements des bois particuliers à l'autorisation administrative : depuis ce temps, les défrichements proprement dits sont excessivement rares. On peut citer : dans la Côte-d'Or, un déboisement de 100 hectares environ dans les bois de la duchesse de Saulx-Tavannes entre Bourberain et Dampierre (1840) (1) (on retrouve encore au moment des labours les traces des anciennes places à fourneaux) ; en Saône-et-Loire (2), des défrichements de 77 hectares par M. d'Etampes (conversion en prés) sur le territoire de Charnay ; de 245 hectares par M. de Réaulx (1860-61) sur la Loyère et sur Virey ; de 30 hectares par M. de la Loyère sur la Loyère ; de 135 hectares de la forêt de Chagny et de 93 hectares à Allerey.

Devant les difficultés d'autorisation, les particuliers et les communes, pour leur bois non soumis, ont renoncé aux défrichements directs, ce qui n'empêche pas le déboisement de se poursuivre par le défrichement déguisé, par les exploitations vicieuses, par le pâturage intensif, par l'incendie et par le soutrage (3) sous les yeux de l'administration qui ne possède aucun moyen de s'y opposer. Nous examinerons rapidement ces dernières causes de la dis-

(1) Renseignements fournis par M. Villame.

(2) GAUDET, *op. cit.*, p. 86.

(3) Le soutrage consiste en la destruction de la couche d'humus qui couvre le sol à la suite des récoltes des feuilles ou des baies forestières.

parition actuelle de nos forêts, les conséquences hydrologiques et climatériques de cette disparition, les remèdes qu'on a proposé pour assurer la conservation de la surface boisée (vœux des congrès, projets de loi, reboisements).

§ III. — LES CAUSES DU DÉBOISEMENT ET LEURS
CONSÉQUENCES

1^o *Défrichements déguisés, exploitations abusives.* — Les défrichements déguisés (1) ont été surtout pratiqués en Bourgogne dans les forêts communales trop peu importantes pour être soumises au régime forestier. Très compromis déjà au moment de la Révolution par leurs administrateurs, puisque l'Assemblée Constituante rappelle, en 1790, aux directoires de départements qu'ils ne sont pas chargés de veiller à la conservation des bois seulement contre les exactions des particuliers, mais aussi *contre les erreurs et les entreprises des municipalités elles-mêmes*, ces bois ont une tendance à disparaître par suite des exploitations abusives à blanc étoc pour le hêtre, à outrance pour le sapin, immédiatement suivies par l'exercice intensif du pâturage. Certaines municipalités laissent également à leurs administrés la liberté de « faire du bois mort » dans les communaux, ce qui autorise

(1) On entend par « défrichements déguisés » les pratiques vicieuses de gestion et d'exploitation qui amènent au bout d'un certain temps la disparition de l'état boisé comme un défrichement proprement dit.

tous les abus des habitants qui ne sont pas éloignés de traiter ces bois comme propriété personnelle (1). Il serait utile, pour sauvegarder la propriété forestière communale, de la soumettre toute entière au régime forestier.

Les exploitations abusives ont été opérées par des particuliers. L'époque la plus néfaste pour notre sol forestier a été la période révolutionnaire : les adjudicataires des forêts domaniales ont puissamment contribué aux déboisements des forêts de Bourgogne. Ils ont compromis l'avenir et malheureusement les propriétaires qui leur ont succédé n'ont pas toujours essayé de remédier à ce mal. Certains d'entre eux continuent les exploitations intensives, à courtes révolutions et provoquent une anémie des taillis qui tendent à s'éclaircir et à faire place à des chaumes.

La forêt de Velours près d'Is-sur-Tille, semble avoir beaucoup souffert de ces coupes rapprochées ; il faut féliciter un de ses propriétaires actuels, M. Che-

(1) Dans une forêt particulière de la Côte-d'Or, la forêt de Velours, les habitants du village de Bourberain possèdent, en vertu de transactions intervenues le 14 novembre 1575, et le 20 octobre 1683, entre eux et les précédents propriétaires, un droit de paisselis, qui leur permet de couper des paisseaux ou échalas dans les troches de taillis de certaines essences. De tels abus avaient été commis dans ces bois, que les taillis s'éclaircissaient et que les bois à paisseaux tendaient à disparaître. Le propriétaire de la forêt, la Duchesse de Saulx-Tavannes dut, en 1826, provoquer une transaction entre elle et la commune de Bourberain, afin de spécifier la quantité de paisseaux qui pourrait être prélevée chaque année et de déterminer la façon dont ils devraient être exploités.

(Transaction du 16 décembre 1828. Approuvée par le préfet de la Côte-d'Or, le 5 janvier 1829).

vreul, de l'avoir compris et d'avoir augmenté la durée des révolutions qu'il a portées à 30 ans.

2° *Le pâturage intensif.* — Le pâturage en forêt est à l'heure actuelle le plus grand ennemi de la propriété boisée. Il se pratique à la fois dans les forêts domaniales, communales et particulières à trois titres différents :

1° En vertu d'un droit d'usage, résultant d'un contrat civil qui ne peut être éteint que par une indemnité de rachat en faveur de l'usager (art. 64, C. F.).

2° Comme mode de mise en valeur du domaine et comme utilisation d'un produit secondaire de la forêt.

3° En vertu d'une tolérance qui se pratique surtout dans les forêts communales où les habitants, avec l'autorisation du conseil municipal et conformément à l'art. 112 du C. F., peuvent conduire leur bétail en forêt, sans acquérir par ce fait aucun droit pour l'avenir.

Le pâturage n'est généralement pratiqué dans les forêts domaniales qu'au premier titre, c'est-à-dire en vertu de droits d'usage, mais dans quelques-unes il a lieu moyennant une redevance. Les usagers se montrent très jaloux de la conservation de leurs droits et s'opposeraient énergiquement à toute tentative de rachat (1). Quarante-quatre forêts sont grevées de

(1) Il existe quelques cas de rachat des droits de pâturage dans les forêts particulières, moyennant une indemnité payée par le propriétaire à la commune qui bénéficiait de ce droit d'usage.

ce droit d'usage (Côte-d'Or 29, + Saône-et-Loire 9, + Yonne 6), avec un parcours défensable de 18.565 hectares. (Côte-d'Or 14.421 hectares, + Saône-et-Loire 4.144 hectares, + Yonne 2.000 hectares environ), pour 13.842 têtes de bétail, (Côte-d'Or 7.996 + Saône-et-Loire 4.846 + Yonne 1.000 environ), dont moitié seulement sont introduites en forêt dans les années ordinaires (1).

Le pâturage est pratiqué dans les forêts communales en vertu de droits d'usages, mais surtout en vertu de tolérances des conseils municipaux. Il est une menace sérieuse pour l'avenir de ces forêts. Les demandes varient avec les années et les besoins des agriculteurs qui, lorsque des sécheresses se produisent, comptent sur les produits des bois pour compenser l'insuffisance du fourrage. Dans les années moyennes (1887), le parcours est autorisé dans 788 forêts et sur une superficie de 59.021 hectares (Côte-d'Or 492 forêts, d'une étendue de 42.837 hectares + Saône-et-Loire 216 forêts, 10.070 hectares, + Yonne

Cette indemnité se détermine, en Bourgogne, suivant un usage local, en fixant à 3 francs la valeur du pâturage annuel de chaque tête de gros bétail, en prenant deux têtes par chaque hectare et en capitalisant le revenu annuel estimé d'après ces bases au denier vingt.

Le vendeur d'une forêt doit indemniser son acheteur des dommages qu'il éprouve par suite d'un droit d'usage qui ne lui a pas été déclaré. Il est tenu aussi de lui rembourser en capital, intérêts et frais, l'indemnité qu'il a payée aux usagers à titre de rachat.

Tribunal de Dijon, 24 février 1834	{	Commune de Cléry,
Cour de Dijon, 8 juillet 1835	{	C. de Sarcus et l'Etat.

(1) Statistiques empruntées aux brochures de MM. de Gail, Gaudet et Picard,

80 forêts, 6.114 hectares), pour 69.493 têtes de bétail, Côte-d'Or 50.092, Saône-et-Loire 15.370, Yonne 4.031).

Toutes ces bêtes ne sont pas réellement introduites en forêt ; ainsi pour la Côte-d'Or, en 1887, on n'en comptait que 15.387 en parcours ; mais vient une année de sécheresse comme l'année 1893, où une disette de fourrage et tout le troupeau est lâché en forêt.

On abandonne en général les taillis au pâturage quand on les juge « défensables », c'est-à-dire à l'âge de 12 ans, mais dans les régions de grande culture et particulièrement les vignobles (Ex. : la Côte), on a abaissé ce minimum à 10 ans pour les bêtes bovines et à 8 ans pour les chevaux. C'est là que le pâturage s'exerce avec le plus d'intensité parce que toutes les terres arables étant en vignes, il n'existe que très peu de prés : la population aisée possède du bétail en grand nombre, elle l'envoie en forêt d'une façon presque continue ; il en résulte des dégâts considérables et souvent la ruine des peuplements.

Le pâturage est doublement l'ennemi de la propriété boisée : 1° parce qu'il est une cause de dégradation et de disparition des forêts ; 2° parce qu'il est un obstacle au reboisement.

1° *Le pâturage est une cause de dégradation et de disparition des forêts.*

A. *Dommages généraux.* — Le bétail étant admis dans de jeunes taillis pendant plusieurs mois et les parcourant en tous sens, produit : 1° le tassement du sol qui amène rapidement l'asphyxie des racines pro-

fondes et la destruction des radicules : les arbres comme les taillis végètent et meurent.

2° La disparition du sous-bois qui protège les grandes essences.

3° La destruction des bordures forestières (qui, lorsqu'elles sont bien garnies ont une influence bien-faisante sur le développement des taillis) et l'extension des vides. Comme le fait remarquer M. Mathey, dans sa magistrale étude du pâturage en forêt : (1) « Le grand art du berger, c'est de connaître, d'utiliser et d'étendre les vides de la forêt ».

Il arrive enfin que le bétail propage les maladies cryptogamiques soit en en disséminant les spores, soit en blessant les arbres au passage.

B. — *Domages causés aux taillis.* — Mais les dommages les plus grands causés dans nos bois par le bétail proviennent de l'abroutissement des pousses des taillis. Ces dommages sont considérables surtout les années de grande sécheresse où tous les troupeaux sont envoyés en forêt pour y trouver la nourriture que n'ont pu leur fournir les prés. Bien peu de pousses terminales ou latérales demeurent indemnes et il arrive même que les branches très âgées sont attaquées et s'atrophient. Ce sont les pousses les plus tendres, appartenant aux meilleures essences (chêne, frêne, charme, orme, érable),

(1) *Le pâturage en forêt*, A. MATHEY, édition de 1900 (Besançon), p. 82.

que préfère le bétail : seuls les arbustes armés d'épines et de piquants subsistent, à moins qu'ils ne soient détruits par le sabot des bêtes.

Si les forêts saines et dont la végétation est très puissante ont quelques chances de résister aux effets du pâturage intensif, il n'en est pas de même des forêts dont l'avenir était incertain.

L'année 1893 a prouvé que le pâturage pouvait y produire des déboisements absolus. Alors que dans les bois de Val-Suzon certaines coupes exploitées, quatre ans auparavant, ont été saccagées et arrêtées dans leur croissance, mais ont néanmoins subsisté, les bois compris entre la Norge et la Tille, déjà privés de l'humidité nécessaire par l'abaissement du lit de la Tille, n'ont pas résisté pour la plupart à cette nouvelle secousse ; beaucoup ont péri, et M. Mathey cite l'exemple de la forêt de Remilly-sur-Tille, où « cent bêtes à cornes ont réduit le Vernois à l'état de brosse » (1).

2° *Le pâturage est un obstacle au reboisement des landes et des prés-bois.* — Le pâturage intensif, après avoir converti la forêt en brosse, fait disparaître les derniers arbustes épineux qui avaient survécu : il ne reste plus qu'une lande stérile et rase où le parcours n'est plus gêné par la moindre végétation. *Ces landes sont nombreuses en Bourgogne, et il n'est guère d'agglomération urbaine située sur des terrains cal-*

(1) La brosse est une espèce de lande où subsistent les épines, les buis et les genévriers.

caires qui ne soit environnée d'une sorte de désert, d'un groupe de collines caillouteuses, arides et mornes. Dijon a vu successivement tous les plateaux qui le dominant, à l'ouest principalement, se dénuder et passer à l'état de friches : les coteaux de Plombières, Velars, Hauteville, Talant, Fontaine, Chenôve, Marsannay, etc., n'offrent plus à l'œil du promeneur la moindre végétation. Les alentours de Beaune, Chagny, Chalon, Mâcon, sont encore plus désolés. Nous étudierons plus loin les conséquences néfastes de ces déboisements circumurbains.

L'exemple le plus proche et le plus caractéristique de lande rase est le champ de tir de Chenôve.

Couvert autrefois de végétation, le sol déboisé par le pâturage des moutons, fatigué actuellement par le passage des troupes, est devenu d'une sécheresse et d'une pauvreté extrêmes. Néanmoins, ce terrain serait susceptible de se reboiser si le parcours des bestiaux était supprimé pendant un certain nombre d'années. En effet, dès que les incursions des moutons diminuent, on voit la lande rase se transformer en lande armée par l'apparition d'une végétation épineuse qui sert souvent de berceau aux buis et aux genévriers. Malheureusement, le berger cherche presque toujours à faire disparaître cette végétation et son troupeau l'aide puissamment dans cette œuvre de destruction : il est facile de s'en rendre compte aux environs de Dijon dans la Combe de Corcelles. Si la lande à buis n'était pas détruite, elle donnerait naissance à une brosse qui, se transformant d'année

en année, produirait finalement une forêt. Soixante-cinq ans environ seraient nécessaires pour arriver à ce résultat (10 ans de jachère, 25 ans de lande, 30 ans de brosse).

Ce reboisement naturel a été réalisé dans la commune de Mesmont, près de Sombornon (Côte-d'Or), dans une lande livrée à la pâture et qu'un conservateur des forêts de Dijon fit, en 1845, mettre en défense, malgré les protestations des habitants. Actuellement, ce canton, dont le nom de Brogil rappelle l'ancien état de pâture communale, est un excellent taillis sous futaie.

Il serait nécessaire de suivre cet exemple et de ne pas oublier que l'existence de ces landes situées autour des villes ou au milieu des terres en culture, outre les réels dangers qu'elle présente au point de vue climatérique et hydrologique, est une menace non moins sérieuse pour la propriété vinicole ou agricole. Les landes, désertées par les oiseaux, servent de berceau à toutes sortes d'insectes ennemis de la vigne et des autres cultures : hannetons, pyrales, cochyliis, aphids, etc. Les genièvres qui y poussent offrent durant l'hiver un refuge aux rouilles et aux champignons qui retournent, au printemps, attaquer la végétation productive : les landes assurent donc le développement des maladies cryptogamiques.

Le seul remède de ce triste état de choses est le reboisement : les cultivateurs et les communes ont fini par le comprendre, et il existe à l'heure actuelle

une tendance générale à transformer les landes en pineraies. Nous étudierons ces essais et leurs résultats.

3° *Les Incendies.* — Les incendies ne peuvent être regardés comme une cause de déboisement que lorsqu'ils se déclarent dans des peuplements résineux qui sont encore très peu étendus en Bourgogne.

2°. *Les Conséquences hydrologiques, bactériologiques et climatiques du déboisement.*

Les forêts exercent des conséquences heureuses sur l'écoulement, la distribution et la qualité des eaux; elles influent également sur le climat, qu'elles tempèrent.

Les déboisements, en supprimant les périmètres boisés dans les montagnes, autour des villes et des cultures, ont des conséquences néfastes que nous allons rapidement examiner.

1° *Conséquences hydrologiques* (1). — Les forêts s'opposent au ruissellement des eaux de pluie à la surface du sol, à leur enfouissement rapide, et favorisent la pénétration lente de ces eaux dans les couches souterraines par la masse d'humus très hydros-copique qui recouvre les sols boisés.

a) *Ruissellement.* — Sans avoir les mêmes effets que dans les montagnes, comme les Alpes ou les Pyrénées, les déboisements, en Bourgogne, permet-

(1) Repseignements fournis par M. Fabre, inspecteur des forêts

tent, au moment des grandes pluies ou des orages, le ruissellement des eaux qui, en descendant le long des pentes des collines, grossissent les cours d'eau, provoquent des inondations et ravagent les cultures. C'est surtout dans les régions montagneuses de l'Auxois et du Morvan que l'on pourrait redouter cette transformation soudaine des rivières ou des ruisseaux en torrents sur les pentes granitiques imperméables qui ont été déboisées. Ce phénomène est atténué par la présence de nombreux étangs qui régularisent le cours des eaux en toute saison et particulièrement au moment des crues. C'est le cas du « Cousin, » dont le bassin, d'une superficie de 336 kilomètres carrés, est à peine boisé, et qui serait un véritable danger pour les terres voisines si son cours n'était amélioré par les étangs qu'il traverse.

Le ruissellement, sans être aussi dangereux, a des conséquences beaucoup plus graves sur les coteaux dénudés qui dominent les vignobles de la « Côte », malgré la grande perméabilité de ces terrains fissurés. A la suite de grands orages, comme celui du 30 juin 1902, on a vu, à Gevrey-Chambertin par exemple, les eaux descendre les pentes de la colline, détruire en quelques minutes la récolte et inonder une partie du village. Il serait facile de mettre un terme à ces désastres en reboisant en résineux les plateaux qui dominent les cultures et en reformant ainsi autour d'elles le périmètre de protection qui existait autrefois.

b) *Régime des sources.* — La forêt, en immobili-

sant temporairement les eaux qui filtrent goutte à goutte à travers l'humus, permet l'approvisionnement régulier des nappes intérieures et de résurgence. Ces nappes donnent naissance aux sources et assurent la pérennité de leur débit. *Les déboisements ou les coupes blanches* favorisent le ruissellement, nuisent à l'approvisionnement des couches souterraines et *provoquent la diminution ou la disparition des sources qui reparaissent quand on reboise*. Le fait a été constaté partout en Bourgogne. Citons l'exemple des sources de Flacey (Côte-d'Or), très abondantes au début du xix^e siècle, qui se sont taries à la suite du déboisement du plateau de Vézy (1); des fontaines de Druyes, qui ravivaient constamment la rivière de l'Yonne, et donnent à peine de l'eau par trois bouches, sur onze qu'elles avaient il y a moins d'un siècle (2).

La diminution des sources est considérable depuis les défrichements ; il est hors de doute que la chute des forêts a fait tarir presque toutes les petites sources et atténué considérablement les plus importantes. Beaucoup de villes éprouvent, actuellement, de grandes difficultés à s'approvisionner.

Les déboisements réalisés tout autour de Dijon ont fait disparaître toutes les sources proches que l'on aurait pu capter facilement. Sans la conservation de la forêt de Val-Suzon, qui joue le rôle d'un

(1) Renseignement fourni par M. Mathey.

(2) Fait constaté par M. de la Bergerie, préfet de l'Yonne.

vaste condensateur, Dijon risquerait fort de manquer d'eau, car si l'on avait déboisé, l'infiltration se faisant trop vite dans la masse spongieuse des terrains calcaires, la fontaine du Rosoir, qui alimente la ville disparaîtrait et le Suzon redeviendrait, après chaque orage, le torrent impétueux qu'il était avant la captation des eaux (Dijon périra par Suzon, disait-on autrefois).

2° *Conséquences bactériologiques.* — En raison des déboisements des coteaux situés sur son flanc sud et sud-ouest, Dijon a dû, sa population augmentant et ses besoins d'eau croissant, chercher au loin une source assez abondante pour suppléer à l'insuffisance de son approvisionnement actuel. *Il semble qu'on ne se soit point assez préoccupé, dans cette recherche, de l'influence des sols boisés sur la qualité des eaux.*

Les bassins de captage, protégés par une forêt étendue, ont toute chance possible d'éviter la contamination ; l'eau filtrant lentement à travers la couche d'humus a le temps de se débarrasser des impuretés et des microbes qu'elle contient ; à sa sortie de terre, elle coule claire ou à peine nébuleuse et affranchie de toute pollution (1). Les eaux provenant de Val-Suzon, c'est-à-dire d'un périmètre presque entièrement boisé, présentaient par conséquent les meilleures garanties au point de vue de la pureté et de l'aseptie.

(1) E. IMBEAUX, *Les eaux potables et leur rôle hygiénique dans le département de Meurthe-et-Moselle*, Nancy, 1897, p. 123.

Les eaux qui sont, au contraire, captées dans des régions de culture où l'on répand des fumiers, des engrais d'origine animale et parfois humaine, sont toujours boueuses et la plupart du temps contaminées; en effet, les pluies qui délavent ces engrais entraînent avec elles des germes qui peuvent descendre jusqu'à la source quand la filtration est insuffisante. *C'est, malheureusement, le cas des eaux amenées récemment de Morcueil à Dijon* : le périmètre d'alimentation n'est pour ainsi dire pas boisé, constitué surtout par des cultures où dominent les céréales; des engrais y sont périodiquement répandus. Le terrain étant formé de calcaires fissurés ou faillés, très perméables, les eaux de pluie ou de ruissellement y pénètrent très vite, emportant avec elles les impuretés dont elles se chargent sans qu'elles puissent s'en débarrasser au cours d'une filtration trop rapide. *Les eaux de résurgence ont donc toute chance de contamination possible* surtout en hiver et au printemps. Si l'on ajoute que la nature même du sol rend possible une communication de l'Ouche et du Canal avec le bassin de captage, *on peut craindre une contamination permanente* (1).

Ce danger aurait été évité en recherchant de préférence, pour l'alimentation de la ville, des eaux d'origine entièrement forestière, comme celles de Neuvon (près Velars), ou de Villecomte.

Il y a lieu de déplorer que les déboisements aient

(1) Enquête personnelle faite à Morcueil.

à ce point raréfié les sources aux alentours de Dijon, qu'il ait fallu s'approvisionner, au prix de frais considérables, dans une région dont les eaux offrent peu de garanties pour la-santé publique.

3^e Conséquences climatériques. — Les forêts ont enfin une influence bienfaisante sur les climats qu'elles tempèrent et sur les troubles atmosphériques qu'elles rendent moins violents. Les couches d'air qui dominent les grandes étendues de bois sont riches en vapeur d'eau (1) qui, en se condensant, produisent des pluies. Les pays très boisés sont certains de ne pas souffrir de la sécheresse. La Bourgogne est assez bien partagée sous ce rapport tout au moins dans la majeure partie de son territoire. Mais la région des vignes, la plus riche au point de vue économique, est à peu près complètement déboisée; le climat y est plus chaud l'été et plus froid l'hiver. Elle souffre de perturbations atmosphériques violentes, surtout au moment des grandes chaleurs, où les orages sont fréquents et presque toujours accompagnés de grêle. Or les forêts des coteaux et des sommets jouent, vis-à-vis des propriétés cultivées, le rôle de paragrêles (2); des observations très probantes ont été faites à ce sujet; on a remarqué que dans la forêt de Velours il grêlait

(1) Remarque faite par les aéronautes, et particulièrement le commandant Renard, au-dessus de la forêt d'Orléans : l'humidité, produite par le dégagement d'oxygène et d'hydrogène provenant des feuilles, diminue la force ascensionnelle des ballons.

(2) M. SYLVIO. — La grêle et les forêts, *Revue forestière*, 1898, p. 65.

très rarement et que les cultures voisines, placées sous le vent, profitaient de cette immunité. D'autre part, des vignobles comme ceux de Voiteur (Jura), et de la Bresse louchannaise, n'avaient jamais été grêlés avant 1830. A partir de cette époque, des déboisements considérables ayant été effectués dans le Jura et dans la Bresse, la grêle a fait son apparition et presque chaque année dévaste ces régions. En Bourgogne, les dégâts occasionnés par ce fléau s'élèvent sans cesse et ont atteint, de 1884 à 1888, un chiffre formidable. Les compagnies d'assurances ont élevé leurs tarifs et refusent même d'assurer certaines régions.

On a essayé de lutter en provoquant, au moment des orages, la dislocation des nuages et la condensation des vapeurs par des coups de canon ou des fusées tirés dans la direction des nuées menaçantes. Le remède est peu efficace : la cause des désastres que subissent l'agriculture et particulièrement le vignoble, réside dans la dénudation des coteaux qui dominent les terres cultivées, coteaux qui étaient autrefois boisés. Pour lutter contre la grêle, il serait donc nécessaire de les reboiser ; seulement, le reboisement devra se faire d'une façon raisonnée, en tenant compte des essences (1) et de la situation

(1) D'après les météorologistes suisses, les futaies résineuses agissent plus efficacement contre la grêle que les futaies feuillues ; ceci concorderait avec les exigences de nos terrains en friches où seuls les résineux ont chance de pousser.

des forêts de protection : celles-ci devront être placées dans la trajectoire habituellement suivie par les orages ; il serait facile de tracer « une carte des orages à grêle », et d'aménager à proximité et en arrière des centres de formation d'orages, des rideaux boisés destinés à arrêter ou à canaliser les « cordes de grêle ».

Alors que nos agriculteurs dépensent vainement les ressources dont ils disposent, en un système inefficace et dangereux pour le voisinage, les Suisses ont compris depuis longtemps le parti qu'on pouvait tirer de cette influence bienfaisante des forêts sur la marche des orages de grêle. Une loi du canton de Schaffhouse, du 9 septembre 1868, et dont les dispositions, depuis lors, sont applicables à tous les cantons, a prescrit, dans ce but, l'aménagement des forêts de protection sur les sommets des montagnes.

Nos agriculteurs suivront-ils cet exemple, et seront-ils assez puissants pour obtenir de l'Etat les secours nécessaires à cette œuvre de protection ?

§ IV. — REMÈDES PROPOSÉS POUR ASSURER LA CONSERVATION DES FORÊTS. — REBOISEMENTS

A. *Les projets de réglementation.*

a) *A l'égard des exploitations abusives.* — En 1846, 1851, 1857 et 1859, le gouvernement avait proposé aux Chambres d'assimiler la coupe à blanc étoc au

défrichement et de la soumettre à la déclaration préalable. Le projet de 1859 ne parlait que des bois résineux : il faudrait étendre cette disposition aux bois feuillus, sans distinguer entre les régions de montagne et les autres, ces exploitations étant dangereuses aussi bien pour nos pays que pour les régions alpestres ou pyrénéennes. Le Conseil général de la Loire a rédigé, en août 1898, un vœu tendant à ce que toute coupe à blanc étoc fût considérée comme défrichement dans certains périmètres de bassins supérieurs.

b) *A l'égard du pâturage : 1° dans les coupes non défensables.* — Un contre-projet de la commission du Corps législatif de 1857, interdisait à toute commune ou particulier de faire entrer des troupeaux dans une coupe non défensable, sans en avoir fait la déclaration. Il serait bon que ce projet fut repris et consacré par le vote du législateur.

Il faudrait porter de 2 à 10 ans le délai de prescription de l'art. 225 du Code forestier.

M. Pierre Buffault a proposé, au Congrès de Bordeaux de 1902, d'ajouter à l'article 225 du Code forestier, un article ainsi conçu (1) :

« Sont soumis aux dispositions des art. 219 à 225 les coupes à blanc étoc et le pâturage dans les coupes non défensables.

« Lorsque la coupe à blanc étoc sera autorisée, le propriétaire devra repeupler aussitôt après l'explo-

(1) Congrès du Sud-Ouest de la France, Bordeaux 1902, p. 154.

tation, faute de quoi ce repeuplement sera effectué d'office par les agents forestiers aux frais du propriétaire, dans les formes de l'art. 222;

« Le propriétaire qui voudra faire ou laisser pâturer dans des coupes âgées de moins de huit ans, devra, sous les peines portées à l'art. 199, en faire la déclaration préalable au maire de la commune. Celui-ci transmettra cette déclaration à l'administration des eaux et forêts, qui pourra prononcer l'interdiction de pâturer. Cette interdiction prononcée, le pâturage sera puni comme le défrichement illicite.

« En montagne, les broussailles sont considérées comme bois au point de vue du défrichement et de la coupe rase ».

2^e Dans les coupes défensables. — Il serait urgent d'édicter l'application d'un régime pastoral réglementant la jouissance des pelouses et landes appartenant aux communes, en donnant à ces règles des sanctions empruntées au Code forestier et en chargeant les agents de l'administration des eaux et forêts de veiller à leur application. Le vœu en a été émis, en 1903, par le Congrès de Bordeaux (21^e et 22^e vœu, § 3).

B. Reconstitution des forêts. — Le reboisement.

Notre législation sur le reboisement des forêts est constituée par l'unique loi du 4 avril 1882, qui a remplacé les lois du 22 juillet 1860 et du 24 mars 1864 concernant la matière. Cette loi ne s'occupe que

de la restauration et de la conservation des terrains de montagne, et son principal objet est le reboisement des terrains ravinés. Les travaux de restauration peuvent être exécutés par l'Etat, avec les fonds du trésor, chaque fois que leur nécessité est reconnue par une loi, après acquisition amiable ou expropriation pour cause d'utilité publique, des terrains dégradés. Ces travaux sont dits obligatoires, par opposition aux travaux facultatifs, qui sont exécutés de plein gré, sur leurs propriétés, par les particuliers, communes ou associations, avec ou sans subvention de l'Etat, suivant que les terrains à reboiser sont ou non situés en montagne.

Nous ne rechercherons pas si cette loi, faite surtout en vue de la situation des Alpes, satisfait aux besoins des autres chaînes de montagne et assure l'œuvre de restauration qu'elle a entreprise. Mais nous constaterons que *la législation, en matière de reboisement, est très incomplète*, puisqu'elle n'a prévu qu'un seul cas : la restauration des terrains de montagne. Or, sans discuter l'utilité de cette œuvre, il nous est permis de faire remarquer que les déboisements ont d'autres conséquences que les inondations et que les reboisements sont utiles à divers titres, aussi bien dans la plaine ou les coteaux peu élevés que sur les versants rapides des grands massifs. *Le reboisement devrait donc être encouragé dans toutes les régions de la France, en Bourgogne comme dans les Alpes, les Pyrénées ou le Plateau central ; ce n'est pas le cas, et aucune des dispositions de la loi*

de 1882 n'assure aux communes ou aux particuliers désireux de reboiser en plaine, l'aide pécuniaire ou matérielle de l'Etat.

Des lois annuelles de finance ont tenté, depuis 1893, de combler cette lacune, en admettant la participation de tous les terrains communaux improductifs qu'ils soient en plaine ou en montagne, aux crédits votés en 1882. Il serait bon :

1° De remplacer ces lois annuelles par un amendement permanent ajouté à l'art. 5 de la loi de 1882.

2° De faire bénéficier les particuliers aussi bien que les communes des subventions accordées par l'Etat : les frais souvent considérables de reboisement, la durée très longue du non rapport, les déboires survenus à certains propriétaires ne sont pas faits pour encourager les particuliers qui comprennent la nécessité qu'il y a de reboiser les landes et les friches entourant leurs cultures.

Actuellement, en Bourgogne, certaines communes du Morvan peuvent seules profiter des dispositions de la loi de 1882 en raison de la situation de leurs territoires. Les autres sont obligées d'avoir recours pour reboiser aux crédits extraordinaires votés chaque année sur la demande du ministre des finances. Enfin les particuliers ne doivent compter que sur eux-mêmes et bénéficient seulement des réductions ou non-aggravations d'impôt prévues par la loi du 3 frimaire an VII, modifiée par les lois des 17 juillet 1895 et 29 mars 1897. L'Etat renonce à la totalité de

l'impôt auquel sont assujettis les sommets et les penchants des montagnes quand leur reboisement rend à la collectivité un service éminent, il n'abandonne qu'une partie de cet impôt quand le reboisement porte sur des terrains situés en plaine, le service rendu étant moindre. C'est toujours la même idée qui inspire le législateur et le porte à favoriser les reboisements en montagne : idée fausse, car les reboisements en plaine sont aussi dignes d'intérêt et ont une utilité qui, pour être diverse, n'en est pas moins grande.

La réduction d'impôt dure 30 ans : elle comporte non seulement les impôts proprement dits, mais encore les centimes départementaux et communaux.

Les reboisements en eux-mêmes. — Les reboisements, en Bourgogne, ont été réalisés surtout dans les départements de la Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or, où existaient un grand nombre de landes et de friches, dans les régions du vignoble et du Châtillonnais : ils ont été effectués pour la presque totalité avec des essences résineuses parce que la nature des terrains leur était plus propice qu'aux bois feuillus et que la vente de leurs produits était plus facile et plus avantageuse que celle des taillis ordinaires.

L'Etat n'a pas eu à prendre part à ce reboisement, les communes et les particuliers seuls y ont participé.

Les reboisements des communes. — L'histoire des reboisements résineux peut se diviser en trois périodes :

1^o de l'origine, c'est-à-dire de 1861 à 1871 ; 2^o de 1871 à 1893 ; 3^o de 1893 à nos jours.

1^o 1861-1871. — Les communes s'empressent, surtout dans le Mâconnais et le Châtillonnais, de solliciter les subventions de l'Etat pour une immense étendue de friches et de landes. Les plantations sont poussées avec activité : on emploie, suivant la nature des terrains, différentes essences et on obtient des résultats divers : succès complet sur les terrains frais et légers, partiel seulement sur les calcaires arides. Malheureusement, l'année 1870-71 devait être funeste à ces reboisements.

La sécheresse exceptionnelle de 1870, le pâturage intensif qui en fut la suite et la conséquence, les abus commis pendant la guerre franco-allemande ruinent la plus grande partie des plantations qui avaient réussi.

2^o 1871-1893. — La guerre avait compromis l'avenir des pineraies déjà créées, elle devait pendant une assez longue période arrêter la marche des reboisements. Les communes sont appauvries, besoigneuses, et l'Etat incapable de leur fournir des subventions ou de leur donner les plans nécessaires à leurs travaux qui subissent un arrêt complet pendant vingt ans. En Saône-et-Loire, la commune de Vergisson est la seule qui, dans cette période, vote chaque année des fonds pour le reboisement d'une montagne.

3^o 1893-1904. — A partir de 1893 les plantations reprennent avec plus d'activité que jamais, l'Etat a

compris qu'il fallait remédier au silence de la loi de 1882 pour les reboisements des plaines et des plateaux ; les lois de finances prévoient des crédits qui pourront être distribués aux propriétaires de terrains en friches quelle que soit leur situation. Les communes reçoivent enfin des encouragements de certains départements : le Conseil général de la Côte-d'Or vote des allocations annuelles variant entre 1.500 et 2.000 francs en faveur des communes qui prévoient elles-mêmes à leur budget une somme destinée à reboiser. Ces allocations sont distribuées aux municipalités proportionnellement aux crédits qu'elles ont votés elles-mêmes.

En 1898, vingt-et-une communes avaient demandé à participer à la subvention, ayant elles-mêmes consenti une dépense de 2.476 francs. Elles ont reconstitué 17 hect. 68 de terres incultes et regarni 202 hect. 98 reboisés avant 1898. La subvention du Conseil général étant de 1.500 francs, il a été dépensé au total 3.976 francs, dont 2.254 pour les travaux neufs et 1.722 francs pour les regarnis ; soit une dépense moyenne à l'hectare d'environ 125 francs pour les repeuplements et de 8 francs pour les travaux d'entretien. Les essences employées sont le pin noir et le pin sylvestre, accessoirement l'épicéa, le mélèze, l'aulne, le bouleau et le chêne.

En 1902, la Côte-d'Or a continué l'allocation de 1.500 francs qui est répartie :

COMMUNES	CRÉDITS VOTÉS	
	par les COMMUNES	par le CONSEIL GÉNÉRAL
Ahuy	60 »	50 »
Beaumont-sur-Vingeanne.	140 »	65 »
Beire-le-Châtel.	300 »	60 »
Bèze	200 »	160 »
Chaux.	50 »	45 »
Nuits	200 »	170 »
Pommard	70 »	60 »
Echevronne.	300 »	250 »
Plombières-les-Dijon.	150 »	130 »
Nolay	50 »	45 »
Pouillenay	80 »	80 »
Saffres.	50 »	45 »
Sainte-Marie-sur-Ouche.	50 »	45 50
Santenay.	150 »	130 »
Serrigny	35 »	25 »
Vantoux	30 »	25 »
Villers-la-Faye.	100 »	85 »
Volnay	50 »	25 »
18 timbres à 0.15.	» »	4 50
TOTAL.	2.035 »	1.500 »

(1)

Il a été reboisé 14 h. 48 de friches et regarni 7 h. 50 reboisé avant 1901.

La Saône-et-Loire n'alloue pas de subventions aux communes.

(1) Renseignements fournis par la préfecture de la Côte-d'Or.

Le Conseil général de l'Yonne ne vote pas de crédits pour les reboisements, mais la Commission départementale accorde, dans ce but, des secours sur le fonds des amendes de police correctionnelle aux communes qui prévoient elles-mêmes une allocation dans leur budget :

COMMUNES	MONTANT du secours	DATE de l'allocation	PART de la commune	SECOURS de l'Etat en nature	HECTARES reboisés
Epineuil.	75 f.	26 Juillet 1902	300 f.	10.000 plants de résineux	21 a. 05 continuation des travaux commencés
id.	70 f.	17 Août 1903	200 f.	id.	id.
Blannay.	49 f.	30 Octobre 1902	99 f.	8.890 plants de chênes et pins	19 h. 27
id.	49 f.	29 Octobre 1903	98 f.	id.	continuation des travaux commencés (1)

L'aspect de ces plantations est généralement satisfaisant et leur succès paraît assuré dans une proportion de 70 % environ. Les reboisements les plus réussis ont été réalisés par la commune d'Echevanes (Côte-d'Or).

Malheureusement, l'avenir de ces plantations peut

(1) Document communiqué par la préfecture de l'Yonne.

être compromis par les incursions du bétail qui pâture dans des friches voisines de celles qui sont replantées. Les ravages des bestiaux sont beaucoup plus considérables et beaucoup plus rapides dans les pineraies que dans les taillis des bois feuillus : le bétail broute, la plupart du temps, les pousses terminales, et, si le sapin ne meurt pas, il se recourbe à son extrémité et pousse en forme de baïonnette, ce qui ne permet plus de l'employer dans l'industrie. Les plants non attaqués sont foulés et périssent.

Les communes ne sont pas armées pour défendre efficacement les parcelles reboisées contre ces incursions néfastes ; l'administration des forêts a proposé, en conséquence, de réserver la subvention départementale annuelle aux seules communes qui présenteraient, en même temps que leur demande de subvention, une demande de soumission au régime forestier des parcelles à reboiser. C'est une sage mesure à laquelle le Conseil général de la Côte-d'Or a donné son adhésion. (Les communes commencent à s'y soumettre ; c'est ainsi qu'à sa session de mai 1905, le Conseil général accorde son adhésion à la soumission au régime forestier d'une friche appartenant à la commune de Saint-Aubin, d'une parcelle de pré appartenant à la commune de Saint-Julien, de friches appartenant aux communes de Nantoux, Santenay, Larocheptot.

Signalons enfin une ingénieuse combinaison de la mutualité scolaire et de l'œuvre du reboisement communal. M. Léopold Mabillean, dans son traité de

La Mutualité française (1) cite, à propos de l'emploi des fonds des mutualités, une application indiquée par M. Audiffred, qui donne aux mutualistes le moyen de se constituer un patrimoine en reboisant des terrains en friches :

« Il s'agit d'associer les sociétés de secours mutuels scolaires à l'œuvre si importante du reboisement et de leur procurer, en même temps, un patrimoine pouvant, pendant de longues années, acquérir une plus-value certaine, avec des revenus appréciables ». « La société scolaire du canton de Saint-Haon-le-Châtel, qui compte environ deux cents élèves, disait M. Audiffred, en novembre 1901, vient d'acquérir, au prix de 1.100 francs, un terrain de six hectares, de bonne qualité, situé à 700 mètres d'altitude. Les fonds lui ont été donnés, moitié par un particulier, moitié par le Ministère de l'Agriculture. Elle devra dépenser environ 147 francs par hectare pour le planter en épicéa ; mais, avant 30 ans, ce terrain qui aura coûté 347 francs vaudra au minimum 2.000 francs l'hectare, et donnera, dès la huitième année, des produits par l'éclaircissement des arbres qu'on aura dû planter très rapprochés au début. Si l'expérience tentée à Saint-Haon-le-Châtel réussissait et pouvait être généralisée dans les trente cantons du département, nous aurions ainsi, avec une dépense qui n'excéderait pas 45.000 francs, créé, au profit des sociétés de secours mutuels scolaires de

(1) L. MABILLEAU, *La Mutualité française*, Bordeaux, 1905, p. 131.

la Loire, une forêt de 150 hectares, d'une valeur dépassant certainement 300.000 francs. Il y a dans la Loire quinze sociétés de secours mutuels cantonales; il s'agit d'en créer quinze autres et de les doter toutes de la propriété d'un terrain boisé dans leur circonscription ».

Les reboisements des particuliers (1). — Le premier essai de reboisement résineux réalisé en Bourgogne par des particuliers, est dû à l'initiative du conventionnel Berlier, qui tenta de transformer la lande de Chenôve en forêt de pins: l'essence qu'il avait employée à cet effet était le pin noir d'Autriche.

Depuis cette époque, de nombreuses plantations ont été faites avec des succès divers. Dès 1828, M. de Rambuteau introduit sur la commune d'Ozolles (Saône-et-Loire), le pin maritime, le pin sylvestre et le mélèze.

A partir de 1861, l'administration forestière donne une vive impulsion aux travaux de reboisement, par la délivrance d'immenses quantités de graines et de plants à titre de subvention.

Les reboisements les plus remarquables sont : dans la Côte-d'Or, à *Selongey*, ceux de M. Lescure (700 hectares); à *Is-sur-Tille*, ceux de M. Marceau (300 hectares), de M. Ali; à *Malain*, ceux de M. Vignon, qui a complètement transformé les terres environnant son château de la Chassagne, autrefois dénudées, pierreuses et infertiles, en de nombreuses plantations d'arbres verts.

(1) Enquête personnelle.

Dans le Morvan : à Laroche-en-Brenil, ceux du comte de Montalembert, réalisés sur le granit par M. de Kirwan, auteur d'un traité sur les conifères ; ce reboisement méthodique et scientifique est le plus considérable et le mieux réussi de tous les reboisements particuliers effectués en Bourgogne ; à Bourbilly, ceux du comte de Franqueville.

En Saône-et-Loire. — A Saint-Bonnet-de-Joux, ceux de M. de la Guiche (60 hectares) ; à Ozolles, ceux de M. de Rambuteau (120 hectares) ; *dans l'Autunois*, ceux de MM. d'Esterno, de Loisy ; à Lucenay-l'Evêque, ceux de M. de Quercize, qui possède 690 hectares reboisés, dont 480 en chêne, 30 en châtaigniers, 115 en résineux et 335 en feuillus et résineux mélangés.

On a employé, dans ces reboisements, un grand nombre d'essences résineuses et feuillues, dont quelques-unes ont été condamnées par l'expérience : le pin maritime et le cèdre ne résistent pas aux froids rigoureux des grands hivers, l'ailanthe périt à la moindre gelée. Le pin sylvestre et l'épicéa ne s'accommodent pas des terrains calcaires ou peu profonds. Il semble que ce soit le pin noir, le premier importé, qui offre les plus grandes qualités de vigueur et de résistance nécessitées par nos climats.

Tous les modes de plantations ont été essayés ; au début, on a beaucoup employé les semis, qui ont le désavantage de donner des plantations trop denses ou trop claires, suivant les endroits. De plus, les jeunes plants sont presque toujours détruits, lors de leur

éclosion, par les fortes gelées ou les grandes sécheresses.

On a substitué à l'ensemencement le repiquage. On se sert de plants âgés de trois ans, livrés directement par des pépiniéristes qui sont nombreux à Semur et dans toute la région (l'un des plus importants, M. Bouquinat, habite Laignes, à proximité des reboisements du Châtillonnais). Ces jeunes plants sont placés à la pioche dans des trous, ou « potets » de 0^m 25 à 0^m 30 au carré, et de 0^m 20 de profondeur, après quoi on ne s'en occupe plus que pour vérifier s'ils poussent et les remplacer s'ils ont péri, ce qui se produit souvent, particulièrement au cours des années sèches; c'est ainsi qu'à la suite de l'été 1904, M. Vignon a dû remplacer, dans ses plantations de Malain, un grand nombre de plants, et que les pépiniéristes de Bourgogne n'ont pu satisfaire à toutes les commandes, leurs pépinières ayant été, malgré les soins, presque entièrement décimées.

La plupart des reboisements ont commencé vers 1860, à une époque où les terres étaient déjà d'un faible revenu et où l'administration forestière a jugé utile d'encourager les particuliers en leur donnant des plants de toute espèce (1).

Le but principal des propriétaires qui ont entrepris ces travaux a été de mettre en valeur des terres improductives ou d'améliorer l'aridité de certaines contrées déshéritées.

(1) Renseignements fournis par M. Marceau, propriétaire à Is-sur-Tille.

Les résultats n'ont pas toujours comblé les espérances et si certains propriétaires se déclarent satisfaits, d'autres ont éprouvé de cruelles déconvenues : les frais de reboisements sont en effet assez élevés (surtout dans les terres où il faut planter à la pioche), et jamais inférieurs à 300 francs l'hectare, achat des plants compris. Il faut de plus, chaque année, remplacer les pins qui périssent : c'est une charge parfois onéreuse pour les propriétaires qui voient le fruit d'efforts pénibles et de grands frais anéantis par les gelées ou les sécheresses.

Outre ces agents de destruction naturelle et contre lesquels ils ne peuvent lutter, ils doivent défendre leurs plantations : 1° contre les incursions du bétail ; 2° contre les attaques de certains insectes ; 3° contre les exactions des maraudeurs.

1° *Les incursions du bétail.* — Nous avons parlé des ravages exercés dans les plantations par le bétail à propos des reboisements des communes.

2° *Les attaques des insectes.* — Nous signalerons un autre danger d'autant plus grave qu'il est encore peu connu : c'est l'invasion des plantations d'arbres verts par trois espèces d'insectes qui les ravagent, deux appartenant à la catégorie des bostriches et un à celle des pissodes. Les plantations bourguignonnes n'avaient eu à souffrir jusqu'à ces dernières années, que des dégâts occasionnés, chez les jeunes plants de pins sylvestre, par une mouche parasite qui dépose une larve dans les bourgeons, la plupart du temps dans les pousses terminales. Cette larve, en se

développant, creuse une caverne qui amène le dessèchement de la pousse attaquée et produit, pour l'avenir, les mêmes effets que l'abroustissement, c'est-à-dire que le pin se recourbe vers le sol puis reprend un ou deux ans après sa direction primitive, ce qui lui donne la forme d'une baïonnette. Il faut le remplacer.

Mais à l'heure actuelle, les bostriches et les pisodes qui avaient fait leur apparition d'abord en Allemagne et dans le Jura et qui ont envahi nos plantations depuis deux ou trois ans, menacent sérieusement l'avenir des reboisements résineux. Ils sont pour les bois ce qu'a été le phylloxera pour la vigne. Ils s'attaquent aux arbres de tous âges, et un propriétaire, M. Vignon, a été obligé d'abattre et de brûler des épicéas de 25 à 30 ans en train de périr à cause des ravages produits par ces insectes. Les seuls remèdes, connus, sont la destruction par le feu des arbres atteints afin d'éviter la contamination des voisins ou la destruction des insectes eux-mêmes au moyen d'appâts laissés au pied des arbres et sur lesquels ils viennent se prendre.

Si l'on ne réussit pas à préserver ainsi les plantations, les reboisements résineux de Bourgogne sont appelés à subir le sort de certaines forêts allemandes qui ont été complètement détruites par les bostriches. Il serait utile de rechercher s'il n'existe pas un plant qui pourrait résister à ces attaques (1).

(1) Renseignements fournis par M. Vignon, propriétaire à la Chassagne.

3° *Les exactions des maraudeurs.* — Les jeunes plantations sont enfin fréquemment visitées par des maraudeurs qui viennent y couper des bourgeons de sapins qu'ils vendent à des pharmaciens peu scrupuleux. Ils recherchent les bourgeons les plus gros et les plus lourds qui sont préférés par le commerce et coupent par conséquent le bourgeon terminal de la tige avec les bourgeons latéraux qui pourraient former, à son défaut le nouveau verticille. La pineraie est compromise ou perdue.

En 1904, une plantation de 100.000 pieds, située à Plombières et appartenant à M. Jandean, a été sacagée (1).

Il serait utile que les pouvoirs publics prennent l'initiative de l'organisation d'une police rurale spécialement organisée pour prévenir ces abus, sans quoi les particuliers se laisseront et renonceront à ce genre de culture, laissant à l'abandon les friches et les sols pauvres.

Les reboisements résineux ont donc de sérieux ennemis sans lesquels ils seraient d'un rapport excellent et facile ; dans un terrain moyen, en comptant les produits résultant des éclaircissements faits à 15 et 25 ans, et en exploitant à 35 ans environ, on pourrait compter sur un rapport de 800 à 1.200 francs par hectare.

Mais en admettant même que les plantations réussis-

(1) Renseignements fournis par M. Jandean, propriétaire à Plombières (Côte-d'Or).

sent parfaitement et soient exemptes des causes de ruine précédemment citées, il n'est pas toujours facile aux propriétaires de trouver l'emploi de leurs bois. M. Vignon, lors des éclaircissements qu'il a effectués dans ses pineraies, pour favoriser la croissance de ses plantations et obtenir de la futaie, espérait livrer au commerce des perches à houblons qui se vendent dans le Châtillonnais 0.50 ou 0.60 pièce, (0.90 et 1 franc pour les épicéas), prises sur place ; son espoir a été déçu : il n'a pas trouvé la vente de cette masse d'arbres.

Actuellement, la même difficulté d'écoulement se rencontre pour tous les produits des pineraies qui, jusqu'à ces dernières années, se vendaient facilement : les petits bois comme perches à houblons, les gros arbres comme bois de boulange, expédiés à Paris, où ils suppléaient aux arrivages de Sologne interrompus à la suite du grand hiver de 1880.

Mais, depuis vingt ans, la culture du houblon a continuellement diminué en Bourgogne, et l'on a réussi à prolonger la durée des perches en les sulfatant. Enfin la Sologne a repris ses envois auxquels s'ajoutent ceux des Landes.

La valeur des bois de pin a diminué dans une assez grande proportion (au moins 2 francs par stère) et les propriétaires n'ont plus trouvé que difficilement des débouchés à leurs produits.

M. Mathéy a, dans un article de la *Revue des forêts*, de 1892 (1), signalé cette mévente et en a in-

(1) *Revue des forêts*, 1892, p. 359.

diqué les remèdes. Il a conseillé aux exploitants d'orienter leur production vers le commerce des étais de mine, en faisant remarquer que le Creusot préfère le pin noir ; alors que le Montceau accepte toutes les essences.

On peut ajouter à cet emploi la vente des arbres pour les pâtes à papier.

CHAPITRE II

De l'exploitation des forêts et de la condition des ouvriers qui les exploitent.

§ I^{er}. — DE L'EXPLOITATION EN ELLE-MÊME. — BOIS FEUILLUS ET PINERAIES

1^o *Bois feuillus*. — L'exploitation d'une coupe est toujours précédée d'une estimation qui a lieu avant la pousse de la feuille et qui est destinée à établir la valeur approximative des produits et la quotité des réserves ; cette opération s'appelle balivage. Tous les bois y sont soumis. Ce sont les inspecteurs des forêts qui y procèdent dans les forêts domaniales et communales, avec l'aide des gardes-forestiers. Le balivage des bois particuliers est généralement fait par des géomètres, forestiers, au courant des pratiques forestières ou quelquefois par des gardes de l'Etat payés par les propriétaires.

On calcule le nombre de stères de bois de chauffage de chaque espèce (bois de charbon, perches à construction, treillages, palissades, cercles) ; on estime la quantité de pisseaux, échalas, cotrets et fagots que peut produire la coupe.

On procède au dénombrement et à l'estimation partielle de tous les arbres destinés à être abattus, en les faisant numérotter au flanc et en les distinguant par espèces, grosseurs et qualités. On suppose la quantité de marchandises qu'on peut en tirer et on en dresse un tableau. Les arbres réservés sont marqués au pied avec un marteau portant les initiales de l'exploitant.

L'exploitation se fait à l'automne suivant, alors que les forêts se dépouillent de leurs feuilles : elle est la plupart du temps dirigée par le marchand de bois qui a acheté la coupe, l'Etat et les communes n'exploitant jamais eux-mêmes et les particuliers rarement, en raison des difficultés pratiques qui ne peuvent être avantageusement surmontées que par des hommes du métier.

Elle est surveillée par un garde-vente chargé de faire les livraisons et à qui l'on remet plusieurs registres (1° un journal des ventes et marchés, des recettes et des dépenses ; 2° un état des ventes ; 3° un livre de compte-courant pour chaque ouvrier ou voiturier) qu'il doit tenir à jour. Ce garde peut être rétribué de trois façons : il touche soit tant par hectare exploité, soit tant pour cent sur les ventes, soit un traitement fixe. Ce dernier mode de rémunération est le plus employé en raison de sa simplicité.

L'exploitation est réalisée par des ouvriers divers qui occupent les coupes successivement et pendant l'année presque toute entière : les coupeurs généra-

lement appelés « *bûcherons* » abattent, façonnent le bois, de novembre au 15 avril, puis reviennent, de mai à juillet inclus, couper et écorcer les chênes qu'ils ont à dessein laissés debout l'hiver, pour obtenir plus facilement l'écorce au moment de la sève ; les scieurs de long les remplacent en avril et débitent la futaie suivant les indications qui leur ont été données par l'acheteur ou l'exploitant ; enfin, les charbonniers leur succèdent au printemps et commencent leurs opérations de carbonisation qu'ils prolongent jusqu'en octobre : dans les premiers mois, ils emploient des charbonnettes de l'année précédente, et en automne celle des coupes de l'hiver.

2° *Pineraies*. — L'exploitation des pineraies en Bourgogne diffère entièrement de l'exploitation des bois feuillus. Il n'est pas d'usage de procéder à un aménagement. Les coupes se font généralement à l'âge de 35 ans en moyenne et la plupart du temps à blanc étoc, c'est-à-dire que pas un arbre n'est réservé sur la surface exploitée. Certains propriétaires procèdent par éclaircissements successifs, afin d'obtenir des futaies, mais outre que cette exploitation est à très longue échéance, il serait peut-être difficile de trouver le placement de ses produits.

A propos de l'exploitation à blanc étoc, une question intéressante et nouvelle s'est posée et a été résolue par le Tribunal civil de Châtillon en 1903.

On s'est demandé si un usufruitier à qui l'on aurait légué la jouissance de plantations de sapins avait le droit d'exploiter à blanc étoc lesdites plan-

tations parvenues à l'âge où l'on a l'habitude d'exploiter les pineraies dans la région.

Dans les bois feuillus, l'usufruitier est, aux termes de l'art. 590 du Code civil, tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant du propriétaire duquel émane la constitution du droit d'usufruit ; mais si ce propriétaire a fait preuve d'une mauvaise administration évidente, l'usufruitier doit alors se conformer à l'aménagement adopté par les propriétaires antérieurs et à leur défaut par les propriétaires possédant des bois de même espèce dans la contrée (1).

Il s'agissait de savoir si l'on devait appliquer à l'usufruit des pineraies les mêmes règles qu'à l'usufruit des bois ordinaires. Le Tribunal de Châtillon, dans un jugement du 1^{er} juillet 1903 (2), (consorts Guillemillot c. consorts Silvestre et Tardy) a déclaré, en se basant sur l'usage suivi dans le Châtillonnais et qui n'admet pas l'aménagement des bois résineux, que les plantations de sapins, ne pouvant être classées dans la catégorie des arbres de haute futaie (ce qui en aurait interdit l'exploitation à l'usufruitier, les futaies étant considérées comme un capital réservé par le propriétaire), ni assimilées absolument à une récolte proprement dite, mais constituant plutôt un produit agricole d'une nature parti-

(1) Tribunal civil de Chalon-sur-Saône, 2 décembre 1902.

(2) Tribunal civil de Châtillon, 1^{er} juillet 1903.

culière, il est naturel que l'usufruitier en bénéficie aux époques habituelles des récoltes, à la condition de ne pas porter atteinte aux droits du nu propriétaire, en bénéficiant seul de la plantation et en ne restituant, à la fin de son usufruit, qu'un terrain sans valeur : l'usufruitier aura donc le droit de couper à blanc étoc des bois résineux qu'il possède à titre d'usufruit et qui ont atteint l'âge d'exploitabilité, mais il devra au fur et à mesure qu'il se livre à ces exploitations remettre les terres en état, c'est-à-dire procéder au reboisement des espaces dégarnis avec les mêmes essences et suivant les modes adoptés par la personne qui avait antérieurement effectué les plantations.

§ II. — LA CONDITION DES OUVRIERS EXPLOITANT LES FORÊTS

L'exploitation proprement dite n'ayant, en Bourgogne, aucun caractère original, nous la laisserons de côté et nous nous étendrons davantage sur la condition des ouvriers qui en sont chargés. Nous étudierons leur classification, leur vie matérielle, leurs salaires, leur organisation et leur protection.

Les ouvriers de bois. — Leur classification. — Il est nécessaire de faire, de prime abord, une distinction entre les divers ouvriers qui sont employés dans les exploitations forestières, suivant qu'ils sont ou non spécialisés : en Bourgogne, on peut les classer en deux grandes catégories : 1° les bûcherons

(non spécialisés); 2° les charbonniers et les scieurs de long, ouvriers de métier (spécialisés).

Les bûcherons. — Ce sont les plus intéressants des ouvriers de bois, parce que leur condition est, à tous points de vue, la plus misérable.

Ils n'appartiennent pas à une catégorie d'ouvriers spécialisés, car leur industrie ne nécessite pas d'éducation professionnelle; néanmoins, on ne saurait prétendre que, du jour au lendemain, un artisan quelconque pourra s'improviser bûcheron et manier utilement la « cognée » ou la scie. A défaut d'éducation professionnelle, il faut donc, pour « couper au bois », une grande habitude dans le maniement de certains outils. Cette habitude ne se rencontre généralement que chez les ouvriers agricoles qui, au cours de leurs travaux dans la campagne, emploient tour à tour la pioche, la bêche, la hache et la scie. Les véritables bûcherons, en Bourgogne, ne sont donc pas ouvriers de métier, parce qu'ils se livrent au cours de l'année à des travaux divers, moissons, récoltes agricoles de toutes sortes, mais leur occupation principale consiste à couper l'hiver, faire l'écorce au printemps : les autres travaux auxquels ils se livrent ne sont qu'accessoires et destinés à leur procurer la subsistance pendant la période de morte saison. Malheureusement, le nombre de ces ouvriers diminue d'année en année : ils ne sont plus guère représentés à l'heure actuelle dans les villages que par des gens d'un certain âge qui ne sont pas remplacés lorsqu'ils meurent. La majorité des coupeurs

est constituée par des manœuvres employés l'été par les cultivateurs et qui, sans ouvrage l'hiver, préfèrent gagner un peu d'argent dans les bois que de mourir de faim chez eux. Ils assurent également ainsi leur provision annuelle de bois.

A ces manœuvres viennent s'adjoindre des ouvriers qui ne peuvent exercer leur métier pendant les grands froids à cause de la température même : les carriers (Yonne, Côte-d'Or), les maçons, certains ouvriers d'usines en chômage (Saône-et-Loire), qui viennent tant bien que mal à bout de leur tâche.

Nos exploitations souffrent certainement de ce recrutement de travailleurs hybrides et inexpérimentés, mais le commerce des bois en ressent plus cruellement encore les conséquences, car s'il connaît et apprécie les véritables bûcherons, il ne peut s'en contenter ; il est forcé de faire appel à tous ceux qui sont susceptibles d'être employés : il arrive trop souvent que des marchands ne peuvent se procurer le nombre de coupeurs nécessaires et sont obligés de différer l'exploitation d'une coupe, faute de bras ; en 1904, un marchand de bois de Montbard avait acheté une coupe dans un bois dit des Hautes-Lavières (près des sources de la Seine, commune de Bligny, Côte-d'Or). Le moment d'exploiter étant arrivé, il ne put réunir le nombre de bûcherons indispensable, quoiqu'il eût offert un prix très élevé : 4 fr. 50 par moule, avec l'abandon aux coupeurs de

tout le bois autre que le moule, c'est-à-dire charbonnette et fagots (moitié environ du bois exploité) (1).

C'est une preuve manifeste de la diminution progressive du nombre des bûcherons en Bourgogne (2).

(1) Renseignement recueilli au cours d'une enquête en forêt à Bligny (Côte-d'Or).

(2) LE NOMBRE DES BUCHERONS EN BOURGOGNE

Une publication faite en 1896 par le Ministère du Commerce, sous le titre « *Résultats statistiques du recensement des industries et professions* » donne le nombre des bûcherons pour toute la France. D'après cette enquête, le nombre des bûcherons de Bourgogne serait de 5.250, répartis ainsi qu'il suit :

CÔTE-D'OR			
	M.	F.	E.
	—	—	—
Dijon-Ville	19	1	20
— Banlieue.	673	92	765
Beaune	339	39	378
Châtillon.	988	140	1.128
Semur	402	51	453
TOTAL.	2.421	323	2.744
SAONE-ET-LOIRE			
	M.	F.	E.
	—	—	—
Mâcon	31	3	34
Autun	191	1	192
Chalon	101	»	101
Charolles	46	»	46
Louhans	12	2	14
TOTAL.	381	6	387

Cette diminution est causée par la modicité des salaires qui n'encourage pas les travailleurs à offrir leurs services et surtout qui ne les pousse pas à quitter leurs villages pour aller passer leur hiver dans des exploitations forestières lointaines. Le bûcheron est sédentaire, non pas tant par caractère que par nécessité ; il se peut que dans tel canton, il existe beaucoup d'ouvriers de bois et peu d'exploitations, alors que dans un autre, la situation est inverse ; les bûcherons du premier canton hésiteront à aller travailler dans le deuxième, malgré des offres inespérées parce que, somme toute, le salaire ne les nourrit pas et ne compense pas les désavantages résultant de leur déplacement.

Généralement, les coupes sont effectuées par des bûcherons habitant à quelques kilomètres des bois exploités : ils sont embauchés par les commis des marchands de bois, quelquefois par l'un d'eux qui entre-

YONNE			
	M.	F.	E.
Auxerre	270	12	282
Avallon	342	10	352
Joigny	821	50	871
Sens	82	9	91
Tonnerre	464	59	523
TOTAL.	1.979	140	2.119

Nous citons cette statistique à titre de document, sans insister sur le caractère fantaisiste de ces chiffres qui, en raison de la non spécialisation des bûcherons, ne peuvent être exacts.

prend, pour son compte, la coupe de plusieurs hectares, et joue vis-à-vis des autres le rôle d'entrepreneur.

La vie matérielle. — Chaque soir, la journée terminée, ceux dont la chaumière est proche, dans les villages distants au plus de trois ou quatre kilomètres, retournent y passer la nuit pour revenir le lendemain, au jour, reprendre leurs travaux. Les autres, qui logent loin, construisent dès leur arrivée au bois des « baraques » avec des perches et de la terre. Ces abris, en forme de cônes larges à la base et de parois très inclinées pour ne point offrir prise à la pluie, ne comportent qu'une ouverture, la porte, et, dans la partie supérieure, un trou pour laisser passer la fumée; à l'intérieur, dans le fond, une partie de la surface, séparée par des planches retenues par des piquets et couverte de paille, sert de couchette aux habitants qui y dorment deux, trois ou même plus; à gauche et à droite, des sièges grossiers; près de la porte, un poêle qui reste allumé nuit et jour et consomme les débris de la coupe : voilà tout le mobilier d'un intérieur de bûcheron en forêt; on se croirait, en y pénétrant, revenu aux temps préhistoriques. L'hygiène y est détestable, l'atmosphère viciée. Des familles entières y habitent parfois et ne les quittent que le samedi pour aller dans leur village chercher les provisions de la semaine. Quand la famille est plus nombreuse, on construit la baraque un peu plus grande, la disposition ne change pas.

Il serait grand temps de mettre ordre à cet état de

choses, à peine croyable dans un siècle où l'on se pique de vouloir améliorer le sort de l'ouvrier ; il serait cependant facile de remplacer ces huttes ignobles par des espèces de chalets portatifs fournis par les marchands de bois et que l'on transporterait de forêt en forêt au hasard des exploitations.

Cette réforme est rendue d'autant plus nécessaire que les femmes et les enfants suivent les bûcherons en forêt, où ils contribuent eux-mêmes, dans une assez large mesure, à l'exploitation et qu'ils sont les premières victimes de cette promiscuité matérielle et morale.

Elle devra être réalisée par les marchands ou les exploitants, car le bûcheron, vivant en dehors du monde, s'il souffre de sa misère et s'il aspire à en sortir, est trop apathique pour traduire ses plaintes et leur donner une forme. C'est un résigné qui accepte la vie qu'on lui a faite et qui ne pense pas qu'elle puisse se transformer un jour.

Certaines régions ont pourtant assisté à la naissance de revendications bûcheronnes. M. Roblin, dans une thèse sur « Les bûcherons du Cher et de la Nièvre » (1), décrit le mouvement bûcheron dans le Centre et montre comment l'apparition des syndicats a été la cause d'un relèvement général des salaires. Or, si dans nos pays, nous constatons l'existence de cette augmentation des salaires, il nous est

(1) ROBLIN, *Les bûcherons du Cher et de la Nièvre, leurs syndicats*. Paris, 1903.

impossible de l'attribuer à la même cause, aucun syndicat n'y fonctionnant à l'heure actuelle.

Il n'y a pas eu en effet, en Bourgogne, de mouvement bûcheron semblable à celui de la Nièvre et nous n'avons pas connu, comme le département du Cher, des grèves d'ouvriers de bois (1). Néanmoins, en 1893, peut-être sous l'influence du mouvement voisin relaté par M. Roblin, il s'est produit dans la Côte-d'Or une tentative d'organisation syndicale qui devait englober deux importants cantons de bois et dont les centres étaient Saint-Nicolas-les-Cîteaux et Pagny-sur-Saône. Les bûcherons de la forêt de Cîteaux qui, jusqu'alors, ne touchaient que des salaires dérisoires (1 fr. 50 de la pièce, c'est-à-dire de 1 fr. 25 à 1 fr. 75 par jour suivant la saison, travail de la femme compris) ont cherché à s'organiser de façon à pouvoir exiger des patrons une rémunération plus forte et plus juste. Leurs efforts ont été dirigés par un propriétaire de Saint-Nicolas, ancien bûcheron lui-même, et qui avait à cœur les intérêts de ses camarades, M. Molard. Un syndicat fut formé, englobant les villages de Saint-Nicolas, Corcelles, Argilly, Gerland, Villebichot, Broin, Bonnencontre, Auvillars. Un deuxième syndicat, dont le siège serait à Pagny, devait réunir les bûcherons des villages voisins de la Saône. Les statuts du premier syndicat furent déposés le 14 janvier 1894 à la mairie de Saint-Nicolas

(1) ROBLIN, Les grèves des bûcherons du Cher en 1891-92. Article publié dans la revue *Pages libres*, du 10 octobre 1903.

et communication en fut faite à la Préfecture et au Parquet de Dijon.

Ils étaient très favorables aux patrons en ce sens que le syndicat se chargeait lui-même des exploitations forestières et indiquait aux patrons, au moins un mois avant les adjudications de coupes, à quel prix il pourrait entreprendre l'exploitation, ce qui devait permettre une estimation très exacte des frais. Les syndicataires étaient tenus de conserver toujours, sous peine de radiation, une attitude respectueuse vis-à-vis des adjudicataires. En regard de ces avantages consentis, les ouvriers ne réclamaient qu'une légère augmentation des salaires.

Le syndicat à peine formé eût à lutter contre une coalition de marchands de bois et de propriétaires qui considérèrent ce mouvement non comme l'expression d'une organisation professionnelle, mais comme un mouvement d'émancipation sociale qu'il fallait arrêter.

Très habilement, un certain nombre de syndicataires furent circonvenus par des offres de salaires plus élevés (2 fr. 50 la pièce au lieu de 1 fr. 50) ; ils acceptèrent du travail pour la saison suivante, sans consulter le syndicat dont ils cessèrent de faire partie. Cette défaillance regrettable divisa le parti ouvrier et le Conseil d'administration décida de ne pas soutenir la lutte contre les adversaires du groupe, parce que ç'aurait été entretenir la discorde entre les ouvriers. Le syndicat fut dissous au mois d'oc-

tobre 1894, sans avoir fonctionné d'une façon effective.

Au surplus, le but principal qu'avaient poursuivi les organisateurs, c'est-à-dire l'augmentation des salaires, avait été atteint, quoique indirectement. Les propriétaires avaient d'eux-mêmes, pour débaucher une partie des syndicataires, offert des prix raisonnables qui ont été maintenus et généralisés : actuellement, un bûcheron d'habileté moyenne, peut gagner, avec sa femme, du 15 novembre au 1^{er} mai, une somme d'environ 400 francs que la plupart trouvent suffisante.

Les revendications sont éteintes et le mouvement n'a pas abouti, pas plus à Pagny qu'à Saint-Nicolas. Cette tentative d'organisation mérite à peine la qualification de mouvement bûcheron, puisqu'elle est, pour ainsi dire, morte-née. Elle était néanmoins intéressante à signaler, tant pour elle-même que pour le résultat obtenu (1).

Dix ans se sont passés sans qu'elle ait été reprise, et nul syndicat n'existait en Bourgogne jusqu'au mois de mai 1905 : il y a quelques semaines, on nous a signalé la formation d'une association de bûcherons à Bourberain (Côte-d'Or) ; elle est trop récente pour avoir utilement fonctionné, et nous n'en pouvons rien dire.

Nous devons donc constater qu'il n'existe pas en

(1) Renseignements provenant d'une enquête faite à Saint-Nicolas-les-Cîteaux, auprès de M. Molard, ex-président du Syndicat des bûcherons.

Bourgogne, d'organisation ouvrière caractérisée. Cela tient sans doute à ce fait que nos bûcherons sont avant tout des agriculteurs, et qu'ils ne forment pas un corps susceptible d'union et de groupement. C'est donc la rareté des ouvriers de bois et non leur organisation, qui a déterminé, depuis quelques années le relèvement des salaires.

Les salaires (1). — Jusqu'à 1888, un bûcheron touchait, pour abattre, façonner et empiler le taillis, de 2 fr. 10 à 2 fr. 25 la pièce (la pièce s'entend indifféremment d'un moule ou d'une corde de charbon-

(1) Enquête personnelle faite en forêt à Verrey-sous-Salmaise, Saint-Nicolas (Côte-d'Or), Anstrude (Yonne).

Les salaires varient nécessairement avec les difficultés d'exploitation, le rendement des coupes (on paiera davantage un bûcheron dans une coupe où le taillis est malingre que dans une autre où le taillis est élevé, puisque l'ouvrier a plus de peine pour façonner une pièce de même contenance), l'habileté et le travail des ouvriers.

Le bûcheron travaillant à la tâche, son gain est essentiellement variable; il dépend en effet de sa dextérité, de son exactitude et de son ardeur au travail; les chiffres suivants, qui nous sont fournis par M. Villame, le prouvent surabondamment :

I. — Deux bûcherons de La Guerche (Cher) venus travailler dans une coupe de Fontaine-Française (Côte-d'Or) le 3 janvier, sont repartis le 5 mai 1905.

L'un, le sieur Bissonnier, a gagné 430 fr. 40.

L'autre, le sieur Roux Simon, a gagné 387 fr. 30.

Sur quatre mois de séjour, ces bûcherons n'ont pu travailler qu'environ trois mois (soit quatre-vingt-dix jours), la coupe ayant été envahie par la neige pendant trois semaines. Si, à ce cas de force majeure, on ajoute les journées perdues par les dimanches et fêtes, on trouve, en effet, que le travail effectif n'a guère été que de quatre-vingt-dix jours, ce qui correspond à des gains journaliers :

de 4 fr. 75 pour le premier bûcheron,

et de 4 fr. 30 pour le second.

nette). En 1895, dans l'Yonne, les salaires sont plus bas encore : 4 francs par corde de moule (c'est-à-dire 2 francs par moule, la corde de moule équivalant à 2 moules), et 2 francs par charbonnette.

A partir de 1890 pour la Côte-d'Or, de 1895 pour l'Yonne, les salaires s'élèvent graduellement et arrivent à doubler en moins de vingt ans.

Depuis deux ans (1902), les bûcherons sont payés à raison de 3 fr. 50 à 4 francs par moule et par charbonnette, et de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par arbre. A ces salaires, s'ajoutent des profits accessoires : les ramasins (petites branches servant à faire le fagot) leur sont généralement abandonnées, à moins que l'exploitant ne puisse en tirer parti. Le bénéfice est mince, car le bûcheron passe son temps à faire les fagots et n'en trouve pas le placement. Un autre profit, moins illusoire, consiste en la vente des bûches provenant du recépage (opération qui consiste à supprimer l'entaille faite par la hache dans le pied des brins de taillis). Certains bûcherons, trop habiles, exagèrent à dessein, lorsqu'ils coupent, la longueur de l'entaille pour obtenir plus de « trin-

Des ouvriers travaillant dans la même coupe n'ont pas gagné plus de 250 fr., c'est-à-dire moins de 3 fr. par jour.

II. — Une famille de bûcherons, composée du père, de la mère, de 3 garçons âgés de 13, 16 et 18 ans et d'une fille âgée de 15 ans; cette famille vient d'exploiter la coupe dite « Réserve de Talmay » (Côte-d'Or).

D'octobre 1904 à avril 1905, c'est-à-dire pendant sept mois, et y compris trois semaines de neige, les dimanches et fêtes, elle a réalisé un gain de 1700 fr.

quets » (nom donné aux bûches ainsi obtenues), ils arrivent à se faire un moule de bois sur 7, et le vendent 14 francs.

Malgré cette hausse des salaires et la vente des produits qu'on leur abandonne, les bûcherons ne gagnent que de maigres journées : de novembre à mars, leur salaire quotidien ne dépasse guère 2 fr. à 2 fr. 50, et si leur femme les aide, 3 fr. à 3 fr. 50, en mars, 3 fr. 50 à 4 francs.

Les ouvriers employés dans les coupes de pineraies sont payés à raison de 2 fr. 50 par jour l'hiver et de 3 francs à 3 fr. 50 l'été.

La période la plus avantageuse pour les bûcherons est celle de l'écorce, du milieu de mai à la fin de juillet, ils touchent alors 100 francs par 100 bottes d'écorces (façon du bois comprise), ce qui porte leur gain à 3 fr. 50 ou 4 francs par jour ; la femme peut travailler aussi vite et toucher à peu près la même rétribution : nous avons vu un ménage faire, pendant la saison, c'est-à-dire en deux mois et demi, 664 bottes d'écorces, réalisant ainsi un gain de 664 francs, soit une moyenne de 8 fr. 80 par jour. C'est la seule période où des bûcherons puissent quitter leurs coupes en emportant quelques économies et en ne laissant pas une note impayée chez le boulanger.

Protection. — N'étant pas organisés, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes en temps de crise, qu'il s'agisse de maladie ou d'accidents. Ils n'ont, au cas où ils sont blessés au cours de leur travail, que l'action, très illusoire, donnée par l'art. 1382 du

Code civil. La loi du 9 avril 1898 n'a rien changé à cette situation ; elle ne concerne que les patrons et ouvriers d'industrie et non ceux de l'agriculture. Les exploitations forestières rentrent dans la catégorie des travaux agricoles : elles ne sauraient constituer des chantiers au sens de la loi de 1898. Spécialement, les bûcherons sont de véritables entrepreneurs qui, à ce titre encore, ne pourraient se prévaloir, à l'égard des adjudicataires de ces coupes, des dispositions de la loi de 1898 (1).

La Commission des accidents du travail du Sénat a, dans sa réunion du 10 avril dernier, confirmé par son vote la théorie de la jurisprudence, en refusant d'étendre aux exploitations agricoles, y compris les exploitations forestières, la loi du 9 avril 1898. Le journal *Le Bois*, qui enregistre cette nouvelle, la qualifie de victoire. C'est un peu trop se moquer des intérêts des bûcherons, qui mériteraient d'être soutenus davantage.

Les charbonniers. — Les charbonniers diffèrent des bûcherons : 1° en ce qu'ils sont des ouvriers spécialisés ; 2° en ce qu'ils ne sont pas autochtones et par conséquent pas sédentaires ; 3° en ce que leur condition matérielle est supérieure.

1° *Ils sont spécialisés.* — Les charbonniers sont des gens de métier qui, au contraire des bûcherons,

(1) Cour de Nancy (Ch. civ.), 15 décembre 1900.

Tribunal d'Evreux, 9 février 1900.

Cour de Rouen, 11 avril 1900.

En sens contraire : Cour de Paris, 1^{er} avril 1901.

ont besoin de connaissances spéciales pour exercer leur profession. Un bûcheron ne saurait, du jour au lendemain, ni même au bout de plusieurs mois de pratique, se livrer avec succès à la cuisson des charbonnettes. C'est pour cette raison que les deux professions ne se mêlent pas; si les bûcherons ne deviennent jamais charbonniers, il est rare que les charbonniers consentent à couper, sauf l'hiver, saison pendant laquelle on ne carbonise pas.

La population agricole ne peut donc fournir aux exploitants les charbonniers dont ils ont besoin.

2° *Ils sont nomades.* — En Bourgogne, l'Yonne est le seul département où l'on trouve des charbonniers en nombre assez considérable; la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire sont obligées de s'adresser, pour former le contingent qui leur est nécessaire, à la Nièvre, qui en possède plus qu'elle n'en peut utiliser.

Ils forment des équipes organisées et qui sont employées par les marchands de bois au fur et à mesure de leurs besoins; lorsque la carbonisation est terminée dans une forêt, on les envoie dans une autre et ainsi de suite.

3° *Leur condition matérielle est supérieure à celle des bûcherons.* — Ils occupent, dans les exploitations, les baraques qui ont été abandonnées par les bûcherons et ont à peu près la même existence matérielle. Ils sont, cependant, beaucoup moins malheureux, leurs salaires étant plus élevés. Leur gain moyen journalier est de six francs, ce qui représente à peu près le double du salaire moyen d'un bûche-

ron. Il est vrai que leur métier est beaucoup plus pénible ; au moment où leurs fourneaux sont allumés, ils doivent être continuellement debout, la nuit comme le jour, et veiller à ce que les bûches ne s'enflamment pas. Cette surveillance est particulièrement fatigante aux époques de grands vents et surtout de pluie, l'eau surexcitant la combustion d'une façon inquiétante pour le succès de la carbonisation.

Les charbonniers qui viennent de la Nièvre font généralement partie des syndicats qui sont nombreux dans ce département.

Les scieurs de long. — Ils sont, à un plus haut degré que les charbonniers, des ouvriers de métier, nomades et envoyés dans les coupes, en avril, par les exploitants ou les acheteurs de futaie. Leurs salaires sont très rémunérateurs.

Ce sont les seuls des ouvriers des bois qui soient susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi du 9 avril 1898. Il existe, en effet, à l'heure actuelle, des scieries mues par des moteurs mécaniques, qui viennent s'établir dans les coupes ou à proximité, pour débiter les bois de futaie. Les ouvriers qui travaillent dans ces scieries peuvent donc rentrer dans la catégorie des personnes protégées par la loi de 1898.

Par qui la responsabilité des accidents sera-t-elle encourue ? Nous croyons qu'il faut assimiler ces sortes de scieries aux batteuses à vapeur qu'emploient les cultivateurs à la suite des moissons : il

est de jurisprudence constante que, si un accident se produit, ce sont les propriétaires des batteuses qui, étant considérés comme entrepreneurs, sont responsables ; aussi prennent-ils toujours la précaution de s'assurer.

On peut considérer celui qui dirige les scieries en forêt, le « sagard », comme étant, au même titre, un chef d'entreprise, responsable des accidents qui peuvent survenir aux ouvriers qui sont sous ses ordres (1).

En résumé, les propriétaires de forêts ou les marchands de bois auront bien rarement à s'occuper de la loi de 1898 dans leurs relations avec les ouvriers de bois.

Certains d'entre eux, voyant que les tarifs des compagnies d'assurances mentionnaient « les risques forestiers », ont pensé que la loi nouvelle s'appliquait aux exploitations rurales ; ils se sont assurés et paient une prime aussi forte que la prime industrielle : si un accident se produisait, la compagnie d'assurances ne manquerait pas d'exiger la preuve, conformément aux dispositions de l'art. 1382 du Code civil.

(1) M. GUYOT : La loi sur les accidents du travail et son application aux exploitations forestières. *Revue des eaux et forêts*, 1899, p. 465.

TROISIÈME PARTIE

L'UTILISATION DES BOIS

CHAPITRE PREMIER

Les bois de service.

§ I^{er}. — L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET L'EMPLOI DES BOIS

Nous suivrons, dans cet examen rapide de l'utilisation commerciale et industrielle des produits de nos forêts, l'ordre suivant : nous étudierons la manière dont se débitent les bois une fois qu'ils sont abattus, mais nous insisterons particulièrement sur les emplois nouveaux, sur les débouchés possibles qui doivent permettre au commerce des bois de lutter avantageusement contre la concurrence des mines et de la métallurgie, et de sortir du marasme où il est tombé depuis vingt ans.

Nous avons constaté précédemment que les progrès de la science avaient, au cours du xix^e siècle, nécessité un changement radical dans l'aménagement des forêts, qu'à l'heure actuelle une seconde transformation semblait urgente : or, cette évolution économique s'est fait sentir d'une façon non moins intense à la consommation qu'à la production : certaines utilisations industrielles ou commerciales qui assuraient autrefois l'emploi de la majeure partie des

produits de nos forêts, ont disparu ou sont à peu près délaissées.

Le xix^e siècle a vu périliter successivement le commerce des fagots, employés jadis dans les fours de nos campagnes où chacun cuisait son pain, le commerce des charbons qui alimentaient les forges, les hauts-fourneaux, et des écorces qui étaient employées dans nos tanneries ou vendues à l'étranger, la vente des bois de fente (passeaux, échalas, mer-rain), et plus récemment des bois de feu. Il faut chercher à remplacer les anciennes utilisations par des emplois qui répondent mieux aux nécessités de l'heure présente, en un mot, orienter la production vers les besoins nouveaux. Les petits bois ne trouvant plus de débouchés, les bois d'œuvre et d'industrie faisant l'objet de demandes plus fréquentes et mal satisfaites (1), il importe, à l'avenir, de produire beaucoup de bois d'œuvre et le moins possible de taillis. « Faites des arbres gros et longs, l'avenir est à eux », disait en 1899, M. Mathey, dans une communication à la Société forestière de Franche-Comté (2). Mais, en attendant que les propriétaires aient organisé leurs aménagements de façon à suivre ce conseil, il faut trouver une utilisation aux produits actuels et puis il y aura toujours dans les taillis un

(1) A. MÉLARD. De l'insuffisance de la production des bois d'œuvre dans le monde. — Congrès international de sylviculture, Paris, 4 juin 1900.

(2) De l'utilisation industrielle des produits des coupes de taillis sous futaie. — *Revue forestière*, 1889, p. 367.

stock important de petit bois dont on doit assurer l'écoulement.

Il est donc nécessaire, non seulement de changer les aménagements, mais de transformer le mode d'emploi : au lieu de s'obstiner à carboniser tous les petits bois formant les cordes, ne carboniser que les essences pouvant donner un charbon de première qualité, réserver les autres essences pour la consommation des tuiliers, potiers, chauxfourniers et surtout pour les transformations chimiques de la cellulose (usines de carbonisation en vases clos, papeteries), avec ses usages multiples, chercher à convertir la plus grande partie des taillis en étais de mine.

En ce qui concerne les bois de service, tenter de faire concurrence, sur les chantiers maritimes, aux bois étrangers (Tyrol, Hongrie, Autriche, Allemagne et Russie) produire des merrains qui font défaut dans le midi et dans le nord (merrain de brasserie), provoquer les fournitures de bois de wagons pour les compagnies de chemins de fer.

Ainsi dégagé, le marché se relèvera de lui-même, l'équilibre entre la consommation et les besoins se rétablira : les propriétaires et les commerçants ne risqueront plus de ne pas trouver d'emploi pour leur bois, ou de ne le trouver qu'à des conditions ruineuses.

Les bois se divisent en bois d'œuvre et bois de feu ; les bois d'œuvre en bois de service et bois de

travail ou d'industrie ; les bois de feu en bois de chauffage et bois à charbon.

Si nos bois d'œuvre sont restés en dehors de la crise actuelle, il n'en est malheureusement pas ainsi de nos bois de service dont les cours ont sensiblement fléchi depuis 1884. Les chênes sur pied, qui s'enlevaient alors à 70 et 80 francs le mètre cube, au cinquième déduit, ne trouvent plus preneur qu'à 40 et 55 francs. On peut attribuer cette baisse de prix à la concurrence du fer dans les constructions, à l'abaissement du fret maritime et à la préférence donnée par les acheteurs aux très gros arbres qui sont de plus en plus rares : ces grosses pièces sont payées facilement 170 francs le mètre cube en grume, alors que les petits arbres ne dépassent pas 25 à 30 francs le mètre cube et les moyens 40 à 50 francs. Il est facile de remédier à la troisième cause en augmentant énormément les révolutions et en ne coupant les arbres de réserve que lorsqu'ils sont susceptibles de produire les bois demandés par les constructeurs.

Nous étudierons dans les chapitres qui vont suivre s'il n'y aurait pas moyen de parer aux deux premières causes.

Les bois de service, en Bourgogne, sont employés : 1° dans les constructions navales et la batellerie ; 2° dans les constructions proprement dites (charpente) ; 3° dans les mines (étais de) ; 4° par les Compagnies de chemins de fer (traverses).

§ II. — LES CONSTRUCTIONS NAVALES ET L'UTILISATION
DES BOIS

Le service des constructions navales a longtemps approvisionné la majeure partie des chantiers maritimes du Midi ou de l'Ouest de la France, avec des bois provenant de nos forêts, bois qui étaient particulièrement estimés à cause de leur résistance et de leur durée. Tous les ans, des agents spéciaux parcouraient les forêts domaniales, communales et particulières et marquaient les plus beaux arbres de futaie qui étaient réservés pour la marine. Ce privilège qui restreignait dans une certaine mesure les exploitations des particuliers et remontait à l'ordonnance de 1669 avait été étendu aux constructions de canons ; un arrêt du Conseil, du 8 mars 1886, avait en effet autorisé la direction de l'artillerie à marquer, dans les forêts de Bourgogne, les arbres dont elle pouvait avoir besoin.

Le premier privilège s'est exercé jusqu'à 1884, c'est ainsi que la forêt domaniale des Etangs (Saône-et-Loire), fournit encore aux constructions navales 80 mètres cubes en 1880, 142 mètres cubes en 1884. La forêt de Poulans a donné 148, 180, 290 et jusqu'à 416 mètres cubes en 1876. La même contribution était réclamée aux départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne. Mais à partir de 1884, le fer est venu faire au bois une concurrence redoutable et bientôt les chantiers de l'Etat n'ont plus employé que l'acier

pour les constructions navales. Les approvisionnements de bois durs qui existaient dans les arsenaux suffisaient à l'entretien des vieilles unités.

Cette évolution est due à la conception toute récente du cuirassé moderne qui est une forteresse flottante. Dans la construction de ce type de navire, tout est sacrifié à la guerre et au rôle de cette unité dans le combat : on y emploie le moins de bois possible de façon à éviter des incendies qui pourraient compromettre la sécurité de la forteresse.

La marine marchande n'a pas compensé les pertes éprouvées de ce chef : la Bourgogne doit lutter, pour conserver ce débouché, contre la concurrence étrangère, surtout la concurrence allemande : les chemins de fer allemands et autrichiens transportent à des tarifs excessivement réduits les bois du Tyrol, de l'Autriche et de l'Allemagne du centre, qui viennent encombrer nos marchés et nos ports. La Russie commence à y importer également ses chênes qui sont de mauvaise qualité et n'ont pas de résistance, mais sont très prisés parce qu'ils se laissent travailler facilement.

Cette concurrence, préjudiciable à l'écoulement de nos bois de service, avait semblé se ralentir en 1899 : ce n'était, hélas ! que le résultat d'événements extérieurs ; la guerre du Transvaal avait, en augmentant la valeur du fret maritime, déchargé pour un temps le marché intérieur. Mais les conséquences cessant avec la cause, la concurrence des bois étrangers se fait à nouveau sentir. Il est probable que la guerre

russo-japonaise aura les mêmes effets — plus accentués, du reste — que la guerre transvaalienne, et que nos bois de service bénéficieront d'une nouvelle période de prospérité — plus longue, plus appréciable — mais, malgré tout éphémère : ces sortes de crise n'ont qu'une heureuse conséquence ; elles facilitent l'écoulement des bois étrangers accumulés dans les ports ; elles n'ouvrent pas de débouchés nouveaux.

Or, c'est un débouché nouveau qu'il faudrait trouver pour remplacer celui que nous avons perdu : la navigation automobile, ayant besoin de bois durs et résistants, pourra peut-être, quand elle sera vulgarisée, demander à la Bourgogne ses bois de chêne : ce sera surtout la navigation fluviale qui utilisera les excédents de bois de service et qui pourra devenir une industrie locale.

Batellerie. — Jusqu'à cette époque Chalon, et surtout Auxerre, — siège de la Compagnie de transports Havre-Paris-Lyon, — construisaient chaque année un certain nombre de bateaux, mais l'importance de ces chantiers n'est pas considérable et il serait à souhaiter que l'apparition des moteurs automobiles sur les rivières de France, vienne les transformer et créer pour nos bois de service un débouché semblable à celui qui a été ouvert aux sciages par l'industrie de la carrosserie automobile.

§ III. — DES BOIS DE CHARPENTE

Les bois de charpente ont eu à lutter depuis quelques années contre une double concurrence, la concurrence du fer et celle des bois étrangers.

1° *Le fer.* — Séduits par l'économie et la solidité des traverses métalliques, les constructeurs ont tenté de les substituer aux anciennes charpentes. Il en est résulté une gêne très accentuée qui, heureusement, n'a pas duré, le fer n'ayant pas comblé les espérances que l'on fondait sur lui : les traverses métalliques manquent en effet de souplesse, sont dangereuses en cas d'incendie, n'ont pas une durée indéfinie et ne sont en réalité pas plus économiques. Les bois de charpente ont donc vite reconquis la première place et sont, plus que jamais, en faveur dans les constructions actuelles.

2° *L'étranger.* — Mais la concurrence étrangère subsiste : les bois allemands, suédois, américains et particulièrement les chênes de Russie quoique inférieurs aux nôtres en qualité et en résistance ont fait baisser d'une façon très sensible nos bois de charpente qui ne trouvent plus preneur qu'à 40 ou 50 francs le mètre cube (au 1/5 déduit) au lieu de 70 et 80 francs il y a vingt ans.

La Bourgogne doit compter également avec la concurrence que lui font, en France même, les sapins des Vosges et du Jura.

Ne consommant plus sur place une partie de ses

gros arbres, employés autrefois à la construction des pressoirs, aujourd'hui transformée, ou aux constructions proprement dites suspendues au moins dans les campagnes par suite de la crise agricole et vinicole, elle doit envoyer ses charpentes dans les villes, à Paris, à Lyon, et elle y subit beaucoup plus les effets de la concurrence.

La Compagnie P.-L.-M. achète sur place des douelles pour la confection des wagons neufs, des frises et des brancards sans nœuds ni cœur, cubés au $1/4$ qu'elle paie de 90 à 120 francs le mètre cube.

La Bourgogne possède un mode de cubage spécial : dans la majorité des régions, le cubage se fait au $1/5$ déduit, ce qui donne un volume sensiblement égal à la moitié (53,3) du volume cylindrique.

Les résultats du cubage s'exprimant en stères et décistères, au lieu de mètres et décimètres cubes. Dans certaines localités, on emploie encore l'expression « solive ».

Les bois qui doivent être exportés sont équarris à la hache dans les coupes afin de simplifier leur transport. Le toisage se fait à l'équerre suivant l'usage de Paris, et au moyen des tarifs Cordoin pour l'Yonne et le Morvan, et du tarif Didier Goyard pour la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire.

Sections de mesurage. — Lors du mesurage à l'équerre, les dimensions d'équarrissage sont prises au milieu des pièces, sur les deux côtés les plus fai-

bles des faces opposées, d'arête en arête et le trait toujours couvert.

Conditions de livraison. — Les longueurs se mesurent sur pièces affranchies d'abatages, racines et fausses coupes. La fourniture de 4 au cent, à titre de remise, est reconnue d'usage pour le commerce des bois à Paris ; cette remise n'a pas besoin d'être stipulée, elle est tacite et s'acquiert de plein droit.

Les bois doivent être de qualité loyale et marchande. Les réductions pour malandres sont discutées au moment de la réception et fixées d'après leur importance ; elles portent sur la longueur et sont, en général, d'un mètre pour chaque malandre, nœud vicieux ou courbure (1).

§ IV. — DES ÉTAIS DE MINE ET DES TRAVERSES DE CHEMINS DE FER

Les étais de mine. — C'est, de tous les débouchés offerts à nos petits bois, le plus sérieux et le plus avantageux : Aussi les exploitants doivent-ils chercher, en combinant les assortiments suivant les demandes des mines du Centre et du Nord, à convertir en étais la plus grande partie des coupes de taillis sous futaie (2) ; c'est également un débouché considérable pour les propriétaires de pineraies, qui pourront écouler ainsi la majeure partie de leurs

(1) Renseignements fournis par M. Mathey.

(2) Une corde de charbonnette (3 st. 1/2) qui vaut à peine 9 fr., peut produire, façonnée en étais, 18 ou 20 fr.

jeunes arbres et remédier à la mévente dont ils se plaignent.

Les mines, par l'emploi des étais, de même que les chemins de fer, par l'emploi des traverses, compensent dans une certaine mesure, les pertes qu'elles ont fait subir au commerce des bois par la concurrence de la houille dont les chemins de fer ont permis l'usage universel.

Houillères de Bourgogne (1). — Les houillères du Creusot consomment de 200 à 250.000 étais par an, celles du Montceau plus de 1.000.000 : nos forêts, à elles seules, fournissent au moins la moitié de ce stock considérable. La consommation varie suivant l'allure de l'extraction, mais on peut admettre, bien qu'elle présente des différences d'une année à l'autre, qu'elle est assez régulière.

Dans ces houillères, on emploie des étais de toutes essences, mais surtout de chêne et de sapin.

Le Creusot utilise particulièrement les bois feuillus dont il s'approvisionne dans les forêts voisines du Morvan. Il ne débite pas les bois lui-même et demande des bois tout préparés de longueur déterminée, parce que ses galeries sont de type uniforme. Parmi les résineux, il préfère le pin noir; les pins laricio et veymouth se consumant trop vite dans les galeries humides (2).

(1) Renseignements fournis par M. Derain, chef des approvisionnements généraux du Creusot.

(2) Observation faite par M. Derain.

Montceau, essentiellement minier, possédant des galeries nombreuses, de types divers, et consommant une quantité considérable de bois, se montre moins difficile : il prend tous les résineux sans distinction d'essence, il offre aux vendeurs des facilités plus grandes en acceptant des perches entières qu'il débite suivant ses besoins : les rémanents sont utilisés pour la réparation de l'outillage d'extraction.

A part ces légères différences, les conditions imposées aux vendeurs sont identiques : les bois doivent être de coupe fraîche, droits, sains, ni échauffés, ni gelés, ni fendus, ni piqués, peu chargés d'aubier, en un mot exempts de toutes tares ; les étais de chêne sont livrés entièrement écorcés et l'écorcement est fait au mouvement de la sève ou à la plane. Ils doivent provenir principalement de billes de pieds de jeunes modernes et de taillis, mais on accepte aussi les étais fabriqués avec des branches d'arbres, à conditions que ces derniers ne soient ni vieux, ni usés. Les nœuds sont abattus, et l'éboutement, qui est fait à la scie aux deux extrémités, présente une section perpendiculaire à l'axe ; toutefois, il est toléré une courbure dont l'arc a une flèche qui ne doit pas être supérieure au diamètre de l'étais.

Les prix des étais suivent généralement les cours des bois de moule et, comme toute marchandise, les effets de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation. Ils varient donc fréquemment d'une année à l'autre. Actuellement (1905) les houillères paient à peu près :

L'étau de chêne de	9 à 10	centimètres de diamètre au petit bout,	0.20
—	11 à 13	— —	0.30
—	14 et plus	— —	0.45
L'étau de sapin de	11 à 13	— —	0.17
—	14 et plus	— —	0.33

le mètre courant, rendu dans les houillères.

Les houillères fixent des délais de livraison : elles accordent en général un an, du 1^{er} août au 31 juillet de l'année qui suit la commande. Les bois non livrés à cette date peuvent être refusés. Tous les bois ne remplissant pas les conditions ci-dessus indiquées sont laissés pour compte au vendeur qui doit solder les frais de transport.

Le paiement a lieu à 30 jours sous escompte de 2 %, après réception définitive dans les houillères.

On ne traite pas au-dessous de 2.000 ou 4.000 étais suivant que les livraisons sont faites par wagons ou par bateaux.

Houillères du Nord (1). — Les mines du Nord se contentent de bois plus petits et acceptent volontiers les cuisses de branchage, de sorte qu'il est facile de transformer en étais non seulement les perches de taillis, mais encore les branches de gros chêne, qui étaient autrefois exclusivement employés par la carbonisation et le chauffage. La valeur moyenne de ces étais est de 6 à 7 francs le stère rendu sur wagon ou bateau départ : la façon pouvant s'élever à 1 franc 50, l'exploitant réalisera un

(1) Renseignements fournis par M. Mathey.

produit net de 3 à 4 francs par stère; défalcation faite du charroi, soit 10 à 12 francs par 3 stères un tiers, c'est-à-dire par corde au lieu de 8 francs, prix du volume équivalent façonné en charbonnette.

Les houillères du Nord prennent des étais variant de 0 mètre 46 à 0.13 de circonférence au milieu et de 2.50 à 1 mètre de longueur, avec une courbure tolérée de 0.04 à 0.07.

Ces étais doivent être blanchis sur 4 faces, sauf l'aulne, le tilleul, le marsault et les fruitiers. Cette opération se fait au moyen d'une griffe très coupante qui détache l'écorce par lanières.

Les traverses de chemin de fer.

La fabrication des traverses de chemin de fer a heureusement influé sur le débit de nos exploitations forestières :

1° Elle a permis de débarrasser nos coupes et nos scieries d'une masse de petits arbres de placement difficile et désavantageux ;

2° Elle tend, depuis la découverte du créosotage, à augmenter de plus en plus l'emploi du hêtre comme bois de service et à dégager ainsi le marché des bois de feu qui, seul, acceptait cette essence considérée, à tort, comme impropre à tout usage industriel. Actuellement, tous nos foyards, dès qu'ils atteignent 0^m 90 de tour, sont débités en traverses à des prix beaucoup plus avantageux que jadis, lorsqu'ils étaient convertis en moule ;

3° Elle a rendu au chêne un service analogue, en employant les bois qui ne sauraient donner du mer-rain et qui étaient également livrés au commerce du chauffage ;

4° Elle a l'avantage de ne produire que des déchets peu importants qui valent encore de 15 à 20 francs par cent billes. Les rebuts sont utilisés par les tramways et les mines ou débités en lattes et parquets ;

5° Elle devrait laisser aux exploitants, étant donné la modicité du prix de revient (fabrication, 0 fr. 75 + transport, 0 fr. 40 + réception et manutention, 0 fr. 10 + rabais pour les rebuts, 0 fr. 15 = 1 fr. 40 environ, par traverse), un bénéfice appréciable, environ 25 fr. par mètre cube pour le chêne et 20 fr. pour le hêtre (on obtient en effet une moyenne de sept traverses par mètre cube pour le chêne, de huit pour le hêtre : en admettant que la valeur respective de ces billes soit de 4 fr. et 3 fr., le mètre cube ressort bien à 4 fr. — 1 fr. 40 = 2 fr. 60 $\times$ 7 = 18 fr. 20 pour le chêne, et à 3 fr. — 1 fr. 40 = 1 fr. 60 $\times$ 8 = 12 fr. 80 pour le hêtre) (1).

Le rendement varie néanmoins avec l'essence, la grosseur des arbres, les dimensions de la traverse et surtout l'habileté du débitant.

La consommation des traverses en bois a suivi le développement des voies ferrées et, depuis 1852, a

(1) Avec les derniers prix payés par la Compagnie de Lyon, le commerce vend sur le pied d'achat : il ne peut rien gagner.

crû dans des proportions considérables. Malheureusement, cette augmentation de la demande n'a pas été suivie d'une augmentation des prix qui sont au contraire en baisse. D'une part, beaucoup de pays comme la Suisse, réservent leurs fournitures à leurs nationaux, de l'autre, le marché des traverses est encore sous l'influence d'une crise ou plutôt d'une panique qui s'est fait sentir en 1903 : on avait alors prétendu que les Compagnies songeaient à substituer aux traverses de bois des traverses métalliques beaucoup plus économiques, semblait-il, en raison de leur durée indéfinie. Or, cette substitution est matériellement impossible, parce qu'on ne peut obtenir avec le fer des assemblages résistants ; sous l'influence du roulement, les attaches métalliques se relâchent, les rails n'étant plus maintenus se déplacent, provoquent une usure rapide et bien autrement coûteuse du matériel roulant ; de plus leur disjonction pourrait produire des accidents graves. Les Compagnies ont pu faire des essais, mais elles ont vite connu les inconvénients que nous signalons : elles ont abandonné l'idée de cette substitution dangereuse et peu économique.

Le commerce des bois peut donc être assuré de conserver cet important débouché qui assure à la Bourgogne le placement de ses nombreux bois de chêne et de hêtre. Le chêne a été longtemps préféré au hêtre à cause de sa solidité et de sa durée ; mais le traitement à la créosote a donné aux traverses de hêtre une résistance égale à celles de chêne, et le

hêtre tend à devenir, en raison de son bas prix, de sa cohésion et de sa facile pénétration par les substances antiseptiques, l'essence de l'avenir pour la fabrication des traverses. Sa durée normale qui était de deux ans seulement, à l'état naturel, s'est élevée à trente ans, sur les grandes voies, après injection. Elle devient supérieure à celle du chêne qui s'affaisse sous la pression et se décompose mécaniquement au bout de 12 à 13 ans sans être pourri (1).

La Bourgogne fabrique des traverses principalement pour deux grandes Compagnies de chemins de fer français : le Paris-Lyon-Méditerranée et l'Orléans ; elle possède également la clientèle de la Belgique.

Les Compagnies du Nord et de l'Est emploient beaucoup de bois étrangers, des chênes de Pologne, par exemple, qui ont nécessité, pour l'Est spécialement, la réfection d'une partie des voies au bout de quinze ans.

La livraison des traverses est soumise à des conditions générales et particulières.

Conditions générales.

Qualité des bois. — Les bois doivent être parfaitement sains et de bonne qualité (sans piqûres, pourritures, malandres, fentes, gerçures, nœuds vicieux ou autres défauts), de grain dur et de fibres serrées, de pénétration antiseptique facile.

(1) Voir l'article de M. DE GAIL : Traverses de chemins de fer en chêne et en hêtre (*Revue des forêts*, 1898, p. 400).

Epoque d'abatage. — Les bois employés doivent être abattus en bonne saison, soit du 15 octobre au 15 mars pour le chêne, du 1^{er} novembre au 1^{er} mai pour le hêtre. Les traverses présentées deux ans après la coupe, ne sont pas acceptées.

Réception. — La réception provisoire se fait aux lieux de livraison. Elle n'est définitive qu'un certain temps après l'achèvement de la fourniture : les Compagnies se réservent ce délai afin de pouvoir refuser, après un deuxième examen, les traverses de mauvaise qualité dont les défauts n'auraient pas été remarqués tout d'abord.

Frais divers. — Tous les frais de transport, chargement, empilement, sont à la charge du fournisseur.

Conditions spéciales.

Compagnie P.-L.-M. — Les traverses employées par le P.-L.-M., dites traverses lyonnaises, se divisent en :

A. Traverses équarries, en chêne et hêtre, offrant les dimensions suivantes :

Chêne	{	longueur . 2 ^m 60		Hêtre	{	longueur . 2 ^m 60
		largeur . . 0 ^m 21				largeur . . 0 ^m 21
		épaisseur . 0 ^m 14				épaisseur . 0 ^m 15

B. Traverses demi-rondes, en chêne et hêtre, offrant comme dimensions :

Chêne	{	longueur . 2 ^m 60		Hêtre	{	longueur . 2 ^m 60
		largeur . . 0 ^m 28				largeur . . 0 ^m 30
		épaisseur . 0 ^m 14				épaisseur . 0 ^m 15

Formes. — Sur la face de pose, il n'est toléré aucune flèche réduisant la largeur au-dessous de 0^m 20 pour les traverses équarries, 0^m 27 pour les demi-rondes en chêne, et 0^m 29 pour les demi-rondes en hêtre.

La face de sabotage doit avoir, de part et d'autre du milieu de la traverse et à 0^m 50 de ce milieu, sur une longueur de 0^m 50 au moins, une largeur minima de 0^m 12; cette largeur est portée à 0^m 14, si la flèche ne se trouve qu'à un angle.

Conditions diverses. — La Compagnie refuse toutes les traverses qui n'ont pas les dimensions requises, celles qui sont fendues sur toute leur épaisseur ou toute leur largeur, celles dont les fibres seraient taillées de biais et sous une inclinaison supérieure à un dixième de la pièce. Elle tolère une courbure de 0^m 13 en flèche.

Livraisons. — Les quantités livrées dans l'une des gares du réseau, du 1^{er} janvier au 30 juin, doivent atteindre au moins le tiers de la fourniture totale.

Paiements. — Les paiements ont lieu mensuellement avec une retenue de garantie d'un dixième.

Le volume des traverses lyonnaises varie de 0^{mc} 76 à 0^{mc} 102 pour le chêne et de 0^{mc} 082 à 0^{mc} 117 pour le hêtre. On en compte 6 au mètre cube réel. Les prix moyens, payés pendant les cinq dernières années, ont été de 4 fr. 10 pour les traverses en chêne et de 3 fr. 25 pour celles en hêtre. En 1903, on a livré le chêne à 3 fr. 90 pièce; c'est un prix dérisoire, d'autant plus que la Compagnie s'est montrée très

exigeante à la réception : livrer la traverse de chêne au-dessous de 5 francs, et la traverse de hêtre au-dessous de 3 fr. 50, c'est avilir tous les cours des bois de service et risquer d'accentuer la crise qui pèse sur lui.

Compagnie d'Orléans. — La Compagnie d'Orléans n'emploie que des traverses en chêne d'une seule espèce, dites « intermédiaires ».

<i>Dimensions.</i>	{	longueur. . . .	2 ^m 65		
		largeur. . . .	0 ^m 15	0 ^m 17	0 ^m 18
			0 ^m 21	0 ^m 21	0 ^m 26
		épaisseur . . .	0 ^m 13 et 0 ^m 14		

Formes. — Les faces inférieures et supérieures doivent être parfaitement dressées et planes, la face inférieure équarrie à arêtes vives, les faces latérales taillées d'équerre sur 0^m 10 au moins de haut et présentant le bois de cœur à nu sur une hauteur minima de 0^m 05, à partir de la base et sur toute la longueur de la traverse ; la face supérieure avec un découvert de cœur d'au moins 0^m 12 de largeur.

On tolère une courbure dont la flèche ne doit pas dépasser 1/30 de la longueur de la traverse.

Réception. — Le bois doit être entièrement écorcé. La Compagnie refuse toutes les traverses qui ne présentent pas exactement les dimensions requises.

Le vendeur doit livrer sur wagons et payer le transport par voie ferrée jusqu'au point désigné pour la livraison par l'ingénieur en chef de la Compagnie.

Paiements. — 9/10 à la réception, 1/10 après le délai de garantie.

Les traverses de l'Orléans cubent 0^{me}067, 0^{me}071, 0^{me}078. On en compte 8 à 9 au mètre cube réel. Les prix moyens sont de 6 francs pour les traverses en chêne créosotées aux frais du fournisseur, la créosote étant fournie par la Compagnie ; de 4 fr. 25 pour celles en chêne non créosotées et de 2 fr. 75 pour celles en hêtre non préparées.

Chemins de fer de l'Etat belge. — Les chemins de fer de l'Etat belge prennent des traverses demi-rondes en chêne blanc ou en hêtre à cœur blanc.

Dimensions : a) Billes pour voies normales.

Longueur : 2^m60 à 2^m70, avec 1/5 au plus en 2^m50 à 2^m60.

Largeur : 0^m28 fort.

Epaisseur : 0^m14.

b) Billes pour voies secondaires.

Longueur : 2^m60 à 2^m70, avec 1/5 au plus en 2^m50 à 2^m60.

Largeur : 0^m26 fort.

Epaisseur : 0^m13.

On admet comme équivalentes aux billes demi-circulaires du type 0^m28 × 0^m14, les billes plates ayant une largeur d'au moins 0^m28 et une épaisseur minima de 0^m13, à condition que la surface supérieure, sciée parallèlement à la face inférieure, ait sur toute la longueur, une largeur d'au moins 0^m13

de bois parfait. Sont de même considérées comme équivalentes aux billes demi-circulaires du type $0^m26 \times 0^m13$, les billes plates ayant une largeur d'au moins 0^m26 et une épaisseur minima de 0^m12 , à condition que la face supérieure soit sciée parallèlement à la face inférieure et qu'elle présente, sur toute la longueur, un découvert de bois de cœur d'au moins 0^m12 .

On tolère une courbure dont la flèche ne dépasse pas 0^m03 . On exclut les billes présentant deux courbures en sens différent.

Boulonnage. — Toutes les billes en hêtre doivent être boulonnées aux deux têtes après sciage et façonnage. Les boulons ont $10 \text{ }^m/m$ de diamètre avec deux flottes carrées de $40 \times 4 \text{ }^m/m$, ils sont placés à 10 centimètres des extrémités de la traverse et à environ 4 centimètres au-dessous de la face d'appui. Ce boulonnage qui revient à environ 0.85 par bille est à la charge du fournisseur.

Autres conditions. — Les traverses doivent être de qualité et de dimensions au moins égales aux échantillons déposés dans les bureaux de réception — exemptes de toutes tares. — On admet les pièces ayant de l'aubier sur les quatre faces, pourvu que les deux arêtes de la face inférieure ne soient pas logées complètement dans l'aubier, mais elles doivent être parfaitement écorcées et proprement façonnées sur tout leur pourtour demi-circulaire.

Soumissions. — Les soumissions doivent être adressées par lettres recommandées à M. l'Adminis-

trateur des Voies et Travaux, 11, rue de Louvain, à Bruxelles.

Le Ministre se réserve, outre le choix de l'essence, celui de l'équarrissage : 28/14. et 26/13, quant aux offres qui seront déposées pour la fourniture de billes en chêne ou en hêtre, avec la faculté d'adjuger à un même concurrent des traverses de plusieurs essences ou équarrissages.

Toutefois les adjudicataires de billes en chêne de 28/14 seulement auront la faculté de remplacer 20 % au maximum de la quantité adjugée par des traverses de 26/13. En cas de substitution, le prix accepté par bille de 28/14 sera réduit de 0 fr. 75 pièce.

Lieux de livraison. — Chantiers de créosotage de Gand, Ostende, Flawinne et Libramont.

Réception. — La réception est faite par les agents de l'Etat dans les chantiers spécifiés ci-dessus. Elle peut s'opérer en France, préalablement à l'expédition, sous le contrôle d'agents spéciaux, en général commissionnés par les grands fournisseurs. Cette réception est très sévère et toute pièce qui ne passe pas au gabarrit est impitoyablement refusée.

Frais. — Le transport aux lieux de livraison est à la charge du soumissionnaire. Il en est de même des frais d'entaillage et de déchargement évalués à 0 fr. 22 par traverse.

Cautionnement. — On exige un cautionnement de 0.25 par bille.

Paievements. — Les billes sont achetées à la pièce ;

les paiements se font à 3 mois ou à 30 jours avec 2% d'escompte.

La traverse belge cube de 0 m. c. 0.088 à 0 m. c. 102. On en compte 6 ou 7 au mètre cube réel. La valeur, non compris le créosotage, est d'environ :

5 fr. 85	pour les billes en chêne demi ronde de 14/28		
5 fr. 10	—	—	13/26
4 fr. 87	—	en hêtre	14/28
4 fr. 23	—	—	13/26

Le créosotage revient à 0 fr. 50 par bille de chêne et à 1 fr., 1 fr. 25 par bille de hêtre.

Traverses belges, dites vicinales. — Les chemins de fer vicinaux belges emploient des traverses demi-rondes ou rectangulaires en chêne de bonne qualité, d'assiette bien plane sans défauts quelconques.

Dimensions : a) Billes demi-rondes.

Longueur : 1^m80 avec une tolérance de 0^m10 à concurrence de 1/5.

Largeur : 0^m24.

Epaisseur : 0^m10.

b) Billes rectangulaires ou plates.

Longueur : 1^m80 avec une tolérance de 0^m10 à concurrence de 1/5.

Largeur : 0^m20.

Epaisseur : 0^m10.

On admet une flèche de 0^m03 sur chacune des arêtes supérieures, mais on exige, sur la face supérieure un découvert de cœur de 0^m14 au moins.

On admet en outre jusqu'à concurrence de 10 % de la fourniture : 1° les billes ayant au minimum 0^m12 de découvert, 0^m12 d'épaisseur et 0^m18 à la base.

2° Les billes ayant un découvert de 0^m16 sur la face supérieure et de 0^m16 à la base, 0^m12 d'épaisseur et 0^m22 au milieu.

Le prix de ces traverses vicinales varie de 1 fr. 90 à 2 fr. 40 la pièce.

CHAPITRE II

Bois de travail ou d'industrie.

§ I^{er}. — CLASSIFICATION DES BOIS DE TRAVAIL

Les bois de travail, ou plus exactement les bois à œuvrer, sont les seuls qui se soient maintenus en dehors de la crise qui pèse sur la production forestière : d'une part, les progrès de la civilisation qui ont permis de substituer aux bois de service les métaux, aux bois de feu, la houille et ses dérivés, ne pouvaient pas influencer sensiblement sur la consommation des bois à œuvrer, parce qu'il est des besoins qui ne changent pas et que ces besoins nécessitent l'emploi du bois à l'exclusion de toute autre matière. D'autre part, la quantité de bois à œuvrer est nécessairement limitée : si l'on peut faire du bois de chauffage, du charbon, avec des arbres de tout âge et de toutes espèces, on ne peut fabriquer certaines marchandises qu'avec des bois de dimensions, de qualités et d'essences déterminées ; ces conditions nécessitent une sélection qui produit la rareté : les bois à œuvrer étant rares et leur demande n'ayant pas diminué, leurs prix se sont maintenus.

Les bois à œuvrer se divisent en bois de travail pour ouvriers et bois de fente :

1° *Bois de travail pour ouvriers.* — Le débit et l'emploi de ces bois ont été marqués par une double évolution.

Débit. — Autrefois, les bois de travail à livrer aux ouvriers des différents métiers étaient façonnés sur le parterre des coupes par des sciages à la main. Les progrès réalisés dans le mécanisme ont fait abandonner complètement cette façon de procéder. Les planches sont débitées dans des scieries mécaniques, les arbres en grume (1) sont sciés une fois arrivés à destination, chez les particuliers ou les charrons.

Emploi. — Les sciages étaient livrés à des ouvriers qui travaillaient généralement pour eux-mêmes, isolément ou par groupes.

Certains de ces groupes allaient même s'installer en forêt exercer leur métier sur place et se portaient de coupe en coupe au hasard des exploitations : en Bresse, les chantiers de sabotage en plein bois étaient fréquents et attiraient pour sept ou huit mois de l'année un nombre considérable d'ouvriers auvergnats.

Le travail se faisait plus généralement dans les villages situés à proximité des bois.

Actuellement, ces artisans, espèces d'ouvriers en

(1) Grume (bois en) : se dit du bois qui a encore son écorce, qui n'est pas équarri.

BAUDRILLART, *op. cit.*, tome II, p. 243, au mot *grume*.

chambre, sont éliminés par la grande industrie et tendent de plus en plus à disparaître. Ils quittent leurs sommaires installations pour venir travailler dans les usines où la division du travail leur fait perdre leur qualité d'ouvrier de métier.

Mode de débit: Débit en plots, usage de Bourgogne (1). — En Bourgogne, les essences forestières sont débitées en plots (grumes dans toute leur largeur, planches avec flâches et aubier. Tronce reconstituée après le sciage sans qu'aucune pièce puisse en être retirée).

Ce débit est spécial à la Bourgogne, à la Bresse et au Lyonnais où il se pratique depuis un temps immémorial. C'est le plus facile à conduire et le plus avantageux pour les scieurs, car il ne laisse de déchet que la perte provenant du trait de scie.

Il convient pour les chênes de moyenne grosseur et pour le frêne, l'orme, le hêtre et le sapin chez lesquels cœur et aubier ont même emploi.

Ces sciages exigent des soins particuliers pour éviter qu'ils se gercent et se fendent en séchant. Il faut les empiler à l'ombre et à l'abri des courants d'air sur des lattes régulièrement espacées de façon à éviter le gauchissement des planches (2).

Les sciages ont des emplois très divers et s'appliquent, outre le chêne, au hêtre (meubles), au frêne,

(1) *Débit en plots* : La bille sur pied découpée généralement au premier gros nœud et sciée au trait.

(2) Renseignements fournis par M. Mathey.

à l'orme, à l'érable (carrosserie et charronnerie), au tremble et au peuplier (planches, volige), au cerisier (menuiserie et ébénisterie).

La Bourgogne vend ses sciages de chêne pour la fabrication des traverses de chemins de fer (ateliers de la Buire et d'Oullins près de Lyon), des pressoirs, des cuves et foudres, des parquets — ses sciages de bois blancs pour emballage — ses sciages de sapin, de mélèze, d'épicéa, de pin pour planches et échalas, — ses sciages de hêtre, de bouleau pour sabotage, chaiserie, — ses sciages de charme pour carrosserie ordinaire et carrosserie automobile.

Nous examinerons quelques-unes des industries locales qui font usage de sciages : la chaiserie, le sabotage, la carrosserie.

§ II. — LA CHAISERIE

La fabrication des chaises se pratique principalement en Saône-et-Loire, à Tournus, où l'on compte encore de nombreux ouvriers chaisiers et dans plusieurs communes de la Bresse (Préty, Lacrost, La Truchière, Cuisery, Rancy, Jouvençon, Bantanges). A Tournus, les ouvriers sont spécialisés. Dans les villages qui environnent Louhans, les paysans qui s'adonnent à cette industrie sont des cultivateurs qui utilisent leurs loisirs et ne travaillent que l'hiver.

Tournus produit environ 800 douzaines de chaises dont les 7/10 sont fabriquées en noyer, 2/10 en hêtre,

1/10 en frêne. Les villages bressans produisent à peu près la même quantité.

L'ouvrier chaisier peut monter trois ou quatre chaises par jour et reçoit de 0 fr. 75 à 1 fr. par chaise : son salaire quotidien varie donc de 2 fr. 25 à 4 fr. suivant son habileté et le cours de la chaiserie.

Les femmes sont employées pour le paillage : une femme peut pailler deux ou trois chaises par jour à raison de 0 fr. 45 pièce, soit un salaire moyen de 1 fr. 15.

Il se tient à Tournus un marché spécial pour l'écoulement de ces produits qui sont vendus :

la chaise en hêtre de 20 à 34 fr. la douzaine

— en noyer de 30 à 36 fr. —

— ronde en noyer de 45 à 48 fr. —

Les chaises du Louhannais ne valent que de 17 à 18 fr. la douzaine (1).

§ III. — L'INDUSTRIE DES GALOCHES ET DES SABOTS (2)

L'industrie des galoches, très répandue dans quelques départements limitrophes (l'Aube : Gye, la Haute-Marne : Auberive et Chateauvillain, la Haute-Saône : Barges) n'est représentée en Bourgogne que par une usine située à Voulaines (Côte-d'Or), sur la lisière de la forêt de Châtillon et appartenant à

(1) Documents fournis par M. Gaudet.

(2) Renseignements provenant d'une enquête faite à Voulaines, auprès de M. Vincent, industriel.

M. Vincent. Elle est plus ancienne que toutes ses voisines : c'est la première des fabriques de semelles à la mécanique qui ait existé en France. Elle a été fondée il y a quarante ans environ, et est installée sur l'Ource, dans des bâtiments où se trouvait autrefois un moulin et antérieurement une forge. Elle a utilisé pendant longtemps les sciages de noyer qui lui étaient fournis par le département de la Côte-d'Or, mais cette essence étant devenue très rare, à la suite des achats faits par l'Allemagne pour la fabrication des crosses de fusils de guerre, et son prix d'achat ayant plus que doublé, on l'a remplacée par le hêtre, qui provient des bois avoisinants, surtout des forêts domaniales de Châtillon, de Lachaume et des bois communaux les plus proches.

La fabrique produit annuellement cent cinquante mille paires de semelles, qui sont vendues aux galochiers de Rouen, Troyes, Dijon et Saint-Etienne.

Le prix de revient du bois étant de 40 à 45 francs le mètre cube rendu à l'usine, et les frais de fabrication de 0 fr. 10 à 0 fr. 12 par paire, les bénéfices peuvent varier entre 10 et 20 %.

Les ouvriers employés sont spécialisés, ils vivent uniquement de leur salaire et possèdent en général leur maisonnette avec un jardin qu'ils entretiennent soigneusement.

Ils sont plus heureux que les sabotiers qui forment en Bourgogne une des dernières catégories d'ouvriers de métier qui aient subsisté dans les campagnes. Ces ouvriers, disséminés dans les villages,

fabriquent à la main des sabots qu'ils revendent à d'autres sabotiers plus fortunés habitant ordinairement la ville et qui font le commerce. Ils emploient de préférence le hêtre, quelquefois le saule, le peuplier et le marronnier : aux environs de Louhans, ils ne se servent que du bouleau. Le prix de revient des bois à sabots est inférieur à celui des bois à galoches, parce qu'on peut se servir pour la fabrication des premiers de petits arbres ou d'arbres défectueux et parce que les essences comme le saule, le bouleau dont c'est à peu près le seul emploi possible, sont livrées à des prix très réduits. Néanmoins, le gain quotidien de ces artisans ne dépasse pas les salaires des ouvriers des usines de galoches, parce que le bénéfice est absorbé par les intermédiaires.

§ IV. — LA CARROSSERIE (1).

La carrosserie est une industrie de luxe qui favorise le maintien des prix élevés pour certaines essences de bois légères et résistantes, employées à l'exclusion des autres et qui sont très abondantes en Bourgogne : ce sont en particulier le frêne, l'orme, le noyer, l'acacia et le hêtre. Jusqu'à ces dernières années, elles ne servaient qu'à la construction des voitures ordinaires et la consommation n'en était pas très considérable. Les progrès réalisés par l'in-

(1) Renseignements fournis par M. Cottereau, industriel à Dijon.

industrie automobile ont fourni à ces bois un débouché nouveau et en permettant leur utilisation par les nombreuses usines qui se sont montées en France. La Bourgogne y trouvera un placement avantageux pour ses *bois de frêne très réputés*, ses ormes et ses noyers, qui seront très goûtés à Paris pour leur finesse et leur résistance. A Dijon, la maison d'automobiles Cottureau et C^{ie} fait déjà une consommation assez considérable de bois de sciage pour sa carrosserie automobile.

Elle emploie le frêne, l'orme et le hêtre pour les bases de caisse, le noyer pour les panneaux, l'acacia pour les roues. Ces bois se vendent : le noyer à raison de 200 francs le mètre cube, le frêne de 100 et 110 francs, le hêtre et l'orme de 70 et 80 francs suivant les qualités. Ils doivent être livrés en plateaux de 0 mètre 60 à 0.85 ou en grume, exemptes de toutes tares : ils seront refusés quand ils seront reconnus ronceux, roulés, trop noueux ou tordus.

Depuis le développement de l'industrie automobile, les essences telles que le frêne et l'orme ont augmenté de valeur, le prix du noyer a doublé.

En raison de l'usure très rapide de ces carrosseries et de la très grande faveur dont jouit le sport automobile dans le public, ce débouché sera pour nos sciages de frêne surtout un débouché d'avenir.

§ V. — BOIS DE FENTE

Au contraire des bois de sciage, les bois de fente se débitent en forêt, où les ouvriers peuvent, en choisissant les essences convenables, tirer un meilleur parti des coupes en exploitation et débiter plus facilement les bois alors qu'ils sont encore verts.

La Bourgogne emploie elle-même une masse de bois de fente pour la confection des échalas et des piquets destinés à élever la vigne; pour la fabrication des vases servant à faire cûver les raisins, à loger et à transporter les vins.

Le merrain. — La crise vinicole provoquée par l'apparition du phylloxera avait réduit dans des proportions considérables cette consommation si avantageuse pour nos forêts. De 1880 à 1890, les vignes à peu près détruites ne produisaient plus que de faibles quantités de vin : un grand nombre de cuves, foudres, tonneaux, étaient inemployés et beaucoup de petits propriétaires ou de vigneron ruinés se débarrassaient de leur cuverie à des prix dérisoires, Il y avait sur le marché un excédent de vases, et cet excédent s'opposait à la fabrication de nouvelles futailles, dont on ne trouvait la vente qu'à des prix très réduits (9 francs la feuillette, 16 francs la pièce). L'industrie du merrain s'était très ralentie et les bois de chêne ou de châtaignier restaient pour compte aux exploitants.

Cette mévente a persisté pendant toute l'époque

de reconstitution du vignoble. Elle a commencé à s'atténuer à partir de 1890, lorsque le Midi de la France et l'Algérie, qui avaient expérimenté avant la Bourgogne les plants américains et obtenaient déjà des récoltes considérables, ont manqué de vases pour loger leurs vins et ont été contraints de s'adresser à nous pour leur fournir des douelles de grandes dimensions.

Bientôt les nouvelles vignes de la Côte et de l'Yonne, presque aussi nombreuses que les vignes détruites, sont entrées en rapport et leur production, proportionnellement plus forte, a nécessité la construction de vases nombreux. L'industrie du merrain a regagné rapidement le terrain perdu : le prix des futailles a crû avec la demande; il est devenu rémunérateur pour les ouvriers qui travaillent le bois et les propriétaires ou les marchands qui le fournissent (la pièce vaut actuellement de 24 à 25 francs, la feuillette de 12 à 13 francs. Ces prix varient avec l'importance des récoltes et l'époque à laquelle on achète : les fûts sont toujours chers en septembre, octobre et novembre; ils baissent sensiblement après les soutirages : mars, avril).

La Bourgogne fabrique actuellement plus qu'elle ne consomme : elle aurait besoin d'acquérir d'importants débouchés. Le Midi pourrait les lui fournir, mais il a une tendance à préférer les merrains provenant d'Autriche, de Bosnie (viâ Fiume), de Russie et d'Amérique. Ces bois sont médiocres (Autriche), ou détestables (Amérique), et d'un prix de revient

élevé (300 francs le mètre cube fabriqué, 100 à 120 francs dans l'arbre). Néanmoins, ils sont employés, à l'exclusion des nôtres, dans tout le Midi, surtout dans le Bordelais. On reproche à nos chênes leur dureté, leur difficulté de fente et l'on ne songe pas que cette force, cette cohésion du grain sont des garants de la conservation parfaite des vins. Les douves de Russie et d'Amérique, travaillées à la machine, aussi peu épaisses en leur centre qu'à leurs extrémités, sont peu résistantes, elles contiennent beaucoup de substances solubles dans le vin et dans l'alcool qui donnent à nos vins un goût de bois détestable.

C'est un défaut que l'on ne pourra jamais reprocher à nos merrains : il est certain que les vins du Midi, étant pour la majeure partie des ordinaires, ne demandent pas à être logés dans des fûts de premier choix qui sont nécessaires à nos vins fins — il serait à souhaiter, néanmoins, que les foudriers du Midi emploient des merrains de deuxième ordre ; la Bourgogne pourrait les leur fournir à des prix avantageux. L'intérêt du pays et la santé publique y gagneraient.

Les exploitants pourraient réserver pour la Bourgogne leurs bois de première qualité, expédier dans le Midi les merrains de deuxième qualité et utiliser les merrains inférieurs pour la fabrication des fûts à vinaigres) qui ont sensiblement les mêmes dimensions que nos feuilletes) pour l'Orléanais, et des fûts à bière pour le Nord. On pourrait ainsi tirer parti

de tous les petits arbres d'une façon plus avantageuse qu'en les débitant en traverses de chemin de fer.

Les tonneliers de notre région livrent surtout comme vases la pièce, la feuillette, le quartaut. Le demi-muid est originaire du Bordelais.

La pièce (usage de Bourgogne, 228 litres).

La pièce se fabrique avec des douves de :

32 pouces, soit 88 à 90 centimètres de longueur ;

1 — 27 millimètres d'épaisseur ;

4 — 11 à 15 centimètres de largeur,

et des fonds de 65 à 66 centimètres de long, 14 à 19 centimètres de large (1^{er} choix), 8 à 13 centimètres (2^e choix).

On livre à raison de 105 pièces pour le cent (70 douves et 35 fonds), au prix moyen de 40 francs.

Les douelles ayant moins de 11 centimètres de largeur sont connues sous la dénomination de « tricage » et varient entre 6 et 10 centimètres. Elles valent 40 francs les 155 pièces (155 pour le cent : 105 douves et 50 fonds).

Les grosses pièces, très rares, se font aux 27 cents (1.272 douves comptées pour 12 cents, 636 bons fonds comptés pour 6 cents, 954 tricages pour 6 cents, 477 fonds ordinaires pour 3 cents, soit au total 3.339 pièces comptées pour 27 cents), valant de 1.000 à 1.100 francs.

Feuillette.

Dimensions des douves { 78 ^c/_m en longueur.
27 ^m/_m en épaisseur.
11 à 15 ^c/_m en largeur.

Dimensions des fonds : 55 ^c/_m de longueur (même épaisseur et même largeur que pour la pièce).

Prix : 27 à 28 francs les 105 pièces bon bois et les 155 pièces tritage.

Quartaut.

Dimensions des douves { 56 à 62 ^c/_m en longueur.
20 à 21 ^m/_m en épaisseur.
5 à 9 ^c/_m en largeur (moyenne : 7 ^c/_m).

Dimension des fonds : 45 ^c/_m de longueur.

Prix : 11 francs les 155 pièces comprenant 2/3 de douves et 1/3 de fonds.

Frais de façon.

Douves de tonneau	6 fr. le cent.
feuillette	4 fr. —
— quartaut. . . .	3 fr. —

Empilage des débris 0 fr. 50 par stère.

Rendement. — Le rendement est difficile à évaluer, car on ne convertit en merrain que les bois impropres au sciage. Il faut en moyenne 7 décistères au volume réel pour obtenir 100 pièces de tonneau : soit 56 francs le mètre cube. En déduisant 4 francs

pour la façon, il reste 52 francs pour le mètre cube de bois abattu et façonné dans les coupes.

Nota. — Les déchets de fabrication sont utilisés comme bois de seau et se vendent également au cent (1).

Les échalas, les lattes et les cercles. — La fabrication des échalas destinés à l'éducation de la vigne a été considérable, elle a diminué dans les mêmes proportions et pour les mêmes motifs que le merchain, mais elle n'a pas repris son ancienne importance. On a réussi à prolonger la résistance et la durée des pisseaux en les sulfatant, et on a adopté, au moment de la reconstitution du vignoble, un nouveau système d'accolage, au moyen de fils de fer soutenus de distance en distance par des piquets, système qui a réduit de beaucoup la consommation des pisseaux.

On emploie pour cette fabrication des essences diverses, principalement le chêne, le châtaignier, le coudrier et l'acacia. On réserve les échalas de cœur carré ou de cœur cornu, pris dans les arbres de 50 à 70 ans ou dans les taillis, pour les vignobles. Les échalas d'aubier sont vendus aux boulangers et aux pâtisseries.

La dimension des pisseaux varie entre 1 m. 09 et 1 m. 33 sur 0.04 de côté. La vente se fait à raison de 40 à 45 francs le millier qui se divise en 40 bottes de 25 échalas.

Les lattes (1 m. 33 de long, 0.03 de largeur et

(1) Renseignements et chiffres fournis par M. Mathey.

0.004 d'épaisseur) se vendent de 1 fr. 90 à 2 fr. 10 la botte (50 lattes) liée à deux liens.

Les cercles de tonneaux, dont l'usage a diminué avec l'emploi des cercles de fer, utilisent les menus brins de chêne, châtaignier et coudrier. Leur dimension va de 1.66 à 3 mètres. Ils se vendent au mille de 42 ou 84 bottes.

§ VI. — LES ÉCORCES (1).

La récolte et la préparation des écorces de chêne destinées à l'industrie des tanneries jouaient autrefois un rôle important dans les exploitations forestières de Bourgogne.

Il y avait dans toute la province de nombreuses tanneries florissantes, surtout sous le premier Empire. A Dijon, cette industrie était particulièrement développée et l'on y trouvait, sur les bords de l'Ouche, un véritable quartier de tanneurs, comme le prouvent les dénominations de certaines rues : rue de la Mégisserie, quai des Tanneries, rue des Corroyeurs.

Ces tanneurs étaient des petits patrons travaillant avec le concours d'un ou deux ouvriers et il en a été ainsi jusqu'en 1870.

De 1870 à 1875, une ère de prospérité extraordinaire causée par la réfection du matériel de l'armée

(1) Renseignements fournis par M. Raichlen, tanneur à Dijon.

vient transformer la tannerie et causer l'élimination de la petite par la grande industrie.

En 1875 s'ouvre une crise causée par la concurrence de l'Amérique du Nord, puis de l'Australie et de la République Argentine.

A l'heure actuelle, la petite tannerie a disparu et la moyenne tannerie s'est spécialisée.

Les principaux centres sont, dans l'Yonne : Villeneuve-sur-Yonne, Avallon; dans la Côte-d'Or : Saulieu et Semur avec Dijon en deuxième ligne; dans la Saône-et-Loire : Autun, où existe une tannerie très importante, la maison Bel.

Ces usines emploient encore une quantité assez considérable d'écorces. Les tanneurs bourguignons tannent en effet uniquement avec des écorces et n'ont pas voulu adopter le tannage au chrôme (employé surtout pour les peaux fines, les empeignes de souliers de luxe), ni les extraits de tanin, parce qu'ils peuvent se procurer les écorces à bon marché et en grande quantité. Les extraits ont, sur les écorces, l'avantage de comporter plus de tanin sous un petit volume, d'être plus facilement transportables et de réduire de 10 à 3 mois la durée du tannage.

Mais les cuirs tannés avec ces extraits sont moins parfaits que ceux qui sont préparés avec les écorces parce que le tanin, pénétrant trop vite dans le cuir, n'est qu'imparfaitement assimilé. L'équipement militaire français n'accepte que des cuirs tannés à l'écorce et en fosse, nos tanneurs auront donc

toujours la préférence pour les fournitures de l'armée.

Les lieux d'approvisionnement des écorces sont multiples et la qualité variable suivant les régions. Les meilleures proviennent des sols granitiques.

Le Châtillonnais et le plateau de Langres pourraient en fournir des quantités considérables, mais il a été reconnu que malgré leur apparence, elles comportent peu de tanin. Les tanneurs du pays n'en veulent pas : elles sont exportées dans le Nord et en Allemagne. *Des négociants exportateurs placés près de la frontière française en sont les principaux acheteurs.*

Le Semurois et l'Avallonnais fournissent par contre des écorces excellentes qui sont consommées en Bourgogne et à Paris.

Le Morvan produit des écorces un peu croûteuses qu'emploient les usines de Saulieu, Dijon et Autun.

Mais c'est en Saône-et-Loire et dans la Nièvre, entre Gênelars et Nevers que l'on récolte les meilleures écorces. Elles comportent beaucoup de tanin et sont excessivement fines, aussi sont-elles très en faveur et très demandées par Lyon et l'étranger.

La Bourgogne exportait autrefois une grande quantité d'écorces, mais, depuis 1884, ce mouvement a diminué par suite de la concurrence que font à nos écorces sur les marchés étrangers et même en France les écorces hongroises : moins riches en tanin que les nôtres, ces écorces sont plus soignées ; elles ne sont jamais comme celles de nos bois, expo-

sées à la pluie ; rentrées chaque soir sous des abris, elles acquièrent une dessiccation qui les empêche de fermenter.

D'autre part, tandis que nos écorces sont soumises, sur le P.-L.-M. et l'Est à des taxes très élevées.

Tarif spécial n° 17.

P.-L.-M.	Est
50 kil. 4 fr.	3 fr.25 par wagons de 4.000 kgs.
100 — 7	5.25 —
150 — 10	7.25 —
200 — 13	9.25 —

Les écorces de Hongrie profitent du *système des zones qui permet le transport d'une marchandise d'aussi peu de valeur sous un gros volume à des prix réduits.*

La concurrence de ces écorces, celle des extraits et du chrôme ont été funestes à l'industrie des écorces en Bourgogne. Dans les exploitations forestières, on « fait » de moins en moins d'écorce. C'est encore une des branches importantes de notre commerce des bois qui est appelée à disparaître.

Il est possible que d'ici quelques années les plantations d'épicéas fournissent des écorces qui, pour être peu chargées en tanin, n'en sont pas moins estimées à cause de leurs qualités antiseptiques, qui empêchent la fermentation des cuves.

Actuellement, le chêne fournit l'écorce employée

par la tannerie. Les prix de ces écorces varient suivant la demande : en général quand la peau brute est chère, l'écorce est bon marché et réciproquement.

En 1905, on a payé les écorces (prises sur wagons en gare d'exploitation) :

Ecorces du Châtillonnais : 50 à 55 francs les 1.050 kilos (les 50 kilos représentent le lien).

Ecorces d'Avallon : 60 à 65 francs.

Ecorces de Gênelars : 60 à 65 francs.

Ecorces de Gênelars d'exportation : 70 à 75 francs.

Ecorces d'Autun : 55 à 60 francs.

Le paiement se fait fin juin avec 3 % d'escompte, ou sans escompte, moitié fin juin et moitié fin octobre.

Les écorces d'exportation sont vendues plus chères parce qu'elles proviennent de jeunes bois de 18 à 20 ans, riches en tanin et qu'elles sont expédiées très fines de façon à éviter les frais de transport. Les écorces de surtaillis qui sont inférieures (très croûteuses et peu riches en tanin), ne sont pas exportées. Elle ne valent que 45 à 50 francs les 1.050 kilos.

Après les opérations de tannage, il reste dans les fosses un résidu qui est réuni en « mottes » comprimées et est employé comme combustible par les ouvriers des villes où l'on trouve des tanneries : à Sens, un grand nombre de ménages ouvriers se

chauffent avec ces mottes qui se vendent bon marché et brûlent très lentement.

§ VII. — LES PRODUITS SECONDAIRES DES FORÊTS

Les produits accessoires des forêts de Bourgogne sont nombreux et variés :

Ce sont principalement : le pâturage, la récolte des herbes sèches (du rosat en Bresse), mousses, bruyères, myrtils — des truffes, des champignons, des feuilles, fênes, glands, — des bourgeons dans les pineraies — des plants — des baies de toutes sortes — des œufs de fourmis, des escargots, etc.

Cette récolte est, pour la plupart du temps, l'occasion de dommages qui sont très préjudiciables à l'avenir des bois.

Nous avons étudié les conséquences funestes du pâturage en forêt, qui est une cause active de déboisement.

L'enlèvement des feuilles ou « soutrage » nuit à la conservation des forêts en les privant de la couche d'humus et de terreau nécessaires à leur existence. Le soutrage n'est plus guère pratiqué en Bourgogne que dans les années de grande sécheresse, comme en 1893 où des abus très graves ont été commis.

On peut assimiler au soutrage, au point de vue des conséquences, la récolte des glands et des fênes qui sont encore recherchés dans certaines campagnes pauvres, les glands pour la nourriture

des porcs, les fènes pour l'approvisionnement d'huile des habitants.

Les herbes sèches ne sont récoltées que dans les cantons arides, peu fertiles, dans lesquels les prés ne peuvent suffire à l'alimentation du bétail qu'on nourrit l'hiver avec de la paille. Les herbes sèches servent alors de litière à la place de la paille. La Bourgogne n'a pas besoin heureusement de recourir à cette extraction qui se pratique sur ses confins, en Bresse, où pendant tout l'hiver les bois sont parcourus par les paysans qui viennent y récolter une graminée vivace appelée le rosat (*molinia coerulea*), et dévastent chaque année le sol forestier.

Les forêts de Bourgogne produisent de nombreux champignons dont quelques-uns sont très estimés et se vendent bien. Aux environs d'Auxonne, dans la forêt des Crochères, on trouve des truffes assez parfumées, mais qui sont moins fines et moins appréciées que les truffes du Périgord. Il se pourrait néanmoins que d'ici à quelques années, grâce aux études d'un bourguignon, professeur à la Sorbonne, M. Matruchot, on puisse acclimater dans l'Auxois, la truffe du Périgord. M. Matruchot poursuit en ce moment ses expériences d'acclimatation dans les Alpes, après quoi il les tentera dans nos pays (1).

Depuis quelques années, à la suite des reboise-

(1) L. MATRUCHOT, De l'acclimatation, rendue possible dans l'Auxois, de la truffe du Périgord. — *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de Semur*, années 1902 et 1903, p. 112).

ments résineux réalisés surtout dans le Châtillonnais et la Saône-et-Loire, on s'est mis à cueillir les bourgeons de sapin dont la pharmacie fait une grande consommation pour la confection des pastilles et des sirops destinés aux soins des poumons. Cette industrie avait pris une grande extension, et était très avantageuse pour les propriétaires de pineraies qui y trouvaient un revenu appréciable et inespéré puisqu'à un moment les bourgeons valaient 500 francs les cent kilos — ils ne valent plus aujourd'hui que 125 à 150 francs. — Mais cette récolte préjudiciable au développement des pins a été abandonnée par beaucoup de propriétaires quand ils en ont compris les inconvénients.

Les herboristes et les pharmaciens font procéder dans nos forêts à la récolte de nombreuses graines ou baies, les pépiniéristes à la recherche des jeunes plants dont ils ont besoin pour greffer — des rosiers sauvages surtout.

Il n'est pas enfin jusqu'aux insectes et aux mollusques, vivant au milieu des bois qui ne soient l'objet de recherches actives. Les pineraies sont remplies d'escargots dont la Bourgogne fait un trafic important. Les lignes et les sommières des bois feuillus renferment de nombreuses fourmilières que viennent exploiter chaque année, au moment de la production des œufs, des individus chargés d'alimenter les établissements d'élevage de faisans situés aux environs de Paris.

Ces récoltes de toute sorte sont, on ne saurait

trop le répéter, très nuisibles au développement et à l'avenir de nos forêts qui, de novembre à mai, sont battues en tous sens par une armée de gens à la recherche d'herbes, de baies ou de champignons : outre les dégâts provenant de la récolte elle-même, ces allées et venues favorisent l'élargissement des clairières et contribuent au déboisement. Dans les pineraies, le vol des bourgeons de sapin peut aboutir à la mort des plantations.

Il serait utile de mettre un terme à ces déprédations par une réglementation sévère.

CHAPITRE III

Les bois de feu.

§ I^{er}. — LA CRISE DES BOIS DE FEU

Le commerce des bois de feu a longtemps été prospère en Bourgogne et, jusqu'en 1876, les propriétaires ou les marchands de bois pouvaient, dans leurs exploitations, produire principalement du moule et de la charbonnette, sans avoir à se préoccuper du placement futur de ces produits et surtout sans craindre de n'en pas trouver l'emploi. La consommation locale (usines, chauffage), et la consommation des régions approvisionnées par la Bourgogne (Paris et le Midi), suffisait largement à absorber la production considérable des coupes. Certaines régions, comme le Maconnais et le Chalonnais, étaient même obligées d'importer des bois de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura.

En l'espace de trente ans, cette situation a changé du tout au tout. Les bois de moule se sont graduellement dépréciés et sont descendus à 15 francs, pris sur coupes. Le placement en est de plus en plus difficile : on en trouve d'immenses approvisionnements

sur les ports ou dans les dépôts. La carbonisation des charbonnettes a diminué dans des proportions considérables et menace de disparaître, malgré la médiocrité des prix d'achat, les charbons de bois se vendant difficilement et à des cours qui ne permettent pas aux marchands de réaliser un juste bénéfice. En 1904, certains d'entre eux, qui avaient carbonisé, ont dû subir une perte de 0 fr. 50 par sac de charbon livré à Paris. Le sac de charbon vaut, à Paris, 6 fr. en moyenne. Les frais de main-d'œuvre, transport et octroi, se montent à :

Carbonisation	0.60	au minimum.
Transport de la coupe à une gare	0.50	—
Transport moyen par chemin de fer de Dijon à Paris	1. »	—
Octroi	1.35	—
Commission du vendeur . . .	0.80	—
Au même, pour fourniture du matériel (ficelle, sacs, châs- sis)	0.25	
Exploitation du bois	1.25	
(1)	5.75	—

5 fr. 75, non compris la valeur du bois lui-même.

(1) Il est bien entendu que cet état des frais est un minimum et que le prix du transport par voiture peut augmenter lorsque les coupes sont éloignées des gares où le transport par fer quand les gares d'origine sont situées sur des embranchements. C'est ce qui se passe dans le Châtillonnais, où l'on a dû presque complètement renoncer à carboniser. (Renseignements fournis par M. Clerget, géomètre à Dijon).

En estimant celui-ci à 0 fr. 25, le marchand vendra le sac de charbon exactement ce qu'il lui coûte : il sera donc en perte, puisqu'il n'aura pas réalisé le bénéfice nécessaire pour couvrir ses frais généraux (magasinage, matériel), et amortir l'intérêt des capitaux engagés dans son entreprise. Nous ne parlons pas du temps qu'il aura perdu, ni du travail qu'il aura fourni personnellement. Dans ces conditions, on comprend que les marchands de bois ne soient pas tentés de se rendre adjudicataires des coupes ou que, s'ils les achètent, ils le fassent à des prix tellement bas qu'ils puissent abandonner au bûcheron ou faire brûler tous les bois dont ils ne sauraient tirer parti (charbonnettes ou fagots). La dépréciation des bois de feu en Bourgogne tient : 1° à la disparition des forges marchant au bois ; 2° à la perte partielle du débouché qui avait remplacé les forges, c'est-à-dire du marché de Paris : *a*) par la concurrence des bois des autres provinces ; *b*) par la concurrence des produits miniers ; 3° à la diminution de la consommation locale, dans les villes (concurrence minière), dans les campagnes (crise agricole).

L'avalissement du prix des bois de feu a commencé à se faire sentir en Bourgogne, en 1877. Jusque-là, le moule et la charbonnette se vendaient à des prix très élevés, à cause de la prospérité des campagnes.

1° *Disparition des forges à bois.* — Notre région avait déjà perdu cependant un important débouché pour ses bois de feu, par suite de la disparition ou de la transformation de toutes les forges et usines qui

s'alimentaient naguère avec le bois ou le charbon de bois et qui y avaient peu à peu substitué la houille. La Côte-d'Or, par exemple, comptait en 1806 : 35 fourneaux, 39 forges avec 57 feux, 7 batteries, 1 touzette, 2 fonderies, 2 martinets, qui consommaient 1.184.000 hectolitres de charbon de bois pour fonderie, et 874.000 hectolitres pour forges, soit en tout 2.058.000 hectolitres, pesant environ 411.600 quintaux métriques, d'une valeur approximative de 3 millions; en 1841, elle possède encore 57 hauts-fourneaux marchant au charbon de bois seul et 54 foyers d'affinerie au charbon de bois, suivant la méthode comtoise, qui consommaient 475.000 quintaux métriques de charbon de bois, d'une valeur de 3.365.000 francs (1).

A la même époque, en Saône-et-Loire, le charbon de terre a déjà éliminé le charbon de bois dans une partie des usines. Cependant on en consomme encore 18.036 quintaux (656.953 quintaux de houille), et certaines forges marchent uniquement au charbon de bois : ce sont les forges du Mesvrin (2.700 quintaux), de Perrecy (8.500 quintaux), du Verdrat (4.000 quintaux), de Gueugnon, de Bouvier, du Montet, de Perreuil (2).

A partir de 1841, la substitution du charbon de terre et du coke au charbon de bois se généralise, de nombreuses forges à bois disparaissent : la Bour-

(1) PICARD, *Le commerce des bois à Dijon au XVIII^e siècle*, appendice.

(2) GAUDET, *Les bois de Saône-et-Loire*, p. 106.

gogne est obligée de chercher à ses produits un autre débouché. C'est Paris qui le lui fournit et qui lui évite ainsi une crise de mévente.

2° *Perte partielle du marché parisien.* — a) *Par la concurrence des bois des autres provinces.* — Mais toutes les provinces très boisées se sont trouvées dans une situation analogue à celle de la Bourgogne et se sont mises à diriger du charbon et même du bois de chauffage sur Paris, alors qu'elles n'avaient jamais, auparavant, pris part à son approvisionnement. Elles ont fait à nos bois qui, de tout temps, s'y étaient vendus, en quantités diverses il est vrai, une concurrence très préjudiciable. La crise, un instant conjurée, s'est à nouveau fait sentir.

b) *Par la concurrence des produits miniers* — Elle a été précipitée par la concurrence autrement redoutable des produits miniers : houille, anthracite, coke, lignite, gaz, pétrole, tourbe, etc., qui ont continué, pour le chauffage et la cuisine, l'élimination déjà réalisée pour les forges.

La Bourgogne a perdu peu à peu le débouché qu'elle s'était créé à Paris qui, depuis vingt-cinq ans, diminue graduellement, ainsi que le prouve le tableau suivant, sa consommation de produits ligneux.

CONSUMMATION DE LA VILLE DE PARIS

ANNÉES	BOIS A BRULER		CHARBON DE BOIS	POUSSIER de CHARBON de bois	HOUILLE de ANTHRACITE ET COKE
	ESSENCE dure	ESSENCE tendre			
1879	461.774	301.093	5.026.120	95.519	943.503.889
1880	533.441	279.942	5.345.167	110.512	1.082.466.563
1884	341.203	297.473	4.932.582	120.505	992.913.746
1885	358.366	290.282	4.678.392	127.318	1.053.146.257
1886	423.835	292.537	4.589.950	116.851	1.098.013.197
1887	379.282	278.879	4.584.321	138.589	1.222.813.211
1888	377.818	290.483	4.385.259	147.678	1.273.412.223
1893	298.810	268.770	4.942.935	75.887	1.368.388.707
1894	224.880	259.339	3.741.151	95.040	1.323.898.315
1895	301.328	255.970	3.441.969	79.984	1.566.159.875
1896	255.516	264.521	3.205.542	82.912	1.490.027.943
1897	286.245	280.388	3.027.176	97.958	1.494.277.193
1898	254.528	241.887	2.832.656	109.913	1.506.707.281
1899	237.348	258.110	2.615.634	86.806	1.553.123.676
1900	269.165	282.741	2.694.942	76.036	1.796.457.506
1901	286.341	274.721	2.520.933	102.009	1.654.735.826
1902	292.275	308.536	2.173.628	135.815	1.632.429.989
1903	251.798	299.394	1.957.272	146.235	1.563.644.466
(1)					

Depuis 1879, la consommation du bois à brûler a diminué; à Paris, de 211.672 stères, et celle du charbon de bois de 3.018.132 hectolitres, alors que la consommation de la houille a augmenté de 520.140.577 kilogrammes.

(1) *Annuaire des eaux et forêts*, 1905, p. 295.

Et cependant, pendant ces vingt-cinq années, la population de Paris a crû dans des proportions considérables, en moyenne de 30.000 habitants par année. Elle était, en 1876, de 1.988.806, elle atteint en 1896 2.511.620, et dépasse 3 millions en 1904. Elle a presque doublé.

On peut conclure d'une part à un emploi de moins en moins grand du bois : 1° par la classe ouvrière qui, en raison de son prix élevé et de son peu de puissance calorique, lui préfère la houille, l'anthracite ou le coke; 2° par la classe aisée, qui se laisse séduire par les inventions modernes et fait un usage croissant des poêles à pétrole et à gaz, des poêles mobiles et des calorifères à eaux chaudes alimentés au charbon de terre; d'autre part, à un remplacement très marqué du charbon de bois par le gaz, dont se servent de plus en plus les cuisinières, les blanchisseuses, les établissements de bains, etc.

Les fourneaux à gaz en service prêtés par la Compagnie étaient au nombre de 2.182 en 1887; ils sont actuellement plus de 400.000.

3° *Diminution de la consommation locale* : a) *dans les villes; ex. : Dijon.* — Si la Bourgogne a diminué ses exportations de produits forestiers vers Paris, elle consomme elle-même de moins en moins de bois. Les villes suivent l'exemple de la capitale et accueillent avec faveur les modes de chauffage moderne.

Il est facile de s'en convaincre en jetant les yeux sur le tableau ci-dessous, qui donne la consumma-

tion en combustible de la ville de Dijon de 1879 à 1898 (1).

ANNÉES	BOIS		CHARBON DE BOIS	HOUILLE
	Dur Stère 1 fr.	Tendre Stère 0 f. 80	— Hectol. 0 f. 30	— Kilog. 0 f. 10 et 0 f. 15
1879	38.404	11.521	103.334	15.777.270
1880	41.771	12.057	104.568	18.797.580
1881	35.633	11.407	114.220	17.196.180
1882	33.988	11.160	102.394	19.969.900
1883	40.172	13.014	112.413	22.167.310
1884	40.919	12.744	110.711	21.093.255
1885	40.848	12.113	114.218	23.866.985
1886	42.492	11.848	114.785	24.410.370
1887	43.174	12.040	100.154	27.680.830
1888	43.758	12.837	105.505	28.427.340
1889	42.688	12.376	98.514	28.991.832
1890	42.402	11.693	97.996	30.604.759
1891	44.396	12.706	92.380	29.404.170
1892	40.780	12.063	94.790	27.950.149
1893	40.369	12.820	99.475	29.697.738
1894	35.457	11.100	96.621	26.399.360
1895	42.482	11.255	102.394	23.760.962
1896	39.646	10.239	92.300	24.239.305
1897	36.367	9.216	83.161	24.308.196

(1) Renseignements fournis par l'octroi central de la ville de Dijon. Il nous est impossible de donner les chiffres de la consommation au delà de 1898, les bois de chauffage et les charbons de bois n'étant plus soumis à l'octroi depuis 1898.

Or, pendant cette période de 20 années, la population de Dijon a pour ainsi dire doublé; comment expliquer alors que la consommation des villes décroît toujours, alors que leur population augmente sans cesse.

b) *Dans les campagnes.* — C'est que l'accroissement urbain est causé non par un excédent de naissances, mais par une émigration continue des habitants des campagnes vers les villes, surtout à partir de 1880, à l'époque où s'ouvre la crise agricole. La population rurale abandonne les champs, qui ne peuvent plus la nourrir, et vient dans les cités à la recherche de salaires plus élevés. Or, d'une part, cette masse, qui pouvait se chauffer uniquement au bois, alors qu'elle habitait à proximité des forêts, devra, une fois en ville, adopter un mode de chauffage plus économique et imiter les ouvriers urbains dont elle grossit le nombre : elle emploiera la houille ou le coke.

D'autre part, les cultivateurs qui sont demeurés à la campagne sont appauvris et n'achètent plus, de bois; ceux qui ne coupent pas l'hiver pour assurer leur approvisionnement annuel, se le procurent comme ils peuvent, en glanant, de ci de là, quelques souches, qui, jointes à leur « canton » (affouage), leur permettront de passer la mauvaise saison sans trop de dépenses ni de souffrances.

Et cette crise agricole est peut-être la cause principale de la dépréciation des bois de feu, car il semble que si le commerce des bois avait conservé

dans les campagnes les mêmes débouchés qu'autrefois, il aurait pu lutter contre la concurrence des produits miniers; il y a trente ans, on évaluait, en effet, la consommation du bois de feu dans nos villages à plus d'un stère par habitant, soit cinq ou six stères par ménage et la majorité, à l'heure actuelle, n'en achète plus un seul.

Cette situation, si elle se prolongeait, amènerait promptement la ruine de la propriété forestière et la disparition d'un de nos commerces les plus importants. Il serait imprudent de compter sur le temps pour faire cesser cette crise : il est urgent d'y remédier énergiquement.

Nous avons actuellement le tort d'exploiter trop de bois de feu : la valeur des bois sur pied est tombée à rien en beaucoup de forêts, les bois de service et les bois d'œuvre subissent les effets de la mévente des bois de chauffage.

§ II. — LES REMÈDES POSSIBLES

Les exploitants doivent donc s'attacher : 1° à réduire les exploitations; 2° à rechercher pour les bois de feu de nouveaux débouchés en particulier dans les emplois chimiques.

Les pouvoirs publics, les compagnies de chemins de fer, les municipalités, doivent prêter au commerce leur aide puissante : *les pouvoirs publics en procédant au remaniement de l'impôt foncier, — les compagnies de chemins de fer en consentant des tarifs de trans-*

port moins élevés — les municipalités en établissant des taxes moins défavorables aux bois de chauffage ; car les impôts, les transports et les taxes rendent la crise plus pénible en augmentant les charges de la propriété forestière ou en arrêtant l'essor des exportations.

1° *La Réduction des exploitations.* — La réduction des exploitations nécessite un changement d'aménagement et une orientation nouvelle de la production : l'État et les communes doivent chercher à produire surtout des bois de service ou des bois d'œuvre et, par conséquent, traiter autant que possible leurs forêts en futaie ; les particuliers augmenter les révolutions de leurs taillis sous futaie afin de produire moins de moule et de charbonnette (voir au chapitre de l'aménagement des bois).

2° *L'emploi chimique des bois.* — Cet emploi est, à notre avis, le seul qui permette de dégager le marché des bois de feu, et de faire cesser la crise que nous étudions.

Les utilisations industrielles les plus pratiques connues, jusqu'à ce jour, sont au nombre de trois : 1° la distillation en vases clos ; 2° l'industrie des pâtes de cellulose ; 3° la fabrication du gaz de bois.

1° *La distillation en vases clos* (1). — L'industrie de la distillation des bois en vases clos a vu le jour en Bourgogne : elle s'y est développée et y est restée prospère ; elle y compte d'importantes usines.

(1) Renseignements résultant d'une enquête faite à l'usine de Froidvent (Côte-d'Or) auprès de M. Bordet.

Ce sont deux Côte-d'Oriens, les frères Mollerat qui, en 1823, installèrent pour la première fois en France et peut-être dans le monde, à Pouilly-sur-Saône, une usine de distillation de bois. Ils avaient trouvé le moyen de fabriquer de l'acide acétique pur (dénommé depuis vinaigre Mollerat) et de l'alcool de bois en employant comme base l'acétate de soude. Cette découverte, qui ouvrait au commerce des bois un débouché nouveau et peut-être considérable, a permis le développement sans cesse croissant des usines de carbonisation qui sont actuellement en France au nombre de vingt-deux.

L'usine Mollerat disparut en 1872, faute d'avoir été placée dans de bonnes conditions; elle était située trop loin d'un important massif boisé et ne trouvait pas à s'approvisionner facilement. Pour prospérer, une usine de ce genre doit en effet: 1° être située à proximité des bois qui lui fournissent les produits dont elle a besoin; 2° n'être pas trop considérable de façon à pouvoir s'approvisionner dans un rayon restreint (25 à 30 kilomètres au plus) et à éviter ainsi des transports ruineux.

Les installations, qui se sont créées à la suite, se sont inspirées de ces principes. Ce sont: 1° en 1869, l'usine de Froidvent (Côte-d'Or), fondée par MM. Bordet frères, à la place d'une ancienne forge qui appartenait jadis aux Chartreux de l'abbaye de Lugny;

2° En 1872, l'usine de Tarsul (Côte-d'Or), sur l'Ignon, appartenant à M. Meurgey;

3^e En 1895, l'usine de Ravières (Yonne), à M. Rizer.

Ces trois usines, construites sur le même modèle, sont actuellement en pleine prospérité. Les manipulations y sont très simples. On enferme les charbonnettes dans de gros cylindres en tôle d'acier pesant 4.000 kilos, que l'on introduit dans des fours en maçonnerie. On adapte sur ces cylindres un couvercle et un col de cygne qui aboutit à un serpentin servant de réfrigérant. On chauffe les cylindres en dessous : des gaz se dégagent du bois et viennent se condenser dans les réfrigérants sous la forme d'un liquide rougeâtre appelé l'acide pyroligneux.

L'opération dure environ douze heures, après quoi on extrait des cylindres le résidu de la distillation qui n'est autre que du charbon de bois semblable à celui que l'on produit dans les meules sur le parterre des coupes.

L'acide pyroligneux obtenu est un mélange complexe de goudron, de créosote, d'acide acétique, d'alcool méthylique, d'éther, d'ammoniaque, etc. Ces corps sont isolés à la suite de manipulations très compliquées et très longues.

En Bourgogne, les principaux produits que l'on retire des bois sont : l'acétate de chaux avec lequel on prépare l'acide acétique pur ou vinaigre ; l'acétate de soude, dont la principale application est la fabrication du « verdet », que l'on emploie avec succès dans le vignoble pour combattre les maladies cryptogamiques de la vigne, le mildiou et l'oïdium ;

l'alcool méthylique ou méthylène qui sert à la dénaturation des alcools (10 %).

Les bois utilisés sont en général des charbonnettes, parce que les ramilles et les fagots ne laisseraient que des résidus invendables, à moins qu'on n'adjoigne à chaque usine la fabrication des agglomérés de charbon de bois : tous les petits bois pourraient être employés et transformés après carbonisation en charbon moulé, type Popelin-Ducarre, très apprécié à Paris qui en brûle plus de 20.000 tonnes par an.

Les trois usines de Bourgogne consomment 40.000 à 50.000 stères de bois qu'elles paient de 4 à 5 francs le stère (rendu à l'usine), soit au total 200 à 250.000 francs qu'elles transforment en 12.000.000 francs de produits.

Leurs bénéfices sont variables et dépendent des cours de toutes les denrées obtenues. Le capital employé est très élevé (de 3 à 500.000 francs par usine) par rapport au chiffre d'affaires assez faible.

Les débouchés des produits de la distillation sont multiples (le charbon excepté) : les acétates et acides acétiques s'écoulent à Lyon, Marseille, Lille pour la France, à Londres, Glasgow pour l'Angleterre, Bâle, Mulhouse, Zurich pour l'Allemagne et la Suisse, à Sidney, Melbourne pour l'Australie, au Japon.

L'alcool méthylique est surtout consommé en France dans les grandes villes : Paris, Nancy, Bordeaux, Lyon. Il était exporté autrefois en Allemagne

pour la fabrication des couleurs d'aniline, mais l'Amérique a réussi à s'emparer absolument de ce marché, grâce à des prix excessivement réduits et contre lesquels nous ne pouvons lutter.

Si la consommation du méthylène était réduite à néant par la suppression de son emploi dans la dénaturation des alcools, les usines, ne trouvant plus à vendre sur place et ne pouvant pas exporter, disparaîtraient certainement.

C'est au législateur à leur conserver ce débouché et à ne pas ruiner une industrie qui a rendu aux régions forestières des services éminents, et peut leur en rendre de plus grands encore dans l'avenir : au point de vue forestier elle a en effet permis l'utilisation de bois dépréciés et permis aux propriétaires d'en trouver le placement à des prix raisonnables, elle est le débouché d'avenir pour tous les bois de chauffage délaissés sous l'influence des progrès scientifiques ; au point de vue économique et social, elle a nécessité dans des régions purement agricoles et forestières, la création d'usines qui emploient et font vivre un personnel très important d'ouvriers, de bûcherons, de voituriers, de chargeurs, que l'on peut évaluer à trois cents par usine.

La disparition des usines de distillation en vases clos serait contraire aux intérêts des propriétaires forestiers, des marchands de bois et des ouvriers de certaines régions : la Bourgogne y perdrait une de ses industries les plus prospères et un des débou-

chés les plus considérables des produits de ses coupes.

2° *L'industrie des pâtes de cellulose* (1). — La Bourgogne ne compte plus de papeteries comme jadis (2) : elle ne peut donc plus consommer sur place les pâtes à bois, mais seulement fournir aux usines françaises et étrangères les essences propres à la fabrication du papier. Cette industrie devrait fournir un débouché précieux pour les rémanents de nos coupes, elle n'a cependant demandé jusqu'ici à nos régions que des rondins de tremble et de tilleul qui atteignent le prix de 10 ou 11 francs le stère sur wagons. Il est douteux qu'on puisse utiliser les ramilles et les fagots, en raison de leur coût de transport et de leur peu de richesse en cellulose. Par contre, les plantations de pins réalisées en Bourgogne pourraient y écouler la majeure partie de leurs produits, surtout les bois d'épicéa qui sont employés exclusivement dans certaines usines, comme celles d'Essonnes et d'Angoulême, à des prix élevés (15 francs le stère rendu à l'usine), ce sont actuellement l'Allemagne, la Suède, la Norvège et la Finlande qui les approvisionnent.

La consommation française des pâtes de cellulose augmente d'année en année : nous achetons actuellement à l'étranger 90 millions de kilos de pâte

(1) Renseignements fournis par M. Mathey.

(2) Les dernières papeteries en action étaient les papeteries de Montbard, appartenant aux Montgolfier. Leur exploitation a pris fin en 1898.

mécanique, 50 millions de kilos de pâte chimique et 160 millions de kilos de rondins résineux par an, ce qui représente, au bas mot, une valeur de 35 millions de francs.

En dehors de l'usine de Novillars (près de Besançon), qui se fournit en Bourgogne et dans le Jura, nos papeteries françaises n'ont jamais fait aucun effort pour utiliser les bois indigènes, pour lesquels cette industrie serait un débouché considérable. Les unes achètent leurs pâtes à la Norwège, à la Finlande, au Canada : (les prix varient de 9.50 à 10 fr. 50 les 100 kilos pour les pâtes mécaniques et de 19 à 27 francs pour les pâtes chimiques, suivant la qualité et l'essence), les autres, comme Essonnes et Angoulême, utilisent les bois en bûches venant d'Allemagne, de Suède, de Norwège, de Finlande, qui entrent en franchise lorsque leur longueur ne dépasse pas 1 mètre 10.

Les bois bruts valent 5 fr. 50 à 6 francs les 166 kilos (quantité suffisante pour fournir 100 kilos de pâte) : il est difficile à nos bois de lutter contre cette concurrence, en raison de cette modicité des prix, à moins que les pouvoirs publics ne se décident à réduire les importations étrangères en établissant des tarifs protecteurs.

3° *La fabrication du gaz de bois.* — Il n'y a pas, en Bourgogne, d'usines de distillation pour la production du gaz de bois. Il en existe par contre à proximité, dans la Haute-Marne. C'est une industrie

dont l'avenir est discutable et discuté, parce que le gaz au bois possède dans le gaz à la houille un concurrent d'une incontestable supériorité : en effet, le résidu de la distillation est, pour le bois, le charbon de bois, et, pour la houille, le coke. Or, il est constant que si le premier est d'un placement difficile, le second se vend aisément et à des prix supérieurs.

Toutefois, la fabrication du gaz « Riché » serait possible, avantageuse même au point de vue économique et forestier dans des agglomérations comptant de 4 à 10.000 habitants et proches d'un massif boisé. Les petites villes de Bourgogne situées en forêt, comme Châtillon, Semur, Autun, Saulieu, etc., pourraient, tout en obtenant à bon marché le gaz nécessaire à leur éclairage, employer les excédents de petit bois et les rémanents des nombreuses coupes qui sont exploitées chaque année dans leur voisinage.

§ II. — LES RÉFORMES NÉCESSAIRES

La mévente des bois de feu est encore accentuée par ce fait que les produits forestiers, concurrenciés par les produits miniers, sont traités moins favorablement que ces derniers par les villes et par les compagnies de chemins de fer : les villes leur font supporter des taxes d'octroi qui ne sont pas proportionnées à leur valeur vénale et sont très supérieures aux droits payés par la houille ; les compagnies de chemins de fer ont établi des tarifs trop élevés, peu

avantageux pour le transport des bois et mettent une mauvaise volonté évidente à les abaisser et à les remanier. Nous examinerons : 1° les taxes d'octroi ; 2° les tarifs de chemins de fer.

1° *Les taxes d'octroi.* — Nous avons montré précédemment que la Bourgogne, après avoir perdu l'important débouché que lui fournissaient les forges pour ses charbonnettes et ses bois de moule, avait tenté de le remplacer en se créant une situation prépondérante sur la place de Paris et sur les marchés du Midi. Il lui fallait surtout songer à placer ses charbons, dont elle produisait naguère encore une quantité considérable puisqu'en 1900, la Côte-d'Or entraînait, à elle seule, pour 600.000 hectolitres dans l'approvisionnement de Paris, dont la consommation totale a été, pour cette année, de 2.694.942 hectolitres. Elle avait échoué dans le Midi, où elle s'était heurtée à la concurrence des charbons de bois étrangers, spécialement des charbons italiens, qui viennent inonder le littoral et contre lesquels les charbons de Bourgogne ne pouvaient lutter (malgré un tarif spécial consenti entre Châtillon et le Midi par le P.-L.-M.), en raison de la modicité des salaires dont se contentent les ouvriers sardes (1 à 2 francs par jour au lieu de 5 à 6 francs en France). Une proposition de loi pendante devant le Parlement pourrait, si elle était votée, rendre à nos charbons ce débouché en supprimant la concurrence étrangère par l'augmentation du droit de douane sur les

charbons, que l'on porterait de 1 à 2 francs par 100 kilos.

Mais la Bourgogne avait été plus heureuse à Paris, où elle s'était créé un débouché considérable et où elle fournissait peut-être le cinquième de la consommation en charbons. Malheureusement, depuis 1873, nos importations à Paris ont sans cesse diminué, à mesure, du reste, qu'augmentait la consommation de la houille, du gaz et du pétrole.

Or, nos bois et nos charbons, aux prix où ils sont, ne pourront lutter contre la concurrence des produits miniers qu'à condition d'être traités d'une manière aussi favorable que ces derniers par les compagnies qui les transportent et par les villes qui les taxent. Il n'en est malheureusement pas ainsi, et les taxes d'octroi comme les tarifs de chemins de fer sont établies d'une façon fort inégale :

Actuellement, la ville de Paris perçoit les droits suivants :

Bois à brûler, 3 francs par stère, soit par	
100 kilogrammes	0 fr. 75
Charbon de bois, 0 fr. 60 par hectolitre,	
soit par 100 kilogrammes	2 fr. 73
Charbon de terre, 0 fr. 72 par quintal, soit	
par 100 kilogrammes	0 fr. 72

La taxe d'octroi est donc à Paris (comme dans la plupart des autres villes), à *égalité de poids*, sensiblement la même pour les bois à brûler et les charbons de terre et quatre fois plus forte pour le charbon de bois que pour la houille.

Cette différence, au profit du charbon de terre est tout à fait injustifiable, puisque le charbon de bois donne moins de calorique que la houille, et l'égalité de traitement des bois et des charbons de terre n'est qu'apparente, puisque la houille a un pouvoir calorique de beaucoup supérieur à celui du bois.

La valeur calorifique de ces divers combustibles est en effet de :

2.800 calories pour le bois ordinaire à 20 % d'humidité ;

3.600 calories pour le bois sec ;

7.000 — — le charbon de bois ;

7.500 — — la houille moyenne.

(Le calorie étant l'unité de mesure de chaleur).

Pour être équitables, les droits d'octroi devraient tenir compte de ces différences, c'est-à-dire être proportionnels à la puissance calorique des matières taxées. Les coefficients servant à les établir seraient alors de 2,8 ; 3,6 ; 7 ; 7,5.

Sans demander cette égalité de taxe, les négociants en combustibles et les propriétaires de forêts ont, dans une pétition adressée au Conseil municipal de Paris, par l'intermédiaire du journal *Bois et Charbons*, fait remarquer que le charbon de bois, qui vaut en moyenne 1 fr. 80 l'hectolitre en dehors de Paris, est frappé d'un droit de 0 fr. 60, soit 33 % de sa valeur, alors que le charbon de terre, qui vaut 40 francs la tonne, est frappé d'un droit de 7 fr. 20, soit 18 % de sa valeur et que cette différence de taxation favorise l'importation des houilles

étrangères (anglaise, belge et allemande), au détriment d'une industrie française en péril. Les suppliants réclament une légère augmentation sur le droit d'entrée du charbon de terre, qui permettrait le dégrèvement complet du charbon de bois.

Cette réforme peut, en effet, se réaliser facilement si l'on considère que la quantité de charbon de bois pénétrant annuellement à Paris (993.000 quintaux), est infime par rapport à la quantité de houille qui y est consommée (13.553.700 quintaux), et qu'une augmentation de taxe de 0 fr. 13 par tonne de houille suffirait pour faire cesser l'inégalité et pour permettre de réduire le droit payé par les charbons de 1 fr. 34.

Le sort du commerce des charbons en Bourgogne dépend donc beaucoup de la décision que prendra dans l'avenir le Conseil municipal de Paris.

La question des octrois ne se pose plus en Province. En dehors de Paris, nos charbons et nos bois étaient consommés sur place, à Dijon par exemple, ou dirigés sur Lyon. Or, ces deux villes, dans lesquelles ces produits étaient également assujettis à des taxes, ont supprimé leurs droits d'octroi, Dijon en 1898, Lyon plus récemment.

Ces droits étaient les suivants (1) :

(1) Renseignements fournis par l'octroi central de Lyon et de Dijon.

VILLES	COMBUSTIBLES	UNITÉS	TAXE D'OCTROI	POIDS	CHIFFRE MOYEN de la taxe par 100 kilog.
			fr.	kil.	fr.
Lyon	Bois à brûler d'essence dure.	Stère.	3 ⁰ 00	400	0 ⁰ 75
	— — — tendre	—	2 00	300	0 67
	Charbon de bois.	Quintal.	1 00	100	1 00
	Charbon de terre.	Tonne.	1 20	1.000	0 12
	Coke.	—	2 00	1.000	0 20
Dijon	Bois à brûler d'essence dure.	Stère.	1 00	400	0 25
	— — — tendre	—	0 80	300	0 27
	Charbon de bois.	Hectolitre	0 30		
	Charbon de terre.	—			

Cette suppression a pu, dans une certaine mesure, surexciter la consommation et encourager la production, mais d'une façon bien moins efficace que ne le ferait le remaniement des droits d'octroi de Paris. C'est à ce but que doivent tendre les efforts des commerçants et des propriétaires bourguignons.

2° *Les transports.* — La question des transports a été de tout temps, pour le commerce des bois, un problème compliqué dont la solution n'a pas été trouvée à l'heure actuelle, malgré les progrès immenses réalisés depuis cinquante ans.

Elle a été la préoccupation constante de nos ancêtres qui n'ont pas su la résoudre et ont éprouvé pendant des siècles la crainte de manquer de bois,

non parce que les produits ligneux étaient rares, mais parce qu'ils *étaient difficiles à transporter* et que certaines villes, très éloignées des centres boisés, n'avaient aucun moyen pratique de faire amener des forêts lointaines les approvisionnements qui leur étaient nécessaires. L'apparition du flottage avait atténué ce souci, sans le détruire entièrement. Les travaux de canalisation, effectués à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, l'ont fait disparaître en permettant la vulgarisation de l'emploi de la houille, et en facilitant les transports.

Plus récemment, il semblait que la construction des chemins de fer allait fournir au commerce des bois un secours puissant et lui permettre de se débarrasser de ce souci matériel.

Il n'en est rien : la préoccupation a changé de caractère mais n'a pas disparu. La mise en exploitation des chemins de fer a été le point de départ et peut-être la cause d'une baisse progressive des produits forestiers. La crise, un instant suspendue, s'est précipitée depuis 1876 et la dépréciation du prix des bois est telle aujourd'hui que les tarifs de chemins de fer, trop élevés, mal établis, absorbent le plus clair du bénéfice des marchands ou des exploitants qui sont contraints d'abandonner des marchés importants, comme le marché de Paris, et préfèrent ne pas travailler que de se livrer à des opérations nulles ou désavantageuses.

La mauvaise volonté que mettent les compagnies de chemins de fer à améliorer leurs tarifs fait redou-

ter la disparition de notre commerce des charbons et l'accumulation des bois de chauffage sur les chantiers de Bourgogne où ils ne trouveront preneur qu'à des prix dérisoires.

Il est intéressant d'examiner comment les transports par fer, après avoir rapidement supplanté les anciens modes de transport (flottage — transport par le canal de Bourgogne) plus économiques, mais trop lents, sont devenus trop onéreux pour des produits dépréciés autant que le sont les bois : à défaut de réformation volontaire des tarifs, il y aura lieu pour les pouvoirs publics d'exiger cette refonte.

Les anciens modes de transports. — Leur élimination par les chemins de fer.

1° *Le flottage.* — Autrefois la plus grande partie des bois de chauffage que produisaient le Morvan et les forêts de la Saône étaient flottés et conduits par eau jusqu'à leur lieu de destination.

Sur la Saône et la Seille (canalisée sur une longueur de 39 kilomètres), on pratiquait le flottage par train, c'est-à-dire que l'on réunissait solidement des morceaux de bois avec des liens, de manière à former des radeaux auxquels on faisait descendre la rivière en suivant le courant.

Ce mouvement était très important sur la Saône et à certaines époques où les bois envoyés à Lyon étaient réunis à Saint-Jean-de-Losne, le port était encombré par une masse considérable de bois. On peut éva-

luer à 80.000 tonnes (400) trains la quantité de moules qui descendait, chaque année, la rivière entre Saint-Jean-de-Losne et l'Île Barbe (près de Lyon). A partir de 1885, à la suite de la réforme des tarifs par la Compagnie P.-L.-M., ce mouvement décroît très rapidement, tombe en 1885, à 64.336 tonnes, et en 1886 à 54.135 tonnes et finit par devenir peu important : les nouveaux tarifs consentis en 1899 par le P.-L.-M. l'ont réduit à rien, bien que ce transport soit resté plus économique que le transport par fer.

Dans le Morvan, on pratiquait, et l'on pratique encore, le flottage à bûches perdues, le seul possible en raison du peu d'importance des rivières et de leur caractère torrentueux. Après l'exploitation, les bûches sont descendues le long des ruisseaux et empilées sur des emplacements où on les marque avec le marteau du propriétaire. D'autres, situées dans des coupes qui dominent les cours d'eau, sont marquées sur place. A partir du 25 mars, des étangs ménagés le long des rivières, et dont le plus considérable est le lac des Settons, sur la Cure (22.000.000^{me} d'eau, 400 hectares de superficie, 21^m de hauteur d'eau au barrage), fournissent le flot dans lequel les bois sont jetés depuis les ports ou depuis les berges des coupes voisines. Les bûches descendent ainsi par la haute Yonne, la Cure et leurs affluents supérieurs; elles sont arrêtées à Clamecy et à Cravant où s'opèrent le triage et le triquage. Puis, elles sont réunies en trains d'environ 32 décastères

(90^m × 4.55 × 0.80), ou quelquefois chargées sur bateaux et dirigées sur Paris (1).

Le flottage à bûches perdues a eu, autrefois, dans le Morvan, une importance considérable : tous les ruisseaux de quelque importance y étaient utilisés, et, jusqu'en 1876, les forêts morvandelles fournissaient à Paris, par ce moyen, environ 20.000 décastères de bois, c'est-à-dire *plus du quart* de la consommation de la capitale.

La concurrence des chemins de fer a diminué ce trafic dans des proportions considérables. Déjà en 1892, il n'est plus flotté que 11.000 décastères (8.000 par l'Yonne et 3.000 par la Cure). En 1903, il n'a été jeté, dans la Cure, que 1.312 décastères et dans l'Yonne que 5.373 décastères, soit au total 6.885 décastères (2).

On ne flotte plus guère à l'heure actuelle que les bois provenant de coupes, dont la situation ne permet pas de « débarder » les produits par voitures, ou ne le permettrait qu'à des prix excessifs.

Comme les régions de la haute Yonne et de la Cure sont très montagneuses et très escarpées, le nombre des coupes indébardables est considérable : c'est ce qui permet d'expliquer que la conduite à bois perdu, qui a disparu partout en France, ait conservé dans le Morvan une certaine importance et que la

(1) Depuis 1881, les bois sont transportés à Paris presque uniquement par bateaux.

(2) Renseignements fournis par M. Saffroy, sous-ingénieur des ponts et chaussées, à Vermenton.

concurrence des chemins de fer soit impuissante à la réduire davantage. Les frais de flottage varient avec l'importance du flot et l'état de la température : sur la Cure, le prix du transport (tirage, tricage et frais divers compris), oscille entre 1 fr. 50 et 2 fr. 10 par décastère, en moyenne 1 fr. 80, soit 0 fr. 027 par tonne et par kilomètre ; sur l'Yonne, les frais sont moins élevés parce que la rivière est moins accidentée, le parcours moins long et le flot plus fort : on compte 1 fr. 35 par décastère, soit 0 fr. 022 par tonne et par kilomètre. Le transport par bateaux, entre les ports d'arrivage et Paris, coûte de 0 fr. 022 à 0 fr. 026 suivant la concurrence (1).

2° *Les transports par le canal de Bourgogne.* — C'est une croyance très répandue dans le public que la plupart de nos bois de feu, à destination de Paris ou du Midi, empruntent la voie du canal de Bourgogne : en réalité, le canal n'est utilisé qu'exceptionnellement par les bois qui sont coupés et consommés en Bourgogne même (trafic intérieur), ou par les bois qui sont expédiés de l'extérieur et brûlés dans la province (arrivages).

Le canal sert au transport des bois de service trop longs pour être emmenés par fer et surtout au transport des houilles provenant de Belgique, d'Allemagne, et des cokes de Paris destinés à la Bourgogne. Le transit y est peu important et les charbons de terre des houillères de Saône-et-Loire, qui vont à

(1) Chiffres fournis par M. Saffroy.

Paris, voyagent de préférence par le canal du Centre.

Nous donnons ci-dessous la statistique des transports effectués sur le canal, en 1904 (1).

3° *Les transports par chemins de fer* (2). — Les chemins de fer, par suite des avantages incontestables qu'ils présentaient au point de vue de la facilité et de la rapidité des transports, et par l'établissement

(1) Statistique fournie par le service des ponts et chaussées (section du canal de Bourgogne).

TRAFFIC INTÉRIEUR EN 1904

	DESCENTE		REMONTÉ
	—		—
Bois de service de la Saône à l'Yonne	3.448	de l'Yonne à la Saône	3.701
Bois à brûler	778	—	4 851
Combustibles minéraux	3.115	—	18
<i>Expédition.</i>			
Bois de service	26.631	—	4286
Bois à brûler	7.918	—	
Combustibles		—	411
<i>Arrivages.</i>			
Houilles du Nord et du Pas-de-Calais	14.222	—	1.941
— de Belgique	14.987	—	672
— du bassin de la Loire	7.031	—	1.743
— — de la Seine (coke)		—	5.788
— d'Allemagne	5.502	—	
Coke de Paris		—	3.879
— d'Angleterre, chargées à Rouen pour Dijon		—	491
Bois à brûler	5.908	—	
— de service	1.459	—	467
— flotté		—	490
<i>Transit.</i>			
Bois de service	3.669	—	3.651
Houille d'Angleterre	{	de Rouen pour Besançon	242
		de Clichy pour Osselle	230
(2) Renseignements fournis par M. Villame.			

(2) Renseignements fournis par M. Villame.

de tarifs de pénétration, n'ont pas eu de peine à s'emparer, en ce qui concerne les bois, de la majeure partie du trafic (1). Ce sont, en Bourgogne, la Compagnie P.-L.-M. et la Compagnie de l'Est qui assurent le transport de nos produits forestiers, de quelque région qu'ils viennent (le Haut-Morvan excepté).

Malheureusement, ces compagnies n'ont rien fait pour s'intéresser à la situation, de jour en jour plus pénible, d'un commerce qui leur fournit une source de profits considérables. Elles ont conservé à peu près les tarifs qui existaient alors que ce commerce était prospère, et ces tarifs pèsent lourdement sur des produits dépréciés. Elles sont restées sourdes aux doléances des marchands de bois, malgré l'autorité des personnalités qui les présentaient.

Nous étudierons, en les critiquant, ces tarifs, les réformes dont ils ont fait l'objet, les vœux présentés par le Congrès des marchands de bois de l'Est.

1° *Les tarifs : critique et réformes.* — « La valeur
« d'un transport (disait M. Mathey dans une com-
« munication faite à la Société forestière de Franche-
« Comté) (2), oscille entre une limite supérieure,
« réalisée lorsque la différence entre la valeur de

(1) Nous ne pouvons, à notre grand regret, donner une statistique globale des transports de bois et de charbons effectués par les chemins de fer en Bourgogne, les compagnies se refusant catégoriquement à fournir ces chiffres, pour ne pas donner au commerce d'armes contre elles.

(2) *Revue forestière de Franche-Comté*, 1899, p. 370.

« l'objet au point de départ et sa valeur au point
« d'arrivée est nulle, auquel cas l'objet n'a plus de
« valeur aux lieux où il se trouve, et une limite infé-
« rieure réalisée lorsque la valeur d'un transport est
« le prix minimum que doit toucher celui qui effec-
« tue le transport et sans lequel il n'a pas d'intérêt à
« l'effectuer ».

Les Compagnies de chemins de fer n'ayant pas à redouter la concurrence d'autres modes de transport, puisqu'elles les ont éliminés, ni la concurrence par fer, puisqu'elles sont érigées en monopole, ont une tendance à se rapprocher de la limite supérieure et à taxer d'une façon exorbitante certaines marchandises qui représentent peu de valeur sous un gros volume : c'est le cas des bois.

Des deux réformes, réalisées par la Compagnie P.-L.-M. en 1885 (à la suite des Conventions de 1883) et en 1899, la première, qui avait la prétention de réduire les tarifs a, en fait, abouti à les augmenter ; la seconde, qui serait vraiment avantageuse pour le transport des bois de chauffage et des charbons, ne profite guère à la Bourgogne pour les expéditions qu'elle fait à Paris, en raison de la distance très courte qui l'en sépare.

1° *Réforme de 1883-85.* — Les tarifs appliqués à partir de juillet 1885 ont été augmentés par les Compagnies, surtout par le P.-L.-M., tout au moins en ce qui concerne les charbons, comme il est facile de s'en convaincre en dressant un tableau des deux tarifs (avant et après 1885).

Tableau comparatif des prix de transport des charbons de bois des Compagnies P.-L.-M. et Est (1) :

DISTANCE en KILOMÈTRES	TARIFS DE LA COMPAGNIE P.-L.-M.			TARIFS DE LA COMPAGNIE DE L'EST	
	I Ancien tarif n° 22 avant juillet 1885, barème B par 1000 kilos	II Tarif n° 8, depuis juillet 1885 au 5 décembre 1902, barème B par 1000 kilos	III Nouveau tarif depuis le 5 décembre 1902, barème B par 1000 kilos	I Ancien tarif n° 8, avant août 1885	II Nouveau tarif n° 8, homologation 14 août 1885, barème C par 2000 kilos
	Non compris frais de chargement, de déchargement et de gare				
Inférieure à 50 kil. 0.07 par tonne et par kilomètre.		0.08	0.08	0.08	0.08
50	3.50	4	4	4	4
60	4.10	4.60	4.60	4.65	4.80
70	4.70	5.20	5.20	5.30	5.60
80	5.30	5.80	5.80	5.95	6.40
90	5.90	6.40	6.50	6.60	7.20
100	6.50	7	7	7.25	8
200	11.50	13	13	13.25	12
250	13.60	15	14	13.25	14
260	13.60	15 40	14.20	15.60	14.40
270	14.30	15 80	14.40	16.60	14.80
280	14.30	16.20	14.60	16.60	15.20
290	15	16 60	14.80	16.60	15.60
300	15	17	15	16.60	16
310	15.90	17 35	15.20	17.15	16.40
320	15.90	17.70	15.40	17.70	16.80
340	16.80	18 40	15.80	18.80	17.60
350	17.70	18.75	16	19.35	18
360	17.70	19 10	16.20	19.90	18.40
380	18.60	19.80	16.60	21	19.20
400	19.50	20.50	17	22.10	20
420	20.40	21.20	17.40	23.20	20.80

(1) Chiffres fournis par M. Villame.

Réforme de 1899 (20 mars 1901). — La réforme de 1899 a été consentie par le P.-L.-M. pour tuer la concurrence de l'Est. Elle diffère de l'ancien tarif :
1° Par la substitution dans le tableau de la désignation des marchandises et dans les paragraphes 1 et 2 (du tarif spécial P. V. n° 8), des dénominations nouvelles de charbon de bois en morceaux et copeaux de bois à celles employées actuellement de charbon de bois et copeaux.

2° Par l'inscription au paragraphe 2, pour le transport sur Paris (B) des bois à brûler, dits de corde, bois à brûler non dénommés, etc., par expédition de 5.000 kilos, du barème ci-après, qui se substitue au barème F à partir de 200 kilomètres.

200	5.50	310	7.15	560	10.60
205	5.60	320	7.30	580	10.80
210	5.65	330	7.45	600	11 »
215	5.75	340	7.60	620	11.20
220	5.80	350	7.75	640	11.40
225	5.90	360	7.90	660	11.60
230	5.95	380	8.20	680	11.80
235	6.05	400	8.50	700	12 »
240	6.10	420	8.80	720	12.20
250	6.25	440	9.10	740	12.40
260	6.40	460	9.40	760	12.60
270	6.55	480	9.70	780	12.80
280	6.70	500	10 »	800	13 »
290	6.75	520	10.29	820	13.20
300	7 »	540	10.40	840	13.40

Ce nouveau tarif présente à partir de 200 kilo-

mètres, des réductions importantes pour les bois à brûler sur les prix demandés à la suite des conventions de 1883-84 qui sont toujours en vigueur sur l'Est.

Si l'on compare une expédition de 5.000 kilos à destination de Paris-la Villette ou de Paris-Bercy, faite par le réseau de l'Est ou celui du P.-L.-M., on constate un écart considérable et criant entre les deux taxes.

1° Réseau de l'Est.

De Mirebeau à Paris-la Villette,	328 kil.	Prix	9.95
D'Is-sur-Tille	— 305 —	—	9.50
De Châtillon-s-Seine	— 232 —	—	8.05
De Gray	— 351 —	—	10.40

2° Réseau du P.-L.-M.

De Châtillon-s-S. à Paris-Bercy,	259 kil.	Prix	6.40
De Gray	— 374 —	—	8.20

Cette réduction des tarifs du P.-L.-M. appelle un remaniement des tarifs de l'Est. Elle prouve en tous cas que les Compagnies *ont intérêt* à transporter nos bois et qu'elles sont susceptibles de faire au commerce des conditions meilleures.

Ce nouveau tarif ne présente pas toutefois de très grands avantages pour la Bourgogne parce que, suivant le système adopté par les Compagnies françaises des tarifs mobiles, à base décroissante, il ne com-

mence à être avantageux qu'à partir de 200 kilomètres et n'est très réduit que pour les longs parcours.

C'est ainsi que 5.000 kilos de bois à destination de Paris paieront 5.75 de transport depuis Lézennes (Yonne), pour un parcours de 211 kilomètres, alors qu'ils paieraient seulement 13.50 depuis Vitrolles (Bouches-du-Rhône), pour un parcours de 850 kilomètres, soit une taxe d'un peu plus du double pour une distance quatre fois supérieure.

Ce système a, pour la Bourgogne, deux conséquences néfastes :

1° Une partie du département de l'Yonne ne profite pas de l'amélioration des tarifs : le reste de la Bourgogne, en bénéficie différemment.

2° Les bois étrangers, qui empruntent le réseau du P.-L.-M. depuis la frontière, peuvent aussi faire à nos produits une concurrence désastreuse sur le marché de Paris, parce que ces tarifs, à base décroissante, dits de pénétration, leur sont très avantageux.

Il n'est pas possible de demander aux compagnies de transformer cette méthode, parce que si elle lèse les intérêts d'une région elle est favorable aux intérêts généraux. Toutefois, les Compagnies pourraient concilier ces deux intérêts opposés en établissant pour l'intérieur un système spécial en s'inspirant, par exemple, du système des zones usité en Autriche-Hongrie (1).

(1) L'Autriche et la Hongrie sont divisées en un certain nombre de zones, à l'intérieur desquelles les marchandises d'un poids élevé, d'un gros volume et d'une faible valeur bénéficient d'une tarifica-

Elles pourraient également changer la base de leur tarification et tenir compte, pour leurs prix de transport, moins du poids et du volume des marchandises à transporter que de leur valeur. Actuellement les bois, quels qu'ils soient, paient sur le P.-L.-M., tant par tonne : il est profondément injuste de faire payer à des bois de chauffage ou à des charbons de faible valeur le même prix de transport qu'à des bois d'œuvre, dont certains, comme les plateaux de noyer, atteignent 180 ou 200 francs le mètre cube.

En diminuant les taxes excessives (1), perçues actuellement sur les bois de feu, les Compagnies serviraient non seulement les intérêts du commerce, mais leur propre intérêt à elles, car les marchands de bois, ne pouvant réaliser de bénéfices en raison de la cherté des transports et de la modicité des prix de vente, renoncent de plus en plus à envoyer leurs produits à Paris ou dans le Midi : il en résulte pour les Compagnies *une diminution de trafic*. Ce trafic reprendrait très vite son ancienne importance, si les Compagnies consentaient des tarifs plus raisonnables.

La situation présente est tellement menaçante pour le commerce des bois de Bourgogne (qui perd

tion spéciale extrêmement réduite, ce qui permet aux propriétaires des forêts austro-hongroises de transporter à peu de frais leurs bois jusqu'à la frontière où ils viennent concurrencer les bois des autres pays.

(1) Un sac de charbon qui est vendu, gare de départ, au prix maximum de 3 francs, paie un transport d'environ 1 fr. 15 d'ici Paris.

peu à peu à cause de l'élévation des tarifs, de leur base défectueuse et de leurs inégalités choquantes, le dernier et le plus important de ses débouchés) que, depuis plusieurs années, le Syndicat des Marchands de bois de la Côte-d'Or a formé à diverses reprises des revendications qui, jusqu'alors, n'ont pas abouti. Il y a à peine un an, le 7 juillet 1904, ce Syndicat a présenté au Congrès des Marchands de bois, tenu à Nancy, un mémoire rédigé par son secrétaire, M. Villame, et réclamant l'intervention des pouvoirs publics pour obtenir :

1° Des Compagnies P.-L.-M. et de l'Est, l'abaissement des taxes de transport pour les charbons de bois et la suppression de tous les prix fermes ou de faveur ;

2° Du P.-L.-M., la modification de son tarif commun, n° 109 (Ceintures, Est, Nord, P.-L.-M., § II), afin d'ouvrir aux étais de mines fabriqués en Bourgogne le débouché du Nord ;

3° Du P.-L.-M., la suppression des Paliers et de la clause dite « des stations intermédiaires », qui permettent à la Compagnie de faire payer aux bois expédiés un parcours supérieur au parcours réellement effectué ;

4° De l'Est et du P.-L.-M., la création d'un tarif commun aux deux compagnies, afin d'assurer l'approvisionnement de Dijon et de remédier à la situation défavorable qui est faite aux marchands de bois par le transit, à Is-sur-Tille.

Ces différentes réformes sont urgentes : les cours

des bois de moule fléchissant d'année en année, ne tarderont pas à être affaissés autant que ceux des charbons de bois. Il est impossible que l'État, grand propriétaire de bois en Bourgogne, par conséquent directement intéressé dans la question, ne prenne pas les mesures nécessaires pour faire aboutir ces justes revendications et cesser cette situation désastreuse.

QUATRIÈME PARTIE

LA VENTE DES BOIS

CHAPITRE PREMIER

Le Contrat de vente des bois.

Il n'y a pas en Bourgogne d'usage particulier, en ce qui concerne la vente des bois, qui suit les règles générales du contrat de vente.

L'exploitation des forêts donne lieu à deux sortes de ventes : 1^o la vente de la coupe ; 2^o la vente des produits façonnés.

§ 1^{er}. — VENTE DES COUPES

La vente de la coupe est effectuée par le propriétaire du sol forestier qui peut être l'État, une commune, un établissement public ou un particulier.

Pour les trois premiers propriétaires, la vente a lieu par adjudication publique, d'après un cahier des charges. Elle se fait au rabais, afin d'empêcher l'entente entre les marchands de bois, sous trois formes : vente en bloc et sur pied, vente à l'unité des produits, vente de produits façonnés.

L'adjudicataire est tenu, sous les peines portées par l'art. 24 du Code forestier, de donner, dans les

cinq jours qui suivent le jour de l'adjudication, une caution et un certificateur de caution reconnus solvables, à moins qu'il ne se libère par un paiement au comptant ou qu'il ne dépose, à la Caisse des dépôts et consignations, un cautionnement en titres ou en valeurs, égal au vingtième du prix principal d'adjudication.

Au cas de paiement à terme, les adjudicataires doivent verser immédiatement après l'adjudication :

a) *Pour les bois domaniaux* : 1 fr. 60 $\%$, représentant les droits proportionnels d'enregistrement et le droit fixe afférent au certificat de caution.

b) *Pour les bois indivis entre l'État, les communes et les Établissements publics* : le dixième de la part afférente aux communes et aux établissements publics sur le prix principal d'adjudication, plus les droits de timbre et d'enregistrement.

c) *Pour les bois communaux et d'établissements publics* : le dixième du prix principal, ainsi que les droits de timbre et d'enregistrement.

Le reste du prix d'adjudication sera payé par quart, sur la présentation de quatre traites ou quatre billets à ordre aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre.

L'exploitation et la vidange des coupes doivent être terminées dans un certain délai prévu au cahier des charges, faute de quoi l'adjudicataire est passible d'une indemnité et d'une amende fixées par les tribunaux. Le fait seul de n'avoir pas exploité et réuni en tas des perches d'épicéas, abattues d'ailleurs à une

époque convenable, constitue le délit prévu par l'article 37 du Code forestier (1). Il y a également délit, au sens de l'art. 40 du Code forestier, au cas où l'adjudicataire n'aurait pas abattu, dans les délais, des perches griffées par l'administration dans une coupe de nettoyage.

La vente des coupes dans les forêts particulières se fait, soit par arrangement direct, soit à la Chambre des notaires et au rabais, soit chez les propriétaires ou leurs représentants, par soumissions cachetées.

Le paiement s'effectue presque toujours à terme par moitié, payable à Pâques et à Noël, ou encore au 30 juin et au 31 décembre chez le notaire, le géomètre ou le propriétaire.

Les indemnités, dues pour retard d'exploitation, sont calculées d'après un usage de Bourgogne. S'il s'agit d'une coupe de trente ans et que l'adjudicataire ait retardé la coupe d'une année, l'indemnité est établie en ajoutant à la valeur de la trente et unième feuille la valeur de la trentième feuille qui ne se produira pas, au total, le 1/15^e environ du prix d'adjudication.

Les adjudicataires et les acheteurs de coupes doivent observer, en outre des clauses du cahier des charges ou des arrangements consentis avec leur vendeur, l'aménagement des bois qu'ils exploitent et

(1) Forêts c. Lenoble. — Cour de Dijon, 9 février 1881. Cassation, 4 août 1881.

respecter les réserves (art. 33, C. f.), sous peine d'amendes calculées d'après l'art. 34 du Code forestier, ou suivant une expertise lorsque cela est encore possible, c'est-à-dire lorsque les souches subsistent et permettent d'établir les dimensions des arbres abattus à tort (1).

Ils doivent enfin payer le prix d'adjudication aux termes convenus. En cas de non paiement, l'Etat, les communes et les établissements publics sont couverts par le recours qu'ils ont contre la caution et le certificateur de caution. La caution, qui a soldé le prix, est alors subrogée aux droits de l'adjudicataire et devient propriétaire de la coupe. Dans le cas où le propriétaire du sol forestier est une commune, il arrive souvent que la caution souffre de dommages causés par suite des actes ou des négligences de l'administration forestière ; le subrogé ne peut, en ce cas, en s'appuyant sur l'art 2.037 du Code civil, être déchargé de ses obligations vis-à-vis de la commune parce que l'administration forestière n'est pas, dans sa gestion des bois communaux, mandataire des communes.

L'administration pourrait encore exercer le droit de rétention sur les produits de la coupe (2) ; elle use en général de ce droit lorsque l'adjudicataire tombe en faillite : c'est dans ce but qu'elle a soin

(1) Forêts c. Bichon, Ponsot et autres. — Cour de Dijon, 25 janvier 1877.

(2) Guillerand c. Levallant de Bovent. — Cour de Paris, 17 août 1844.

d'insérer au cahier des charges une clause d'après laquelle le parterre des coupes ne devra pas être considéré comme le chantier ou le magasin des adjudicataires et que les bois qui s'y trouveront déposés pourront être saisis et revendiqués en cas de faillite, conformément aux articles 2.102 du Code civil et 576 du Code de commerce. Cette clause est licite et légale (1) et le droit de rétention qu'elle donne au vendeur non intégralement payé est opposable à un tiers qui prétendrait tenir de l'adjudicataire des droits sur les bois vendus, lorsqu'il a eu connaissance de toutes les conditions de l'adjudication, et notamment de la clause sus-énoncée.

Elle est opposable également aux créanciers d'un adjudicataire failli (2).

Cette doctrine est celle de toute la jurisprudence ; elle a été confirmée par la Cour de cassation (affaire Spindler) qui ajoute, dans son arrêt, que le droit de rétention pourra toujours être exercé par le vendeur primitif contre le sous-acheteur, à moins que celui-ci ne prouve qu'il y a eu « délivrance matérielle et effective des bois vendus (3) et qu'il était de bonne foi » (4).

Les particuliers insèrent rarement cette clause

(1) Commune de Plancher-les-Mines c. Spindler. — Cassation, 2 août 1880. (V. Cassation, 29 janvier 1869. P. 1869, 384 S. 1869, 1. 154). — (Cassation, 2 juin 1869, P. 1869, 1080 S. 1869, I. 416).

(2) Duez, faillite Debarbieux c. veuve Sculfort, Douai, 31 décembre 1888.

(3) Cass. 4 août 1852. (P. 1854, 1. 204 S. 1852, 1. 705).

(4) Dijon, 17 décembre 1866.

dans les annonces qu'ils font, par voie de la presse, de coupes à vendre; nous ne connaissons guère en Bourgogne que deux ou trois propriétaires qui prennent ce soin. C'est un tort, car les particuliers, possesseurs de forêts, n'ont pas toujours la précaution d'exiger des acheteurs de leurs coupes une caution et un certificateur de caution; ils ne possèdent, en cas de non paiement, d'autre garantie que le droit de rétention (art. 1654 du Code civil); ils sont donc exposés, lorsqu'ils veulent exercer leur droit de rétention, à se voir évincés par les sous-acheteurs des produits forestiers ou par la masse des créanciers de leur débiteur tombé en faillite parce que, en l'absence de toute clause, le parterre d'une coupe est considéré comme le magasin de l'acheteur : il faut, pour que cette règle cesse de s'appliquer, que la clause contraire soit énoncée et rendue publique au moment de l'adjudication ou de la vente de la coupe.

Si le vendeur peut s'entourer de garanties suffisantes pour le mettre à couvert des risques de non paiement ou d'éviction, il n'en est pas de même de l'acheteur, qui n'a comme garantie que la rétention du prix (1653, C. civ.), et qui peut être troublé dans sa possession par les agissements d'un vendeur malhonnête : il peut arriver, en effet, que le propriétaire insolvable d'un bois, après avoir vendu des coupes et touché le prix, aliène le sol forestier lui-même. L'acheteur de la coupe pourra être évincé par l'acheteur de la forêt, parce qu'il ne possède

qu'un droit purement personnel qui ne saurait donner lieu à l'éviction de l'acheteur du bois lui-même (1).

De tels faits sont heureusement très rares dans le commerce des bois, et la bonne foi règne, en général, dans les transactions qui interviennent entre propriétaires et adjudicataires, comme entre adjudicataires et acheteurs des produits en coupe.

§ II. — VENTE DES PRODUITS FAÇONNÉS

Les coupes une fois exploitées, l'acheteur, s'il n'assume pas l'exploitation complète, en revend les produits par unités : les futaies sont livrées aux scieurs, les moules aux marchands de bois, les charbonnettes aux charbonniers.

Les ventes qui suivent, entre ces intermédiaires et le public, se concluent après accord des parties, qui fixent les conditions de livraison, le mode et le lieu de paiement.

Livraison. — Toutes ces ventes considérées comme ventes à la mesure, ne sont parfaites qu'après le mesurage (art. 1585 du C. civ.). Les produits vendus ne deviennent réellement propriété de l'acheteur qu'après la livraison effective.

Beaucoup d'acquéreurs s'imaginent être devenus possesseurs des bois qu'ils ont achetés dès le mo-

(1) Millot et Dufournel c. Langlois, Brecet et autres. — Cour de Dijon, 26. mars 1876.

ment où ils se sont rendus sur la coupe et ont procédé au martelage d'un certain nombre d'arbres et de moules. Le martelage équivaut bien, de la part de l'acheteur, à une acceptation tacite des produits comme qualité et comme volume : c'est une mesure d'ordre, une précaution destinée à supprimer les difficultés entre vendeur et acheteur, à éviter les refus des marchandises en gare d'arrivée (1), mais ne constitue pas une livraison au sens propre du mot (2), de sorte que le vendeur ou la caution qui a payé le prix de la coupe en ses lieux et place, demeure toujours propriétaire des produits : si l'acheteur a effectué le paiement entre les mains du vendeur et que ce dernier tombe en faillite, les produits vendus pourront être revendiqués par le syndic et profiteront à la masse des créanciers, l'acquéreur sera lésé (3).

La livraison n'est effectuée que quand la chose vendue est réellement sortie des mains du débiteur, par exemple, quand la marchandise a été conduite au lieu spécifié : s'il a été convenu que des bois devraient être livrés sur wagons, en gare Dijon, ils ne doivent pas être considérés comme livrés lorsqu'ils ont été conduits en gare Dijon, auquel cas ils

(1) Spécialement toutes les maisons de bois du Midi, qui achètent des douelles en Bourgogne, envoient réceptionner.

(2) Besançon, 16 et 17 janvier 1865.

(3) Tortochot c. Huot, Dijon, Trib. de Commerce, 2 avril 1897.

pourraient être revendiqués par les intéressés, mais seulement lorsqu'ils ont été chargés sur wagons.

La livraison des bois de chauffage se fait généralement sur le parterre des coupes, parce que ce sont des habitants de la campagne qui en sont la plupart du temps acheteurs, et qu'ils viennent les prendre eux-mêmes où qu'ils les font prendre par des voituriers à leur solde. Ils restent donc exposés aux risques dont nous avons parlé, au cas où une clause déclare que le parterre de la coupe ne sera pas considéré comme magasin de l'acheteur, tant que livraison effective n'en a pas été faite.

Païements (modes et lieux de). — Les paiements de bois, livrés par les marchands de bois aux consommateurs, se font rarement au comptant.

Spécialement, dans les ventes que font les marchands de bois aux cultivateurs ou aux paysans, les ventes au comptant sont l'exception, malgré la diminution de un franc par moule consentie, en ce cas, par le vendeur. Il est d'usage, en Bourgogne, pour les gens des campagnes, de payer à la Saint-Martin ou à la Sainte-Cécile, c'est-à-dire en octobre-novembre, alors que leurs récoltes ont été vendues et qu'ils sont en mesure de satisfaire eux-mêmes à leurs obligations. Ce terme n'est même pas stipulé : il est tacite. Le recouvrement des créances est opéré par les marchands de bois chez les acquéreurs, soit par le moyen de représentants (généralement les garde-vente), soit par le moyen de traites sans frais.

Dans leurs rapports avec le commerce, les marchands de bois suivent les usages commerciaux pour les modes, les lieux et les délais de paiement. Les paiements au comptant se font avec escompte de 3 %. Les paiements à terme ont lieu généralement à 30, 90 ou 120 jours, date de livraison ou date de fin de mois : autrefois, on payait date de livraison, ce qui avait l'extrême inconvénient de répartir les échéances dans toute la durée du mois : on a adopté maintenant, pour éviter ces échéances successives et simplifier les comptabilités, le mode de paiement : date de fin de mois.

Les difficultés, qui pourraient s'élever dans ces reventes au détail, sont excessivement rares. Ceci tient à ce que *toutes ces transactions se font de confiance et à ce qu'elles sont réalisées par des intermédiaires qui jouissent sur la place d'un crédit bien établi*. Lorsqu'un différend survient, il est généralement tranché à l'amiable. Les marchands de bois étrangers, qui viennent traiter des affaires en Bourgogne, ne montrent pas toujours la même honnêteté : certains d'entre eux spéculent sur la confusion qui peut exister entre les mesures, par exemple, sur les deux termes stère et mètre cube : — (le stère étant l'unité de vente des bois de chauffage, le mètre cube, impliquant l'idée de volume et étant l'unité de vente des bois d'œuvre), lorsqu'ils achètent des bois de chauffage, ils rédigent leurs marchés en y faisant entrer le mot mètre cube comme synonyme de stère, après quoi ils font procéder au cubage effectif des

bois de moule, ce qui réduit le prix convenu d'un quart ou d'un cinquième. — C'est une escroquerie légale, et dont les vendeurs lésés ne peuvent poursuivre la répression, parce que c'est la loi elle-même qui l'autorise par une confusion regrettable.

Les délais de paiement ne donnent presque jamais lieu à des procès : signalons cependant une affaire intéressante, Bressac c. Juthier (1), dans laquelle le contrat de vente portait que le paiement serait fait au comptant. L'acheteur prétendait qu'en matière commerciale, les termes « au comptant » équivalaient à paiement à 90 jours. La Cour de Dijon a décidé, dans son arrêt, que les conventions de ce genre devaient être interprétées d'une façon restrictive, et que, dans un contrat de vente dans lequel le paiement était stipulé au comptant, le vendeur pouvait poursuivre l'acheteur pour défaut de paiement immédiatement après la livraison.

Il aurait été intéressant d'étudier, après ce court aperçu sur le contrat de vente des bois, le fonctionnement du warrantage des bois : mais ce système n'est point pratiqué en Bourgogne, malgré la situation merveilleuse que Dijon aurait offert à son développement.

(1) Tribunal de commerce de Dijon, 2 décembre 1890. — Cour de Dijon, 8 juillet 1891.

CHAPITRE II

La baisse du revenu forestier.

§ I^{er}. — CONSTATATION ET IMPORTANCE DE LA BAISSÉ DU REVENU

Nous avons, au cours de cette étude, insisté chaque fois et autant que nous l'avons pu, sur la dépréciation des produits forestiers. Nous avons montré que seuls les bois de travail s'étaient maintenus et se maintiendraient à cause des besoins du luxe, que la baisse continuerait au contraire pour les autres et qu'il était difficile de prévoir quand et comment elle prendrait fin. Nous sommes arrivés à une époque où, loin de craindre, comme il y a deux ou trois siècles, la disette de bois, nous devons en redouter la pléthore. Quoique la crise forestière n'ait pas la même cause que la crise vinicole, qui est due à la surproduction et à l'envahissement de la Bourgogne par les vins du Midi, qu'elle ait été surtout la conséquence des progrès chimiques ou scientifiques et de la concurrence des mines et de la métallurgie, il arrivera, dans un avenir prochain, que cette crise offrira les mêmes caractères que la crise vinicole :

les produits de nos forêts ne s'écoulant plus au dehors, des bois étrangers pénétrant en Bourgogne, il y aura surproduction et nos bois se concurrencieront eux-mêmes : ce sera la limite extrême de la crise.

Actuellement, la situation est déjà très grave, car la Bourgogne, atteinte dans ses deux productions principales, est impressionnée à tous égards par cette crise simultanée, qui agit sur les autres branches du commerce et de l'industrie.

La dépréciation et la mévente des produits forestiers ruinent les marchands de bois et réduisent à rien le revenu des propriétaires de forêts.

Nous avons montré les difficultés qu'avaient à surmonter les adjudicataires de coupes afin de réaliser une opération avantageuse. Nous avons cité des cas où des exploitants, ayant perdu sur la vente de certains produits (les charbons), les bénéfices obtenus sur l'ensemble, avaient employé leur temps, leur matériel, leurs capitaux, pour n'aboutir qu'à un résultat négatif, malgré la réduction du prix des adjudications.

Cette réduction, causée par la diminution des prix de vente des produits, n'est malheureusement que trop constante, et si, chaque année, les marchands de bois ont éprouvé plus de peine à réaliser un bénéfice convenable, les propriétaires de forêts ont vu décroître progressivement leur revenu, qui a diminué, depuis trente-cinq ans, de 30 à 50 %.

Nous donnons à l'appui de ce que nous avançons deux tableaux qui nous dispenseront de commen-

taires et dans lesquels on trouvera les prix d'une même coupe à deux révolutions successives. Le premier tableau (1) (page 278), indiquera la diminution du revenu dans les bois de montagne, le second (2) (page 279), la diminution du revenu dans les bois de plaine.

(1) I. — FORÊTS DE MONTAGNE

Tableau des prix de vente des coupes des forêts de Chaumont et du Gravier (entre Pellerey et Ponsey), Côte-d'Or — étendue moyenne, 25 hectares ; charges moyennes, 500 fr. — à un intervalle de deux révolutions (25 ans).

ANNÉES	FORÊT DE CHAUMONT	PRIX DE VENTE	ESTIMATION		ANNÉES	FORÊT DE CHAUMONT	PRIX DE VENTE	ESTIMATION		PRIX DE VENTE	ESTIMATION	
			Moule, stère	Charbon- netto				Moule, stère	Charbon- netto		Moule, stère	Charbon- netto
1869	Coupe n°	7.300 fr.	fr. c. 5	» 2	1894	Coupe n°	4.300 fr.	fr. c. 4	» 1		fr. c. 4	» 1
1870	— n°	9.000	6	» 2	1895	— n°	4.400	4	» 0	75	4	» 0
1871	— n° 23	7.700 (+ les frais)	—	—	1896	— n° 23	4.620	4	» 0	75	4	» 0
1872	— n° 18	8.300 fr. (+ les charges)	—	—	1897	— n° 18	5.600	4	» 1	»	4	» 1
1873	— n° 21	10.100 fr. (+ les charges)	5	» 2	1898	— n° 21	4.780	4	» 1	»	4	» 1
1874	— n° 17	7.000 fr. (+ les charges)	—	—	1899	— n° 17	3.000 (sans les frais, c'est-à-dire 2.200)	3	50	0	3	50
1875	— n° 19	10.000 fr.			1900	— n° 17	3.100 fr.	3	50	0	3	50
FORÊT DU GRAVIER												
1876	Coupe n° 1	9.800 fr. (+ les frais, + 1.000 f. d'écorce)	6	» 2	1901	Coupe n° 1	3.790 fr. (sans les frais, c'est-à-dire 3.200)	4	»	0	4	»
1877	— n° 2 (5 hectares 40 annulés)	6.650 fr.	—	—	1902	— n° 2 (9 h. 40 annulés)	2.270 fr.	4	»	0	4	»
1878	Coupe n° 3	9.900	—	—	1903	Coupe n° 3	2.690	2	50	0	2	50
1879	— n° 4	6.900	5	» 2	1904	— n° 4	1.910	3	»	0	3	»

(1) Chiffres fournis par M. Clerget, géomètre.

(2)

II. — FORÊTS DE PLAINE

Tableau des prix de vente des coupes de la forêt de Velours (Côte-d'Or) — étendue moyenne, 25 hectares — charges 350 fr., en 1878 et 1879 d'une part, en 1903 et 1904 de l'autre.

ANNÉES	FORÊT DE VELOURS	PRIX DE VENTE	ESTIMATION		ANNÉES	FORÊT DE VELOURS	PRIX DE VENTE	ESTIMATION	
			Moule, stère,	Charbon netto				Moule, stère,	Charbon netto
1878	Coupe n° 46-1	20.100 fr.			1903	Coupe n° 46-1	10.500 fr.		
1879	— n° 46-2	18 000			1904	— n° 46-2	7.900		

(1) Chiffres fournis par M. Villame. (Il nous a été impossible de retrouver le prix des adjudications des coupes antérieures à 1878 et de présenter, pour les forêts de plaine, un tableau aussi complet que pour les forêts de montagne ; on peut voir, néanmoins, en comparant les prix de vente des coupes 46-1 et 46-2, en 1878 et 1879 d'une part et 1903 et 1904 de l'autre que la diminution du revenu forestier est d'environ 50 0/0.

Ces chiffres sont suggestifs et indiquent que la baisse du revenu tend, depuis 1899, à dépasser la proportion ci-dessus indiquée et à atteindre 75 % pour les bois de montagne, 50 % pour les bois de plaine. Les estimations des produits, malgré leur modicité, sont souvent trop élevées. En 1900, un géomètre de Dijon, M. Clerget avait, dans une coupe de la forêt de Chaumont, estimé le bois de moule à 3 fr. 50 le stère et la charbonnette à 0 fr. 50, ce qui donnait un revenu net de 4.252 francs. Or, le propriétaire de cette coupe n'a pu la vendre que 3.100 francs, consentant, pour trouver un acquéreur, une diminution de 1.153 francs (plus du quart). Depuis cette époque, on ne tient plus compte, dans les estimations des bois à charbons, qu'on évalue pour mémoire à 0 fr. 20 le stère : le moule (3 francs le stère), et les bois d'œuvre constituent à eux seuls la valeur des coupes.

La baisse est si frappante que depuis trois ans des allemands sont venus dans la Champagne où ils se sont rendus adjudicataires de coupes qu'ils exploitent, pour envoyer les produits en Allemagne et les revendre ensuite, comme bois d'Alsace, à des prix qui leur laissent encore, malgré les frais de transport, un bénéfice appréciable.

La baisse du revenu forestier n'empêche pas l'Etat et les communes de continuer à percevoir les lourds impôts qui ont été établis sur les forêts à une époque où l'on considérait ces propriétés comme des terres de premier ordre susceptibles d'un gros

rapport. Les temps ont changé et l'impôt n'a pas été modifié : il absorbe à lui seul une grosse part du revenu, parfois même le revenu tout entier. Cette exagération, ou plutôt cette disproportion de l'impôt par rapport au revenu, oppose un obstacle invincible au progrès cultural ; elle met les propriétaires dans l'impossibilité de constituer l'épargne qui leur permettrait de réaliser les progrès d'aménagement signalés ci-dessus :

Elle nécessite des exploitationstrop rapprochées et empêche la production des bois d'œuvre, qui seule, pourrait, à l'heure actuelle, déterminer une hausse durable du revenu forestier.

Une réforme s'impose : elle a été souvent promise, jamais réalisée. Espérons qu'elle interviendra d'ici peu et qu'elle réduira dans de notables proportions les charges afférentes au revenu forestier qui supporte depuis trop longtemps une imposition monstrueuse et surannée.

§ II. — RÉPERCUSSION DE L'IMPOT SUR CE REVENU

Les forêts, sont en effet, soumises à une contribution foncière à laquelle viennent s'ajouter, en général, des centimes additionnels (communaux ou départementaux).

La contribution foncière a été établie au moment de la confection du cadastre et on lui a donné comme base le revenu net de la propriété considérée, calculé d'après les règles fixées par la loi du 3 fri-

maire an VII. Or, les classificateurs ont assimilé les forêts aux terres arables sans penser que les bois n'ont pas, pour la plupart, un revenu annuel et qu'une forêt produisant 10.000 francs tous les dix ans rapporte moins qu'une terre produisant 1.000 francs par an, parce que, dans ce dernier cas, les intérêts peuvent être capitalisés. Les classificateurs n'ont pas tenu compte de cette différence : ils ont donc majoré le revenu qui devrait servir de base à l'impôt et ont fait supporter aux forêts une contribution foncière hors de proportion avec celles que paient les autres propriétés.

La diminution du revenu forestier a mis davantage en lumière cette exagération d'évaluation et l'a rendue plus criante.

Les centimes additionnels, étant calculés sur ce principal exagéré, sont eux aussi répartis d'une façon abusive.

En outre, la propriété forestière injustement frappée par rapport aux autres terres, est inégalement imposée parce que les évaluations des revenus, dépendant des classificateurs, ont été souvent augmentées, quand il s'est agi des grandes propriétés et réduites quand il s'est agi de la petite propriété.

Les forêts communales ont elles-mêmes été surtaxées parce que les Conseils municipaux, consultés, ont fait supporter par la commune une grosse partie de l'impôt, de façon à faire bénéficier les propriétés privées d'un allègement de taxe, ou parce qu'ils se

sont imaginés donner de la valeur aux bois communaux en les classant dans la 1^{re} ou la 2^e catégorie. C'est ainsi que des communes comme Charency (Côte-d'Or), paient une contribution foncière double de celle de communes voisines (Verrey), pour des bois de même catégorie (1).

L'impôt forestier est donc inégalement et injustement réparti : il frappe surtout la grande propriété sous prétexte qu'elle est entre les mains de personnes riches, et la propriété communale parce qu'elle n'a pas été protégée. La petite propriété est favorisée, ainsi que le domaine, qui n'est soumis à la contribution foncière que depuis la loi du 21 mai 1836. De plus, certaines terres en friches, au moment de la confection du cadastre, et reboisées depuis sont toujours imposées comme friches.

Nous donnons en note un tableau indiquant, pour les trois départements de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, le revenu brut des forêts domaniales, le montant des contributions (centimes additionnels) qu'elles ont payées par hectare en 1897, l'impôt total, qui grèverait l'hectare si elles appar-

(1) Renseignements fournis par les communes citées.

tenaient à des particuliers, le rapport de l'impôt au revenu brut (1).

Les contributions (centimes communaux et départementaux) acquittées par ces forêts varient de 0,05 % (Côte-d'Or) à 14,9 (Yonne), l'impôt total (y

(1)

ANNÉE 1897

DÉPARTEMENT	CONTE- NANCE	REVENU BRUT	CONTRIBUTIONS (Montant des centimes) acquittés par		0/0 de ces contri- butions par rap- port au revenu brut des forêts
			les forêts domaniales du département	hectare	
	des forêts domaniales				
Côte-d'Or . .	40.297	1.010.552.06	55.161.30	1.38	0.05
Saône-et-Loire. . .	13.635	666.467.40	21.838.67	1.60	3.2
Yonne	12.975	334.798.50	50.044.64	3.50	14.9
TOTAL . .	66.907	2.011.817.96	127.044.61		

DÉPARTEMENT	IMPOT FONCIER dans les départements (propriétés non bâties)		Rapport de la part de l'Etat à celle du département et des communes	IMPOT TOTAL grevant les fo- rêts domaniales	
	Part de l'Etat	Part des communes		brut	hectare
Côte-d'Or . .	1.905.561.10	1.794.394.00	1.06	0.10	2.84
Saône-et-Loire. . .	2.534.307.01	2.039.402.74	1.24	7.17	3.58
Yonne	1.578.706.08	2.374.873.27	0.67	24.88	5.83
TOTAL . .	6.018.574.19	6.208.670.01			

Comptes définitifs des recettes et des dépenses de l'exercice de 1897, publiés par le Ministère des finances.

compris la part de l'Etat) de 0,10 % à 24,88; le rapport de l'impôt total au revenu brut inférieur à 5 % dans la Côte-d'Or, dépasse 20 % dans l'Yonne.

La moyenne de l'impôt total grevant les forêts domaniales en Bourgogne est de 4 francs par hectare. Cette moyenne est sensiblement dépassée par les forêts particulières. Les communes doivent payer, en plus du principal de l'impôt foncier et des centimes additionnels, une taxe de main-morte destinée à suppléer aux droits de mutation et fixée à 0,875 du principal de l'impôt foncier.

L'impôt peut être évalué approximativement, pour les forêts domaniales, au 1/10, pour les forêts particulières, au 1/5, pour les forêts communales, au 1/3 du revenu.

Dans la Côte-d'Or, qui est des trois départements qui nous intéressent, le moins imposé, certaines forêts supportent des impositions qui dépassent le revenu qu'on peut en tirer.

Un canton de la forêt domaniale de Val-Suzon, d'une superficie de 842 hectares, situé sur la commune d'Etaules, paie 6 fr. 55 d'impôt par hectare (2 fr. 73 de principal + 3 fr. 82 de centimes) alors qu'il ne rapporte net que 6 fr. 40. Si la forêt appartenait à un particulier, le revenu ne suffirait pas à payer l'impôt, si elle appartenait à une commune, elle devrait supporter en plus une taxe de main-morte de 2 fr. 24, ce qui porterait l'impôt à 8 fr. 64 par hectare.

Toutes les communes dont les bois sont situés à

une certaine distance des gares (et c'est le cas du plateau de Châtillon), ne trouvent plus dans leurs exploitations le bénéfice nécessaire pour payer l'impôt ni les agents forestiers qui surveillent leurs coupes.

Cette situation est abusive et dangereuse pour l'avenir des forêts ; elle n'a que trop duré et l'on doit se hâter de la modifier en adoptant une méthode de calcul qui devra s'inspirer des deux principes suivants, posés par M. Arnould, inspecteur des forêts :

1° Les revenus des forêts étant essentiellement périodiques et non annuels, ne peuvent être évalués par la même méthode que les revenus des immeubles à produits annuels.

2° Le rendement d'une forêt comprend les revenus du sol et les revenus du capital-bois engagé dans l'exploitation, et l'impôt foncier ne doit logiquement et équitablement atteindre que les revenus du sol, à l'exclusion de ceux dûs au capital engagé dans l'exploitation.

CONCLUSION

Le but que nous avons poursuivi, en écrivant cet Essai sur le Commerce des bois en Bourgogne, a été d'étudier l'évolution de ce commerce, qui s'explique tant par des considérations techniques qu'économiques et éclaire les problèmes actuels se rattachant à la vente des bois.

Nous avons voulu montrer les difficultés grandissantes qu'éprouvent les propriétaires de bois à vendre leurs coupes et les adjudicataires à en écouler les produits.

La crise s'est affirmée chaque année plus grave et s'est successivement appesantie sur toutes les branches du commerce et de l'industrie qui dérivent des exploitations forestières. Aujourd'hui, elle affecte au même degré la propriété et le commerce.

La valeur du sol boisé a diminué dans les mêmes proportions que le revenu; or, la baisse du revenu peut être estimée, d'après des données irréfutables, à un chiffre variant entre 50 et 75 %, suivant la richesse des sous-sols et la situation des forêts. La conséquence logique et la preuve de la diminution des terrains forestiers devait être la cessation de

toute aliénation, à moins de nécessité absolue. Nous constatons, en effet, qu'actuellement, en Bourgogne, les propriétaires de bois ne se résolvent à vendre qu'en cas de force majeure : ils se contentent du faible rapport qu'ils obtiennent et espèrent que, la crise cessant, leurs terrains reprendront la valeur perdue (1).

Le commerce n'a pu se figer dans cette attitude passive et conserver la même résignation parce qu'il y allait de son existence. Il a lutté, mais ses efforts n'ont pas été couronnés de succès et il est, à l'heure présente, sérieusement menacé dans son développement : déjà, un certain nombre d'industries, dont la prospérité assurait le succès des opérations de nos marchands de bois, ont disparu, ou sont toutes prêtes à sombrer : la carbonisation des charbonnettes a été abandonnée dans la plupart des coupes de Bourgogne, la récolte des écorces se fait de moins en moins et beaucoup de tanneurs ont cessé leur industrie ; la fabrication du merrain s'est considérablement ralentie et les bois de fente ne trouvent plus leur placement, les bois de service subissent les effets de la dépression générale ; quant aux bois de feu, il n'est pas difficile de prophétiser à leur égard une mévente prochaine et une dépréciation absolue : il est à craindre que les commerçants, qui ont fait de cette vente leur spécialité, ne soient

(1) Le même phénomène se remarque pour la propriété vinicole : la valeur des terres étant très basse, personne n'aliène.

obligés de cesser leurs opérations dans un temps plus ou moins long : le commerce n'a de raison d'être que lorsqu'il procure à un objet une valeur plus grande dans un lieu X que dans un lieu Y : le commerce des bois ne peut plus atteindre ce but pour certains produits et ne pourra bientôt plus l'atteindre pour les autres, il doit donc disparaître s'il n'apporte pas à la situation actuelle un remède énergique et rapide.

Ce remède existe-t-il ? Oui, à la condition que propriétaires et commerçants consentent à étudier les conditions et le fonctionnement du marché et orientent dans le sens convenable la production et les exploitations !

Sous l'influence des progrès économiques et scientifiques, les besoins du marché se sont, en moins de cinquante ans, complètement transformés. L'essor considérable donné aux constructions de maisons d'habitation, aux travaux publics, au fret maritime, aux extractions houillères, a nécessité l'emploi toujours croissant des bois d'œuvre, alors que les bois de feu, éliminés par la houille dans l'approvisionnement des forges, par le charbon de terre, le pétrole et le gaz dans les usages domestiques, étaient de moins en moins demandés : le marché est encombré de moules et de charbons, il ne peut fournir assez de bois d'œuvre. Or, nous continuons à produire en surabondance des bois dont la consommation ne veut plus, et nous ne produisons pas ceux que réclament les industries modernes : les forêts fran-

caises donnent annuellement plus de vingt millions de mètres cubes de bois de feu contre six millions de mètres cubes de bois d'œuvre.

Cependant, pas plus à l'extérieur qu'à l'intérieur, nous ne trouvons de débouché suffisant pour nos bois de feu : de 1895 à 1900, la valeur moyenne des exportations et importations a été de :

Bois à brûler	{	Importations : 592.401 francs.
		Exportations : 814.657

Excédent des exportations. . : 223.256 —

Charbon de bois	{	Importations : 533.033 francs.
		Exportations : 677.492 —

Excédent des exportations : 144.459 —

Ce faible excédent d'exportations et d'importations montre l'insignifiance de nos opérations commerciales avec l'étranger en ce qui concerne les bois à brûler et les charbons de bois.

Par contre, pendant la même période, nous avons importé chaque année plus de 15.000.000 tonnes de bois d'œuvre d'une valeur approximative de 140.000.000 francs (à raison de 89 fr. 96 la tonne) et nous n'avons exporté que 850.000 tonnes estimées à 40.000.000 francs (à raison de 48 fr. 71 la tonne : la différence entre 48.71 et 89.96 prouve l'infériorité de qualité de notre production et le besoin que nous avons de bois d'œuvre supérieurs.

Si l'on évalue les exportations et les importations

au mètre cube en grume notre déficit de bois d'œuvre sera de :

Importations. : 3.828.840 mètres cubes.

Exportations. : 1.492.170

2.326.670

auquel il faut ajouter un déficit de 700.000 m. c. de bois pour pâtes de cellulose, soit au total 3.036.670 m. c. (1/2 de la production des forêts françaises).

La France n'est pas seule à manquer de bois d'œuvre : tous les pays industriels, ayant une population importante au sein de laquelle les besoins se sont multipliés, réclament des quantités toujours croissantes de bois d'œuvre : c'est le cas de l'Angleterre, de la Belgique (déficit en 1898 : 1.850.000 m. c.), des Pays-Bas (excédent d'importations ligneuses en 1898 : 18 millions de francs), de la Suisse (excédent d'importation en 1898 : 1.424.541 quintaux : valeur : 14.754.929), de l'Allemagne et du Danemark, pays qui s'approvisionnent en Suède, Russie, Amérique, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Turquie, Bulgarie et Serbie (1).

Il y a donc possibilité pour la France et pour ses provinces les plus boisées de se créer des débouchés avantageux à l'intérieur et à l'extérieur, à la condition que les propriétaires de forêts comprennent l'évolu-

(1) A. MÉLARD, *L'insuffisance de la production des bois d'œuvre dans le monde*. Congrès international de sylviculture, Paris, 4 juin 1900.

tion économique et consentent à modifier sans atermoiements le traitement de leurs bois de façon à produire un minimum de bois de petites dimensions et un maximum de bois d'œuvre de qualité voulue.

Il serait nécessaire aussi, lorsque l'on a acquis un débouché, de ne pas le noyer par les envois excessifs et de régler l'approvisionnement d'après les besoins : à cette condition les cours se maintiendraient même pour les bois les plus dépréciés. C'est la consommation qui doit régler la production et non la production qui doit déterminer la consommation. Or, en France, pour les bois comme pour les vins, on s'est toujours préoccupé de la production, mais l'on ne s'est jamais soucié beaucoup des débouchés : nous en faisons en Bourgogne une cruelle et double expérience : il serait temps d'abandonner les anciens errements, et il faudrait, après avoir opéré les réformes nécessaires dans l'orientation de la production, consentir les sacrifices nécessaires pour nous constituer des débouchés avantageux.

VU :

GERMAIN MARTIN

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,
E. BAILLY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 7 juin 1905.

Le Recteur,

E. BOIRAC

Statistique de la superficie et de la production totale des bois et forêts en Bourgogne (1)

BOIS NON SOUMIS AU RÉGIME FORESTIER

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE DES BOIS APPARTENANT										PRODUCTION TOTALE ANNUELLE DES BOIS APPARTENANT									
	aux départements, communes et établissements particuliers					aux particuliers					aux départements, communes et établissements particuliers					aux particuliers				
	Taillis			Futaie		Taillis			Futaie		Taillis			Futaie		Taillis			Futaie	
	simple	sous futaie	feuilleuse	h.	h.	simple	futaie	feuilleuse	h.	h.	simple	sous futaie	feuilleuse	h.	h.	simple	sous futaie	feuilleuse	h.	h.
	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.
Côte-d'Or.....	175	1.759	81	25	12.932	84.847	9.366	5.483	hect.	hect.	560	3.915	292	112	46.555	330.903	27.478	21.287	m. c.	m. c.
Saône-et-Loire.	1.222	1.985	105	24	50.202	49.191	3.562	2.529	3.688	7.146	483	91	205.869	196.764	14.004	9.666				
Yonne.....	146	13	»	»	35.536	74.821	12.540	1.527	453	53	»	»	»	»	145.689	306.766	47.052	5.650		
TOTAL.....	1.543	3.757	186	49	98.670	208.859	25.468	9.939	4.701	13.114	775	203	398.103	734.433	89.734	36.603				

(1) Statistique agricole de la France publiée par le Ministère de l'Agriculture. Enquête de 1892.

BOIS SOUMIS AU

COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS													
DÉPARTEMENTS	Périmètres déclarés et dunes littorales non susceptibles de production	SUPERFICIE				PRODUCTION LIGNEUSE totale annuelle				LIÈGES, ÉCORCES, RÉSINES			PRODUCTION TOTALE en argent
		TAILLIS			Futaie	TAILLIS			Futaie	Evaluation en quintaux			
		simple, sarité ou fureté	sous futaie	en conversion		simple, sarité ou fureté	sous futaie	en conversion		Lièges	Ecorces à tan	Résines	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	h.	h.	h.	h.	h.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	q.	q.	q.	francs
Côte-d'Or. . . .	6	8	99.927	»	158	»	302.813	»	209	»	8.657	»	1.829.900
Saône-et-Loire	443	142	27.917	»	55	158	119.093	»	266	»	7.601	»	946.100
Yonne.	47	»	32.984	»	»	»	88.136	»	»	»	7.912	»	629.300
TOTAL	496	150	100.828	»	223	158	510.042	»	475	»	24.170	»	3.405.300

RÉGIME FORESTIER

BOIS DE L'ÉTAT

Périmètres décrétés et dunes littorales non susceptibles de production	SUPERFICIE				PRODUCTION LIGNEUSE totale annuelle				ÉCORCES, LIÈGES RÉSINES			PRODUCTION TOTALE en argent
	TAILLIS			Futaie	TAILLIS			Futaie	Evaluation en quintaux			
	simple, sarté ou fureté	sous futaie	en conversion		simple, sarté ou fureté	sous futaie	en conversion		Lièges	Ecorces à tan	Résines	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
h.	h.	h.	h.	h.	m. c.	m. c.	m. c.	m. c.	q.	q.	q.	francs
»	»	29 246	11.058	»	»	91.939	33.751	»	»	14 308	»	804.700
»	»	2.673	7.449	3.508	»	12.000	27.332	12.865	»	5.432	»	506.900
»	»	10.403	2.112	1.400	»	41.404	5.922	3.397	»	7.348	»	400.500
»	»	42.322	20.619	4.908	»	145.403	77.005	16.242	»	26.088	»	1.712.100

DÉPARTEMENTS	PAR NATURE DE BOIS						PAR NATURE DE PROPRIÉTAIRES						PAR RÉGIME				RÉCAPITULATION		
	TAILLIS			FUTAIE			PARTICULIERS			Départements communes et établis- sements particuliers			ÉTAT		NON SOUMIS		SOUMIS		TOTAUX GÉNÉRAUX
	Superficie	Production totale		Superficie	Production totale		Superficie	Production totale		Superficie	Production totale		Superficie	Production totale		Superficie (com- pris le périmètre)	Production totale		
		annuelle	m. c.		annuelle	m. c.		annuelle	m. c.		annuelle	m. c.		annuelle	m. c.		annuelle	m. c.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	de superficie	de produits
Côte-d'Or.....	239.952	812.436	15.123	49.378	6	112.628	426.223	102.149	309.901	40.304	125.690	114.688	433.402	140.413	428.712	255.081	861.814		m. c.
Saône-et-Loire	140.781	572.050	10.183	37.955	443	105.884	426.903	31.893	130.925	13.630	52.177	109.220	438.311	42.187	171.694	151.407	610.005		
Yonne.....	156.015	588.492	15.527	56.639	47	124.424	505.766	33.190	88.642	13.975	50.783	124.583	506.272	47.003	138.919	171.589	645.191		
TOTAUX.....	536.748	1.972.978	40.833	144.032	496	342.936	1.358.892	107.232	529.468	67.909	228.650	348.471	1.377.685	329.606	739.325	578.077	2.117.010		

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE DES TROIS DÉPARTEMENTS			
	Territoire		non	TOTALE
	agricole hectares	agricole hectares	agricole hectares	
Côte-d'Or.....	847.985	28.131	876.116	
Saône-et-Loire...	818.958	36.215	855.174	
Yonne.....	717.002	25.742	742.804	
TOTAL.....	2.384.905	80.088	2.474.094	

DÉPARTEMENTS	SUPERFICIE DU VIGNOBLE DANS LES TROIS DÉPARTEMENTS					
	Superficie cultivée	RENDEMENT		VALEUR		
		moyen en vin par hectare	total	moyenne de l'hectolitre	totale	
					hectolitre	
Côte-d'Or	24.674	12.67	312 552	54 f. 88	17.154.592	
Saône-et-Loire ..	26.134	12.94	338.269	54 20	18.334.542	
Yonne.....	34.261	9.41	322.413	44 25	14.268.662	
TOTAL.....	85.049	35 02	973 234	153 33	49.757.796	
		3		3		

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Etat de la contenance des forêts domaniales en Bourgogne en 1823, avec l'origine de chacune (1)

INSPECTION DE DIJON

TERRITOIRES	DÉNOMINATION	ORIGINE	CONTENANCE	ESSENCES	Nombre des coupes et révolution	Date des actes qui ont réglé les aménagements
Rolle.	Bois-la-Reine, etc.	Domaine.	106 45	hêtre	25	1663
	Pierresot-Mantuaux.	—	580 14	chêne	24-25	»
	Vèvre Guillaume.	—	146 57	frêne, orme, b. bl.	30	»
	L'hyanne.	—	212 03	orme, frêne	25	»
	L'Aigle d'Enroux.	Abbaye de Cîteaux, &c.	1 182 38	chêne, charme	30	1811
Broindon.	Le Vermois.	Abbaye de Cîteaux.	97 60	chêne, aulne, orme	25	1681
	Larrot-Grandmont.	—	384 55	chêne, hêtre, charme	25	»
	L'Aigle carrée, etc.	—	21 26	—	2-25	1681
	Pierre Lisoire.	Abbaye de St-Bénigne.	1 133 17	—	25	1785
	Verdot. Petit Pré.	Chartreuse de Dijon.	787 37	—	30	1809
Longchamp.	Grande Manche.	» et abbé St-Bénig.	798 78	—	30	1810
	Forêt de Chevigny.	Abbaye de St-Vivant.	951 45	—	24-25	1756
	Lamblin-Bouchot.	Bernardines de Dijon.	381 28	chêne, bois blanc	25	1749
	Le Sertongey, etc.	Cathédrale d'Autun.	38 07	chêne, charme	3-24	1780
	Le Boutrand.	—	221 15	—	23-25	1727
Tillenay.	Fais ou Froidefond.	Collégiale de Nuits.	74 15	chêne	25	1742
Flavignerot.	Bois du Chêne, etc.	Chartreuse de Dijon.	244 11	chêne, charme	25	»
Darots.	Les Manthes, etc.	Evêché de Dijon.	86 49	—	15-25	1753
St-Philibert.	Beauvoir.	Ordre de Malte.	35 58	—	5-25	»
»	Bois d'Epoisses.	Prieuré d'Epoisses.	148 66	—	25	1738
»	Forêt de Saint-Léger.	Prieuré de St-Léger.	930 68	—	25	1814
Corcelle-I-M.	La Larosse, Meix, etc.	St-Chapelle de Dijon.	63 83	—	2-25	»
	Bois des Maillis.	—	323 13	orme, frêne	25	1780
	Baumat.	Dames du Bon-Pasteur	27 63	chêne, charme	1-25	1787
			8 976 51			

(1) Pièces fournies par M. Picard et provenant de recherches faites tant aux Archives départementales de la Côte-d'Or qu'aux Archives de la Conservation des eaux et forêts de Dijon.

INSPECTION D'IS-SUR-TILLE

		Domaine.	1. 443. 21	Chêne.	30	1763
Noiron-s.-B.	La Bonnière.	Prieuré de Beaume-la-Roche.	—	—	»	»
Saussy.	La Côte.	Bénédictins de Bèze.	—	—	»	»
Epagny.	Bois la Tour.	Bénédictines de Dijon.	602. 01	—	25	1741
Poiseul-l.-G.	Petite Brosse.	Abb. de St-Bénigne.	449. 09	—	25	1727
Epagny.	Les Laverottes.	Bernardines de Fontenay.	51. 40	—	25	1759
	La Queue au Loup.	Prieuré de Larey.	178. 03	—	25	1789
	Côte Mangeotte.	Prieuré de Léry.	102. 90	—	25	1759
	G rd et Petit Charmoy.	Ordre de Malte.	551. 34	—	25	1726
Fleurey.	Bois de Malte.	Minimes N.-Dame.	11. 18	—	25	1757
Saussy.	Le Cuchet.	Présidence de Dijon.	313. 35	—	25	1758
Vantoux.	La Vie Rouge.	—	209. 53	—	25	1735
	Combe au Lacet.	Prieuré du Quartier.	470. 64	—	25	1744
Curtil.	La Charmotte.	St ^e -Chapelle de Dijon.	2. 090. 99	—	25	1752
Fleurey.	Les Argillères.	Prieuré de St-Marcel.	13. 04	—	25	1734
	Bois dit des Buis.	Abb. de Saint-Seine.	1. 792. 99	—	25	1760
	Terre Noire.	Off ^r de chambre de Saint-Seine.	501. 44	—	25	1760
	Ranche Aubin.	Officier de cuisine de Saint-Seine.	819. 21	—	25	1760
	Les Suchaux.	Vieux couvent de Saint-Seine.	1. 005. 80	—	25	1760
	Le Chenoy.					
			10. 855. 85			
COUPES EXTRAORDINAIRES ROYALES						
Fleurey.	Suzanne.	Prieuré de St-Marcel.	375. 71	—		1752
Moloy.	Baize au Maire.	Officine de cuisinier de Saint-Seine.	819. 21	—		1760

INSPECTION DE CHATILLON

Châtillon.	Domaine.	1.032.31 1.000.80 900.30 987.00 912.97 695.75 705.91 886.00 736.00 832.96 431.53 609.39 60.93 327.79 530.51 356.30 380.43 1.225.13 787.63 228.40 223.41 109.52 168.02 523.02 796.79 54.90	chêne, hêtre, charme	30 30 30 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 30 25 30 30 30 25 25 25 25 25 25 25 26 30	L'aménag. des hautes et basses forêts et bois adjac. est ordonné, les gr. routes de 10 div. sont ouvertes. Il ne reste à ouv. que les routes qui doit, sép. les coupes.
Basse forêt grande Rés. — Valetibaut.	Domaine.	1.032.31	chêne, hêtre, charme	30	
Bois Voisin.	—	1.000.80	—	30	
Le Tremblois.	—	900.30	—	30	
Haute forêt Barlot.	—	987.00	—	25	
Val des Choux.	—	912.97	—	25	
Fontaine Chiquery.	—	695.75	—	25	
Le Canal.	—	705.91	—	25	
Le Centre.	—	886.00	—	25	
La Villie.	—	736.00	—	25	
La Mouque.	—	832.96	—	25	
La forêt de Jugny.	—	431.53	—	25	
Les Arpens.	—	609.39	—	25	n. amén.
Le Sarcy.	Moines de S ^t -Broing. de Clairveau.	60.93	—	30	»
Le Val du puit.	—	327.79	—	25	1760
Les forêts.	—	530.51	—	30	1728
Le Quartier.	—	356.30	—	30	1728
Forêt de Chaume.	—	380.43	—	30	1815
Ventes Proches.	Evêché de Langres.	1.225.13	—	25	1736
Bois de Langres.	—	787.63	—	25	1736
Le bois Lévêque.	—	228.40	—	25	1736
Fauverger.	—	223.41	—	25	1676
Larry Beauregard.	Evêché d'Autun.	109.52	—	25	1741
La Corne au Loup.	Bénédictines de Chât.	168.02	—	25	1739
Forêt de Lugny.	—	523.02	—	25	1735
Chaufrage des moines.	Moines de Longuy. Chartreux de Lugny.	796.79	—	26	plan
	—	54.90	—	30	s. date.

SOUS-INSPECTION DE CHATILLON

Bure.	Bois de Bure.	Ordre de Malte.	131.73	chêne, hêtre, charme	25	1777
Courban.	Bois dit le Moutot.	—	607.25	—		
Voulaine.	Bois de Riepes.	—	546.83	—	25	1738
Molesmes.	Bois du Hayer.	Bénédict. de Molesmes.	578.91	—	25	1734
Orret.	Forêt de Bussière.	Moines d'Ogny.	693.23	—	25	1740
Charrey.	Le Fayeux.	— de Pothières.	479.95	—	»	»
Pothières.	La tête du Gros bois.	—	460.37	—	»	»
»	Arreues joig. le canton de Lavièr.	—	61.28	—	»	»
»	La tête au Loup.	Moines de Clairvaux.	32.75	—	»	»
»	Les Garennes.	—	15.28	—	»	»
»	Vigne Rouget.	Evêché de Langres.	271.12	—	»	»
			19.332.40			

SOUS-INSPECTION DE SEMUR

Salmaise.	Grand Jailly.	Domaine.	1.409.59	chêne et hêtre	25	plan s. date
Villy.	Bar Guillaume.	—	526.67	charme, hêtre et tremble	25	1810
Flavigny.	Les Trembles.	—	96.93	chêne, charme, frêne	29-30	fictif
Jailly-le-M.	Bois du Four.	Abbaye de Flavigny.	329.86	chêne, charme	25	1786
Fain-les-M.	Grisey.	Moines de Flavigny.	81.82	chêne, charme, hêtre	18-25	1745
Saulieu.	L'Eucharlotte.	Bernard. de Fontenay.	329.69	chêne, bouleau	25	1737
	Champ-Morin.	Chapitre de Saulieu.	187.14	chêne, charme,	25	1733
	Brenil.	Evêché d'Autun.	589.14	—	17-25	1751
Saulieu.	Forêt de Charny.	Dames de Saint-Cyr.	174.15	—	18-25	»
Flavigny.	L'Argillière.	Ursulines de Flavigny.	32.90	—	19-25	1745
			3.757.89			

COUPE EXTRAORDINAIRE ROYALE

Grande Forêt.	Moines de Flavigny.	Total pour la Côte-d'Or : 51.935 h. 19
---------------	---------------------	--

INSPECTION D'AUTUN

Pierre Lusière.	Domaine.	601.47	chêne, hêtre, charme	25	1667
Planoise.	—	1.983.36	chêne, hêtre	40	1667
Mont-Chauvoise.	—	255.36	—	40	1811
Falère.	—	692.22	hêtre	30	1811
Glenne.	—	498.06	—	30	»
Bois-l'Abbesse, etc.	Abb. de St-Andoche.	306.43	—	30	»
Rivaux.	Domaine.	71.76	chêne, hêtre	»	»
Forêt des Moulins.	—	10.98	—	»	»
Les Igaux.	—	73.02	—	25	fictif
Les Essarons.	—	77.96	—	»	»
Garenne St-Andoche.	Abb. de St-Andoche	51.60	—	»	»
Chevigny.	—	22.74	—	»	»
Champs Charroux.	Prieuré de Champ-Charroux.	55.16	—	»	»
Garenne Saint-Jean.	Abbaye de Saint-Jean-le-Grand.	72.53	—	25	fictif
Couleuvre.	Cathédrale d'Autun.	51.08	—	»	»
Champ Dufour.	—	26.18	—	»	»
Savigny.	—	148.72	—	»	»
Saint-Sernin.	Prieuré de St-Sernin.	502.63	—	25	1751
Corne au Vilain, etc.	Abb. de la Ferté.	390.21	—	25	1760
Uchon.	Prieuré d'Uchon.	85.80	—	25	1778
La Feuillée.	Abb. de St-Symphorien	158.58	essences mélangées	25	1738
Garenne Saint-Julien.	Abb. de Saint-Julien.	56.18	chêne, hêtre	»	»
Les Renodiots.	Abb. de St-Symphorien	66.40	—	»	»
Drousson.	—	45.71	—	25	fictif
Bois Saint-Denis.	—	41.34	—	»	»
Saint-Julien Capenne d'Autun.	—	31.93	—	»	»
Bois de la Trape.	Abb. de Saint-Martin.	68.50	chêne, hêtre	»	»
		6.445.91			

Pouilloux.	Forêt de Charolles.	Domaine.		chêne		fictif
—	Cressus.	—	416.09	chêne	25	fictif
—	Chaume Pouilloux.	—	116.70	hêtre	10	
Marizy.	Thomasse.	—	373.57	chêne	»	
Pouilloux.	Bois de Marizy, etc.	—	263.01	charme, hêtre	»	
St-Vallier.	Le Limandoy.		867.68	chêne	20	fictif
	Grande et petite Haies.		45. »	hêtre		
	Bois Francs.		36.83	—	18	fictif
Paray.	Le Boisseret.		150. »	chêne	10	
Marigny.	Les Goules.		524. »	—	»	
	Gruvaux.		83.09	hêtre	»	
Anzy-l.-Duc.	Bois d'Anzy.	Ordre de Malte.	48.50	—	»	
	Petit Charmay.	Prieuré d'Auzy.	61.90	—	»	
	Grand Charmay.	Prieuré de Marcigny.	32. »	—	25	fictif
	La Billande.	—	139.29	essences mélangées	»	
	La Craye.	—	9.58	chêne	»	
	Le Carterand.	Prieuré de Bragny.	153. »	—	20	fictif
Baron.	Le Baronnet.	Bénédictins de Paray.	156.66	—	20	
Curdin.	Chaume Curdin.	Prieuré de Perrecy.	125.50	—	»	
	Le Seuil sur Perrecy.	—	104.45	—	20	fictif
			261.80	—	20	
			3.859.66			
			10.304.57			
COUPES EXTRAORDINAIRES ROYALES						
Autum.	Les Battés, etc.	Evêché d'Autum.	379.94	chêne, hêtre, charme	30	
Creusefond.	Val Saint-Benoît.	Séminaire d'Autum.	70.87		30	

INSPECTION DE CHALON

Chalon.	Les Colombrets.	Prieuré de St-Marcel.	94.86	chêne, tremble	29-19	1734
	Champ-Bertin.	—	31.62		»	1734
Guerfand.	Bletterans.	Religieuse. St-Marcel.	26.81		25-6	1734
	Bois Monsieur.	Evêché de Chalon.	16.00		»	»
	Grande Vendue.	Domaine.	186.99	chêne, charme	25-21	1670
	Croissette.	—	1.00	chêne, bouleau	25	»
Pourlans.	Voulaine.	—	34.09	chêne	25-4	1670
	Forêt de Pourlans.	Jésuites de Dijon.	650.15		25-25	1732
Ceuille.	Vernet.	Domaine.	40.77	—	13	usage
	L'Artelives.	—	49.79	chêne, orme, frêne	25	»
	Nolaize.	—	149.75	chêne, charme	12	1754
	Reppe l'évêque.	Abbaye de Molaize.	39.23	chêne, tremble	25-25	1735
	Forêt de Palleau.	Chapelle de St-Meuve.	298.14	—	25-25	1788
Saint - Loup.	Forêt de Saint-Loup.	Evêché de Chalon.	195.61	chêne, charme	25	1760
Allerey.	Petit Brachon.	—	14.81		»	1760
	Reppe l'évêque.	—	3.38	chêne	»	1804
	Le Triage.	—	46.93	—	»	1734
Saint-Loup de la Salle.	Champ Faudian.	Cure de Saint-Loup Lassalle.	1.51		»	»
	Le Fournerot.	Ursulines de Chalon.	0.50		»	»
Allerey.	La Bretonnière.	Cure d'Ollerey.	4.17	—	»	1807
Demigny.	Le 2 ^e bois Saint-Pierre.	St-Pierre de Chalon.	3.86	—	»	1807
Saint-Loup de la Salle.	Bois Cretenne.	Relig. de Maizières.	4.26	—	»	1786
	Queue de l'étang, etc.	—	23.75	chêne, charme	25 1/2	»
	Plâtrière, petite reppe.	—	29.17	charme	25-3 1/2	»
	Chêlifs seigles.	—	38.30	chêne, tremble	25-4	»
	Combe Charpy.	—	4.69	chêne	25 1/2	»

Beauregard.	Grande Borne.	Abb. de Maizières.	3.19	25	1786
—	Bois Curé.	—	35.75		
Saint-Loup.	Taillis Robin.	—	1.51	25	1786
Allerey.	Forêt de Beauregard.	—	209.19		
—	La Mailleroye.	—	195.27	25	1786
Sermesse.	Le Chaniet.	—	0.50		
Marloux.	Grand Marchand.	Chapelle St-Vincent.	74.05	25	1786
Saint-Marc.	Petit Marchand.	Bénédictins de Dole.	0.76		
La Ferté.	Combe aux Renards.	Domaine.	70.57	25	1786
—	Marloux.	Chapitre de?	460.91		
—	Les Igaux.	Domaine.	186.41	25	1786
—	Grand Bragny.	—	346.11		
—	Les Emerillons.	—	211.04	25	1786
—	Réserve des Emerillons.	—	88.64		
Sevrey.	Bragny-la-Ferté.	Abb. de la Ferté.	909.28	25	1786
Buxy.	Batrey.	Domaine.	91.93		
—	Petite Couère Robin.	—	1.40	25	1786
—	Couère au Duc.	—	9.19		
—	Coupes Robin.	—	9.06	25	1786
—	Rhenne.	—	106.92		
Sergy.	Marnisot.	Commanderie du Temple.	141.42	25	1786
—	Bois du Temple.	—	58.61		
Beaumont.	Pièce de Chêne.	—	1.34	25	1786
Miroir.	La Vèvre.	Domaine.	246.88		
—	Bréviaire et Défend.	Religieuses de Louhesne.	56.89	25	1786
—	—	—	5.565.01		

2^e ARRONDISSEMENT (Aube, Haute-Marne, Yonne)

INSPECTION D'AUXONNE

Fretoy.	Domaine.	979.43
Coulanges.	—	234.78
Mailly-la-Ville.	—	459.35
Parc de Mailly-le-Chât.	—	21.51
Turot du Bard.	Abb. de Saint-Marien.	31.96
	Chapitre d'Auxerre.	222.52
	Commanderie d'Aux.	53.34
	Abbaye des Isles.	18.76
	Prieuré de St-Marien.	86.26
Montboulton.	—	117.39
St-Marien-les-Vincelles	—	908.45
Pontigny.	Abbaye de Pontigny.	51.03
Parc de Vergigny.	—	186.70
Aigremont.	—	10.96
Plantation.	—	3.49
Lisière et plantation.	—	202.62
Prehy.	Chapitre d'Auxerre et de Chably.	23.29
Hery.	Abb. de St-Germain.	93.91
Baudières.	—	34.47
Cotat-Ru.	Collège d'Auxerre.	4.44
Petit bois Rond.	—	19.40
Grande bruyère.	—	2.70
Buisson François.	—	2.60
Buisson Jean Dion.	Abbaye de Molesmes.	

Tonnerre.	Poirier Maréchal.	Abbaye de Molesmes.	28.52
	Coupiès.	—	62.93
	Bois de Lée.	Chartr. de Daneville.	80.13
	Chaumoy.	Evêché d'Auxerre.	143.03
	La Biche.	—	40.39
	Haut bois.	—	52.66
	Bois rond.	—	41.42
	Le Fay.	Chapelle d'Auxerre.	98.93
	Chagnats.	Abbaye de Regny.	92.40
	Beny.	Chapitre de Vézelay.	60.24
	Lamotte.	Abbaye de Crisenon.	12.25
	Cote de Suzy.	—	45.44
	La Chevenelle.	Abbaye de Saint-Julien d'Auxerre.	17.47
		Total	4.489.82
INSPECTION DE TONNERRE			
Tonnerre.	Château Gérard.	Domaine.	1.216.00
	Champagnette.	—	74.00
	Jully.	Prieuré de Jully.	154.00
	Commisses.	Relig. de Crisenon.	119.00
	Sainte-Vertu.	Prieuré de Saint-Vertu.	106.00
	Vausse.	Prieuré de Vanne.	32.00
	La Vevre.	Ordre de Malte.	69.00
	Quincy.	Abbaye de Quiney.	86.00
	Petit bois de Bavu.	Abbaye Molosme.	57.00
	Morée.	—	50.47
	Gland.	—	267.00
	Grand bois de Baon.	—	101.80
	Les Graveries.	—	96.37

Avallon.	Paulfol.	Abb. de Molesmes.	191.52
	Saint-Michel.	Abb. de Saint-Michel.	90. »
	Saint-Jean.	Abb. Moutier S ^t -Jean,	300. »
		TOTAL	3.154.93
	Forêt au Duc.	Domaine.	1.339. »
	Bois de Partie.	—	25. »
	Breuillette.	—	41. »
	Forêt de Breuil.	—	603. »
	Boussadon.	Chapelle d'Avallon.	110. »
	Chassigny.	—	68.18
	Classes aux grandes Pâtures.	Abb. de Rigny.	20.20
	Bouffera.	—	12.21
	Etang Trignot.	—	12.60
	Bois l'Abbé.	—	8.46
	Bois du Four.	Abb. de Vézelay.	56.14
	Penières.	—	320. »
	Côte Chaudron.	—	76. »
	Bois Monsieur et la Dame.	Abb. Saint-Martin d'Autun.	115.49
	Yzigots.	Abb. Saint-Julien d'Auxerre.	98. »
	Margana.	Prieuré de Rigny.	36. »
	Forêt de Rigny.	—	62. »
	Zate de Rigny.	—	3. »
	Métairie Paillot.	—	62. »
	Lac d'Aby.	—	11. »
	Saint-Jean.	Abb. Moutier S ^t -Jean.	496. »
	Chauffour.	Chapitre de Vézelay.	68. »
	Fontaine Nouvelle.	—	41. »

Grand Marat.	Chap. Vezelay.	55. 00	
Petit Marat.	—	22. 00	
Zate au Vert.	Commanderie de Pont-Albert.	30. 58	
Parronin.	Abb. Saint-Julien d'Auxerre.	7. 75	
	Total.		
	Avallon.	3. 766. 61	257. 43
	Auxerre.	4. 469. 82	373. 71
	Tonnerre.	3. 154. 95	
		11. 411. 38	933. 90
	Sens.	3. 136. 72	581. 18
	Joigny.	4. 850. 96	1. 002. 62
		1. 939. 06	2. 517. 70

INSPECTION DE SENS

Lucin.	Abbaye de Vauluisant.	763.00	
Bagneaux.	Abbaye Saint-Germain-des-Près.	138.00	
Soucy.	Chapitre de Sens.	314.82	
Vauluisant G ^d Pays.	Re. de Vauluisant.	446.00	
Voisines.	Archevêché de Sens.	245.00	
Brunat.	—	314.00	
Glacier.	—	316.92	
Launay.	Ordre de Malte.	112.00	
Le Lys.	Abb. de Notre-Dame du Lys de Melun.	184.00	
Saint-Père.	Abb. de Saint-Pierre-le-Vif de Sens.	167.34	
Vareilles.	Abb. de S-Remi-s.-Cure et mis. de Vers.	89.00	
Carmélites.	Abbaye des dames Carmélites de Sens.	17.00	
L'hôpitaux.	Ordre de Malte.	29.26	
		<u>3.136.74</u>	
Joigny.	Abbaye Saint-Julien d'Auxerre.	1.284.40	
L'Abbesse d'Othe.	Archevêché de Sens.	901.07	
Courbépine.	—	485.50	
Grandes Rajeuses.	Prieuré de l'enfourch.	198.47	
L'enfourchure.	Chapitre de Sens.	255.00	
Chapitre sur Dixmont.	Archevêché de Sens.	584.20	
Saint-Julien du Sault.	Chapitre de St-Julien.	28.17	
—	Prieuré de Dillot.	75.08	
Dillot.	Ordre de Malte.	158.17	
Le Fays Cerisiers.	Chartreuse de Valprofonde.	204.00	
Béon.	Chapitre d'Auxerre.	537.77	
Merry la Vallée.	Prieuré de Jully.	25.76	
La Villotte.	Bénédictines de St-Germain d'Auxerre.	60.60	
Saint-Germain.	Abbaye de Pontigny.	53.21	
Malgouvernes.		<u>4.850.96</u>	

Etat des bois confisqués en 1789, à vendre en 1814

(Loi du 3 septembre)

ABBAYE DE CÎTEAUX			
Champignot.	Corcelles-les-Cîteaux	2 ^h 35	1.988 »
Les Aiges.	Epernay.	25.01	26.332 »
Pré Chétif.	Gergueil.	46.81	13.722 »
Champuot et Pautets.	—	130.80	42.352 »
Grande Combe et Sablière	—	110.48	61.936 »
Grand Mont.	—	61.64	37.328 »
Croix Biesle.	—	34.82	13.191 »
Trappe Chaudot.	Marigny.	97	654 50
Les Toirées.	—	8.47	5 773 50
Courtes de Moisey.	—	2.94	1.998 »
La Borde.	Saint-Nicolas.	50.74	32.033 »
Forlieu.	—	43.65	25.472 »
Accrués de Folchetif.	—	31.88	14.957 32
L'homme mort.	Losne.	53.72	44.193 60
Charrières Salins.	—	65.56	80.242 »
Buisson Tacquin.	—	25.70	27.849 80
Aige aux Loups.	—	12.86	9.794 80
Les Hayes.	—	24.10	18.756 50
Les Cent-Perches.	Aubaine.	23.73	5.007 60
Vernois.	—	53.69	8.329 80
Coupe Jaillot.	Lantenay.	66.39	9.450 36
		876.31	541.751 78
ÉVÊCHÉ DE DIJON			
Flas.	Clémencey.	49.46	27.130 »
Chassignotte.	Vic-sous-Gevrey.	29.11	32.498 »
Les Manches.	—	7.15	8.548 »
Le Pau.	Belleneuve.	5.35	6.825 »
Coteau Rabot.	Prenois.	55.05	22.632 »
		146.12	97.633 »

COLLÉGIALE DE NUITS

Froid fond.	Clémencey.	20 ^b 57	24.117 »
-------------	------------	--------------------	----------

CATHÉDRALE D'AUTUN

Milleray.	Saulon-s.-Fonds.	8.22	9.702 »
La Retraite.	Thomerey et Antigny.	137.50	49.316 80
Plant et Chaume Morin.	Jouey.	11.83	9.936 70
Marsin Tonnelier.	—	6.69	4.674 50
Bois de Mouilles.	—	12.36	11.491 52
Bois de Comme.	—	10.52	10.522 32
Pralay.	—	10.62	9.760 »
Champ de Feu.	—	0.14	131 20
Nolotte.	Allerey.	6.05	6.130 »
La Mazerotte.	Jonchery.	1. » »	719 »
Fouchère.	Manlay.	44.94	42.519 60
Le Tillot.	Marcheseuil.	20.17	13.248 »
Bois Lavert.	Brazey-au-Mont.	7.60	4.282 »
Petite Forêt.	Aubaine.	10.46	5.540 70
		308.64	202.083 54

PRIEURÉ DE SAINT-SAUVEUR

Chassagne.	Saint-Sauveur.	54.89	71.904 »
La Manche.	—	46.99	55.502 »
		101.88	127.106 »

ORDRE DE MALTE

Beauvoir.	Vic-sous-Gevrey.	35.58	36.352 »
Le Chinois.	Louesme.	144.93	105.390 06
La Fourtelle.	Courban.	204.63	148.803 46
Le Montot.	Bissey-la-Côte.	176.05	128.021 10
Le Bouchot.	Sayer.	36.10	26.258 20
Le Defoy.	—	26.15	19.015 90
Les Jeux.	Courban.	19.39	14.101 38
La Garenne de Bulanies.	Voulaines.	16.15	4.275 »
La Fortelle de Leuglay.	Leuglay.	52.73	14.200 »
		711.71	496.417 10

SAINT-VIVANT

Revenu Chaughey.	Detain.	1 ^h 73	809	»
Pré de Nesle.	—	6.26	2.925	»
Moulin à vent.	—	9.57	4.898	»
Les Bouchots.	—	15.83	6.945	»
Les Ranvers.	Ternant.	21.35	19.140	»
Combe de Roche Clèvre.	—	6.11	2.881	»
Vauglou.	Concœur.	7.19	3.807	»
		68.04	41.405	»

CHARTREUX DE DIJON

Graschamps.	Dain.	13.30	4.786	»
Coteau des Argillières.	—	12.90	3.866	»
Combe au Fourneau.	—	82.32	21.271	»
Grande Cresille.	—	16.90	8.438	»
Petite Cresille.	—	2	1.250	»
Du Chêne.	—	116.07	83.907	»
Grand Cotteau.	Lantenay.	108.42	27.002	78
		351.91	150.520.	78

ABBAYE SAINT-BÉNIGNE

Jarrot où Grotte au loup.	Plombières.	7.82	1.540	»
Prielle.	—	12.96	2.710	»
Cote Chadin.	—	7.93	5.445	»
Brûlé ou plain d'Autrey.	—	25.27	6.166	»
Le Chatelet.	—	24.77	6.101	»
Saligny.	Corcelles-les-Monts.	25	5.635	»
—	—	25	3.138	»
Crucifix.	—	25	5.771	»
Mont feuillot.	—	25	5.837	»
—	—	25	11.582	»
Combe à l'ortie.	—	24.58	12.114	»
Epoissottes.	—	19.68	3.445	»
		218.01	69.484	»

ABBAYE SAINT-BÉNIGNE

Le Varin.	Cessey-sur-Tille.	56.55	49.035	»
La Maugeotte.	Chambeire.	19.08	29.615	»
Le Charmois.	Labergement.	19.40	26.164	»
Le Lampot.	Longchamp.	20.57	24.117	»
Charbonney.	Villecomte.	47.57	10.849	75
Bois du Jour.	—	77.17	24.143	90
Bois à la Dame.	—	62.66	22.897	»
Roray.	—	59.50	35.600	50
La Testie.	Velars-sur-Ouche.	26.56	3.232	40
Combe au Saut.	Chaignay.	242.93	89.430	58
Coteau Renaud.	—	96.02	13.203	»
Bois au Bons.	—	96.02	16.509	77
Charrière du Fardeau.	—	28.09	7.626	11
Tremblay.	—	34.73	15.304	34
Charrière Charmoy.	Antheuil.	87.38	27.848	60
Lanceri.	Veuvey.	59.23	22.779	40
		1.033.46	418.556	35

SAINTE-CHAPELLE DE DIJON

Pré Barra.	Corcelles-les-Cîteaux	1.07	1.288	»
La Griguette.	Epernay.	16.10	21.128	»
Faudion.	—	8.59	1.260	»
La Lurosse.	—	17.43	26.330	»
Bois de Blaisy.	—	11.09	15.012	»
Petit Chenoy.	Val-Suzon.	83.28	40.658	18
Bois des Roches.	—	39.42	13.026	95
Bois Falcon.	—	42.86	6.376	80
Coteau de Darois.	—	108.92	25.597	16
Grand Array.	Etaule.	20	7.284	»
Petit Array.	Savouges.	6	7.288	»
		2.76	3.040	»
		357.52	168.289	09

Charmoy.	Lamargelle.	57 ^h 19	23.745 03
Tenoillon.	Vauxsaules.	28.86	7.391 27
Combe Colas.	—	17.03	1.934 46
Les Courrenottes.	—	4.56	1.249 99

BÉNÉDICTINS DE FLAVIGNY

Verpand.	Flavigny.	28.18	12 965 „
Grande et petite Aige.	Hauteroche.	1.73	2.366 „
Chimerey.	Flavigny.	39.73	15.932 50
Cornet de Grisseey.	Jailly-les-Moulins.	81.82	43 579 95

BÉNÉDICTINS DE CHATILLON

Lisière de Frase ou Debat	Verdonnet.	13.40	2.564 25
---------------------------	------------	-------	----------

ÉVÊCHÉ D'AUTUN

Petit Perrier.	Touillon.	27.42	12.917 „
----------------	-----------	-------	----------

ABBAYE DE CHATILLON

Forêt l'Abbé.	Villotte-sur-Ource.	68.72	95.005 72
		368.64	219.651 22

MOINES DE LONGUAY

La petite Forêt.	Lignerolles.	220.24	166.568 60
Corne au Loup.	Lesgoulles.	229.81	152.672 26
Bois des forges.	—	72.56	75.152 56
Jeunes bois.	—	21.95	19.114 05
Val Gridelin.	Lignerolles.	200.60	132.985 88
		645.16	546.493 35

ÉVÊCHÉ DE LANGRES

Montreigné.	Gevrolles.	31.52	12.719	33
Pamucary ou bois de Langres.	Montigny-s.-Vingeanne.	113.66	78.526	20
Les 80 Arpents.	—	15.59	15.707	00
Forêt Buzon.	Gevrolles.	66.50	98.021	30
Bonne forêt.	—	30.36	48.377	28
Basse Rieppe.	—	8.29	12.384	71
Vendue au borgne.	—	10.34	17.084	71
		244.74	270.101	20

PRIEURÉ DE BAULME-LA-ROCHE

Lamier Boudcharmot.	Panges.	108.10	21.392	05
La forêt et Lamier.	Baulme-la-Roche.	88.98	25.706	37
		196.98	47.098	32

BÉNÉDICTINS DE FONTENAY

Queue au loup Les Crots et Broisevard.	Poiseul-la-Grange.	51.40	24.268	07
--	--------------------	-------	--------	----

PRIEURÉ DE LÉRY

La Chaux et Montroyot.	Léry.	83.75	43.383	22
Grand et petit Charmois.	—	60.24	23.113	08
Tête des bois Avaux.	—	70.06	34.996	14
Brosse au prêtre	—	15.02	10.875	47
Coteau Louis,	—	13.00	3.249	67
Lisière de la Charmotte.	—	2.42	761	07
Brosse au diable.	—	1.91	378	33
		297.81	141.025	05

ABBAYE DE SAINT-SEINE

Cote roide.	Francheville.	106.19	24.725	86	
Les Encinges.	—	242.59	40.191	10	
Cote du Souci.	—	70.47	20.277	60	
Gravier et Cocardièrre.	Pellerey.	131.09	25.539	72	
Les rochons.	—	18.00	3.103	00	
Chaumont et Pentecôte.	—	176.28	53.531	30	
Millevaux.	—	51.07	10.606	04	
Les pointes.	Lamargelle.	224.57	38.645	76	
		1.020	26	216.620	38

CURE DE RUFFEY

Barre de Ruffey.	Ruffey.	0 30	183 20
Barres de Grand-Champ.	Marigny.	0.16	98 »

COLLÈGE DE DIJON (GODRANS)

Le Torlot.	Antilly.	12 81	10.580 40
------------	----------	-------	-----------

ABBAYE DE SAINTE-MARGUERITE

Le Remontot.	Bouilland.	18.22	8.381 48
Revenue Tavan ou Gouachet.	Bessey-en-Chaume.	38.40	33 168 86
Gorotte ou Bas des Fourneaux.	—	6.40	4.795 20
Caillotet.	—	2.42	1.868 10
Forêt d'Aiguillotte.	Bouilland.	15.83	6.226 50
Terre éboulée, Rouffey triponne.	—	39.93	13.378 60
Larret des Fontaines.	—	11.02	5.897 52
Neire Chatelet, Combe Fussey et Sentier aux Vaches.	—	42.26	12.895 40
Chaignet, Coupe Picard et Coupe au Prêtre.	—	32.80	17.398 »
		207.28	114.871 12

MINIMES N.-D. D'ÉTANG

Le Cuchet.	Velars-sur-Ouche.	11.18	2.118 32
------------	-------------------	-------	----------

PRIEURÉ DE SAINT-MARCEL

Suzane, Motte d'Ane et Petit Meilly.	Fleurey.	149.91	80.646 88
Grand Meilly.	—	50.26	135.23 40
Suzane. Coteau des Chameaux.	—	175.54	63.196 80

PRIEURÉ DE LARREY

Bois Monsieur.	Messigny.	1.38	959 10
Cote Maugeotte Montmoyer.	Epagny.	178.03	96.082 20

BÉNÉDICTINS DE BÈZE

St-Père et les Lavières.	Pouilly-s-Vingeanne.	68.67	89.361.25
Bois Saint-Père.	Bèze.	88.05	63.166 »
Mont Voitou.	Viévigne.	57.36	57.733 80
		214 08	466.787 75

Bois de Paul.	Geyrolles.	84.98	34.437 92
Vigne Rouget.	—	129.73	142.621 91
Charmes aux Anes.	—	31.78	34.414 »
		245.49	211.473 83

PRIEURÉ DE SEMUR

La Manche.	Bard-le-Régulier.	4 »	5.010 »
Comme Thuinet.	—	14.39	13.631 60
Petite Garenne ou Verger.	—	1.16	845 80
		19.65	19.486 40

CHAPITRE DE SEMUR

La Bouille.	Bard-le-Régulier.	11.13	10.421 »
Poisot.	—	31.66	25.758 »
Comme Nuit.	—	2.14	2.240 »
Revenu de Chevannes.	Brazey.	7.60	4.232 «
		52.53	42.701 80

MOINES DE CLAIRVAUX

La Gareune ou le Bouchot.	Riel-les-Eaux.	2.74	840 70
Le Bouchot de la Borde.	—	2.38	361 82
Bouchot Bourgeois.	—	3.47	550 12
Valoignon.	—	10.16	4.620 58
		18.75	6.373 22

ABBAYE DE LA BUSSIÈRE

Coupe au Curé.	La Bussière.	9.39	5.947 »
Terre Blanche.	—	12.05	7.474 »
Brise-gâteau, Vauville et Murot.	—	117 »	64.492 »
Combe Crea, revenu Andriette, Fontaine pourrie.	—	41.90	20.324 »
Fontaine Cheval.	—	17.53	12.711 23
Coupe au Lièvre.	—	2.70	2.233 »
Grande et petite pierre molaine.	—	96 32	36.320 »
Larrey-Saint-Martin.	—	7.39	5.159 80
Courte Epée.	—	18.07	11.217 »
Bois Faty.	—	24.76	10.356 80
Taille Goujon.	—	31.38	17.630 »
		378.57	193.865 43

	REPORT	378.57	193.865	43
Coupe au Vuilier.	La Bussière.	3.00	1.042	»
Grand et petit dos d'âne.	—	42.37	38.379	50
Roche de presle de veau et revenue ronde.	—	16.80	11.964	»
Quartier des frênes.	—	10.51	6.267	»
Combe Pitat.	—	27.87	17.665	»
Bois de Lavigne.	—	4.98	3.440	»
Grand et bas Trut.	—	64.20	30.660	»
		548.30	303.082	93





